CONTRAIREMENT A TOUTES LES PRÉVISIONS DES SPÉCIALISTES

La croissance de l'économie aux États-Unis a été plus forte fors du premier semestre

LIRE PAGE 22 L'ARTICLE DE FRANÇOIS RENARD



UN ENTRETIEN **AVEC MILES DAVIS**

Le son noir de la musique

URE PAGE 12

Surprise Le premier ministre

Une Knesset émiettée

Rarement l'Etat bébreu aura paru aussi divisé politiquement qu'au leudemain de ces élections législatives qui s'annonçaient porteuses de changement mais se solderout saus doute, après de longs marchandages, par la remise en selle d'une équipe aux états de service pourtant pen brillants. Incapable de maîtriser une folle inflation et de se dépêtrer de l'imbroglio libanais, le gouvernement Shamir, en poursuivant tambour battant la colopisation de la Cisjordanie, rend de plus en plus difficile la recherche d'une solution an pro-blème palestinien.

L'opposition travailliste pou-vait légitimement espèrer tirer profit de ce bilan en faisant trébucher le Likond, anquet son ancien chef charismatique, M. Begin, n'avait même pas jugé utile de prêter main-forte dans sa campagne électorale. Le parti de M. Shimon Pérès se voulait messager de l'espoir en promettant un retrait rapide du Libau, une ouverture diplomatique ca direction de la Jordanie, une meilleure gestion quotidienne de Etat juif.

7 Du Politage

L'arithmétique du scrutin laisse penser que les travaillistes out, une nouvelle fois, manqué le coche. Tout en devançant le Likond, ils abandonnent plusieurs sièges à leurs petits alliés de ganche, plus combatifs, et surtout se révèlent impuissants à éduire la partie de l'opinion qui était inquiète du laxisme gouvernemental et lasse de l'aventure

Dans ce demi-échec, on décèle aussi la persistance du «facteur ethnique», ce profond fossé entre juits ashkénazes et séfarades, qui permit au Likoud, en canalisant l'amertume et la colère d'une communauté oriestale longtemps humiliée, de mettre un terme, en 1977, à trente ans de suprématie travailliste. En demeurant massivement fidèles au parti qui sut, à point nommé, fût-ce avec quelque démagogie, écouter leurs doléances, les aider à mieux vivre et surtout leur redonner honneur et fierté, les Israéliens séfarades out montré lundi que leur identification avec le parti du «roi Begin» résistait aux plus rudes accourts.

Le verdict des urnes engendre un émiettement parlementaire sans précédent. Même si M. Shamir, comme c'est vraisemblable, réussit à mettre sur pied, dans les prochaines semaines, une nonveile coalition gonvernementale, son sort dépendra plus que jamais des caprices et des exigences manifestés par les partis religieux, devenus maîtres du jeu politique. Seule une profonde réforme électorale pourra éviter une totale paralysie des institutions ou des élections en cascade.

Des mesures techniques ne suffirent pas à rendre à la société israélienne un consensus qui lui fait aujourd'hui crueilement défaut. La poussée de l'extrême droite et l'entrée au pariement d'un personnage publiquement favorable à l'expulsion des deux millions d'Arabes vivant dans le Grandisraël devraient provoquer parmi la classe politique une réflexion salutaire sans laquelle l'Etat juif court le risque de perdre un peu

Les progrès des travaillistes ne menacent pas sérieusement

De notre correspondant

Jéresalem. – Le pouvoir, selon toute vraisemblance, ne changers pas de main en Israël. Déjouant tous les pronostics, le Likoud, principale formation de la coalition sortante, cui figure ce pardi matin de vérificat forme ce pardi matin de vérifications de verifications de vérifications de vérifications de verifications de verifi fait figure, ce mardi matin, de véri-table vainqueur des élections législa-tives. Tout en abandonnant au Maarakh (Parti travailliste et Mapam) la première piace sur l'échiquier parlementaire, il est en bien meil-ieure posture que lui pour mettre sur pied le programme gouvernemental.

Selon des chiffres qui proviennent d'un dépouillement à 95%, avec Likoud, quant à lui, remporte 40 mandats; les deux grands partis cèdent du terrain aux petites formations. Les travaillistes perdent an-delà sans doute de ses prévisions

A l'inverse, la formation de M. Shimon Pérès n'a pas du tout réussi la percée que les sondages propostiquaient depuis des mo avec une remarquable régularité. Les derniers en date accordaient à l'opposition une avance de 10 à 12 sièges sur le Likond. Or elle n'obtient que 5 mandats. La défaite travailliste est donc indéniable.

Pour pouvoir prétendre déloger le Likond, les travaillistes avaient besoin de recueillir au moins 52 sièges, soit cinq de plus qu'en 1981, ce qui correspondait à quelque 100 000 voix supplémentaires. Cette minorité de blocage avrait empêché le premier ministre sortant de constituer une nouvelle coalition. Or e parti de M. Pérès, avec 45 sièges, arrive fort loin du compte. Plusieurs des mandats qui lui font défaut ont cependant été récupérés par les deux pentes formations de gauche, Shinoui et le Mouvement des droits civiques, qui sont ses alliés naturels : hacure d'elles recueille trois sièges.

> JEAN-PIERRE LANGELLIER. (Lire la suite page 4.)

M. Shamir

45 sièges à la Knesset sur un total de 120, le Front travailliste redeviendra le principal groupe parlementaire, ce qu'il n'était plus depuis l'arrivée au pouvoir en 1977 de M. Begin. Le 2 mandats, et le Likoud recule de 8 sièges. Mais le parti de M. Shamir réussit un acore bien plus honorable qu'on ne le prédisait généralement,

Les sondages avaient fort justement laissé prévoir une nette pro-gression des petits partis. Ce phénomène est sensible à droite comme à gauche. Le Front travailliste et le Likond avaient à eux deux enlevé 95 mandats en 1981. Il n'en recueillent cette fois que 85.

en Israël devant l'Assem UNE SEMAINE



Point de vue

Que M. Mitterrand laisse en paix la Constitution!

par MICHEL JOBERT (*)

Ce n'est pes le moindre mérite des institutions de la Vº République que de préserver la liberta d'initiative et d'action du président. Sous les régimes antérieurs; des déboires antérieurs des déboires anterieurs deux ante, à tous les resides électorais y comunis le service électorais y comunis le service. stades électoreux, y compris le scru-tin européen du 17 juin, une manifes-tation comme celle du 24 juin, auraient conduit à l'ouverture d'une M. Mitterrand démontre que, même dans une situation qui n'est guère confortable, le président de la Répu-blique conserve toute latitude pour influer sur le cours des choses et recomposer le jeu politique.

il vient de s'y appliquer, en ouvrant, dans l'ambiguité, la pers-pactive d'un référendum sur une modification constitutionnells, en désavouant le premier ministre et le ministre da l'éducation nationale, en nommant un pouvemement d'où les communistes se sont retirés, la « mise su net » s'étant finalement faite à leur initiative - M. Mitterrand n'en espérait pes tant. Même s'il vient de tirer trois cartouches à la suite, sas réserves ne sont pas épui-

On les imagine : manœuvres autour du référendum, infléchisse-ment des attitudes et de la ligne polizique du nouveau gouvernement, ébauche d'une majorité présidentielle plus diverse, séductions d'une nouvelle loi électorale, sacrifices demandés aux intégristes d'un s socialisme à la française », qui sont les véritables victimes des volte-face d'une semaine folle – à partir du 12 juillet dernier. Tous ceux qui som-ment aujourd'hui le président de la République de vérifier immédiate-ment, par des élections législatives, que son parti et lui-même ne dispot plus d'un crédit suffisant savent plus fluide et M. Mitterrand moins « coincé » qu'ils ne le souhaitent.

Est-ce à dire qu'il faille crier : « Brave, bien joué », dès lors que le président de la République, après avoir beaucoup tâtonné, sort d'un immobilisme périlleux et peu convaincent ? Non, bien sûr. Car it faut mesurer le prix payé pour l'une et l'autre attitude. L'immobiliame d'abord : à vouloir

même, que le « peuple de gauche », en mai 1981, faisait succéder le jour à la nuit, M. Mitterrand a enliaé ses partisans et ses gouvernements dens une analyse fausse et une immodes tie devenue, pour beaucoup, horripilante. Les scrutins de mai et juin 1981 furent plus nuancés que cette image d'Epinal en rose. Cet accaparement abusif sura provoqué le repli de tout un électorat dans ition ou l'abstention. Loin des réalités également, la politique économique de 1981 à 1983 mit le pays à deux doigts de la faillite. Depuis, il a bien fallu faire de nécessité vertu, et réagir d'autant plus doulour ment qu'il était bien tard. Or, 1986, qui sonnera le terme d'une majorite socialiste absolue à l'Assemblée nationale, se rapproche à une vitesse vertigineuse. Le temps n'est pas bon prince, contrairement à ce que l'a trop dit M. Mitterrand, et les résultats d'une action désormais courageuse mais aléatoire seront lents à

L'improvisation est l'autre face de l'action présidentielle et comporte aussi des conséquences redoutables. Se livrer à de grandes manœuvres en cause ne peut être approuvé. C'est du gaspillage.

(*) Ancien ministre. (Lire la suite page 8.)

qu'affronte M. Laurent Fabius, mardi 24 juillet, en engageant la responsabilité de son gouvernement sur une déclaration de politique générale. Les socia-listes disposent d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais M. Fabius est pris entre deur feux : l'opposition qui réclame la dissolution et présente son gouvernement comme représentatif d'un Français sur cinq, un sur quatre au mieux; le Parti communiste, qui a quitté le gouvernament tout en affirmant qu'il reste dens la majorité. Il n'y a aucune raison pour que la France échappe à l'affort que s'imposent tous les grands pays d'Europe pour rester dans la course, devait dire le premier ministre en insistant sur la nécessité de tenir un langage de « vérité » et d' « effort ». En parlant beaucoup de modernisation et de redéploiement de l'appareil de production, le chef du gouvernement ne pouveit manquer d'insister sur le devoir de continuer une politique de « traitement social » du sous-emploi qui risque, dans une première phase, d'en résulter. On s'attendait que le premier ministre cherche à renou-veler la notion de contrat de solidanté, en insistant précisément sur le « caractére contractuel » des solutions à mettre en œuvre. Pour l'abaissement des prélèvements obligatoires, les grandes lignes de la politique esquissée au conseil des ministres du 18 juillet devraient être confirmées et précisées : suppression de la cotisation exceptionnelle de 1 % sur les revenus pour financer la Sécurité sociale, allégement de la taxe professionnelle at de l'Impôt sur le revenu. M. Laurent Fabius devait confirmer l'intention qu'on lui prête, sur la foi des déclarations qu'il a faites lorsqu'il était ministre de l'industrie, de liberer les prix industriels dans leur quasi-totalité, tout en se montrant partisan d'une politique de plus grande « vérité » des tarifs publics.

Fabius sans Fabien

par ANDRÉ FONTAINE

turionnel, remplacement de Pierre
Mauroy par Laurent Fabius, retrait
des ministres communistes : il est
tentant, devant l'enchaînement de ces événements, de parler de fusée à trois étages. Encore faudrait-il être sûr qu'ils étaient dès le début destinés, dans l'esprit de François Mit-terrand, à former un tout. On affirme de tous côtés qu'il n'en est rien. Mais qui, avec un homme aussi secret, peut prétendre vraiment avoir?

L'idée d'un référendum trottait manifestement depuis quelque temps dans la tête présidentielle. Maurice Faure conseillait de le faire porter sur la réduction, très large-ment souhaitée par l'opinion, de la durée du mandat élyséen. Des enthousiastes de l'Europe suggéraient, dans la foulée du discours prononcé à Strasbourg, le 24 mai, par le chef de l'Etat, que l'on soumette au peuple souverain un ambitieux traité d'union politique. Dans un cas comme dans l'autre, cependant, la consultation envisagée ne se serait déroulée que dans un an, histoire de prendre de court l'opposition au seuil des législatives.

Tout donne donc à nenser que c'est in extremis que François Mitterrand, devant le piètre résultat des euronéennes et le succès de la manifestation du 24 juin, a décidé de prendre le taureau par les cornes. Autrement dit, de remiser le projet Savary et de lancer son projet de révision constitutionnelle. Comment, cependant, aurait-il pu, ce faisant, ne pas mesurer les conséquences inévitables, au moins à terme, de son initiative? Une personnalité de l'opposition rappelait récemment qu'il lui avait confié. il y a deux ans déjà, que le jour où il reprendrait, précisément, l'« initiative », il irait « jusqu'au bout ».

C'est été mal connaître Alain Savary, homme d'hoaneur et de caractère, que d'imaginer qu'ainsi

Annonce d'un référendem consti- désavoué il conserverait son porteet les parents d'élèves, que d'imaginer qu'il pourrait, en de telles circonstances, ne pas se solidariser avec le ministre de l'éducation nationale. De toute façon, il ne pouvait ignorer qu'à plus ou moins brève échéance il scrait sacrifié aux sondages; et-il était résolu à tomber à

Aux yeux des communistes, le nom de Mauroy faisait figure de symbole : il les avait convaincus de sa volonté de préserver l'union de la lui aussi était symbolique, mais en sens inverse : de cette politique de restructurations industrielles, génératrice de chômage, contre laquelle ils n'avaient cessé de guerroyer. En remplaçant l'un par l'autre, François Mitterrand ne pouvait ignorer que le PCF risquait de retirer ses ministres.

En tout état de cause, il n'avait jamais douté, depuis la signature du programme commun, que le mariage entre ce qu'il appelle luimême le « parti de Lénine » et « celui de Léon Blum » se terminerait quelque jour par un divorce. Mais n'y a-t-il pas déjà sept ans que ce divorce s'est produit? Lorsque les amis de Georges Marchais ont découvert que, comme ils l'avaient espéré, et que la droite le croyait, loin de rouler pour eux, Mitterrand entendait se servir d'eux, selon leur propre formule, comme du - marchepied - dont il avait besoin pour gêrer la crise du capitalisme -D'où la ruoture en septembre 1977 des négociations sur l'« actualisation du programme commun » et le soin mis par le PCF, lors des législatives de 1978, comme de la présidentielle de 1981, à répartir équitablement ses coups entre la droite et le PS.

(Lire la suite page 2.)

L'automobile, test du redéploiement industriel

être chargé du grand dessein industriel du septenmet - ce qui est beau-coup, - M^{me} Edith Cresson sait depuis lundi qu'elle est sa principale priorité. Les communistes se sont chargés de le lui rappeler.

M. Rané Le Guen, membre du bureau politique, après avoir visité l'exposition du centensire de l'automobile avec une délégation du parti, a fait une analyse des difficultés actuelles. « L'efficacité de cette industrie a été rompue par (...) la politique de mondialisation et la prionté accordée aux aspects financie par les deux constructeurs Paugeot et Renault] au détriment des obje industriels (...). La note est douloureuse pour le pays, elle condamne la politique abusive d'investissements à l'étranger et la course à la rentabilité financière à outrance. Les mesures découlant de la politique de rigueur, en particulier la baisse du pouvoir hat, l'augmentation de l'essence

par BRUNO DETHOMAS

et des assurances, ont au aussi des effets négatifs pour l'automobile. » Un avertissement solennel alors

que le pouvoir va devoir sa prononcer rapidement sur la demande de licenments de Citroën, et que les directions techniques de ministères discutent déjà avec Renault de la manière de réduire son sureffectif (estimé, dit-on, à quelque 18 000 salariés per M. Dalle, PDG de L'Oréal, chargé d'un rapport sur l'automobile). Une mise en garde aussi le jour même où M== Cresson disait aux Echos « être résolument favorable aux investi ments à l'étranger ». « Si nous refusions de le faire, ajoutait-elle, nous pesserione à côté d'une chance his-

L'automobile il est vrai est un enjeu industriel majeur du fait de son poids dans l'économie française. Elle occupe 270 000 personnes chez les constructeurs, 560 000 chez les équipementiers, les sous-traitants et les fabricants de pneumatiques et 480 000 personnes dans les activités liées à l'usage de l'automobile (réparateurs, distributeurs d'essence...). Malgré la forte réduction de son impact sur le commerce extérieur,

elle a encore dégagé 6,25 milliards de francs d'excédents au premier Enfin, sa fiscalité spécifique (TVA sur les ventes de véhicules et de carburant, vignette, taxe intérieure sur les produits pétroliers) représente plus de 20 % des recettes du budget de l'Etat. C'ast dire qu'un déclin des constructeurs français serait une véritable catastrophe nationale. Or on connaît les chiffres (le Monde du 12 juillet) : les ventes de voitures françaises ont baissé de 19,3 % au premier semestre (par rapport à la

même période de 1983) dans l'Hexa

L'automobile n'est pas la sidérurgie. C'est un produit dont toutes les études prévoient qu'il a un avenir, même si la croissance du marché mondial ne doit plus être que de l'ordre de 2 % par an. C'est aussi un produit de technologie trop évoluée pour que la concurrence des pays nouvellement industrialisés soit menacante. Dans ce domaine, on reste entre grands pays producte reste entre grands pays producteurs:
Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France, Italia et GrandeBretagne. Or les constructeurs français n'ont pas à rougir de leur
technique: la réussite de la R 9, l'un
des modèles les plus vendus dans le
monde, celle indéniable de la 205, le succès de la R 25, dont la production va être portée à 700 véhicules par jour et dont la pénétration en France (5,1 % en juin) représente plus que des et BMW réunis, sont là pour en attester.

(Lire la suite page 19.)

AU JOUR LE JOUR

Diplomaties

Une valise diplomatique de 9 tonnes, motorisée et blindée de surcrost, c'est un peu gros, ont estimé successivement les Suisses et les Allemands.

Le fait est que la diplomatie soviétique est plutôt du genre lourd.

Nos communistes sont plus discrets. Le temps de quitter le gouvernement, et M. Marchais a refait sa valise pour la Roumanie. Sur la pointe des pieds.

JACQUES CELLARD,

Politique

Le jeu politique

se trouve bouleversé. André Fontaine croit que la seule chance de réussite, pour Laurent Fahius, consiste à faire délibérément passer l'intérêt national avant l'enjeu électoral. Alfred Grosser voudrait éviter que le référendum n'exprime, plutôt que la volonté du peuple, celle d'un homme, et il préconise pour ce faire de soumettre à une instance de contrôle disposant d'une forte autorité morale la formulation de la question posée. Quant à Maurice Duverger, il estime que, dans le cas présent, il s'agit de ce qu'il appelle un « référendum de consensus », comme ceux que de Gaulle avait organisés à propos de l'Algérie;

N' affirmant d'emblée su volonté de rassemble. Français, le premier ministre Laurent Fabius a souligné la nouvelle orientation prise par le président de la République. La révision constitutionnelle annoncée le 12 juillet en figure le prélude. Mais ce côté conjoncturel ne doit pas dissimuler la portée historique de la réforme envisagée. Elle prend place dans une évolution générale des démocraties d'Occident. Les libertés étant partout mensoces, il est essentiel que leur protection soit renforcée dans les rares pays qui les pratiquent. La démarche actuelle de François Mitterrand prolonge d'ailleurs la route que Valéry Giscard d'Estaing a ouverte en 1974 en donnant à soixante députés ou soixante séna-teurs le droit de saisir le Conseil constitutionnel. Parce que les citoyens n'y out pas été associés, cette innovation a moins frappé. On a compris son importance depuis

Permettre au peuple français de trancher lui-même sur . les grandes questions qui concernent ces biens précieux inaliénables que sont les précieux inaliènables que sont les libertés publiques », c'est établir une procédure moins courante, car on ne peut pas utiliser souvent le référendum. Mais la possibilité d'y recourir installera une arme de dissussion efficace. Surtout, elle permettra de faire apparaître l'unité profonde du pays quand elle est en avance sur l'évolution de partis qui s'accrochent à des positions dépassões et l'empêchent ainsi de s'exprimer. Dans un domaine différent, les deux premiers recours du général de Gaulle à l'article 11 – et les seuls réguliers – méritent d'être analysés sous cet angle. Ils furem les initiateurs de ce qu'on pourrait appeier le référendum de con

Ils sont intervenus au moment où le problème algérien paralysait le Pariement et le gouvernement. Le pays, las d'une guerre interminable, souhaitait la paix. La plupart des hommes politiques penchaient de ce côté. Mais très peu esaient le reconnaître publiquement. Ministres, députés, sénateurs ne voulaient pas subir le sort de Mendès France, acclamé lors des accords de Genève et ensuite traité de « bradeur » pour les avoir signés.

par MAURICE DUVERGER

Dans la majorité comme dans l'opposition, les partis se figeaient sur de vieux interdits. En demandant à la nation elle-même d'accepter le principe de l'autodétermina-tion (8 janvier 1961), puis de ratifier les accords d'Evian (8 avril 1962), le président de la République a débloqué la situation et révélé la faiblesse des partisans de l'Algérie

Moins dramatique, le problème de l'école se trouve aujourd'hui en position analogue. Les sondages révèlent un large consensus à propos du pluralisme public-privé, de la liberté pour les parents de choisir un établissement, d'une aide équitable de l'Etat et des collectivités territoriales. Mais les traditions laïques poussent la gauche vers l'intransigeance bien que les modérés inclinent vers le compromis. A droite, la coupure est aussi profonde entre les durs, qui veulent empêcher un accord entre l'Eglise et la majorité, et les réalistes, qui mesurent les avantages d'une paix scolaire sur cette base.

Sortir d'une situation absurde

On en arrive ainsi à la situation absurde de ces dernières semaines. où un projet de loi favorable aux catholiques les a dressés contre lui par suite des retouches de détail imposées au dernier moment par les Laignel du Parti socialiste. Ligoté par eux comme de Gaulle l'était en 1961-1962 par une fraction de ses partisans, François Mitterrand se libère de ses liens en suivant l'exemple de son illustre prédécesseur.

Malheureusement, la Constitution ne permet aujourd'hui de consulter le peuple que sur l'organi-sation des pouvoirs publics et la ratification de certains traités. Afin de pouvoir éventuellement lui soumettre le problème scolaire, le président de la République a engagé une pro-cédure de révision. Si l'Assemblée nationale et le Sénat sont d'accord sur ce projet, il devra lui-même être approuvé ensuite par les citoyens, conformément à l'article 89, le

recours subsidiaire au Congrès n'étant guère admissible pour une question si fondamentale. Il n'est pas possible que les électeurs se pro-noncent au même temps sur l'école. Mais ils devront ensuite être appelés à le faire par un second référendum. si le législateur ne parvient pas à éla-borer une solution acceptable par la plupart des Français. En retirant le projet Savary en son état actue parce qu'il choque une notable partie de nos compatriotes, François Mitterrand s'est engagé du même coup à rechercher un large aus dans ce domaine. Si le Parlement ne pouvait le trouver. faudrait revenir devant la nation.

La révision en cours aura le grand avantage de donner aux citoyens le pouvoir de trancher en matière de libertés publiques. Envisagée depuis longtemps par certains socialistes, une telle réforme a été suggérée par des parlementaires du RPR et de l'UDF. L'opposition tout entière s'y est ralliée par ses derniers votes au Sénat et à l'Assemblée nationale. Après avoir réclamé une consultation populaire sur la liberté de Penseignement, comment pourrait-elle refuser les moyens d'y procé-der? La Haute Assemblée a une occasion magnifique de faire préciser dans le nouvel article i 1 qu'il ne peut s'appliquer en matière constitucionnelle, ce qui correspond aussi la position constante de la gauche. La consultation populaire de sep-tembre prochain présente elle-même les caractères d'un référendum de

La droite n'envisage pas de gaieté de cour de répondre « oui » à la pro-position d'un adversaire politique. Mais pourra-t-elle se montrer moins sensible à l'intérêt national que les communistes acceptant de répo « oui » en avril 1962 ? Dans le référendum de consensus, le chef de l'Etat ne se comporte pas en élu d'une fraction du pays, mais en président de tous les Français. Il sur monte ses préférences politiques pour chercher le dénominateur commun au plus grand nombre. L'opposition le savoriserait plus en s'abais-sant à des attitudes partisanes qu'en s'alignant à un niveau qui les dépasse. Elle ne pourrait pas sans risque grave empêcher une consulta-tion dont les premiers sondages montrent que la grande majorité des citoyens en approuvent le principe.

Les libertés sont à définir

par ALFRED GROSSER

Ul ou non, voulez-vous assurat ls fiberté des usagers des services publics en empê-chent l'abus du droit de grève ?' Oui ou non, voulez-vous assurer enfin la liberté des travailleurs dans l'entreprise en les associant à la ges-tion?

Voilà deux questions qui pour-raient aisément être posées su peuple à partir de deux principes inscrita dans le présmbule, toujours valide, de la Constitution de 1946 : «Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementant», donc avec des restrictions, et : « Tout tra-vailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la gestion des

outraprises. 3

Oui, le débet sur les libertés est assentiel. Oui, c'est lui qui a conduit le président de la République d'abord à annoncer le référendum sur les références de la constant de la c rendums, puis à changer de premier ministre et de gouvernement, ne serair ce que pour mieux reprendre lui-même en main, face à l'opposi-tion, le drapeau de la liberté. Seule-ment, l'affrontement crispé empêche de voir que si la liberté est facile i invoquer, les libertés sont difficiles à définir. Il vaudrait mieux s'en rendre cempts. Pour cela, il faudrait que chaque groupe politique sa décide à freiner ses hurieurs et à donner de l'autorité à ses raisonnables.

Les outrances d'André Laignel et de Jean Poperan à l'Assemblés ont fait au moins autant de mal au compromis Savary que les amendements intempestifs de Pierre Mauroy. La lecture quotidienne du Figaro rend per-plexe devant l'information d'Alain Besençon dans l'Express que l'oppo-sition serait e fort mesurée dans son langages. C'est vrei pour le jeune maire RPR d'Antony, Patrick Devedjian, dont l'interview, dans la Croix favorable à Robert Badinter et intelligeniment mesuré sur l'immigration, n'a su, hôlas, aucun retentissement.

Prenons le cas de la liberté d'information et de communication. La mainmise gouvernementale sur let médias ? Oui, il y a le problème de l'emprise sans cassa croissante d'Havas où l'ami du président de la République, André Rousselet, a suc-République, André Houssett, a suc-cédé à l'ami d'un autre président de la République, Yves Cannec. Cui, la loi sur la presse a tous les inconvé-nients des règles générales adoptées pour terner de trancher un cas parti-culier. Mais ce cas est un vrai cas. Lorsqu'un journaliste est licencié pour faute confessionalis. Casus nature. faute professionnelle grave parce qu'il a fait imprimer dans un journal local du groupe Hersant un extrai d'un discours éléctoral de la majorité critiquant le petron, où est la liberté du journeliste, où est la liberté du lec-teur d'être informé ?

Pour la télévision, dire que la mainfourde qu'avant 1981, c'est nier, par-faitement à tort, le caractère bénéfi-que, bien qu'encore limité, de l'action de la Haute Autorité. C'est aussi faire comme si, entre autres, le journal de 20 heures d'Antenne 2 n'existait pas. Dire anfin, comme le fait le virulent pamphlet que constitue le « Mani-feste pour le liberté de l'information » du CIEL, que les radios locales sont « soumises au régime de l'autorisa-tion présiable, ce qui est rétablir le monopole étatique », c'est faire semblant d'oublier que la répartition det longueurs d'ondes est une nécassité et que le régime libéral d'avant 1981 n'ecceptait aucune radio libre.

Il v a trois ans. le Tribunal constitu tionnel allemand a déclaré non conforme à l'exigence constitution-nelle de la liberté de l'information une loi votés par le Parlement de la Sarre abolissant toute restriction pour la création de radios privées. Il e réel-firmé la nécessité de la liberté face à toute domination, à toute infli de la part de l'État, mais il a exigé une législation créant les instances ou les procédures qui garantissent la plura-lité des opinions face à la concentration du pouvoir privé d'informer. Cette difficulté-là, comment en faire prendre conscience aux électeurs avant tout référendum en la

Prenons le cas de la liberté scolake. Il n'est pas viai que l'enseigne-ment public assume aujourd'hu plei-nement la transmission pluraliste des valeurs culturelles. Il n'est pas viai que l'enseignement catholique soit partout pleinement respectueux des consciences, ni qu'il soit en droit de parler comme si son attitude piuraliste n'était pas fort récente. Les res-ponsables les plus ouverts et pédago-giquement les plus créateurs des deux secteurs savent bien que l'effet le plus néfaste du détestable conflit actuel est d'occulter la difficulté cantrale en matière de liberté scolaire.

Comment respecter la liberté de l'enfent et de l'adolescent tout en la canalisant, en l'élargissant ? Il n'y a pas de liberté sans regard critique sur les appartenances, même s'il s'agit de la famille et de la nation. In y a pas electé s'il n'y a pas encarement pas liberté s'il n'y a pas engagement à partir d'appartenences. Comment libérer sans désinsérer? Que d'écoles publiques dont les parents se sentent exclus, seuf pour entende de comment entende de la comment des des enseignants prononcer des juge-ments définitifs sur leurs anfants, alors que le problème éducatif central n'est soluble que dans la coopération entre la famille et l'école ! Que d'écoles privées sur lesquelles certains parents, provenent de milieux bien définis, exercent une pression qui entrave l'action pédagogique des enseignants ! Le monopole co rait une entrave à la liberté. Le finan-cement complet de n'importe quelle école se soumettant en principe aux ecole se soumerzant en principe sur programmes du public, est-ce vrai-ment la garantie de la liberté des jeunes générations face sux barrières de la ségrégation sociale ? Et comment poser une question « référen-res le segregation sociale r Et con-

Un grand progrès a été accompli

De façon plus générale, la loi, la règle, peuvent être tantôt entrave à le liberté, tantôt garantie de libertés, tout particulièrement d'accès égali-taire à telle ou telle liberté. La liberté d'entreprendre ? Assurément. Mais le président du RPR dit-il vraiment au président du conseil général de la Corrèze qu'il fui faudrait renoncer à obtenir pour le département ou les communes les multiples aubventions publiques créées par la loi pour don-ner aux faibles les possibilités que 'absence d'intervention oublique se aux seuls forts de la fortune et du prestige social ?

Depuis une quinzaine d'ennées, un grand progrès a été accompli. Una instance, le Conseil constitutionnel, s'est trouvée de plus en plus nettement ch nouvelles respectalent ou non les droits et les libertés énoncés en 1789 et en 1946. Cette instance a la possi-bilité de peser le pour et la contre et de nuancer sa sentence. Le président de la République veut-il vraiment que, désormais, comme semble l'exiger une partie de l'opposition, des réponses tranchées et générales soient données par voie de référendum ? S'il en était bien ainsi, ne faudrait-il pas limiter la liberté du chef de l'Etat, autrement dit ne pas lui donner le monopole de la formulation de la question soumise aux élec tours ?

S'il est une chose que la pretique des sondeges enseigne, c'est qu'il n'est pas trop difficile de bisles l'interrogation pour obtenir les réponses souhaitées et qu'il faut beaucoup de temps et d'efforts pour pervenir à une formulation sens a priori.

La tentation du président, quel qu'il soit, sere toujours de ne pas faire ces afforts-là et d'imposer se conception des libertés par une rédaction habite. Ne faudrait-il pas une instance de contrôle disposant d'une forte autorité morale ? Sinon le référendum risque da ne pas exprimer la volonté du peuple, mais de ratifier celle d'un homme.

Fabius sans Fabien

(Suite de la première page.) Le secrétaire général et ses cama-rades ne s'attendaient visiblement pas, il y a trois ans, au succès de Mitterrand. Mais le recul communiste du premier tour reslétait trop visiblement l'aspiration unitaire de la base pour que les communistes puissent refuser la main tendue par le vainqueur, quitte à devoir se contenter au sein du gouvernement de quatre portefeuilles stratégique-ment peu « sensibles ».

à son avis, l'opposition

de ne pas faciliter.

d'un dénominateur

commun national.

à cette occasion,

la recherche

aurait tort

Au temps de l'eétat de grâce», des réformes de structure, et de la tentative de relance par le pouvoir d'achat, les divergences ne se mani-lestaient guère qu'en politique étrangère. Or le PC ne pouvait trop protester contre la ligne suivie en la ceux pour qui il n'est toujours qu'un pion dans le jeu de Moscou. Depuis l'avènement de la « rigueur », en revanche, il était devenu patent que, bors les secteurs dont ils avaient la charge, les camarades ministres ne comptaient guère que pour du

La subtile stratégie dite de la par ticipation sans soutien ayant été sanctionnée aux européennes par le brillant succès que l'on sait, et les Soviétiques s'agaçant de plus en plus de voir le PCF cautionner par sa présence le gouvernement le plus atlantiste qu'ait jamais connu la Va République, la question n'était plus de savoir si la rupture intervice-drait, mais quand. Le désir de Fran-çois Mitterrand était certainement que ce soit le plus tard possible, quand ce ne serait qu'en raison des risques de relance de l'agitation sociale qu'elle impliquait. Mais l'es-sentiel pour lui - il s'en est expliqué plus d'une fois en privé devant des visiteurs qui n'étaient pas nécessai-rement tous de son bord - c'était que le PC, et non lui, assume la res-ponsabilité de la séparation. Il va de soi que Georges Marchais aurait souhaité l'inverse : en matière de stratégie, il a encore beaucoup à apprendre du chef de l'Etat.

Et c'est ainsi que nous avons à présent Fabius, sans Fabien (1). Il s'est déclaré déterminé à poursuivre la même politique que son prédécesseur, mais c'est que celui-ci, tout en prétendant le contraire, et visiblement à contrecœur, en avait déjà changé. De toute façon, le langage du nouveau premier ministre, son insistance sur les deux thèmes, ouvertement gauiliens, de la - moder-nité - et du - rassemblement -, met en évidence le virage que Mauroy cherchait à gommer en le présentant comme éminemment transitoire. On ne peut tourner plus carrément le dos au discours militant d'hier, tout plein de touchantes dénonciations de la France des châteaux », et qui privilégiait délibérément la transfornation de la société per rapport aux impératifs de l'économie.

La . modernité ., c'est un peu une tarte à la crème, et elle fournit d'autant moins de réponse à tout qu'elle suggère une référence à la mode, laquelle est, par nature, in-constante. Mais sans doute fallait-il un nouveau slogan, celui du « chan-gement » étant manifestement hors d'usage après tant de déceptions enregistrées sous son enseigne. Va donc pour la modernité: c'est un fait que notre pays court très fort le ris-que de se transformer petit à petit en musée s'il ne consent pas l'énorme effort nécessaire pour s'adapter à un environnement intersampler a un environmentent inter-national impitoyable pour les en-fants de chœur, et plus encore pour les bureaucrates souffreteux. Va donc pour Fabius, que son âge et son style suffisent à rendre plus « mo-derne » que l'excellent Mauroy, dont l'éloquence était trop peu tech-nicienne pour ne pas dater.

Le difficile recentrage

Le - rassemblement -, c'est une autre affaire, même si, sur sa boi mine, le nouveau titulaire de l'hôtel Matignon obtient d'emblée une cote Matignon octient de embiee une cote
d'amour qui laisse loin derrière
Poulidor-Michel Rocard. Cela dit,
Laurent Fabius, et derrière lui le
chef de l'Etat, ne peuvent oublier
qu'aux temps lointains de l'état de
grâce, Pierre Mauroy avait eu, au
même baromètre, jusqu'à 73 % d'approbations. Pierre ne de cond d'approbations. Rien ne se perd si vite que la faveur populaire.

A en juger par le pourvou que ca doure que lui a inspiré le résultat des sondages, le dauphin du président - Times dixit - en est le premier conscient. La base politique sur laquelle il peut espérer s'ap-puyer pour reconquérir une majorité dans le pays avant les élections de 1986 est en effet bien étroite. Le re-tour de Jean-Pierre Chevenement, surtout s'il est là, comme tout le donne à penser, pour faire avaler à la gauche du PS l'inévitable compromis avec l'Eglise sur la loi scolaire, ne saurait compenser à lui seul le départ du PC. Quant à ce dernier, ce serait un miracle s'il soutenait davantage le gouvernement après l'avoir quitté que lorsqu'il en faisait

partie. Pour lui, le maintien d'un sembiant d'union de la gauche n'a de sens qu'aussi longtemps que le serutin d'arrondissement à deux tours l'oblige, s'il veut sauver un maxi-mum d'élus, à un accord de désistement mutuel avec le PS. Le retour à la proportionnelle, sur lequel va plancher sans retard Pierre Joxe, de-

venu ministre de l'intérieur (et mal-gré son jacobinisme bien connu, de la décentralisation!), ferait bien sûr disparaître cette obligation. Mais avant les législatives il y aura, l'an prochain, des cantonales : les deux partis de la gauche ne peuvent les affronter désunis au second tour, si-non au premier, sans s'exposer à une hécatombe. Et après 1986, proportionnelle ou pas, il faudra bien ten-ter de constituer une majorité pour gouverner. Si les communistes n'en font plus partie, qui prendra la re-

La politique de restructuration in-

dustrielle, la priorité donnée au réta-blissement des équilibres financiers. l'appel à l'esprit d'entreprise, la diminution des prélèvements fiscaux, l'européisme, le réchaussement des liens avec les Etats-Unis, et de manière peut-être plus encore le lar-gage de la loi Savary dessinent une stratégie de « recentrage », difficilement compatible avec le maintien de l'alliance à gauche. Au sein même du PS, d'ailleurs, le départ de Pierre Mauroy, militant modèle, et son remplacement par un fils de famille, venant juste après ce qui ne pent être interprété que comme une sorte de trahison sur l'école, en a déçu

En réalité, il y a longtemps que François Mitterrand cherche sans beaucoup de succès à donner une beaucoup de succes à donner une droite à la gauche, quand ce ne so-rait que pour équilibrer les communistes. Un moment, après son élection, il avait misé, pour ce faire, sur Michel Jobert. Mais l'homme de l'a ailleurs » est trop solitaire pour réaliser un russemblement sur son pom. Les tentatives des deux Faure, lister dive des deux Faure, lister dive des des Mande. liste dite - LSD - (Lalonde Stirn, Doubin) aux européennes, ont fait long feu. Malgré la déclaration remarquée de Valèry Giscard d'Estaing, lorsqu'il a rencontré son successeur à Chamalières, en faveur de l'union nationale, on ne voit pas grand monde dans l'opposition faire mine de se détacher pour aider le président de la République à sortir de l'auberge de la gauche désunie.

Dans ce pays où la classe dirigente dans son ensemble ne s'est jamais beaucoup faite à la légitimité de l'alternance, il y a pour elle quel-que chose de satisfaisant à l'idée de voir un grand bourgeois succéder à le tête du gouvernement à un mo-deste prof de l'enseignement technique. Mais outre que la droite n'ou-blie pas que le même Fabius n'était pas le dernier en 1981 à défendre les décisions les plus radicales, il lui faudrait une grandeur d'âme dont le jeu politique donne peu d'exemples pour renoncer à tout faire pour reconquérir le pouvoir en 1986, alors que la victoire, il y a quelques jours eneme, paraissait quasiment assa-

rée. A en juger d'après les propos de Jacques Chirse sur la solution de la dissolution, l'opposition n'en prend pas précisément le chemin.

Laurent Fabius a beau n'avoir que trente-sept ans, il est assez grand garçon pour savoir qu'on ne lui fera pas de cadeaux. Il s'est déjà trouvé un journal pour reprocher ses lointaines origines juives à un homme qui fréquentait, pendant ses années étudiantes, la très bien-pensante conférence Olivain. Il est vrai que, de son ofté, l'ambassadeur vrai que, de son côté, l'ambassadeur d'israël, sans se référer à ces mêmes origines, a jugé bon de se porter garant des sympathies « sionistes » du nouveau premier ministre : histoire, sans doute, de faciliter les rapports de la France avec ce mosde arabe dont le concours lui est à tant d'égards si nécessaire.

Un tel climat dicte au nouveau Un tel climat dicte au nouveau gouvernement sa conduite. Le style adopté par son chef implique une rupture avec le sectarisme, le dogmatisme, la facilité. Biaiser ne lui servirait à rien. Ni noa plus miser sur des concours qui ne lui viendront — mais alors ils seroat nombreux que s'il parvient à convaincre le pays, par des décisions courageuses, qu'il fait passer l'intérêt national avant les calculs électoraux. Sa chance, c'est la division d'une oppo-sition incapable de présenter un pro-gramme cohérent, comme de s'en-tendre sur le nom d'un sauveur. C'est aussi une certaine attente de l'opinion, lasse des que relles ciché-merlesque et des élections à récéti. merlesques et des élections à répéti-tion, et donc plus disponible qu'on ne pourrait le croire à première vue, les sondages le montrent, pour le dis-cours de la modernité et du rassem-blement

Même cependant s'il devait échouer devant les urnes, le nouveau cabinet aurait réusai si, après le déblocage par le gouvernement Mau-roy de tant de dossiers - Sécurité sociale, droits des travailleurs dans l'entreprise, abolition de la peine de mort, décentralisation, abair de l'âge de la retraite, et tant d'au-tres encore, – auxquels la majorité d'hier n'osait pas toucher, il faisait le nécessaire pour ramener la France sur les rails de la compétition inter-nationale. Pierre Mendès France n'est pas resté huit mois au pouvoir ; et pourtant, rien n'a été défait de ce qu'il a fair, et qu'il fallait faire. De l'œuvre de la gauche, la droite, si elle revient aux affaires, larguera certainement, à tort ou à raison, une bonne part : mais il restera tout de même un large acquis auquel elle n osera pas toucher.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) « Fabien » désigne per abrévia-tion la place du Colonel-Fabien, où est situé le PC du PC.

-Le Monde-

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS - THEE MONDPAR 659572 F Tél.: 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algárie, 3 DA; Meroc, 4.20 dir.; Tunizie, 360 m.; Alemagne, 1.70 DM; Autriche, 17 toh.; Belgique, 28 fr.; Cannda, 1.20 8; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, 7.50 kr.; Espagne, 110 pec.; E.-U., 1 8; G.-B., 55 p.; Grecs, 65 dr.; Irlande, 85 p.; Lutle, 1 500 l.; Libben, 375 P.; Libye, 0.350 DL; Luxsenbourg, 28 f.; Morvige, 8.00 kr.; Phys-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 85 esc.; Sénégal, 300 F CFA; Suède, 7.75 kr.; Suima, 1.80 fl.; Youqoularie, 110 od. rie, 3 DA : Meroc, 4.20 dir. : Tunisi 7,75 kr.; Salme, 1,50 f.; Youqualarie, 110 od

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Leurens, directeur de la publicat



1502 Reproduction interdire de rous articles souf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux

et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS 3 mois 6 mais 9 mois 12 mois FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 368 F

ETRANGER BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1249 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par vote aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque pos-tal (trois volets) wondront bien joindre ce chèque à leur demande. cheque a reur gemanos.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont lavités à formuler leur demande une semaine an moins avant feur

Joindre la dernière bande d'envoi à Venillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprinceile.

مكرامن الكميل

ps propes contra sur la mise le dissission of de Shelarah 18 cm 14 cm

The test of contract The state of the s and the second Taxas - - : Later - 3 in minden and a let he was recent to greater STATE OF # ca 25 一 の一部の大学 Controlling and a great more a ser or project be militar de la companya de garacte de der affa gent cur Co

The Merch

4 Marian

Settle PT/T

Mare 500

CENTS OF

ME is " C

April 1 . Trees.

Sanda Tari - 15 "

apply an is the

make the same

Mr. 1672 527

to sales and

Marc 6 and o

the annelling at the

in Linear

The second

385 27-5-

Masen Free

production of

عادت فألد حقور

.... in 1980 T CONTACT TO THE PARTY OF THE P MENT STATE OF THE BEST OF THE The state of the s Sie rat a land rome et de mais STATE OF THE PARTY OF 1. 12: Titte 44 in with Mill 1 - 74 J 🚓 mus at y 📑 MEN'T CO e est dillitera Le att de de de . .. tr debist z (1RSS inning Se tree ・・・ アーコン 地質

Principle and the second L 271, 175 70 granet de les areines des estates 1770年代の前編集 tige Park freien. - マタンの大道は、道に 🚟 Million and a second of the same about 1.5 mil me # ATTE OF MINE 5 7 . THE 98 THE M Seem rate of the see of 1 agazta 🗸 🇱 5.722 DER 4.89 The state of the s

<u>ಹಾರೆಯಿಗಳು ನಗಳಲ್ಲಿ ಎರ</u> THE R. P. LEWIS CO., LANSING. minima a firm or your are min man, M. Shounds a symmetric sant egalerier in der Mansabet 🙉 energen : "Line to passanting Cente quere in the contract militer au einer fant im fine ن د assistance of the second e nand week Perchange of their is pro-ES att extra de la crista attenda

PRODUCT START Marian and a second All dien ein im an an aberten ≅ther.... 11767年20. 藤田 Recodenies Marie is create # and the first of t Salt tate of the sale of the s kisté turus L. Museum. 🛊

Sept. Salar Program of the Sept.

ATRAVERS EMONDE

Maroc

PROCES THE STYDIC ISTES cs town Berger to the state of the state of Man 1 ALL SELECTION OF THE PERSON OF F4 COMPTE - 1070 28 top per transcript Shinn or Ranes per Many : " de patie . L Steam State Aug San

the Org. . Shakaran A W. ... SISPERAL 14, PER NAMED IN

Mauritanie

THE STATE OF THE S Series Series

The second secon Control of the second Section of the second

The dre of the #

The state of the s

The state of the s

Le Monde

<u>étranger</u>

DIPLOMATIE

LA NÉGOCIATION SUR LES ARMES SPATIALES

Des propos contradictoires sont tenus à Moscou et à Washington sur la mise au point d'une « déclaration commune »

Le chassé-croisé de déclarations contradictoires sur d'éventuelles négociations soviéto-américaines à propos des armes de l'espace se poursuit. Le dernier développement en est un projet de « déclaration commune - par laquelle les deux su-perpuissances devaient s'engager it négocier, et qui a fait l'objet de didans les deux capitales.

Pour commencer, la question de savoir qui a pris l'initiative d'une telle déclaration est controversée. Pour la direction soviétique, qui a annoncé la première ce projet par la voie d'une conférence de presse d'un porte-parole du ministre des affaires étrangères, M. Lomeiko, c'est l'URSS qui a proposé aux Etats-Unis, samedi 23 juillet, de publier une déclaration conjointe, afin de « manifester la volonté [des deux puissances] d'ouvrir des entretiens dans le but d'élaborer et finalement de conclure un accord sur la prévention de la militarisation de l'espace, y compris la renonciation complète et mutuelle aux systèmes antismellites ». Toujours, selon M. Lomeiko, Washington a * pris note * de cette proposition, mais n'y avait pes encore répondu lundi.

Le son de cloche est différent à Washington où, tout en déplorant que l'URSS ait décidé de traiter l'affaire par des communiqués donnés à la presse piutôt que par les échanges diplomatiques, ou présente ce projet de déciaration commune comme une idée américaine : Nous sommes satisfaits que les Soviétiques aient répondu à notre suggestion de travailler à une déclaration conjointe sur le contenu et les objectifs de la rencontre de septembre à Vienne, a dit le porte-parole de la Maison Blanche, M. Speakes. Nous répondrons rapidement par les voies diplomatiques. - Rappolant que Washington accepte « sans conditions préalables » la suggestion soviétique – initialement for-mulée le 29 juin – d'un dialogne en septembre à Vienne sur les armes spatiales, M. Speakes a ajouté qu'il attend également de Moscou un ac-cord « sans conditions préalables ».

Cette querelle sur les conditions préalables illustre en fait les deux désaccords majeurs qui opposent à ce stade les deux partenaires quant au contenu de ces négociations. Washington, on le sait, entend souler à Vienne non seulement le problème des défenses anti-missiles et des armes anti-satellites, mais aussi celui des armements offensifs soviétiques qui faisaient l'objet des deux résociations de Genève (START et FNI, sur les engins intercontinentanz et intermédiaires respectivement) interrompues en novembre par l'URSS à la suite du déploie-ment des missiles américains en Europe occidentale. Même si cette demande reste un vœu et non une condition préalable, le désaccord à ce sujet reste entier : M. Lomeiko a déclaré lundi, à Moscou, que

A TRAVERS LE MONDE

Maroc

 PROCES DE SYNDICA-LISTES. - Selon les comités français de lutte contre la répres-sion au Maroc (CLCRM), la cour d'assises de Rabat devait juger, à compter du mardi 24 juil-let, sept personnes incarcérées à la prison de Lahlou à Rabat pour atteine à l'ordre public ». La plupart des accusés sont d'anciens cadres syndicalistes de l'enseignement, tels MM. Atir Noureddine, Kabbaj Abdelghani, Fahli Omar et Boukourion Ab-

* CLCRM, 14, rat Nantenil, 75015 Paris, Tél.: (1) 532-01-89.

Mauritanie

 LE CHEF DE LA DIPLOMA-TIE ALGERIENNE A NOUAKCHOTT. – M. Chadli Bendjedid, président algérien, a dépêché, lundi 23 juillet, son ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb-Ibrahimi, en mission à Nonakchott, - à la suite des récents développements dans la région ». M. Taleb-lbrahimi doit remettre au prési-dent Haidalla un message présidentiel concernant la récente mise en garde marocaine relative à l'exercice du droit de suite en territoire mauritanien contre les maquisards du Polisario (le Monde daté 22-23 juillet). -

l'URSS n'enverra une délégation à Vienne que pour « participer aux négociations qu'elles a proposées », et non à d'autres pourparlers par

Un moratoire sur les essais ?

Un autre désaccord porte sur le moratoire que Moscou vondrait im-poser, selon M. Lomeiko - sur les essais et le déploiement d'armements dans l'espace extraatmosphérique à partir du jour du début des entretiens ». Or si les États-Unis ne songent pas actuelle-ment à déployer des armes spatiales (le programme de M. Reagan ne prévoit rien d'antre qu'un effort de recherche et de développement pour toute la décennie en cours), ils n'enlon notre correspondant Henri Pierre, le Pentagone compte procé-der dès le mois d'août à l'essai d'une nouvelle arme antisatellite et en novembre à celui d'un engin capable d'intercepter les missiles ennemis.

Malgré les réserves du Congrès, dont les deux Chambres ont invité le gouvernement à suspendre ces tests tant que les Soviétiques n'en conduiraient pas de leur côté, maigré l'op-position de nombreux savants américains, qui estiment qu'un accord de limitation sur ces armes serait vérifiable et que les États-Unis ont déjà rattrapé les Soviétiques dans ce domaine, les militaires américains font valoir que le projet russe de mora-toire vise uniquement à arrêter leur effort en cours et à conserver l'avance dont l'Union soviétique, selon eax, dispose actuellement en matière d'armes antisatellites opéra-

Le porte-parole soviétique a pris soin toutefois de ne pas s'exposer au reproche que Moscou adresse par ailleurs aux Etats-Unis. - Nous ne érons pas notre proposition condition préalable, a dit lundi M. Lomeiko. Nous considérons qu'il fait partie intégrante du problème. Il est tout à fait normal d'espérer qu'un terme sera mis à l'expérimentation et au déploiement d'armes spatiales. » Cependant, a-t-il ajouté, un refus américain d'un moratoire sera « éloquent » : il sera « la manifestation d'un manque de volonté de conduire des négociations ».

Le lent dégel des fronts

Pourra-t-on se mettre d'accord pour voir dans ce moratoire, non pas une étape initiale de la négociation, comme le veulent les Soviétiques, mais son aboutissement ? C'est précisément ce qu'a recommandé la France, dans sa proposition de 12 juin devant la conférence du dé-sarmement de Genève. Et l'irritation dont ont fait preuve les Etats-Unis face à cette initiative a peut-être été à l'origine, en fin de compte, de leur neilleure disposition à consulter leurs alliés sur ce problème : des consultations se seraient ouvertes à Washington la semaine dernière avec les principaux pays de l'al-liance atlantique, la France notam-

Cet échange de propos contradic-toires sur la négociation spatiale entre Washington et Moscou démontre tout de même que les fronts se dégèlent très progressivement, malgré le mauvais climat des relations entre les deux capitales. Le récent accord

· Ajournement des consultations soviéto-pakistanaises. Les consultations entre l'URSS et le Pakistan, qui devaient avoir lieu à partir de mardi 23 juillet, à Moscou, ont été reportées sine die « à la de-mande de l'URSS », a-t-on amonot, lundi, à Islamabad. Ces conversations au niveau des secrétaires d'Etat aux affaires étrangères devaient porter, outre les relations bi-latérales, sur des « sujets d'intérêt commun », dont le problème de

A Pekin, où il se trouve en visite, le ministre des affaires étrangères pakistanais, M. Jakoub Khan, avait rappelé, la veille, que son pays ne re-connaîtra pas le régime de Kaboul aussi longtemps que les troupes so-viétiques ne se seront pas retirées d'Afghanistan. Son homologue nis, M. Wu Xueqian, avait declaré que tout arrangement devait avoir pour préalable un « retrait inconditionnel et complet des troupes étrangères » d'Afghanistan. Il avait ajouté: « Les faits montrent que quiconque veut imposer sa politique hégémonique sur un Elat souverain par des moyens militaires est amené à se heurter. à la résistance populaire (...) et à échouer tôt ou tard - (AFP, UPI).

La guerre du Goffe M. GENSCHER

INVITE LES DIX A OBSERVER UNE STRICTE NEUTRALITÉ

PROCHE-ORIENT

affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a encouragé lundi d'autres ministres des affaires étrangères occidentaux à se rendre en visite à Téhéran, à son retour d'une visite de trois jours dans la capitale iranienne.

« Je crois que Téhéran est prêt à un dialogue politique avec les Etats occidentaux et à une coopération économique », a-t-il déclaré, dans une interview. « Je me féliciterais vraiment si cette visite ne restait pas un cas isolé et si d'autres ministres des affaires étrangères se décidaient à se rendre à Téhéran », 2-t-il ajouté.

M. Genscher a auszi estimé que « rien ne serait plus erroné que d'isoler ce grand et cet important pays » qu'est l'Iran. Ce dernier, a-t-il dit à Bruxelles, lors d'une discussion de coopération politique qu'il a eue lundi avec ses collègues de la CEE · cherche à sortir de son isolement diplomatique et à renouer les relations avec les pays d'Europe occidentale ». Selon les milieux diplomatiques de Bruxelles, le chef de la dipiomatie ouest-allemande a insisté sur le respect du principe de non-ingérence dans la guerre Iran-Irak et sur la nécessité d'une stricte neutralité des Dix dans ce conflit. -

LA LIBÉRATION D'OTAGES EUROPÉENS AU KURDISTAN

«Merci à l'Autriche, à Jean-Paul II et à M. Marchais»

Les trois techniciens français de la société Thomson enlevés en Irak en décembre 1983 per des peshmergas du Parti démocratique kurde d'Irak (PDKI) et li-barés le 20 juillet sont arrivés le 23 juillet, en fin d'après-midi, à l'aéroport d'Orly (nos damières éditions du 24 juillet).

Sourients, apparemment on bonne condition physique, MM. Jean-Christophe Lefas, Yves Moy et Robert Laurent avaient voyagé per avion spécial en compagnia d'us raprésentant a joué un rôle d'intermédiaire dans les négociations avec les Kurdes. Ce fonctionnaire, M. Hennerbischler, a notamment remercié pour leur side le pape Jean-Paul II, l'ancien chancolier autrichien Bruno Kreisky, st M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, ainsi que les gouvernements turc et irenien et es autorités françai

De son côté, le Quei d'Orsay a publié lundi la déclaration suivanta : « Nous nous réjouissons de ce qu'après de longs mois de négociations difficiles et incessantes, trois otages français du PDKI aient été libérés en compegnie de deux autres otages, l'un de nationalité allemande, l'autre de nationalité autrichienne. Peneu une collaboration parfaite en-

tre les autorités françaises, la société employeuse et les familles (...). Les autorités françaises expriment leur recon-naissance au gouvernement autrichien, qui a servi d'intermédiaire lors de la demière phase des négociations. »

Les otages libérés ont fait le récit de leur capture et de leur détention : « Nous roulions sur une piste aux contreforts du Kurdistan et nous nous sommes arrêtés pour prendre des photos. Soudain, deux hommes armés de fusits et de granades sont arrivés et nous ont fait signe de les ammener dans notre voiture (...). détenus environ : d'autres otages, des soldats irakiens et de « drait commun ». Nous avons été bien traités, mais le nourriture nous fatiquait...

» Les Kurdes nous ont expliqué que nous avions été anievés parce que la France apporte son aide au gouvernement irakien. Nous savions par Radio-Monte-Carlo que des négociations pour obtanir notra libération étaient en cours, mais nous n'avions pas de détails. » « Certains de nos codétenus ont été victimes de sévères bastonnades, ont encore raconté les tement n'était appliqué qu'à des « droit commun ». - (AFP.)

Une édition très attendue par les bibliophiles

MICHEL TATU.

sur la modernisation du téléphone rouge (dont l'agence Tass a fait état avec plusieurs jours de retard), l'ou-

verture de conversations sur la déli-

mitation des eaux territoriales dans le détroit de Behring, avaient déjà constitué de timides indices dans ce

sens. Mais Moscou n'est toujours

pas prêt à revenir sur le blocage qu'a entraîné dans ses positions l'affaire

des Pershing. M. Tikhonov, chef du

gouvernement soviétique, vient de

réalfirmer à Varsovie : - Ceux qui

pensent que l'URSS va se rendre à

des négociations (sur les armements nucléaires de portée intermédiaire)

tant que les missiles américains

sont stationnés en Europe se trom-

pent lourdement. » Une manière de démentir le président roumain Ceausescu, qui, dans des déclara-tions à la chaîne de journaux Hearst,

avait suggéré qu'un retour des So-viétiques à Genève était possible si l'OTAN voulait bien « geler » le dé-

sur place les quelque quarante en-gins installés depuis le début de cette année en RFA, en Grande-

De toute manière, la Maison

Blanche a formellement exclu tout

arrêt du déploiement en Europe, une

mesure qui ne constituerait, a dit un

porte-parole du département d'Etat,

qu'une « prime accordée aux Sovié-

tiques pour avoir quitté les négocia-

Bretagne et en Italie.

ment au stade actuel, laissant

Attention: tirage de tête limité.

Les 200 premières réponses ont la garantie de recevoir une édition signée par l'éditeur et par l'artiste.

Le plus beau, peut-être, des textes en prose du grand poète maudit.

Cette exploration lucide de l'abime des "paradis" artificiels composés de plusieurs textes sulfureux est une des plus magistrales explorations jamais osées de l'univers de la drogue. De l'alcool au hachisch et aux opiacés, Baudetaire nous guide dans le dédale des poisons célestes comme Virgile naguère quida Dante dans les cercles de son Enfer.



Une fascinante plongée aux confins de la folie et des voluptés interdites par l'auteur des Fleurs du Mai

de CHARLES

avec 267 illustrations originales en pleine page dessinées spécialement pour cette édition par INGO AVOLTA, prix Aspra 1981 et tirées à l'encre d'argent.

Attention: le livre paraîtra dans 4 mois envi-ron. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

Ces récits et ces vues qui frap-pent par leur modernité furent pourtant écrits en 1860. Œuvre de premonition qui prend toute sa valeur aujourd'hui et qui justifie l'actualité de la présente édition hors commerce.

Intelligence, lucidité, limpidité et élégance suprême du style, l'auteur donne toute la mesure de son génie dans cet ouvrage rare où il nous livre avec tact le fruit de ses expériences et de ses explorations.

Il n'existe probablement pas de texte aussi troublant et aussi audacieux dans toute la littèrature française.

Ce chef-d'œuvre êtrange, dans la mesure même où il montre un univers en marge, sans le condamner mais sans pour autant en occulter les purulences, est sans doute une des lectures les plus dissuasives contre les enchantements trompeurs de la

C'est aussi un texte essentiel à la compréhension de la littérature de ces marginaux du XIX° siècle dont Edgar Poë et de Quincey sont d'illustres représentants.

Un livre d'art dans la grande tradition d'antan.

Les 560 pages environ, in-quarto, à grandes marges, du chef-d'œuvre de Baudelaire sont réunies dans une pleine reliure de cuir de mouton, souple et vivante. que l'artiste a ornée d'un décor exclusif poussé sur or véritable au dos et frappé à froid sur les

Le papier des cahiers cousus au fil robuste, selon la tradition, est un beau vergé chiffon au natural fabrique à la forme ronde et fili-L'or du décor et de la tranche supérieure est titré 22 carats.

Tranchefiles et signet tressès. gardes décorées, dessins origi-naux imprimés à l'encre d'ar-gent, coins rempliés à l'os. Chaque détail témoigne des soins apportés à ce tirage de tête dont une estampille garantit l'au-



La qualité des matériaux nobles employés (cuir et or véritables papier chiffon) lui permettront de vieillir avec bonheur, prenant au fil des ans la patine inimitable des volumes d'autrefois chers aux bibliophiles.

C'est pourquoi nous acceptons de le reprendre au souscripteur à tout moment et au même prix.

Arau de Bouwer

BON DE RÉSERVATION prioritaire avec garantie à vie

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, un exemplaire du tirage de tête des "Paradis artificiels" en un volume de Charles Baudelaire, avec les illustrations originales de Ingo Avolta, dès que l'ouvrage sera sorti de char le relieur (dans 4 mois environ).

J'ai noté que ce l'ivre grand in-quarto (21x2) cm) actuellement à l'im-pression sera termine dans quelques mois. S'il me convient je le garderai et j'en règlerai le montant au prix excep-tionnel de 540,00F (+ 24,60F de frais d'envoi).

| OFFRE EXCEPTIONNELLE L Cette souscription peut don | IMITÉE aux seuls examplaires du tirage de tête no être close à tout moment sans preevis. |
|---|---|
| Nom | Prénom |
| N°, | . Rue |
| Code postal | Ville |
| | Signature |
| | • |
| Je declare sur l'honneur d | tue tant mon adresse que ma signature sont conformes. |

PROCHE-ORIENT

En direct de Jérusalem

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN ISRAEL

Les progrès des travaillistes ne menacent pas sérieusement M. Shamir

(Suite de la première page.)

Plusieurs raisons peuvent expliquer la désertion d'une partie de l'électorat au profit des formations les plus modestes. A force de vouloir séduire les « décus du Likoud » et d'adopter une campagne an « profil bas », les travaillistes se sont aliéné des électeurs plus marqués à gauche qui ne percevaient pas assez nettement la différence entre les programmes des deux grands partis, suriout en ce qui concerne l'écono-mie et le Liban. Chiffre symptomatique : la Front travailliste a perdu 10 % de ses suffrages dans les kibboutzim, bastions du socialisme

Sauf à réaliser par lui-même de spectaculaires progrès, le Front travailliste est toujours défavorisé a priori par l'arithmétique parlemen priori par l'anthmétique parlemen-taire dans la mesure où la majorité des petits partis israéliens sont reli-

Dens un sympathique tohu-

bohu, Radio-J-Shatom, prenant

le refais à la bonne heure

d'écoute de sa sœur Radio-

Communauté, a organisé, lundi

soir, la « muit électorale » en di-

rect de Jérusalem, Juifs de Paris

et israéliens de passage, unis dans une commune méfiance des

sondages, y ont - tout comme

à-bas - attendu fonguement,

dans une chaleur d'étuye, que les

résultats se précisent. Même le

système tant vanté des bureaux-

tests à double urne - l'électeur

devant répéter son vote dans la

seconde qui est ouverte en prio-

rité pour avoir un aperçu rapide

et significatif du scrutin - a pi-

teusement démontré ses insuffi-

Sifflements, crachotis, voix en

fugue..., Radio-J-Shalom ne prétend pas à la perfection techni-

que. L'animateur affronts cours-

gausement ces petits problèmes

et quelques spectateurs sur-

voltés. A 23 h 25, contre toute

attente, Jénuszlem annonce que

les deux grandes formations se

talonnent, Queiques jeunes parti-sans du Likoud, passant de l'in-quiétude à l'allégressa, jettent

leurs calottes par-dessus les

moulins, li faut les calmer :

« Tout de même, on n'est pes

dans un chemp de foire i » De

un micro resté ouvert noie ces ju-

Commentaires ? M. Didier Ba-

riani, ancien président du Parti

radical, montre son savoir-faire

dans un éloge en trois points,

ému et sonore, de la démocratie

urnes en Israel risque d'augmenter

l'incertitude concernant la politique

du pays au Liben du Sud et d'y pro-

longer le statu quo, bloquant en même temps les perspectives de re-

lance des efforts en vue d'une solu-

tion globale de la crise au Proche-

Orient. En effet, sauf hypothèse d'un cabinet d'union nationale, le

nouveau gouvernement israélien sera sans doute faible et hors d'état

de prendre les décisions radicales

nécessaires à un règlement du pro-blème du Liban du Sud, a foniori de la crise du Proche-Orient. Le

poids prévisible des petits partis, no-

tamment de l'extrême droite en cas

de retour du Likoud au pouvoir, cause de l'inquiétude dans le monde

Malgré la guerre d'usure subie

par son armée en territoire libanais du fait d'une résistance dont le har-

cèlement est quotidien (les Israé-

liens ont eu trois morts durant les

dernières quarante-huit heures et

leurs alliés libanais de l'armée du Li-

blessés), on imagine mal ici qu'une

décision importante puisse être prise

flats d'hébreu.

gieux, et, de ce fait, plus enclins, pour d'évidentes raisons idéologiques, à nouer alliance avec le Li-koud. Cela est d'autant plus vrai cette année que les six formations religiouses améliorent globalement leur performance.

D'intéressants reclassements en partie prévisibles ont lieu à l'inférieur du «camp religieux». Le Partinational religieux (PNR) recueille 4 sièges et en perd donc 2. On assiste à la poursuite de son lent dé-clin. Son vieux leader, ministre dans tous les gouvernements depuis 1948, M. Yossef Burg, refuse obstinement, à soixante-quinze ans, de passer la main. La formation orthodoxe Agoudat Israël souffre aussi d'une nette désaffection au profit du jeune parti Shas (les gardiens séfarades de la Tora), créé en réaction contre la suprêmatie des rabbias ashkénazes

ierzélienne. Il est applaudi à tout

rompre, 'peut-âtre surtout parce

qu'il a proclamé son « affection

pour M. Begin s. M. Claude-Gérard Marcus, député RPR et

maire du dixième arrondisse-

« Cela rappelle les élections à

intérêts locaux et catégoriels,

vraiment la proportionnalle est

un très mauvais système i » Peut-être songe-t-il à M. Mitter-

Un hommage au consul géné-

rai d'Israèl présent, qualques mots de Rika Zarai qui incline son

joli nez vers le micro, des efforts

méritoires du présentateur pour

démêler l'échevesu des petits

partis..., la nuit électorale

avance, ponctuée de chiffres in-

certains. La salle, où circulent des whiskies tièdes, est frater-

nellement divisée entre travail-

listes discrets et « likouds » exu-

bérants. Quand il apparaît que

M. Shamir, contrainement aux

prévisions, sera vraisemblable-

ment en meeure de se succéder à

lui-même, un de ses jeunes parti-

homma à lunettes de fer, sou-

pire : « Pour lui, c'est facile d'ap-

plaudir. Moi, je veis trois fois par

L'étudient condamné à porter

la mitraillette répond avec un air

inimitable de commisération aga-

cée : « Oui, mais lui, il est Fran-

an au Liban.

Champ libre pour Damas au Liban

d'être soldet... >

Notre voisin, grand leune

sans braille son soulagement.

rand plus qu'à M. Shamir ?

ment, est plus politologue:

emblée corse : petits partis,

(juis d'origine européenne). En un gouvernement, a déclaré le pre-remportant 4 mandats. Shas fuit jeu mier ministre sortant. Le Likoud a mportant 4 mandats, Shas fait jeu égal avec le PNR. Le parti nationaliste religieux

Morasha obtient également un bon score. Mais la rentrée la plus fracassante à la Knesset est celle du rabbin d'extrême droite Meir Kahane, chef de la liste Kach. Ce dirigeant religieux fascisant originaire de Brooklyn, où il fonda la Ligue de défense juive, préconise l'expulsion des arabes d'Eretz-Israël et le retour à un Etat - authentiquement juif -. Sa liste faillit être interdite parce qu'il avait un programme contraire aux principes démocratiques de l'État hébreu. Le rabbin Kahane pourra désormais défendre ses thèses en toute immunité à la tri-bune de la Knesset. Sitôt assuré de son élection, le rabbin a annoncé, avant de conduire ses partisans à une marche nocturne vers le Mur des lamentations, que l'expulsion des Arabes serait le thème majeur de son premier discours parlemen-

L'autre liste d'extrême droite, Tehiya-Tzomet, menée par le minis-tre de la science, M. Neeman, et par le général Rafaži Eytan, ancien chef d'état-major, gagne un siège, mais ne réussit pas la percée promise par les sondages.

Au centre, la liste Yahad de M. Ezer Weizman a également déçu. L'ancien ministre de la défente a connu la même mésaventure que son prédécesseur M. Moshé Dayan. Son semi-échec confirme la difficulté qu'il y a à rendre crédible une expérience centriste dans un système largement bipolarisé.

« Nous avons eu peur »

Parmi l'électorat arabe, le Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité), dirigé par le Parti communiste Rahah, a amélioré sa représentation, passant de 4 à 5 sièges, malgré la concurrence de la liste judéo-arabe emmenée par l'avocat arabe Mohammed Miari et le général en retraite Mati Peled. Tous deux sont élus.

M. Shamir a donc de bonnies chances de rester en place. En additionnant les mandats du Likoud et ceux des divers de droite et d'extrême droite, on avoisine la majorité absolue. « Il sera difficile de former

entamé les contacts en ce sens. Je pense parvenir à former le prochain cabinet dans les jours à venir. » Il suffirait à M. Shamir, pour arriver à ses fins, d'obtenir le soutien de M. Weizman. Ce dernier a annoncé qu'il ne rejoindrait aucun des deux grands camps. Mais peut-être ne s'agit-il que d'une tactique destinée à faire monter les enchères.

Pour M. Pérès en revanche, la même tâche apparaît quasiment in-surmontable. Le Parti travailliste et ses deux alliés de gauche ne totalisent que cinquante et un mandats. Conformément à une position de principe, les travaillistes ont toucord avec le Parti communiste qu'ils tiennent pour « non sioniste ». A supposer même que M. Pérès ob-tienne le soutien de M. Weizman et e judéo-erabe, il continuerait de lui manquer plusieurs sièges pour disposer de la majorité parle-

Voilà pourquoi M. Shamir s'est empressé d'affirmer qu'aucun autre candidat que lui-même ne serait en mesure de former le prochain goueconnaissait Ma Sarah Doron, misistre dans le cabinet sortant. Les dirigeants du Likoud avaient à l'évidence fini, eux aussi, par croire les pronostics défavorables des soniages, non confirmés par les résul-

Leur sonlagement était aussi manifeste que profonde la déception des amis de M. Pérès. « Les changements speciaculaires que nous attendions ne se sont pas produits », soupirait le député travailliste Shlomo Hillel. - Nous sommes très décus. » Et certains se demandent si ce nouvel échec électoral ne marquera pes cette fois la fin de la carrière politique de M. Pérès.

Dans les jours qui viennent, le rôle-clé reviendra à M. Haim Her-zog, président de l'Etat hébreu. Il chargera l'homme politique qu'il estime le mieux place pour cette mission de constituer un gouvernement de coalition. « Le Parti travailline est la première formation en 1srael », a déciaré M. Pérès. Il essaiera en conséquence de former une coalition capable d'affronter les

graves problèmes auxquels se heurte le pays. « Nous nouerons, a-t-il ajonté, des contocis avec nos éventueis partenaires des la publication définitive des résultats du scrutist. »

En fait, M. Herzog n'est en rien obligé de porter son choix initial sur le chef du plus grand parti. Ainsi, en septembre dernier, le président avait solicité M. Shamir, bien que le Li-leond disposit à l'époque d'un siège de moins que le Parti travailliste; le premier ministre sortant sera donc très probablement sollicité à nou-

Une Chambre ingouvernable

S'il mène sa tâche à bien, le chef du Likoud deviendra, selon toute vraisemblance, l'ammateur d'une coalition très fragile, à la merci des caprices de ses partenaires religieux, plus forts que jamais. La Knesset risque d'être bien vite paralysée, notamment dans les séances de travail en commission, cruciales dans le système israélien. Tous les votes se décideront à un ou deux mandats près. De nouvelles élections législatives pourraient se révéler, tôt ou tard.

Le prochain gouvernement sera d'antant plus vulnérable que le pay-sage politique n'a jamais été aussi éclaté. La ouzième Knesset conprendra quinze listes contre dix dans la précédente. Le pays a rarement paru politiquement aussi solidement divisé en deux constellations d'importance à peu près égales.

C'est pour surmonter cet obstacle fondamental que M. Shamir a ap-pelé une nouvelle fois à la mise sur pied d'un gonvernement d'union na-tionale. L'idée semble à l'évidence lui tenir à cœur, mais plusieurs dirigeants travaillistes ont de nouveau repoussé cette offre. On voit mal pourquoi le parti de M. Pérès accep-terait de joindre son sort au Likond et de partager du même coup la res-ponsabilité de ses échecs, qu'il s'agisse de l'économie ou du Liban. Il est possible toutefois qu'une partie des - déçus du Likoud - aient finalement décidé de retourner au bercail dans l'espoir, apparemment vain, que les deux grands partis uniraient leurs efforts pour sortir le pays de l'ornière.

Certains hommes politiques sug-gèrent que MM. Pérès et Shamir,

oubliant pour un temps ce qui les divice, forment une sorte de cabinet de salut public qui s'attaquerait vigoureusement aux causes de l'inflation et imposerait aux petits partis une réforme du système électoral sus-ceptible de stabiliter le jeu politique. Mais n'est-ce pas chimérique? Peut-ou imaginer de voir coexister longtemps des partenaires ayant des vues aussi différentes sur le sort des implantations juives dans les territoires occupés et sur la solution du problème palestinien? En outre, oute participation des travaillistes au gouvernement d'union entraîne rait l'éclatement du Maarakti, dont la petite composante de gauche, le

La fidélité des électeurs du Likoud

Mapam, reste vivement hostile à ce

Les résultats du scrutiu attester en tout cas la remarquable fidélité de l'électorat du Likoud. Les travaillistes ne pouvaient pourtant rêver de conditions aussi « favorables » : l'hyper-inflation, l'enlisement libanais, le désintérêt de M. Begin pour la campagne auraient du jou leur faveur, il n'en a presque rien

L'enracinement du Likoud est devequ une réalité sociologique. Le parti de M. Shamir a su conserver les faveurs de la masse des électo-rats séfarades. Ainsi les travaillistes ont-ils requeilli moins de 20 % des suffrages dans les « villes de développement » peuplées en majorité de juifs orientaux. Le parti de M. Pérès a fait le plein de ses voix, sans mordre sur un nouvei électorat.

La victoire de M. Begin en 1977 pouvait passer pour une réaction de rejet après trente aus de règne trate. Celle de 1981 pouvait être attribuée aux mesures populistes prises par son ministre des finances. Mais la vive résistance offerte lundi par le Likoud est due d'abord à la constance de ses électeurs. Sept ans après la première défaite des travaillistes, il se confirme que celle-ci, loin d'être un accident, a marqué un véritable tournant dans l'histoire d'Is-

JEAN PIERRE LANGELLIER.

LA DÉCEVANTE « VICTOIRE » DE M. SHIMON PÉRÈS

Un homme politique plus audacieux qu'il n'y paraît

Jérusalem. - « Sais-tu pourquoi Troiski n'était pas un homme d'Était? Parce qu'il ne voulait ni la guerre ni la paix. Or la seule chose qui compte, c'est la décision. » M. Shimon Pérès aime rappeler cette remarque que lui fit Ben Gourion lors de leur première conversation, un jour de 1943. Le jeune Shimon n'avait alors que vingt ans, mais il militait activement depuis six ans déjà dans les rangs du mouvement sioniste Hanoar Haoved, et le vieux chef, avisé de son dynamisme, avait manifesté le désir de le rencontrer. Ouarante ans plus tard, le chef

nifesté le désir de le rencontrer.

Quarante ans plus tard, le chef du Parti travailliste reste plus que jamais convaincu que l'art de décider est la vertu cardinale de l'homme politique. Dans l'Israël d'aujourd'hui, il s'agit aussi de choisir à longue échéance entre les risques d'une nouvelle guerre et le prix de la paix. Homme de décision, Shimon Pérès? On le tient surtout, et de longue date, pour un apparatchik froid et discret, un personnage de coulisses et d'intrigues, un politicien plus habile aux compromis laborieux qu'aux hardiesses décisives.

Et pourtant, à y regarder de

Et pourtant, à y regarder de plus près, l'actuel patron du socia-isme israélien manifesta un goût précoce pour les paris audacieux. précoce pour les paris andacieux. A dix-sept ans, ses amis lui rient au nez quand il suggère d'industrialiser leur kibboutz. L'idée, on le sait, a fait depuis tout son chemin. En 1950, alors qu'israël a un besoin vital d'avions, il monte une petite « usine aéronautique » près de Los Angeles où il transforme en kibboutz une luxueuse villa, ancienne résidence de l'actrice lanet cienne résidence de l'actrice Janet MacDonald.

La Bible et Tolstoi

C'est lui qui, un pen plus tard, parvient, à lorce de missions se-crètes, en France et en Amérique latine notamment, à diversifier les sources d'approvisionnement en sources de l'Etat hébreu. Lorsque, nommé directeur général de la dé-fense, il propose de construire un premier réacteur nucléaire, on le traite à nouveau de fantaisiste. L'appui de Ben Gourion fera aboutir son projet. Lors du fameux raid sur Entebbé, en juillet 1976, c'est l'obstination de M. Pérès, alors ministre de la défense, qui persuade le gouvernement Rabin de lancer l'audacieuse opération de sauvetage (1). Ce rappel de queiques temps forts d'une carrière déjà lon-gue devrait suffire à convaincre ceux qui jettent un doute sur la vo-lonté politique du «numéro un»

De notre correspondant

travailliste et sur sa capacité à tracer pour Israël de nouveaux axes. Shimon Persky est né en 1923 dans une famille très pieuse, à Vichneve, petit village de Russie blanche passé cinq uns plus tôt sous administration polonaise. Brillant élève nourri de la Bible et de Tolstof, il débarque à l'âge de onze ans en Palestine où son père, parti en éclaireur, vient d'ouvrir un maen sclaireur, vient d'ouvrir un ma-gasin. A quatorze aus, il rejoint un village de jeunesse, oublie son édu-cation religieuse et séjourne en kib-

Se rencontre avec Ben Gourion scelle son destin. Il devient secré-taire général des Jeunesses outaire général des Jeunesses ouvrières du Parti travailliste Mapat
et accompagne des passeurs
d'armes dans le Néguev. C'est au
cours de cette expédition clandestine qu'il change de nom, adoptant
celui d'un aigle d'espèce rare
aperçu dans le désert. Ce patronyme de consonance hispanique
fera croire parfois à l'origine séfarade de ce Polonais. En 1946, il est
délégué au Congrès sioniste de
Bâle. Un an plus tard, Ben Gourion l'envoie aux Etats-Unis puiser rion l'envoie aux Etats-Unis puiser des armes dans les surplus de

A l'ambre du premier ministre, M. Pérès commence alors son as-cension dans l'appareil travailliste. Il est l'un des artisans de la cam-pagne de Suez et accomplit à l'époque près de cent visites en France. Vice-ministre de la dé-France. Vice-ministre de la défense, il devient, en 1959, ministre à part entière. En 1960, il est aux côtés de Ben Gourion lors de sa première rencontre avec de Gaulle à l'Elysée. En 1963, après la démission du « vieux », il fait partie du gouvernement Eshkol. En 1965, il se rallie, avec le général Dayan, à Ben Gourion qui, sorti de sa retraite, crée le petit parti Rafi et part en lutte contre la direction du Mapel. La guerre de aix jours et la formation d'un gouvernement d'union nationale meurent fin à cette rébellion décevante.

M. Pérès se voit ensuite attri-

M. Pérès se voit ensuite attri-buer des porteseuilles d'importance secondaire. Peu compromis dans les «négligences» de la guerre du Kippour, il brigue, en 1974, la suc-cession de Golda Meir, mais le parti lui présère M. Rabin dont il devient le ministre de la défente devient le ministre de la défense. En avril 1977, il accède entin à la direction du parti, quelques se-maines sculement avant le scrutiu historique qui porte au pouvoir le Likoud de M. Begin.

Politicien patient et réaliste, attaché à la recherche d'un consensus, M. Pérès souhaitait, en cas de victoire indiscutable du Front travailliste, prendre énergiquement l'initiative sur les trois fronts diplomatiques d'Israël: Egypte, Liban et Jordanie, Avec lizhak Rabin sur sa droite, Abha Eban et Itzhak Navon sur sa gauche, le numéro un travailliste a l'avantage d'incarner le synthèse entre les divers courants du parti. Avec l'Egypte, M. Pérès veut réchaulier la paix filleuss. Il estime qu'un retrait rapide de l'armée israélienne du Liban créerait le choc psychologique indispensable à ce changement. L'aide éventuelle de M. Ezer Weizman, allié potentiel des travaillistes et ami sopotentiel des travaillistes et ami so-lide de l'Egypte, aurait pu alors se révéler fort précieuse.

Le retrait du Liban et l'option jordanienne

Le parti de M. Pérès avait pro-posé un « calendrier d'évacuation » du Liban en deux étapes étalées sur six mois. Il prévoit que la force des Nations unles stationnée dans le Sud (FINUL) puisse sans heurt occuper les zones abandonnées par l'armée israélienne. Dans un pre-mier temps, Israél évacuerait le secteur oriental jusqu'au sud du mier temps, israel evacuerait le secteur oriental jusqu'au sud du lac Karum. La seconde phase du retrait n'aurait lieu qu'après une période préparatoire de trois mois. Plusieurs centaines de conseillers militaires israéliens resteraient au service de « l'armée du Sud du Liban a du effeit à write l'abad.

ban » du général Antoine Lahad.

Cette stratégie «flexible » suppose la poursuite des patrouilles maritimes et aériennes, le maintien au Liban du Sud d'un «système d'alerte avancé » pour empêcher d'éventuelles infiltrations de l'OLP vers la Galilée et le recourt, dans cette dernière hypothèse, à des moyens de riposte rapide. Sans noutrir d'illusions sur la Syrie, M. Pérès croît possible un modus vivendi appe Dernes pu l'iban Sul. vivendi avec Damas au Liban-Sud Contrairement au programme tra-vailliste de 1981, celui de 1984 ne mentionne plus le besoin de conclure un compromis territorial à propos du Golan. En tout état de cause, il est hors de question d'en-visager le démantèlement des colo-nies de peuplement israéliennes existant sur le plateau conquis en

Mais, c'est évidemment le pro-

faires, le plus de courage et d'obs-tination. Son scénario est baptisé « Option jordanienne ». Celle-ci re-pose d'abord sur un triple non : - Non au retour aux frontières de 1967; non à la création d'un Etat palestinien; non à l'ouverture de négociations avec l'OLP. Cos trois possulets posés, M. Pérès s'affirme prêt à négocier sans condi-tion avec le roi Hussein. Il souhaîte mais n'exige plus que la négociation premne comme point de départ les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Comme tous ses amis travaillistes, M. Pérès ne conçoit pas un compromis territorial en Cisjordanie comme une fin en soi, mais il y voit le - prix de la paix - Celle-ci pourrait prendre la forme initiale - d'accords temporaires - avant de déboucher sur une éventuelle fédération jordano-palestinienne.
M. Pérès se dit prêt, en échange
d'un traité formel, à restituer au
gouvernement d'Amman entre
60% et 70% des territoires occupés. La région de Jérusalem, le bloc d'Etzion — au sud de Bethléem — et la vallée du Jourdain conçue comme une « frontière de sécurité » seraient exclus du marchandage. Il sonhaite qu'Hussein accorde, dans un premier temps, la nationalité jordanienne aux 450 000 Palestiniens de Gaza, lesquels demourent privés de toute

M. Pérès exclut tout démantèlement des implantations juives exis-tant en Cisjordanie et prévoit même de renforcer la présence ci-vile israélienne dans la vallée du

Il y a quinze ans, après la conquête travailliste des territoires occupés, M. Pérès niait au roi Hussein la moindre autorité sur la Cisjordanie en rappelant que son grand-père, le roi Abdallah, se l'était appropriée par la force en 1948. Il s'est souvent défendu par la suite être un « faucon». Il a changé d'avis et tieat aujourd'hui la Jordanie pour le « seul parte-naire légitime » d'Israël. Mais si désireux qu'il soit de sortir son pays de l'impasse diplomatique, M. Pérès n'ignore pas que la balle tombera alors dans le camp jordanien et risque de ne jamais en re-

(1) Shimon Perès : la Force de blème palesunien qui exigerait de sun. Le Centurion, 1981.

STH Depuis INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Préparation complète Septembre Places limitées Centre AUTEUIL 6. Av. Léon-Heuzey 75016 Paris - Tel. : 224.10.72 Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel.: 585.59.35 +

De notre correspondant Beyrouth. - La Knesset ingouver-nable qui semble être sortie des politique. La résistance est essentielpolitique. La résistance est essentiel-lement, pour ne pas dire exclusive-ment, le fait des chites libanais. Souterraine et continue, elle est exemplaire et constitue, comme le soulignent les chefs du mouvement chine Amal, une leçon à la résistance palestinienne elle-même, qui n'a jamais su infliger pareille

épreuve à l'Etat hébreu. La fermeture du bureau de liaison israélien de Dhayeh (banlieue chrétienne de Beyrouth) étant devenue inélactable après le retrait, ce mardi 24 juillet, des officiers libanais qui y opéralent, et l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 ayant été déclaré caduc, le gouvernement li-banais souhaite à présent négocier de nouveaux arrangements de sécu-rité avec Israël, ce qui sera encore plus difficile dans la situation pré-

Des quatre pays arabes voisins d'Israel les plus directement concernés par la politique de Jérusalem, la Syrie apparaît le plus favori-sée dans l'immédiat par la nouvelle donne politique en Israël. La situa-tion flottante dans ce pays devrait, en effet, laisser à Damas le champ libre pour consolider sa position de force au Liban - d'autant plus qu'une aventure militaire israélienne semble plus qu'improbable. La Jordanie, par contre, souhaitait manisestement une victoire travailliste qui aurait donné du crédit à sa politique fondée sur la négociation d'un retrait istaélien de Cisjordanie. Faute de quoi, son rapprochement avec l'OLP de M. Arafat perd beaucoup de sa signification. Quant à l'Egypte, déjà en attente, elle se trouve dans une position conforta-ble, étant sortie du ghetto où l'avaient placée les accords de Camp David, tout en maintenant son traité de paix avec Israël. Le président Moubarak peut donc «laisser ve-

LUCIEN GEORGE.

Le président M de rétablir dans l'à sident philippin, M. Pad dress a corre lundi 23 pm March 1 Course Lane 23 March 1 Elst (1) Elst (1) March 1 PERSONAL PROPERTY IN

Performent, hyperbia chabits enter a minimum de comme Le retour au régime le retour au régime le chient la cher de rumeurs. Mi maile L'archevages de carden le chient pune, le carden le chient pune, le carden le chient pune, le carden le chient pune a muticule con le carden le Sing province on deriver the province of the p affect an one of 1 and 1 Marca contro tom recome a marcale pour sauver un a facontro de Marcale pour sauver un a facontro de Marcale de interi asserant que ante a mult qu'a un « bain de sant ». is president photoppes does for is proceeding participation of the second

de Munico ne peut que se la destante de la capitale de la debut de la capitale de la destante de la capitale de la destante de la capitale de des prendre toutides for the manufacturers and moment de la men Asia Lundi encore, viagi ma Asia Lundi encore, viagi ma Asia se um rassembles a rate de centre de la cassa rate de centre de la cassa rate demander le cépari de thous intend to serve manufa forte biles etaient en de made de l'euvernute de la la de sourcau Paristocal, es fo until a fait som entrete me forget ing depuis is in marticle le président Montres Mais ...

monalitation die 14 mai. 100 per de nomination une 15 mai. no par un regime character de scratter de ik Housement pout and mount serickBL), conserve it made and series des deux cents départe de capacité de series par le chaffe

la Fédération Edare une « guerra inflette - Kenter C.Ph. #P

de Federation numerice des des assessments sont unes la desarte sont unes la desarte son de desarte sont de desarte de de desarte de de desarte de de desarte de de desarte de de desarte de de desarte de desar Z-guerre de liberatione à The quien - priest de minerale de la constant de la 21 th the date le Temple di American loraque cercari e de la material de la mat manche, in manifestan dem ere interpe les dans la uni de der qu'il muiere des e a hattle à la presence de l'a l'adiame dans le Temple e les militars de voluntaires de l'acce à reputer les désignance à

1≥ lectrur: चुँची शतकात्र hars de France Le Monde ENISECH VOLE SEMANE UNE ÉDITION

RTERNATIONALE h i moverout me selection de Electron bute que jeun description

"LES M

 $\omega \in \mathbb{Q}_{2^{m_{\underline{s}}}}$

1.12

A CONTRACTOR

id nov parait

Philippines

Le président Marcos n'envisage pas de rétablir dans l'immédiat la loi martiale

1972 faisait l'objet de rumeurs per-sistantes à Mamille. L'archevêque de la capitale philippine, le cardinal Jaime Sin, a multiplié ces dermers-jours les appels au chef de l'État. Il a demandé que soit mis fin à « tous les actes et mesures autoritaires : et qu'une amnistie soit prononcée outre, Mgr Sin a mis en garde le pré-sident Marcos contre tout recours à sadent Marcos comre tout recours a la loi martiale pour sauver un « ré-gime à l'agonie » (le Monde du 20 juillet), assurant que cela ne conduirait qu'à un « bain de sang ». Le président philippin doit faire face à une situation particulière-ment délicate. Toute fausse mangen-

ment délicate. Toute fausse manœu-vre à l'approche du premier anniver-saire de l'assassinat du dirigeant de l'opposition, le sénateur Begnino Aquino, tué d'une balle dans la tête le 21 août à son retour d'exil, à l'aéroport de Manille, ne peut qu'aggra-ver une situation déjà explosive. De-puis le début de juillet, les manifestations se succèdent à Ma-nille sans prendre toutefois l'amnille sans prendre toutefois l'ampieur des rassemblements gigantesques au moment de la mort d'Aquino. Lundi encore, vingt mille personnes se sont rassemblées sur une place du centre de la capitale pour demander le départ de M. Marcos. Interdite, cette manifestation a été dispersée par les forces de l'ordre. Elles étaient en état d'alerte « rouse » devois samedi à d'alerte « rouge » depuis samedi à l'approche de l'ouverture de la sesposition a fait son entrée en force à l'occasion des premières élections « libres » depuis la loi martiale de

Le président Marcos sait que cette consultation du 14 mai, mar-quée par de nombreuses irrégula-rités et par la longueur maccoun-mée du dépouillement du scrutin près d'un mois -, a été un désaveu cinglant pour son régime chance-lant. Certes, le parti gouvernemental, le Mouvement pour une nouvelle société (KBL), conserve le majorité absolue des deux cents députés dont dix-sept sont désignés par le chef de

Le président philippin, M. Ferdinand Marcos, a écarté lundi 23 juillet, dans son discours sur l'Etat de la nouveau Parlement, l'hypothèse d'un rétablissement imminent de la loi martiale. Le retour au régime de l'organisation démocratique nationaliste unie (UNIDO), qui regroupe une quinzaine de mouvements de l'opposition, passe, dans ces conditions particulièrement difficiles, de quinze élus à soixante-trois. M. Marcos avait prévu publique de l'apposition passe, dans ces conditions particulièrement difficiles, de quinze élus à soixante-trois. M. Marcos avait prévu publique de l'Etat. Mais l'Organisation démocratique nationaliste unie (UNIDO), qui regroupe une quinzaine de mouvement de l'opposition, passe, dans ces conditions particulièrement difficiles, de quinze élus à soixante-trois. quement une « vingtaine » de députés d'opposition dans le nou-veau Parlement. Les nouveaux êlus, dont certains l'ont emporté sur des ministres, se sont joints aux manifes-

Inquiétude des petits épargnants

De plus, la situation se dégrade dans certaines provinces où la bran-che armée du Parti communiste, la Nouvelle Armée du peuple (NAP), a considérablement accra ses attaques contre l'armée. L'état-major a déclenché l'une de ses plus grandes offensives de ces dernières années offensives de ces dernières années contre les maquis communistes, dans la région montagneuse au nord de Manille. Trois mille soldats, soutenus par des hélicoptères et desbombardiers légers, se sont lancés, depuis le début juillet dans la province de Kalinga, à la poursuite de six cents maquisards dont l'un des chefs est le père Conrado Balweg. Les autorités militaires ont offert Les autorités militaires ont offert une prime de 11 000 dollars à toute personne qui leur livrerz, mort on vif, ce religieux passé à l'opposition armée depuis 1979.

Enfin, l'un des aspects les plus spectaculaires de la crise que connaît le régime est la défiance des clients de la plus grande banque de dépôts des Philippines, la Banque Filipino. A l'annouce, lundi, de la suspension de ses opérations pour une durée indéterminée, des milliers d'épargnants se sont précipités devant les succursales de cette banque ou aux guichets d'autres établissements, créant un grave problème de liquidités à Mamille. Dans son dis-cours devant le Parlement, M. Marcos a assuré que son gouver-nement aiderait les banques en diffi-culté. Ce vent de panique ne peut que rendre encore plus difficiles les négociations que mêne Manille pour le rééchelomement de sa dette exté-rieare, estimée à 26 milliands de dol-

Inde

La Fédération des étudiants sikhs déclare une « querre de libération » au Pendjab

New-Delhi. - (Reuter-UPI-AFP). - La Fédération indienne des étudiants sikhs (interdite), dont certains membres sont dens la clandes-tinité, a déclaré, samedi 21 juillet, tinité, a déclaré, samedi 21 juillet, une « guerre de libération » au Pendjab. Dans un communiqué elle affirme qu'un « point de non-retour » a été atteint dans cet Etat, et qu'elle entend le libérer « d'an gouvernement (celui de M= Gandhi) dénué de dignité et de respectabilité » Le président de la Félérabilité -. Le président de la Fédéra-tion a été tué dans le Temple d'or d'Amritsar, lorsque celui-ci a été in-vesti, le 6 juin, par l'armée indienne.

Dimanche, 187 manifestants sikhs ont été interpellés dans la ville sainte, alors qu'ils criaient des slo-gans hostiles à la présence de l'ar-mée indienne dans le Temple, où plusieurs milliers de volontaires ont commencé à réparer les dégâts

A ses lecteurs

qui vivent hors de France

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE. lls y trouveront une sélection

des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

cansés aux bétiments per les combats de juin. Cinq hauts dignitaires religioux sikhs d'Amritsar ont « ex-communié » Sama Singh, chef de la secte Nihang, pour avoir commence ces travaux à la tête de volontaires sikhs et hindous, sans attendre le retrait des forces armées.

D'antre part, une importante brè-che, sans donte consécutive à un sabotage, a été constatée dans l'un des grands canaux du Pendjab, utilisé pour l'irrigation et l'alimentation en sservant aussi les Etats voisins de l'Haryana et du Rajasthan.

A New-Delhi, le gouvernement a annoncé, lundi 23 juillet, que le Pendjab avait été déclaré – pour six mois – « région touchée par le tenrorisme - et que trois tribunaux d'exception avaient été constitués pour traduire en justice les extré-mistes (le Monde du 16 juillet). Plus de quatre mille militants sikhs ont été arrêtés au cours des derniers mois. En verte de dispositions sur la sécurité nationale, ils peuvent être détenus pendant deux ans sans procès. Les autorités ont précisé que les jugements ne pourront être pro-

noncés en séance publique. Les élus de l'opposition ont quitté, lundi, les deux chambres du Parlement. A la Chambre des députés, ils ont voulu protester ainsi confre le re-jet d'une motion qu'ils voulaient déposer sur la situation dans l'Etat du Jamme-et-Cachemire; à la Cham-bre haute, ils ont reproché au gou-vernement de ne pas avoir donné suffisamment de détails sur les « Ingérences étrangères - dans son Livre blanc sur la situation au Pendjab.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Le gouvernement ne fera pas davantage de concessions à l'opposition

pour les élections générales du 4 novembre, a déclaré le lundi 23 juillet M. Bayardo Arce, l'un des dirigeants du Front sandiniste. Nous vivons une situation de guerre, et il est impossible de parler d'une ouverture plus grande », a-t-il

Le candidat éventuel de la Commission nationale démocratique, qui regroupe quatre partis d'opposition, M. Arturo Cruz, de retour à Managua lundi après deux ans d'exil aux Etats-Unis, a affirmé qu'il n'était « pas question de donner un chèque en blanc au gouvernement sandi-

Managua (AFP). - Le gouverne-noent sandiniste ne fera pas davan-tage de concessions à l'opposition tions démocratiques du peuple ». Le qui ne satisferaient pas les aspira-tions démocratiques du peuple». Le Front sandiniste organise des élec-tions pour « calmer l'opinion publi-que internationale », a-t-il ajouté, mais «il appartient à l'opposition de faire en sorte que cette consultation apporte également quelque chose au peuple ».

L'opposition ayant menacé de boycotter le scrutin si elle n'obtensit pas certaines garanties (amnistie, ouverture d'un «dialogue national» et même changement du calendrier électoral), M. Bayardo Arce a déclaré que les partis qui participeraient à ce boycottage perdraient

AFRIQUE

BIBLIOGRAPHIE

« LAICITÉ ISLAMIQUE EN ALGÉRIE » d'Henri Sanson

La religion règne mais ne gouverne pas

« Cect tuera cela », prédisait Vio-tor Hugo à propos de l'interminable gieuses (l'islam est religion d'Etat) confrontation de la fin du siècle dernier entre les « jeunes turca » de la laïcité et les tenants de l'Eglise. C'est effectivement en France (qui englobait alors l'Algérie) que la laicité allait trouver son expression la plus homogène.

En intitulant son livre Laicité islamique en Algérie, Henri Sanson, Algérien d'origine française et catholique, résume l'équivoque et les interrogations qui caractérisent les rapports entre le religieux et le politique dans les pays d'islam. Y apparaît également, en filigrane, l'ascendant ambivaient qu'exerce la doctrine française de la laïcité, laquelle a inspiré, au moins indirec-tement, le législateur algérien.

Inspiration mais non imitation. L'intrication du sacré et du pouvoir en Algérie s'est manifestée vigoureusement des l'apparition du premier mouvement nationaliste avec l'émir Abdelkader, vers 1835-1845. Aussi, souligne l'auteur, « l'Algérie est un pays musulman, à la fois e et differ Etats islamiques). Son islamité est à la fois commune et originale ». En effet, lorsqu'on considère l'expérience des nations musulmanes modernes, on s'aperçoit que les conditions locales déterminent des formes spécifiques à chaque système politique.

Henri Sanson, qui présente son travail comme un essai de « sociologie religieuse », s'appuie essentiellement sur des textes officiels ou fondamentaux de l'Algérie indépendante se rapportant au rôle et au statut que l'Etat confère à l'islam. La Constitution de 1976, en vigueur, stipule que le président de la République doit être « de confes-sion musulmane » et qu'il doit » respecter et glorister la religion islami-

Le livre traite également des rapporta islam-parti, islam-peuple et islam-nation. L'auteur expose avec une neutralité bienveillante la « doctrine » algérienne de ce qu'il consi-dère comme une « laïcité islamique ». Les textes officiels sont accompagnés de citations de la presse, d'intellectuels, d'étu-diants, etc. L'auteur remarque que l'islam algérien est objet d'institutions écrites ». On peut lui repro-cher d'avoir omis de faire le départ entre les textes et les aléas de leur mise en pratique.

La laïcité algérienne est, selon lui, confessionnelle - et il ajoute: « l'islam règne : c'est la religion de l'Etat. Mais l'Etat gouverne, et lui

gieuses (l'islam est religion d'Etat) et en matière d'affaires politiques (il n'y a pas d'imamat) ». Le résul-tat en est que « l'islam règne, et le parti (FLN) détermine son statut politique ». L'islam règne mais non les hommes de religion formés, harologuée et personnés per l'Est homologués et pensionnés par l'Etat algérien. L'auteur sa déduit que, « entre l'islam et le possoir, il n'y a ni fusion ni séparation, il y a intégration . On peut regretter qu'Henri Sanson n'ait pas étudié les incidences de cette « laïcité islamique » sur l'instruction publique, d'autant plus que ces dernières années des matières religieuses ont été intégrées au cursus ordinaire.

A un prélat libanais qui s'enquêrait du statut de la lascité en Algé-rie, un responsable algérien répondit que, la population de son pays étant quasi totalement musulmane, la question ne se posait pas. Réponse instructive, car si, comme l'observe l'auteur, • l'instauration d'un pluralisme religieux communautaire est un des signes de la lateité effecdécisif.

- La liberté de conscience est parantie - par la Constitution. Il eut été intéressant d'appréhender les implications de cette garantie. Inclut-elle les cultes non abrahamiques et à plus forte raison l'athéisme? Si la liberté religieuse est celle de vivre et de se mouvoir à l'intérieur de sa tradition, n'est-elle pes aussi celle de pouvoir y entrer et en sortir? Sans constituer une version musulmane du gallicanisme, le statut de l'islam en Algérie est néanmoins spécifique. Le mariage civil y existe, le code pénal reste largement inspiré de la législation française, le code de la famille, voté récemment, est plus ouvert aux évolutions que ceux de la plupart des autres pays arabes. Les châtiments islamiques sont tout simplement inconcevables en Algérie. Il y a seize siècles un Illustre Algérien, saint Augustin, promoteur de la théorie des deux glaives, donnait la primauté à celui de l'Eglise sur celui de l'Etat. L'algérianité se vit en tension entre la confessionnalité et la laicité », conclut à juste titre Henri Sanson. Ces oscillations de balancier attestent de la vitalité d'une société. mais bien fort qui pourra dire où et quand s'arrêtera le pendule.

SLIMANE ZEGHIDOUR.

* Laïcité islamique en Algérie. Henri Sanson; Editions du CNRS, Paris, 80 F.

Danemark

M. Christophersen quitte le ministère des finances pour la Commission de Bruxelles

De notre correspondante

Copenhague. - Le premier ministre, M. Poul Schlüter, a procédé, had 23 juillet, à un remaniement de son cabinet après la décision de M. Christophersen, le ministre des finances (libéral), d'abandonner ses fonctions pour occuper, à partir du 1º janvier 1985, le poste réservé au Danemark au sein de la Commission curopéenne. C'est le premier rema-niement d'une équipe où les conser-vateurs et les libéraux disposent, de-puis vingt-deux mois, de huit portefeuilles chacun, le Centredé-mocrate de quatre et les chrétiens rogulaires d'un populaires d'un.

Après les élections anticipées de janvier 1984, à l'issue desquelles les conservateurs avaient quasiment doublé le nombre de leurs mandats à la Chambre, M. Schiüter avait préféré s'en tenir au statu quo pour sau-vegarder la bonne entente entre les membres d'un cabinet fragile et quasi minoritaire. M. Schlüter a, une fois encore

M. Schlüter a, une fois encore iundi, choisi la voie de la modération. Après de longs entretiens avec M. Christophersen, qui a plaidé avec zèle la cause des libéraux, il s'en est tema à un minimum de changements: les finances reviennent à un conservateur, M. Palle Simonsen, qui était jusque-là ministre des affaires sociales; celles-ci sont confiées à une libérale, M. Elsebeth Kock-Petersen, précédemment ministre des cultes.

M. Christophersen est un peu le

M. Christophersen est un peu le Delors danois : il était considéré lui aussi comme le garant le plus sérieux de la politique de redressement de son gouvernement, et les milieux d'affaires regrettent son départ.

Pologne

Premiers bénéficiaires de l'amnistie, quatre-vingt-deux détenus ont été libérés

Quatre-vingt-deux détenus polo-nais bénéficiant des mesures d'am-nistie décrétées par le gouvernement sont sortis de prison lundi 23 juillet. L'agence PAP a précisé que dix détenus politiques figuraient parmi eux, sans toutefois indiquer leur identité. La remise en liberté des six cent cinquante-deux prisonniers po-litiques et d'une partie des trente-cinq mille condamnés de droit com-mun concernés par l'amnistie devrait intervenir dans un délai maximum d'un mois.

Après Washington, où une levée pertielle des sanctions contre la Pologne est envisagée, la Communauté européenne a accueilli lundi - favorablement - la décision des autorités de Varsovie. Dans un communique de la communique de publié au cours de leur réunion à Bruxelles, les ministres des affaires Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Dix espèrent que l'amnistie « sera suivie de nouvelles mesures de nature à encourager la réconcillation nationale ». Ils espèrent également que cette décision « reflète le désir du gouvernement de répondre oux aspirations du peuple polonais à un dialogue et à une réforme ». réforme ».

ils rappellent qu'ils ont à piu-sieurs reprises souhaité le retour « à des relations plus normales avec la Pologne », mais ne font aucune allusion aux sanctions économiques im-

posées à ce pays. La CEE, en tant que telle, n'a d'ailleurs jamais adopté de sanctions, hormis la déci-sion de destiner ses aides, en particulier dans le domaine agricole, à des organisations proches de l'Eglise plutôt qu'au gouvernement. Mais la phipart des pays membres out suivi les Etats-Unis en refusant le rééche-lonnement de la dette polonaise et l'attribution de nouveaux crédits commerciaux à Varsovie.

A Bonn, où l'on fait état d'un projet de voyage en Pologne du ministre des affaires étrangères, M. Gensoher, peut-être en novembre, le porte-parole du gouvernement à es-timé que la libération des prison-niers politiques devrait contribuer à l'amélioration des relations Est-Ouest et, en particulier, des rela-tions entre la République fédérale et

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont le siège est à Bruxelles, a estimé pour sa part que l'amnistie n'était qu'une demi-mesure et regretté que demi-mesure et regretté que M. Bogdan Lis, ancien responsable de Solidarité, n'en bénéficie pas. Si le prix de la liberté est le si-lence et la résignation, déclare l'or-ganisation, l'amnistle annoncée à Varsovie n'est qu'une mesure super-ficielle destinée à un marchandage économique. » — (AFP, AP.)

urss

Le ministre préférait les datchas aux musées

If ne se passe guère de jour sans que la presse soviétique ne fasse mention d'une nouvelle victoire de la lutte contre la corrupsement amorcée dès avant la mort de Brejney, alors qu'Andropov devenait de plus en plus puissant au sein de la direction soviétique, n'a pas cessé avec la disparition de son inspirateur. M. Tchemenko poursuit-il de son plein gré la politique de son prédécesseur, où est-il contraint à la sévérité par certains membres du bureau politique ? La question reste ouverte. Toujours est-il qu'on a annoncé au cours des derniers jours l'exécution du di-recteur du Gastronom nº 1 de Moscou, plus connu sous son nom pré-révolutionnaire de ma-gasin Elisseiev, des limogeages en Kirghizie et en Géorgie, après une purge en Ouzbékistan.

La dernière personnalité en data à avoir été chassée par le bras justicier du parti est un cer-tain M.S. Fadeev, ministre des logements et des services muni-cipaux de la République autonome des Oudmourtes. Il s'agit d'un petit territoire situé à un millier de kilomètres à l'est de Moscou, sur le bassin de la compte gui 1 400 000 habitants.)

Selon la Pravda du lundi 23 juillet, M. Fadeev avait utilisé les 100 000 roubles (1 100 000 francs) destinés à un musée « consacré à la mémoire d'un personnage célèbre des Oudmourtes » pour se faire construire une somptueuse dat-cha dans les environs de Moscou. Quand il ne l'occupan pas lui-même avec sa famille, il la mettait générausement à la dis-Cerra-ci avaient d'autant plus de raison de taire les trafics de leur petron qu'ils avaient également l'habitude d'aller sa détendre deev s'était fait bâtir tout aussi illégalement en Oudmourtie.

Bien que saisi de l'affaire en des Oudmourtes s'était systéma-M. Fadeev « faute de preuves ». Seule l'intervention des organes mis un terme aux malversations. Le ministre a été démis de ses fonctions et exclu du parti.

La multiplication des articles de ce genre dans la pressa soviéles responsables qui n'ont pas construit leur maison de campagne à la sueur de leur front...

"LES MAITRES DU ROMAN POLICIER"

24 volumes parus



On ne dilapide pas son blen le plus précient, c'est-à-dire l'image de la « jeunesse et de la moder-nité » que M. Mitterrand a voulu imposer en nomment M. Fabius à Matignon. A la lecture de la liste complète du gouvernement, publiée landi 23 juillet (nos dernières éditions), il apparaît que le premier ministre - « jeuvesse et modernité » réunies - incarne à lui seul, ou presque, la nouveauté, l'ouverture

L'arrivée de deux députés socialistes, L'arrivee de deux departes socialistes, MM. Martin Malvy (mitterrandiste) et Jean-Marie Bockel (CERES), celle de deux vedettes extra politiques, le patineur Alain Calmat et le vulcanologue Haroun Tazieff, l'entrée du président du MRG, M. Jean-Michel Baylet, ne dispersent pas l'attention. Elles ne réduisent en rien la performance attention. due du premier ministre.

Pas plus que la nomination, la semais d'un scientifique, M. Heari Curieu, à la recherche, on les retours de M. Pierre Joxe et aurtout de M. Jean-Pierre Chevènement, lequel il vant mieux avoir silencieux decians que contestataire debors. Le gouvernement, c'est M. Fahins... Et quarante-deux autres. Il est vrai que le président de la République et le premier ministre ont été aidés par le fait qu'il est

MINISTRE D'ÉTAT

MINISTRES

Plan et auskangement du territoire M. Gaston Defferre, PS (1) (2)

Défense : M. Charles Herna, PS
Intérieur et élécustrafication . M. Pierre Jazz, PS (4)
Agriculture . M. Michel Rocard, PS
Redéploiement industr. et commerce extér. . M. Edità Cressea, PS (3)

MINISTRES DELEGUES

Ecrirousement Mª Hagaette Bouchard
Recherche et technologie M. Habert Carles (4)

chargé de la coopération et du développement M. Claristian Nucci, PS Amprès du ministre du redéploisment industriel et du commerce extérieur, chargé des PTT . M. Louis Mexandess, PS

Augues du ministre de la défense Mª Edwige Avice, PS (1) (2)

solidarité nationale, chargé de la santé M. Edmond Rervé, PS Auprès du ministre des relations extérioures M. L.-Michel Bardet. M

majours ... M. Elaroum Tazziell (4)
Apprès du ministre de l'éducation sationale,

• M. Marcel Debarge, membre t-il souligné, par les différents.

congrès du PS.

Auprès du ministre des relations extérioures ... M. J.-Michel Baylet, MRG (4) Auprès du ministre des affaires sociales et de la

solidarité pationale, chargé des rapatriés . . . M. Raymond Courrière. PS

M. Georges Lemnine, PS

M. Jean Auroux, PS (2)

M. Jess Gatel, PS (2)

M. Jesu Laurain, PS

M. René Sonchon, PS

M. Martin Mairy, PS (4)

Relations extérieures

Auprès du premier ministre, chargé de la fose-tion publique et des simplifications adminis

trafeation, chargé des départements et terri-

toires d'outre-met

Auprès du ministre de l'urbanister, du logement

et des transports, chargé des transports Augrès du méristre de l'éducation mationale,

mie sociale

Auprès de atinistre de la défesse, chargé des anciens combattants et victimes de guerre ... Auprès du ministre du rédéploisment industriel

et du commerce extérieur, chargé de l'énergie

Assarès du micèstre des affaires sociales et de la

Auprès du ministre de l'agriculture, chargé de

Amprès du premier ministre, chargé de la pré-vention des risques naturels et technologiques

chargé de l'enseignement technique et tech-

(2) Change d'attribution.
(3) Voit ses attributions accrues.

du secrétariat national du PS et

sénateur de Seine-Saint-Denis, a

commenté, le lundi 24 juillet, le

retrait des ministres communistes

du gouvernement : « Les commu-

nistes, a-t-il déclaré, n'ora pas pris

la bonne voie pour peser sur l'ave-

nir; peut-être pour des raisons de

débat interne, peut-être par impuis-

(4) Nouveau membre da gouvernement.

(1) Change de titre.

l'agriculture et de la forêt

préférable, dans une période difficile pour les socialistes, d'éviter de provoquer, en remaniunt trop pro-fondément le gouvernement, des élections législatives partielles basardeuses.

Outre les quatre ministres communistes du troinure ses quatre manstres communistes du troi-sième gouvernement Mauroy, ne sont partis que M. Mauroy hii-même, M. Jacques Delors, qui n'était pas député, et M. Jean Benoîst, doyen de l'ancienne équipe, secrétaire d'Etat aux personnes àgées, aucien député de la Nièvre.

La constitution du premier gouvernement de M. Fabius ne traduit pas une recherche de l'ouver-ture politique. Trois personnalités non politiques (MM. Curien, ministre de la recherche et de la technologie; Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports; Tazieff, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs), au radical de ganche supplémentaire (M. Baylet) n'y suffisent pas. L'équipe, après le dé-part des communistes, se couvre à gauche, en direc-tion de MM. Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevène-

Le « raste ministère de l'énergie » offert pur M. Fabius aux communistes s'est transformé, le gouvernement au complet, en un simple secrétaire d'Etat attribué à M. Martin Malvy, mitterrandiste fidèle. Les transports, ancien domaine de M. Charles Fiterman, font partie du ministère attribué à M. Quilès, mais sout délégués à un socrétaire d'Etat, M. Jean Auroux.

Les amis de M. Mauroy sont bien traités. Outre M. Michel Delebarre, son aucien directeur de Cabi-net, devenu ministre de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle, M. Jean Le Garrec, tout en restant secrétaire d'Etat, prend en charge la fonc-tion publique, tous secteurs laissés vacants par les ites. Le CERES a deux représentants supplémentaires, MM. Chovènement et Jean-Marie Bockel, jeune député du Hant-Rhin. En revanche, les rocardiens ne sout pas mieux lotis qu'auparavant.

Parmi les promotions, outre celles de Mass Duloix et Boschardeau, devenues ministres (affaires sociales pour la première, environnement pour la secoode), aimsi que l'élargissement des compétences de M= Cresson (elle ajoute l'industrie au commerce extérieur), il faut remarquer celle de M. Roger-Gérard Schwartzenberg (MRG), qui, secrétaire d'Etat sans attribution particulière auprès du ministre de l'édu-

Ses attributions ne le lui permi-

cation nationale, prend anjourd'un en charge l'Uni-

En revanche, M. Joseph Franceichi, pour lequel rait été créé le secrétariat d'Etat à la sécurité publique, en noût 1982, après l'attentat de la rue des Rosiers, retourne à ses premières occupations, les personnes âgées et les retraités. Cela permet à M. Pierre Joxe de récapérer toutes les attributions habituelles du ministre de l'intérieur. La « rétrogranaumenes un monsure de l'interieur. La « retrogra-dation » de M^m Edvige Avice, qui, de ministre délé-gné à la jennesse et aux sports, devient secrétaire d'Etat, n'est qu'apparents. Elle s'occupera de la dé-fense, poste occupé pour la première fois par une

Dans ce gouvernement socialiste quasi homocroissent leur influence. Placé aux postes-clés, avec des attributions parfois renforcées, ils devraient assurer à l'équipe de M. Fabius une cohésion et une dynamique qui faisaient défaut au gouvernement de M. Mauroy. C'est du moins le reproche que certains d'entre eux, M. Joxe notamment, lui adre

LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT Ceux qui changent

M. Roger-Gérard Schwartzenberg: dans les coulisses de l'éducation nationale

Pendent les seize mois qu'il a passés comme secrétaire d'Etat affirmation, formulée il y a sept ans : « Il faut abolir l'Etatspectacle.». Seize mois que cet homme de quarante et un ans, nommé en mars 1983 auprès de M. Savary a vécu dans la pénombre. Le brillant universitaire, président du Mouvement des radicaux de gauche, entrait alors au gouvernement, où la présence d'un deuxième radical s'imposait en vertu de la règle du dosage. Placé auprès du ministre de l'éducation nationale, qui n'en demandait nas tant. l'auteur de la dénonciation du « star system » en politique saurait, pensait-on néanmoins, mettre en valeur et en lumière les choix du ministère. M. Savary, par inclination et vertu démocratique, répugnait à l'infla-tion de paroles. A son secrétaire

rent guère. Sauf devant les parle-mentaires, où il fut souvent désigné nauprès du ministre de l'éducation nationale, M. Roger-Gérard Schwartzenberg aura dû souvent méditer la cruanté de su propre propos étaient cantonnée aux équestions su propos étaient cantonnée aux équestions et de l'éducation nationale, de l'éducation neuraires, oû il fut souvent désigné pour répondre aux equestions su gouvernement », ses activités et ses propos étaient cantonnées aux équipment de l'éducation neuraires, où il fut souvent désigné pour répondre aux equestions su designée pour répondre aux equestions su propre propos étaient cantonnées aux equestions su propre propos étaient cantonnées aux equestions su propre propos étaient cantonnées aux équestions su propre propre propre pour répondre aux equestions su propre cents et constructions scolaires et universitaires, an développement de l'action culturelle. Il sut cependant s'attacher à développer une opéra-tion lancée à la demande du président de la République : la formation de jeunes chômeurs à l'informatique par des volontaires du contingent, diplômés de grandes écoles ou d'universités. Pour le reste, M. Roger Gérard Schwartzenberg s'en tint à l'application de ses propos écrits ici même en 1974. Dénonçant les secrétaires d'Etat autonomes mis en place par M. Giscard d'Estaing et qu'il surnonmait des « ministricules » M. Schwartzenberg définissait les autres secrétaires d'Etat, ceux qui secondaient un ministre, teis qu'il le devint lui-même le 24 mars 1983 : « Ils sont à l'école de la modestie. d'Etat de rétablir l'équilibre. Il en De simples assistants, des apprentis placés auprès d'un mattre.

M. Jean Gatel : le réorganisateur des réserves

tariat d'Etat à la défense, M. Jean Gatel, trente-six ans, s'est particulièrement attaché à définir une politique de mobilisation des réservistes dans le cadre d'une nouvelle organisation de la désense militaire du territoire qui confie à la gendarmerie la protection de « points sensibles » jusqu'à présent attribuée à l'armée

C'est avec l'aide du Conseil national des réserves que M. Gatel a pu jeter les bases de cette réforme, qui prévoit d'instituer une « première » réserve de six cent mille bommes en-

Nommé en octobre 1983 au secrégatoires de quatre à cinq jours par uriat d'Etat à la défense, M. Jean an, pendant cinq ans après la fin de leur service. Les autres réservistes seraient mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour des mis-sions de protection civile. Le secrétaire d'Etat, qui est ensei-

gnant de formation, a d'autre part été chargé de veiller à la réorganisation des études dans les écoles militaires, notamment à Saint-Cyr et dans certains établissements de formation des sous-officiers pour lesquels la durée des études a été augmentée de facon à accroître le temps consacré à la formation générale des

traînés à l'occasion de périodes obli-M. Roland Carraz : un nouvel élan au « tourisme vert »

M. Roland Carraz, membre du CERES, est proche de M. Jean-Pierre Chevènement, qui lui avait confié en 1982 une mission sur la « recherche en éducation et en socialisation l'anfant ». Discret, mais efficaca, il a donné un nouvel élan au « tourisme voulait également lancer le « tourisme industriel ». Secteur économique en expansion et créateur d'emplois, l'industrie des voyages et des loisirs fait vivre aujourd'hui en France près de cinq millions de personnes. L'objectif du gouvernement était de faire passer l'excédent de la balance touristique (22,5 milliards de francs en 1983) à un chiffre régulier de 50 milliards de france au cours des

Enfin, les initiatives du secrétariat

d'Etat, rattaché au commerce exté- le mal était fait. . M. Messmer (RPR) : Renouveler l'Assemblée nationale ; le plus tôt sera le mieux. > -M. Pierre Messmer, député (RPR) de Moselle et ancien premier minis tre, affirme dans son journal electoral, Présence Lorraine : - Il faut que la France alt un gouvernem représentant la majorité des Francais. Cela ne sera possible que si l'Assemblée nationale est renouvelée. Le plus tôt sera le mieux. (...) Les Français ont monté [le 24 juin] que leur détermination peut réussir, sans sortir de la légalité, à faire plier un pouvoir qui basone trop

souvent et trop longtemps l'opinion

1983 par le rétablissement du carnet de change, la réduction à 2 000 francs par an des allocations de devises de chaque Français et la limitation de l'usage des cartes de crédit. Mesures décidées par M. Jac-ques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, et mesures impopulaires. Les agents de vovages ont manifesté bruyamment leur mécontentement dans la rue et les futurs vacanciers ressentirent ces décisions comme une entrave à la possibilité de circuler. Un premier accroc entre la gouvernement et les Français à propos des libertés. Avec raison, Mme Cresson fit valoir que ces mesures ne représentaient « absolument pas une atteinte aux li-bertés ». Mais, psychologiquement,

rieur, ont été entravées en mars

· (Publicité) -Windscale (Ecosse) TAUX DE CANCER MULTIPLIE PAR 50 par suite de fuites de quelques grammes de --

Malville = 5 tormes de . . plutonium.

MALVILLE 4 & 5 AQUT 84

Celui qui arrive M. A. Calmat: à plus d'un titre

M. Alsin Calmet, ministre déléque à la jeunesse et aux sports, s'était retiré de la compétition sportive après avoir remporté en 1965 à Colorado Springs, (États-Unis) le championnat du monde de patinage artistique pour se consacrer à des études de médecine qu'il avait menées de pair avec sa discipline sportive. Après avoir été fait, à titre exceptionnel, chevalier de la Légion

M. Calmat a été pendant une quinzaine d'années un champion populaire en France où il incamait les mérites d'un jeune sportif ayant atteint le niveau international tout en poursuivant des études longues et difficiles. En effet, dès l'adolescence, il s'entraînait chaque jour à la peti-noire de Boulogne-Billancourt et rentrait le soir « potasser » ses cours par correspondance afin de passer ses.

d'honneur en 1966, l'année sui-

vante, Alain Calmat réussire à passer

de Paris. Il deviendra, quelqu années plus tard, chirurgian des hôpi-

concours d'internat des hôpitaux

Alain Calmat, plusiours fois champion de France, a obtenu une médaille d'argent en 1964 aux Jeux s of Innabrück. Il ar manqué de peu una médaille d'or pour avoir tenté imprudemment une triple boucle, figure qu'il était alors le soul à réussir au monde. L'année suivante il s'était abstenu de tenter à nouveau cet exploit à Colorado Springa, ce qui lui avait pennis de devenir champion du monde. Il avait

pes s'être e retiré en beauté », mels Alein Calmat, à qui le patinage artistique avait donné une ouverture sur le monde, pouvait alors dire : « Je dois au sport non pas-une aide maté rielle, mais bien plus que cala, des relations humaines, des voyages au bout du monde et surtout la joie qui neît pour l'homme de la victoire sur

Après son retrait de la compétition, le docteur Celmet exprime à plusieurs reprises les difficultés qu'il avait à s'imposer en tant que méde-cir slors qu'il était toujours resté pour se clientitle « le champion du monde de patinage artistique ». Mais le praticien n'abandonne jamais totalement son ancienne discipline, il devint en 1974 dirigeant de la Fédération française des sports de glace, perticulièrement chargé du patinage artistique. A ce poste, ses idées de gauche l'amenèrest à favoriser le sport de masse plutôt que le sport

Il devint, en 1976, chirurgien chel du centre hospitalier de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et fut nommé, la même année, commandeur de l'Ordre national du mérite et membre 1981, après la déclaration du général de Boissieu, grand chancelier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, qui annonçait qu'il démi nerait de ses fonctions en cas d'élec-tion de M. Mitterrand, le docteur Calmat avait riposté en démissionnant à son tour du conseil de l'Ordre national du mérite. - Ch. C.

TROIS NOUVEAUX DÉPUTÉS

pensé à cause de cette prudence ne

M. Martis Malvy, nommé secré-taire d'État chargé de l'énergie auprès du ministre du redéplois ndustriel et du commerce extérieur, devrait être remplacé, comme député du Lot, par son suppléant, M. Edmond Massaud.

[Né le 25 août 1908 à Lanzae (Lot), maire de cette commune, M. Massaud est conseiller général de Soullac depuis 1951. Agriculteur, syndicaliste agricole, il a été président de la Fédération nationale des planteurs de tabac. I

M. Jean-Marie Bockel, nommé secrétaire d'État auprès du ministre du commerce et de l'artisanat et du tourisme, devrait être remplacé, comme député du Haut-Rhin, par son suppléant, M. Jean Grimond.

[Né le 13 jain 1930 à Belfort, M. Grimond, ancien ouvrier et syndicaliste à la Société alsacienne de construction mécanique, est permanent de PS et prési-dent du groupe socialiste au conseil mu-nicipal de Mulhouse.}

secrétaire d'État auprès du ministre des relations extérieures devrait être remplacé comme député de la deuxième circonscription de Taraet-Garonne par M. Pierre Larroque. [Né le 7 avril 1915 à Meanzac (Tarn-[Né le 7 avril 1915 à Meanzac (Tarn-ct-Garonne), M. Pierre Lacroque, agri-culteur, est président de la caisse dépar-tementale du Crédit agricole. Maire de sa commune nature depais vings-trois ans, M. Lacroque (MRG) est le sup-pléant de M. Bayles depais la première élection de ce dernier à l'Assemblée na-

que. Quant aux supplétifs radicaux

de gauche, ils font une singulière opération. Chantres de l'élargisse-

tionale en 1978.1

M. Jean-Michel Baylet, nommé

plutonium. président du Parti radical, ancien député UDF : « Les socialistes,

livrés à eux-mêmes, sorment maintenant un monome qui déambule dangereusement sur la vote publi-

Programme du rassemblement dans l'édition du vendredi 20 juillet

· Mises au point : M. Jean-Pierre Chevènement et M. Delors. – M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, nous prie de préciser, à la suite de l'arti-cle le concerpant publié dans le Monde daté du samedi 21 juillet : qu'e il est membre du comité directeur du Parti socialiste, sans discontinuer, depuis 1971, et qu'il a conservé ce mandat après le congrès de Bourg-en-Bresse ». M. Jean-Pietre Chevènement « s'étonne par ailleurs du • raccourci • utilisé pour qualifier les appréciations qu'il porte sur la personne de Jac-ques Delors ».

M. Chevènement met en cause deux phrases du portrait que le Monde a publié après son retour au gouvernement. La première — M. Chevènement a rejusé de réinlégrer ses instances (du PS) après le congrès de Bourg-en-Bresse - faisait référence au bureau exécutif, qui comprend quarante-six membres et non pas au comité directeur, qui en compte cent quatre-vingt-sept. Cela méritait effectivement d'être

La deuxième est la suivante :

« dialogue impossible avec Jacques
Delors, cet homme qu'il a un jour
comparé à Salazar », An « Ciub de
la presse » d'Europe I, le 4 septembre 1983, M. Chevèmement avait déclaré, à propos de la politique moné-taire de M. Delors : « une monnaie taire de M. Delors: « une monnaie forte n'est pas une panacée. Salazar avait une monnaie forte mais une économie faible ». Sans doute M. Chevènement aurait-il pu trouver d'autres exemples que la référence à la politique confinite par l'ancien dictateur portugais. many and the expression of the party of the last

. M. DIDIER BARLANI, ancien ment de la majorité présidentielle, ils participent à son rétrécissement et leur président, désormais au gouvernement, est condamné à devenir un muet du sérail. On espère au moins que cette triste réalité ouvrira les yeux à ceux qui, au centre gauche, se sont laissé duper par l'opération Stirn-Doubin.

sance électorale, je crains que leur départ ne soit une fuite en avant. . Désormais, a-t-il indiqué, le PC sera JUN Lisez JUN jugé par les socialistes « de façon) fit Mande our allentive, sur ses actes .. PHILATELISTES M. Debarge a réaffirmé l'attachement de son parti à . l'union de la gauche dans le cadre du front de classe .. comme elle a été définie, a- L

Au sujet des attaques du RPR sur

l'assise populaire du nouveau gou-vernement, M. Debarge a estimé

que . Chirac ne veut pas compren-

dre (...) que le premier ministre n'est pas le premier ministre d'un

pourcentage, mais le premier minis-

tre du gouvernement de la France ».

DU GOUVI

Changemen et de s

ment do M. Lourent Fabric M. de l'oquipe de M. Perre Man de l'aquire vant : sept visent le pere s'en visent le pere on an analysis of the control of the Coux qui s'en wank

MM Porte Maylow: Jacque pelors musters de l'accessione des promiers of de budget. Charles French Marie Severy . The Charles pe de : estucation mationes: Marcel Support, manager and the See mation of destropolation pariet. mir. irre desegue à la fa-Marie protestactions and te Pors Henrettene Geres & & tonction published de ses percent are an area of the second Benefit terrestene Sefet an beledularing by their

Cour dont les attributions sont élargies

M Laurent Cabriel de restauté

devient . em et maistes

Mmi Eath Gresson de Sam

perce extense at #1 100000 passe du redesprendente indicaget et be demotrante entirent Gerran Collins De ungeben alles affer ger ibn im fareite, de fie population of the literature State of the state attains to alma et de la maior de la company esme of the Appropriate Mr. Make Dromau , rend in structure plus du sim monte et de l'arrent garden en un de Benedicken gasse de un un de Benedicken gasse de un de de genedicken d'État et un de de genedicken

beg reite serretare @ifen. equality of the same serie form on Thanks We will see residence of the day of the tions business of the Committee

M. Paper Desire School Co.

Coux qui champanni d'attribution

M. Gartin Defferte passes 🛊 interess et de 4 desember Samuel Control of the Al fertificien lawes 🐿 1986, 🐞 means direct M. Parts 100 SALES OF THE PARK OF BOOMS e a serverie careers been Service of the Edward August Service Co. S Ste ale number et aus species de mir services de la Comme M Jean on Games Man appet Bre dietat augres du general

Billion and the second of Berthard Carrier and Property Conton out in my day according francess in this section production Stude put our The des per Street ------ #1 Des symposium A James of the same of Not a company that the beat the I lear date, stone secretary Sitte in the street of the str

M Robbit Carray Design the State

DEFINIT

162 A. A. 184 P. F. A. 184 A.

Service Control of the Control of th

The second of th

Market State

Marie S. Commercial States

State of the State

State of a second secon

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

100

w.

 $+ \left(\left\langle \phi_{i} \right\rangle + \left\langle \phi_{i}$

. . .

1 .

29

DU GOUVERNEMENT DE M. FABIUS

Changements d'hommes et de structures

Sous une apparente stabilité, la structure du gouvernément de M. Laurent Fabius est sensiblement différente de celle de l'équipe de M. Pierra Mauroy. Huit membres de cette dernière s'en vont; sept voient leurs attributions augmantées; hait en changent; neuf nouvelles personnalités entrent au gouvernement. En outre, sept nouveaux postes ministériels sont créés, six disparaissent, sept changent d'intitulé.

Ceux qui s'en vont

risme à l'enseignement technique et technologique.

-Ceux qui entrent

MM. Pierre Mauroy: Jecques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget; Charles Fiterman, ministre des transports; Alain Savary, ministre de l'éducation nationale; Marcel Ridout, ministre de la formation professionnella: Jack Ralite, ministre délégué à la formation professionnelle; Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à le fonction publique et aux réformes administratives: Daniel Benoist, secrétaire d'Etat aux

personnes âgées.

Coux * dont les attributions sont élargies

M. Laurent Fablus, de ministre de l'industrie et de la recherche devient premier ministre; Mrss Edith Cresson, du commerce extérieur et tourisme passe au redéploiement industriel et au commerce extérieur: Georgina Dufoix, de secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population at des travailleurs immigrés devient ministre des affaires sociales et de la soliciarité nationale; M. Paul Quilès ajoute les transports à l'urbenisme at au logement; M. Michel Crépeau prend le tourisme en olus du commerce et de l'artisanat; Mm Huguette Bouchardeau garde l'environnement mais passe du rang de secrétaire d'Etat à celui de ministre; M. Roger-Gérard Schwertzenberg reste secrétaire d'État à l'éducation nationale, mais avec cette fois en charge les univer-sités, alors que précédemment il ne s'occupait que des constructions scolaires, des relations internationales, et de l'action

Coux qui changent d'attribution

M. Gaston Defferre passe de l'intérieur et de la décentralisation, su Plan et à l'aménagement du territoire avec le titre de ministre d'Etat; M. Pierre Bèrégovoy quitte les affaires sociales et la solidarité nationale pour gagner l'économie, les finances et le budget; Mes Edwige Avice, de ministre délégué au temps libra, à la jeunessa et aux sports, devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense; M. Jean Le Garrec était secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, sans affectation officielle, mais ayant en charge en fait le Plan et l'aménagement du territoire ; il garde son titre mais avec la responsabilité de la fonction publique et des simplifications administratives; M. Joseph Franceschi ne s'occupe plus de la sécurité publique, mais des personnes ágées et des retraités; M. Jean Auroux, quitte l'énergie pour s'occuper des transports; M. Jeen Gatel, ancien secrétaire d'Etat à la défense nationale, garde le même titre mais prend en charge l'économie sociale; M. Roland Carraz passe du tou-

LES MINISTRES : MM. Pierre Joxe, intérieur et décentralisation; Jean-Pierre Chevenement, éducation nationale: Michel Delebarre, travail, emploi at for-mation professionnelle; Hubert Curier, recherche et technologie,

LES MINISTRES DÉLÉGUÉS : M. Alain Calmat, jeunesse et

LES SECRÉTAIRES D'ETAT : MM. Martin Malvy, énergie; Jean-Michel Baylet, auprès du ministre des relations extérieures; Haroun Tazieff, prévention des risques naturels at tachnologiques maieurs: Jean-Marie Bockel, auprès du ministre du commerce, de l'artisanet et du

Les modifications dans les départements ministériels

SONT CRÉÉS : un ministère du travail, qui avait disparu en mars 1983; il est associé à l'emploi et à la formation profes sionnelle, qui relevalent d'un secrétaire d'Etat et d'un ministre dans le précédent gouvernement; un secrétariat d'Etat aux universités, qui est rattaché au ministère de l'éducation nationale; un secrétariat d'Etat à l'économie sociale; un secrétariat d'Etat aux risques natureis et technologiques majeurs; un secrétarias d'Etat auprès du ministre des effaires étrangères: un secrétariet d'Etat à l'enseignement technique et technoloue; un secrétariat d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisenat et du tourisme.

DISPARAISSENT : l'autoromie des ministères de la formation professionnelle et de l'emploi, des transports (rattachés au ministère de l'urbanisme et du logement mais dotés d'un secrétariet d'Etat), les secrétariats d'Etat à la sécurité publique, à la famille, à la popula et aux travailleurs immigrés, au tourisme. D'autre part, le stemps libres, doté d'un ministère plein en 1981 puis associé à la jeunesse et aux sports, disparaît cette fois complètement. De même la «qualité de la vie», qui était associée à l'environnement,

CHANGENT : l'industrie qui devient redéploiement industriel lequel set associé au commerce extérieur; la recherche, qui quitte l'industrie pour bénéficier, associée à la technologie, d'un ministère plein ; le tourisme, qui passe du commerce extérieur au commerce et à l'artisenat ; le secrétarist d'Etat à la fonction publique n'est plus associé aux « réformes administratives ≥, mais aux ∢simplifications administratives »; aux anciens combattants, on ajoute les victimes de guerre; aux personnes agées, on associe les

La « disparition » du secrétariat d'Etat aux immigrés et à la famille

Le nouveau décompage du secteur social au sein du gouvernement de M. Laurent Fabius provoque quelques surprises. A peine le ministère da travail, sensiblement étoffé, a-t-il fait sa respection que, à l'occasion de la nomination des ministres délè-gués et des secrétaires d'Etat, le secrétariat d'Etat chargé des inte grés, de la population et de la

M. Michel Delebarre, qui a pour-tant en charge le travail, l'emploi et la formation professionnelle, n'est «secouru» par aucun secrétaire d'Etat. Quant à M. Georgina Dufoix, misistre des affaires Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, sociales et de la solidarité nationale, elle a auprès d'elle trois secrétaires d'Etat (M. Franceschi, qui retrouve les personnes âgées, M. Hervé, qui garde la santé, et M. Courrière, qui conserve les rapatriés), soit un de moins que M. Bérégovoy, en l'occurrence le secrétaire d'Etat chargé de la famille de la population et des la famille, de la population et des travailleurs immigrés. M∞ Dufoix perd M∞ Dufoix...

La présence — ou l'absence — d'un secrétariat d'Etat aux immigrés est pourtant hantement symbolique. Le premier secrétariat d'Etat n'avait-il pas été confié en 1938 par Léon Blum à Philippe Serre? On devait le retrouver à la Libération. Plus tard, en 1974, après l'élection de M. Giacard d'Estaing, il fut occupé d'abord de manière très éphémère par M. Postel-Vinay puis successivement par MM. Dijoud et

Stoléra.

Après l'élection de M. Mitterrand, M. François Autain fut, dans le deuxième gouvernement Mauroy jusqu'en mars 1983, secrétaire d'État chargé de l'immigration, et seulement de l'immigration. Puis M™ Dufoix regroupa dans le même secrétariat d'État la famille, les immigrés et la famille.

Le cheir de M. Espina surveyend.

Le choix de M. Fabius surprend. Certes, la politique de l'immigration – comme celle de la famille – reste

Séparer la recherche de l'indus-

Séparer la recherche de l'indus-trie au sein de deux ministères dis-tincts? « C'est une bonne chose », commente le nonvesu ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien. Le passé récent a, en effet, montré qu'un ministre, légitimement préoccupé par les dif-ficultés des entreprises industrielles, ne pouvait placer la recherche qu'an second appe de set priorités.

Avec l'organisation du gouverne-ment de M. Laurent Fabius, voici donc la recherche et la technologie revenues à la case départ. Voici

retrouvée pour elles cette époque du début du septennat lorsque M. Jean-Pierre Chevènement pouvait leur

consacrer tout son temps et toute son énergie. Avec les résultats que l'on sait. Un colloque national qui a rapproché, en janvier 1982, les

milieux scientifiques et industriels

les plus divers; des budgets et des créations de postes, en 1982 et 1983.

comme on en avait rarement vu de

comme on en avait rarement vii de mémoire de chercheur; une ambi-tieuse loi d'orientation et de pro-grammation, enfin, votée en juillet 1982, qui fixait à 17.8 % la progres-

sion annuelle en volume des crédits affectés à la recherche civile.

ver en 1984 les dures réalités de la conjoncture économique. Mais

l'impulsion était donnée, et la

recherche restait une des priorités

du gouvernement : alors que le bud-

get global de l'Etat augmentait de 6,1 % (en valeur), elle voyait le sien croître de 15,5 %.

miciens ont comm une autre décep-tion. En juin 1982, M. Chevene-ment, poussé sans doute par un

ment, pousse sans doute par un certain goût du pouvoir, mais désireux aussi de lier plus étroitement la recherche et l'industrie, obtint d'être promu à la tête d'un « superministère » à la japonaise. De ministère de la recherche et de l'industrie, calvier deviet lersone M. Fahine en

celui-ci devint, lorsque M. Fabius en prit la tête en mars 1983, ministère de l'industrie et de la recherche.

Simple inversion sans importance, dira le nouvel occupant de la rue de

Grenelle, mais qui n'en fut pas moins jugée significative.

Entre-temps, chercheurs et tech-

Las, il fallut déchanter et retrou-

second rang de ses priorités.

placée (elle l'a confirmé elle-même) pances (cue l'a commune eue-même)
sous la responsabilité de
M= Dufoix, mais n'avait-elle pas un
secteur suffisamment étendu avec la
Sécurité sociale et l'action sociale
pour justifier l'« aide » d'un secrétariat d'Etat pour un domaine aussi souvent sensible? L'insertion des souvent sensible? L'insertion des immigrés et la négociation de l'aide à la réinsertion avec les Etats concernés sont-elles moins prioritaires que les problèmes des rapatriés? Certes, les jalons essentiels de la politique de l'immigration sont posés: les frontières n'ont pas été rouvertes aux migrants, l'aide au retour a été définie, la carte unique de séjour valable dix ans va être créée, et la rigueur – la « fermeté » même — est désormais la règle même - est désormais la règle contre les « clandestins »... Mais il y a fort à faire avant qu'immigrés et Français « coexistent harmonieuse-

ment »... comme le souhaite toujours le gouvernement. On peut pareillement s'étonner de In disparition, par la même occasion, du secrétariat d'Etat à la famille. N'est-elle pas contradictoire avec l'inscription, à la demande expresse du chef de l'Etat, de l'assurance d'un « environnement favorable à la famille et à la natalité » parmi les douze programmes prioritaires d'exécution pour le IX. Plan? N'est-ce pas une absence flicheuse alors que le gouvernement devait présenter à l'automne son fameux projet de loi sur la famille, déjà retardé? Mª Dufoix avait pu messerer l'utilité d'un tel secrétariat d'Etat. M. Fabius lui marque sans doute une grande confiance en lui donnant la gestion directe d'un sec-

Aussi l'annonce de la composition

du nouveau gouvernement était-elle

attendue par les chercheurs et les techniciens avec une certaine appré-

hension. Ne verraient ils pas leur position de traditionnels - seconds »

fiques devront encore attendre les

que familiale.

La séparation de la recherche et de l'industrie

teur aussi vaste. Mais c'est un pavé dans la mare des associations. Et un «vide» préoccupant... même si dès le 25 janvier, M. Dufoix entendait montrer qu'il n'y a eu nul «oubli» dans les priorités du gouvernement en présentant au Consell des minis-

tres une communication sur la politi-

pleinement consacrée avec la nomi-nation à leur tête d'un secrétaire d'Etat? Sans doute doivent-ils à M. Fabius qui, pendant plus d'un an, a appris à les connaître, d'avoir maintenant pour eux un ministre à part entière. Sans doute lui doivent-ils aussi d'être placés sous la tutelle d'un de leurs pairs. Mais les scienti-

L'économie sociale : un Français sur deux

L'économie acciale a désor-mais son secrétarist d'Etat. Les structures de gouvernement ne sont pas une garantie suffisante pour juger d'une intention politique. Elles ne sont qu'une indication nécessaire.

Dès le début du saptennat, l'économie sociale fit son appari-tion dans les préoccupations ouvernementales, le ministre du lan, M. Rocard d'abord, M. Le Plan, M. Rocard d'abord, M. Le Garrec ensuite, en étant le tuteur. En novembre 1981, un délégué général à l'économie sociale était nommé, M. Piarre Roussel. Le 5 octobre 1983, M. André Henry, ancien ministre du temps libre, lui succédait.

On regroupe sous le vocable d'économie sociale des structures différentes, si différentes qu'elles ont bien du mai à se constituer an mouvement, mais qui, en gros, sont des entreprises italistes et non étatistes. On distingue trois branches : Is on distingue tross pranches: 1s coopération, qui représente 235000 salariés, les mutuelles, avec 138500 salariés, et les associations gestionnaires, avec 664500 salariés. Le total dépasse le million, soit 5 % environ de l'ansemble des salariés. Mais, per nature, ces (libres entreprises collectives concer-nent un public bien pius large, calui des adhérents de ces associations, coopératives ou mutuelles, soit un Français sur deux, selon un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

En réalité, pendant trois ans, l'économie sociale a plus fait l'objet de colloques et d'un culte de gauche que de soutien réel, un soutien qui aurait emporté l'adhésion à l'action gouvernementale de l'ensemble du mou-vement associatif, mutualiste ou

En juillet 1983 était cepen-dant adoptée une loi sur le déve-loppement de certaines activités d'économie sociale. Il s'agissait de moderniser le droit de la cooperation maritime, de permettre aux unions de coopératives de s'associer avec des mutuelles, de donner un statut à la coopération artisanale, statut dont l'absence explique la faiblesse de l'artisanat dans le secteur coopératif, par comparaison avec l'agricul-tura ou le commerce. La loi autorisait les coopératives d'HLM à accroître leur champ d'activité. Elle permettait enfin aux banques coopératives et mutualistes d'émettre des titres participatifs, sans droit de vote et à rémunéra-tion variable. Auparavant avait été créé l'Institut de développement de l'économie sociale (en mars 1983) destiné à apporter des fonds propres aux entreprises. Son capital de 52,77 mil-

lions de francs est alimenté pour 70 % par un groupe de banques.

d'assurances et de coopératives et pour 30 % par l'Etat.

L'économie sociale a été dans le discours officiel paré de toutes les vertus, celle de l'innovation et, surtout, celle de la souplesse qui permet de jouer sur l'emploi. en plus ou en moins... De fait, la formule collective de prise de risque correspond assez bien à l'air du temps : elle représente un exutoire pour de nombreux jeunes, dans une période de chômage, qui, s'ils sont dépourvus d'emploi, ne sont pas pour autant dépourvus d'imagination. Le sacrétaire général de la CGT lui-même est devenu un fervent de l'áconomia sociale.

Dans un entretien avec le Monde (23 novembre 1982), Nous réclamons aussi un autre type d'industrialisation dans la mesure où ceux-là mêmes qui défendant la libre entreprise ne manifestent guère un esprit d'entrepreneur, il faut donc, à secteur privé, qui a sa place, développer l'économie sociale et notamment les coopératives de production. Ces dernières peuvent prendre une part active à la relance de l'industrie. Nous sommes très actifs dans ce domaine: l'esprit d'entreprise,

Précisément, dans de nombreux cas, lors du départ en retraite d'un patron ou de son doit changer de statut. Au conseil des ministres du 9 décembre 1983, M. Le Garrec avait annoncé que des mesures seraient prises pour faciliter la transformation en coopérative ouvrière d'une entreprise classique. Il avait annoncé aussi la mise à l'étude d'un « titre asso-ciatif », à l'inster du « titre partici-

Innovantes, créatrices d'emplois ou plus sobrement « mainteneuses » d'emplois, les entreprises du champ de l'écono-mie sociale doivent se méfier de deux écueils. Elles doivent évite de devenir le statut-refuce pour tous les canards boiteux, car elles courront le risque de démontrer que l'initiative collecvent éviter aussi l'image d'entreprises « au rabais », solution marginale pour des marginaux en zone marginale, dans une France à deux vitesses. Ce n'est sans doute pas l'intention du gouvernement, mais il est encore trop tot pour veau secrétaire d'Etat.

JACQUES GRALL

projets du budget 1985 avant de se réjouir pleinement. ELISABETH GORDON. RATTACHÉE A Mr CRESSON

La construction navale quitte le secrétariat d'Etat à la mer

Le secteur de la construction navale qui, avec la sidérurgie et les charbonnages (et demain l'automobile), fait partie des industries où une conversion déchirante et une modernisation énergique sont nécessaires, quitte le secrétariat d'Etat à la mer pour passer sous la houlette du ministère du redéploiement îndustriel et du commerce extérieur. Prise par M. Fabius lui-même, cette décision, si elle rompt avec une très ancienne organisation administra-

tive, n'en est pas moins logique. Les entreprises concernées --Alsthom-Atlantique, les Chamiers du Nord et de la Méditerranée, pour ne parier que des plus importantes sont toutes les deux filiales de groupes industriels vastes, la CGE (nationalisée) pour la première, Schneider pour la seconde, dans la stratégie générale desquels les chan-

tiers navals ne sont qu'un élément. Ce transfert de la mer à l'industrie va provoquer place de Fontenoy des remises au net et des modifications structurelles. D'abord, parce

que la construction navale (une trentaine de fonctionnaires) relève d'une direction de la flotte de coma à sa tête M. Gilbert Roubach. Pourra-t-on maintenir une direction qui ne s'occuperait désormais que du trafic maritime et du soutien de l'Etat aux armateurs, notamment à la CGM, nationalisée et lourdement déficitaire? Ne laudrait-il pas maintenant rattacher à cette direction des services actuellement éparpillés soit à la direction des gens de mer, soit à la direction des ports mari-

Ensuite et surtout, le départ de la construction et de la réparation navale, s'il enlève une douloureuse épine du pied de M. Lengagne, le dépossède d'une masse importante de crédits : 1,6 milliard de francs au budget de 1984, auxquels le gouvernement a rajouté 3,7 milliards en mars pour faire face aux difficultés énormes que rencontre Nord-Méditerranée à La Ciotat, à La

nances).

Les armateurs, qui se plaignent que le boulet de la construction naale absorbe et l'essentiel du temps de M. Lengagne et la grosse masse des crédits disponibles, devraient se montrer plutôt bienveillants à cos modifications de structures.

M. Lengagne sera le ministre des transports maritimes (dont les intérêts sont très différents de ceux des constructeurs de navires), de la pêche, des gens de mer, du littoral, des ports (outil essentiel du commerce extérieur et de l'industrialisation). Il faut aussi que, ce qu'il perd du côté d'une industrie en crise, il le regagne sur le front des secteurs en pointe : la recherche et l'exploitation des océans, la coopération internationale, le droit de la mer, l'aquaculture, les transferts de technologie

vers le tiers-monde. FRANÇOIS GROSRICHARD.

S.A. STEEMAN L'ASSASSIN HABITE AU 21

Collection Le Masque

"Les maîtres du roman policier" Le volume 15.50 F en vente partout.

LA FORMATION DÉFINITIVE DU GOUVERNEMENT DE M. FABIUS

Mme Edwige Avice : un sport difficile

sation des activités physiques et sportives a été publiée au Journal officiel que Ma Edwige Avice, ministre délégué du temps libre, à la jeunesse et aux sports, a appris la démission du gouvernement. Elue du quatorzième arrondissement, membre du CERES, cette semme vive qui s'était spécialisée dans les questions sociales, était entrée dans le premier gouvernement de M. Mauroy en mai 1981 comme secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports auprès de M. André Henry, ministre du temps libre. Ce ministère était chargé de donner une - coloration de gauche -à la société de loisirs. Lorsque M. Henry a été écarté du gouverne-ment, M= Avice a repris l'ensemble des activités des précédents ministères et secrétariat d'Etat avec l'appellation de ministre délégué au

Le sinancement du sport a été le point noir de l'activité de M= Avice. D'abord tronquée par l'affectation de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale, les crédits budgétaires du sport ne cessèrent de décliner. Cette perte ne fut pas compensée par le gonfle-ment des crédits du Fonds national du développement du sport

Après mai 1981, les pouvoirs publics poussèrent à une réorganisa-tion du comité national olympique et tion du comité national olympique et sportif français (CNOSF), dont le président, M. Claude Collard, avait appelé à voter pour M. Giscard d'Estaing. Le président de la Fédération de handball, réputé homme de gauche, M. Nelson Paillou, fut élu à sa place, en mai 1982, sur la base d'un programme ambitieux de développement des prémeatives des développement des prérogatives des fédérations sportives. Un projet de loi destiné à remplacer le texte de 1975 baptisé « loi Mazeaud » a été álaborá à cet effet en concertation avec l'administration. Toutefois, le gouvernement accepta, lors des débats parlementaires, de modifier

C'est le jour où la loi sur l'organi- le texte pour renforcer son emprise sur les sédérations qui devront être agréées » et sur le CNOSF. Un Conseil supérieur du sport nommé par décret devra, à l'avenir, donner son avis » sur la politique sportive.

La « loi Avice » s'elforce également de régler ces problèmes sou-levés par la gestion des clubs sportifs et le statut des cadres sportifs qui n'avaient pas de garanties profes-

Confrontée au problème du déclin des résultats internationaux des athlètes depuis 1972, M= Avice, a dû opter pour la politique de rigueur lancée par M. Soisson, son prédécesseur. Elle passa des « conventions » avec des administrations, entreprises publiques ou privées facilitant l'entraînement des athètes de haut niveau et prévoyant la réinsertion

M∞ Avice qui n'avait pas trouvé le ton juste dans un milieu fortement masculinisé, était en fait beaucoup plus passionnée par les problèmes de ieunesse que par ceux du sport.

Pour les militaires qui forment une autre collectivité fortement masculinisée, M= Avice, nouveau secrétaire d'Etat à la défense, n'est pas totalement une income. Mem-bre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale de 1978 à 1981, Mª Avice est l'auteur de plusieurs rapports parlementaires ou propositions de loi sur le service national et l'obligation de

Auprès du ministre de la défense, M. Charles Herna, avec loquel elle a déjà beaucoup travaillé avant 1981, le secrétaire d'Etat aura principale-ment la responsabilité des écoles militaires et des enseignements mili-taires, du secteur social des armées, des réserves et de la mobilisation comme son prédécesseur à ce poste. M. Jean Gatel. De surcroît, Me Avice s'occupera de l'insertion des femmes dans les armées, qui en comptent environ 18 000.

`M. Joseph Franceschi : les raisons d'un échec

M. Joseph Franceschi a échoué, et il entreine dens son échec une structure qui, lors de sa création en soût 1982, svait d'abord obtenu la faveur des policiers. Perçu à l'origine comme une marque d'intérêt du pouvoir pour sa police, le secrétariet d'Etat chargé de la sécurité publique est devenu, au fil des mois, un fac-teur de division supplémentaire dans une police déjà peu unie, un rouege à l'évidence inutile entre un ministre de l'intérieur à nouveau préoccupé des questions policières et un directeur finéral de la police nationale puis-

Echec personnel dû à une mauvaise concertation avec les syndi-cats? Echec politique dû à la méconnaissance de la police par le PS? Echec structurel dû à la multiplicité des rivalités dans la police ? Chaque camp à sa réponse. La date qui le sanctionne est conque, et depuis, M. Franceschi semblait en aursis : le 3 huin 1983, le fusible « secrétarist d'État a avait sauté, n'ayant su ni apprécier ni prévenir les débordements des manifestations policières jusqu'aux fenêtres du ministère de la justice, puis du ministère de l'intérieur et de l'Elysée.

Sans doute, M. Franceschi s'était lui-même trompé sur le contenu de sa mission. Il se croyalt là pour séduire, alors qu'il devait transformer et moderniser. Il se voulait avant tout l'∉ ami des policiers », quitte à épouser leurs sentiments spontanés : les e atteintes aux personnes et aux d'un discours, le « terrorisme du quotidien »; les délinquants étrangers, confiait-il à une assemblée socialiste, relèvent d' « une invasion qui pertube l'ordre accial ». Un programme plutôt

Cependant, ce militant socialiste depuis 1938 - à l'âge de quatorze ans, - maire installé d'Alfortville, toujours disponible, garde le confiance du président. C'est un fidèle parmi les fidèles, membre du clan, invité régulier du pèlerinage de Solutré. Une constance qui compansera probablement son échec poli-

AUX AFFAIRES SOCIALES ET A LA SOLIDARITÉ NATIONALE

M™ Georgina Dufoix n'est pas ministre pour ses beaux yeux

grates que de faire un portrait du nouveau ministre des affaires sociales et de la solidarité tante, affirme-t-elle, j'appartiens nationale. On l'a souvent dit : à une minorité. Les dragons du faires sociales et de la solidarité charmante, simple et directe, Mª Georgina Dufoix, à quarante et un ans, est d'abord un sourire. Portrait trop limpide pourtent pour être tout à fait exact : Me Dufoix n'est pas seulement cette mère de quatre enfants à la démarche décidée. cette femme de centralien à l'allure sportive. Si M. Georges Dayan l'a distinguée parmi d'autres, il y a quinze ans, dans le Gard, et l'a encouragée à s'engager plus avant, ce n'est plement pour ses beaux

Il est des tâches plus in-

Rien, il est vrai, ne la destinait à ces fonctions ministérielles : « Je n'ai pas été, reconnaît-elle, nourrie dans le sérail. » Ni énarque ni vraiment femme de parti : «Je me sens trop libre pour y être tout à fait # l'aise. > On pense immédiatement à Mª Simone Veil, qui, avant elle, a été, Avenue de Ségur, responsable de la samé et de la Sécurité sociale. La comparaison n'offusque pas Mme Dufoix, bien au contrains : « J'si, dit-elle, beaucoup d'admiration pour son action que i'ai prolongée pour l'adoption et l'enfance en difficulté par exemple. » Et pourtant, elle s'em-presse d'ajouter : « Mes analyses politiques et sociales différent en ravanche absolument des siennes. >

M™ Dufoix n'a découvert le socialisme qu'à vingt-trois ans, au contact du terrain, cette pe-tite entreprise familiale qu'elle s dirigée à la suite de son père, depuis 1967, à Nîmes. Rapide passaga au PSU en mai 1968 et, dès l'année suivante, pour cette mitterrandiste de cœur plus que de cian, la Convention des institutions républicaines : « La réflexion de gauche, ditelle, est capable de faire avancer le plus le pays aujourd'hui, et l'objectif premier est de faire de la France un pays industrield'exister dans le concert des nations, a

Gauche pragmatique à l'évidence chez ce nouveau ministre qui confesse, pour les trois premières années du septennat, « una pagaille d'arreurs » et d'abord les siennes. Gaucha à risques aussi chez l'ancien secrétaire d'Etat qui, des premières opérations anti-été chaud à la marche antiraciste des Beurs - autant d'initiatives qu'elle a soutenues, — a appris « à ne plus âtre frileuse ». Gauche, enfin, volontairement décentralisatrica chez cetta des-

cendante des camisards qui vit che en pays d'oc : « Protesroi et les galères ont hanté mon enfance. Ils incarnaient le pouvoir central que je rapré. paradoxalement sujourd'hui, et il y a là une dialectique assez forte qui me donne vie. » La gauche de M^m Dufoix est née plus, à l'évidence, de l'exercics du pouvoir que de sa conquête. Elle est moins un programme qu'un ancrage. « Sur l'immigration, dit-elle, on a su, dans une conjoncture difficile, garder le

Cette gauche gouvernante, qui connaît des médias l'indiscrétion, n'est pas choquée par des questions plus personnelles. Ainsi, Mª Dufoix parte d'elle volontiers, de ses deux grandsmères, « géniales, calmes, tran-quilles, paisibles », et de ses enfants pour qui le père joue le rôle de la mère de famille. Ou encore, explique-t-elle sans fausse pudeur, son protestantisme, « cette recherche spirituelle s qui l'a conduite à croire « en la force des valeurs d'amour sur toutes les autres valeurs du monde ».

Ce qui ne lui ôte ni la fermeté ni le goût du combat. r Comment, demande-t-elle, se battra en almant ses adversaires? Voilà une démarche qui m'intéressa passionnément, et la politique, avec la somme de haine racue chaque jour, est, à cet égard, un beau terrain d'expérience. » Abd el-Kader se serait battu, d'après Mª Dufoix, de façon remarquable et méconnue, et les parlementaires français d'aujourd'hui devraient en prendre exemple tent le débat politique lui persit médiocre: «A quoi ça sert de s'invectiver entre gens de qualité ? », s'interroge-t-alle.

Et, svec cette même assurance tranquille, Mm Dufoix évoque l'autorité qui devra être désormais la sierne comme mitre des com rite, dit-elle, c'est de savoir ou on veut aller et de ne pas céda sur l'essentiel. » Or Mes Dufobt est décidée à « faire en sorte » de ne compromettre en rien l'équilibre financier de la Sécurité sociale, afin de préserver l'existence même d'une réelle politique envers les plus défavorisés. Convaincue de cela, à quoi lui servirait-il alors de c serrer les dents », « On paut visser les boulons sans pour autent être sinistre », conclut-elle dans un sourire.

NICOLAS BEAU.

qu'il a menés à bien. Pouvant comp-ter a priori sur la bienveillance de la Nouveau secrétaire d'État auprès

Renouer le dialogue social

M. Le Garrec à la fonction publique

du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, M. Jean Le Garrec est décide à renouer rapide ment les fils du dialogue social.

A peine était-il nommé le 23 juillet que le successeur de M. Anicet Le Pors annonçait qu'il « allait recevoir séparément les organisations syndi-cales de fonctionnaires dans les huit jours qui viennent ». M. Le Garrec va avoir fort à faire pour retrouver la confiance des fédérations de fonctionnaires, vivement heurtées par un blocage des négociations salariales de davantage à la volonté de M. Mauroy qu'à ceile de M. Le Pors. M. Le Garrec a rendu hommage

le 23 juillet, lors de la passation de pouvoirs, au « travail énorme et extraordinaire » de M. Le Pors. Un hommage justifié pour un ministre communiste qui, exactement trois ans plus tôt, le 23 juillet 1981, décla-rait à l'Humanité: « J'agirai pour le maintien du pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires avec une moyen des jonctionnaires des dis-amélioration significative pour les catégories les plus modestes. » Or c'est justement sur le terrain salarial que la gestion de M. Le Pors aura été la plus délicate. S'il a étendu les libertés syndicales, doté la fonction publique d'un nouveau statut, « réa-lisé à 85 % » l'objectif de M. Mitter-rand de créer 210 000 emplois publics, il a en plus de déconver avec les salaires, n'ayant pu empê-cher la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat pour certaines caté-

M. Le Pors a navigné en plein paradoxe. En butte par principe à l'hostilité de FO des le départ, il a obtenu la signature de cette organi-sation syndicale pour les trois

CGT - son premier directeur de cabinet n'étant autre que l'ancien responsable des fonctionnaires cégé-tistes, – il n'a jamais réussi à lui faire parapher un accord salarial, cette organisation estimant même le 23 janvier 1984 que, pour les salaires, ei n'y a pas eu de rupture franche avec les pratiques d'avant le 10 mai ». M. Le Pors n'est jamais 10 mai ». M. Le Pors n'est jamais parvenu à mener de pair les négociations salariales avec la phase d'élaboration du budget. Il a dil subir, trois mois après avoir conchi un accord avec cinq fédérations sur sept, le blocage des salaires. Tant pour la « clainse de sauvegarde » de 1982-1983 que pour l'augmentation de 1 % accordée au 1 r avril 1984, il « en est sorti en jouant sur l'ambis'en est sorti en jouant sur l'ambi-guité. Mais il n'a pu empêcher une grève générale des fonctionnaires le

grève générale des fonctionnaires le 8 mars dernier, CFDT et CFTC exceptées. Autre paradoxe. M. Le Garrec hérite donc pour 1984 d'une situation salariale blo-quée. Pour cette aunée, il n'y a en qu'une augmentation de 1 % au 1 avril dernier. M. Mauroy avait refusé, malgré les demandes des syndicats et notamment de la FEN et de FO, une nouvelle majoration de 1 % an 1= juillet. Selon M. Berge-ron, M. Delors était prêt à un tel geste pour l'automne, mais M. Mau-roy s'y opposait. M. Fabius accordera-t-il à M. Le Garrec une marge de manœuvre suffisante pour faire redémarrer la politique contractuelle? Le nouveau secrétaire d'Etat pourra également mani-fester sa bonne volonté en diffusant, au moins auprès des syndicats, le rapport Blanchard sur les primes, resté depuis plusieurs semaines sou le coude de M. Mauroy...

Que M. Mitterrand laisse en paix la Constitution

(Suite de la première page.)

La Constitution ne peut servir d'enjeu, de moyen à des luttes électorales ou politiques. Résou-dre des difficultés de circonstances, en modifiant un texte que l'on devrait mettre un point d'honneur à ne pas triturer, relève de l'expédient. En France, trop souvent, on affecte de croire qu'une révision ou un changement de Constitution apporte un soulagement immédiat. C'est vrai, mais quels ravages profonds! Voilà qu'on a choisi, pour le combat tactique, le terrain du référendum – et accessoirement celui des libertés. Comme si les Français n'étaient pas comblés pour l'un et pour les autres. Le référendum des référendums, depuis 1962, est l'élection du président de la République au suffrage universel. Peut-on rêver mieux ?

L'article I 1, en limitant l'usage du référendum à l'organisation des pouvoirs publics et aux traités internationaux, est d'une prudence appréciable. Au-deia, sous prétexte de donner la parole au peuple, on ne mettra que des commodités supplémentaires à la disposition du président de la Répu-blique, lequel, dans le monde de la démocratie, dispose déjà, parmi tous ses collègues, des pouvoirs les plus vastes. La vraie question que pose ce projet de référendum, à l'horizon de septembre, est celleci : « Voulez-vous accroître les

pouvoirs du président de la Répu-blique? », alors qu'on s'apprête à demander : « Voulez-vous décider de vos libertés ? »

L'opposition comme le président de la République portent une égale responsabilité dans le dévoiement possible de la Consti-tution. La première, en déposant des projets de loi sur l'extension du domaine du référendum, cherchait davantage à embarrasser un président qui ne prisait guère et redoutait cette procédure qu'à être sidèle à l'esprit du sganllisme ». Le second, ne désirant que « piéger » ses adversaires sur le terrain des « libertés », en viendrait à se faire attribuer des pouvoirs exorbitants, ce qui devrait horrifier tout socialiste, homme

• AU RPR. - M. Robert Galley, ancien ministre, député de l'Aude depuis 1968 a été désigné comme trésorier national du RPR en remplacement de M. Michel Caldaguès, sénateur de Paris, qui avait demandé à être déchargé de ses fonctions. M., Yves Fromion (quarante-trois ans), ancien élève de Saint-Cyr, ancien aide de camp de plusieurs ministres de la défense sous-préfet depuis 1978 et chargé de mission au cabinet du maire de Paris depuis 1980, est nommé directeur de cabinet de M. Bernard Pons secrétaire général du RPR en remplacement de M. Jean-Clande Gro-

de eauche, ou démocrate de quelque bon sens.

Car ce qui risque d'être enclenché, parmi les surenchères au nom des libertés et des droits du peuple à en décider souverainement, c'est une stratégie de rupture : rupture avec les équilibres que le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel assurent respectivement vis-2-vis des initiatives de l'exécutif et du législatif. Les Français n'ont-ils pas fait le tour de toutes leurs libertés, sans attendre septembre 1984 ? Faut-il qu'ils remettent en cause, selon une question et à un moment choisis sans innocence, soyons-en surs, tous les contrôles de sécurité par lesquels ils s'étaient prémunis contre l'arbitraire ou l'aventure ?

Je ne peux imaginer que le pré-sident de la République renonce à ce qu'il avait voulu représenter. pour ne privilégier que son aven-ture personnelle. « Bien sûr, dit-il, s'il n'était pas lui, un parfait démocrate, cette évolution scrait dangereuse. » Mais notre devoir est de regarder au-delà de sa propre course et de regarder le danger en face, même au loin.

Avec le départ des communistes du gouvernement, M. Mit-terrand bénéficiera désormais d'une situation suffisamment renouvelée pour jouer pleinement le jeu tactique d'une majorité pré-sidentielle que sa gestion et sa sincérité permettront de dégager. Qu'il laisse en paix la Constitution, ce qui est la règle pour les peuples forts et pour les chefs avertis du destin national!

MICHEL JOBERT

• Le projet de référendum pour-rait être examiné par l'Assemblée nationale le 21 août. – Selon M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, le projet de loi sur le référendum pourrait être examiné par l'Assemblée nationale le 21 août, après être passé devant le Sénat. M. Labarrère, qui sortait de la conférence des présidents, chargée de fixer l'ordre du jour des travaux parlementaires, a précisé que le projet de loi sur la presse sera revu en septembre - avant la campagne sur le référendum, s'il a lieu ».

 M. Georges Sarre, député socialiste de Paris : « Derrière l'idée saugrenue de dissolution de la représentation navonus de force l'idée dangereuse d'un coup de force M Chirac contre les institutions. M. Chirac confond les désirs du RPR et la réalité du pays. Le caractère scando-leux de sa dernière proposition montre la vacidité de ses projets. »

Vos annonces dans Emplois Cadres Le Monde 5, rue des Italiens, 75009 Paris Régie-Presse, 85 bis, rue Résumur,

Rajeunissement

Plus jeune premier ministre entis la Restauration, M. Laurent depuis la Restauration, M. Laurent Fabius a constitué un gouverne-ment à son image : 22 de ses menbres - la majorité absolue - out moins de 50 ans (il n'y en svait que 17 sur 42 dans le premier gouver-nement de M. Pierre Mauroy, celai du 22 mai 1981), 7 dont le pres misistre out moins de 40 ans, 14 out entre 50 et 60 ans, 5 entre 60 et 70 ans, 2 plus de 70 ans,

Les services du protocole y sont sans doute pour quelque chose, mais le doyen, M. Gaston Defferre (73 aus), vient en tête de la liste, après M. Laurent Fablus bien entendu, et le benjamin, M. Jen Marie Bockel (34 ans), en queue. in. M. Jean

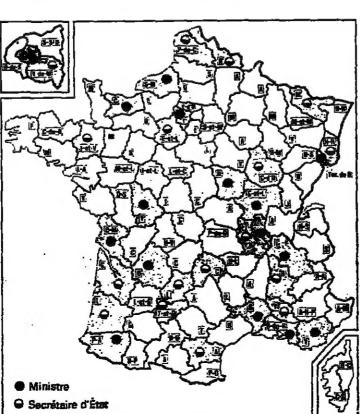
Les choix des nouveaux minis-tres et secrétaires d'Etat confirment cette volonté de jeunesse. Le doyen du précédent gouvernement, M. Daniel Bennist (76 ans) s'en va, mais entrent trois hommes de moins de 40 aus (outre M. Bockel, MM. Michel Delebarre et Jean-Michel Baylet), quatre nomenax out entre 40 et 50 aus (MM. Pierre Joxe, Jean-Pierre Chevènement, Alain Calussi, Martin Mairy) an a 59 ans (M. Hubert Curien); M. Harous Tazleff vient empêcher M. Defferre d'être le seul septusire de l'équipe gouvern



L'implantation géographique du gouvernement

pas écrites n'en sont pas moins respeciées lors de la constitution d'un gouvernement. Il en va ainsi de celle tion. qui veux que l'origine des ministres Les Hautz-de-Seine (avec et secrétaires d'État participe d'un MM. Jacques Delors et Anicet Le

Il est des règles qui pour n'être certain équilibre géographique. La composition de l'équipe de M. Laurent Fabius ne déroge pas à la tradi-



Pors), la Haute-Garonne (avec M. Alain Savary), la Haute-Vienne (avec M. Marcel Rigout) et la Seine-Saint-Denis (avec M. Jack Ralite) ne sont plus représentés au

En revanche, l'arrivée de cinq élus diversifie la carte de la France gouvernementale: M. Pierre Joxe pour la Saone-et-Loire, M. Jean-Pierre Chevènement pour le Terri-toire de Belfort, M. Martin Malvy pour le Lot, M. Jean-Michel Baylet pour le Tarn-et-Garonne et M. Jean-Marie Bockel pour le Haut-Rhin. L'entrée de ce dernier donne un membre de gouvernement à l'Alsace, qui n'en avait pas, et il en est de même avec M. Chevène-ment pour la Franche-Comté.

Outre les départements et territoires d'outre-mer, cinq régions ne sont pas représentées : la Corse, les Pays de Loire, Champagne-Ardenne, la Picardie et le Limousin.

La Nièvre, après le retrait de M. Daniel Benoist, conserve un re-présentant avec M. Pierre Bérègovoy. Quant ou Nord, outre M. Jean Le Garrec, il compte, après le départ de M. Pierre Mauroy, un autre porte-parole, M. Michel Delebarre, ancien collaborateur du premier ministre et du maire de Lille.

Dans notre carte, ne figurent pas les membres du gouvernement qui ne détiennent pas de mandat électif national ou local. C'est le cas de M. Robert Badimer, M. Huguette Bouchardeau, M. Hubert Curien, M= Yvette Roudy, MM. Alain Calmat, Roger-Gérard Schwartzenberg et Haroun Tazieff.

REUNION DU PARE M. pflimlin bies Les quatre cess

See The Section of the Court depuis co 1 In 40 The section of the se A mare

Miles of the control paritula francisca and the second of the the part of the part don't hou 20 10 Anna The state Cing TANGER OF THE PARTY OF THE PART dell' via berry Films

Participant of the second of t THE COPERAL A SAT SEC. OF SAFE BOOK The state of the s Care has the Buch TANKS IN THE TOTAL

1.4

Marie . The le distance The state of the s Marie and date to some THE RESIDENCE Si thesi is a market with Allegie For groupe and provided employed

A Property of the Park of the george and an alter market graf bestimt to each contribute Carporate the completions. the proper was sometime to the same es and communications 🐠 aith at bit maybet de State Stermin tions du CNRS

HADE STANKE 7570 BE WING CLASS grander 1900s Para -THE COB SC 15

1,420

1. 34

POLITIQUE

LA RÉUNION DU PARLEMENT EUROPÉEN A STRASBOURG

M. Pflimlin bien placé pour la présidence

Strasbourg. - Les quatre cent trente membres du Parlement européen sont rassemblés depuis ce mardi matin 24 juillet dans la capitale alsacienne et jusqu'à vendredi soir pour la toute première session de l'Assemblée élue en juin dernier (le Monde du 24 juillet). Ils devaient dès le premier jour dési-gner leur nouveau président.

Cette élection, qui aurait pu n'être qu'honorifique et de pure forme, a, co réalité, donné lieu, avant même qu'il soit procédé au vote, à une vive compétition. Cinq candidats briguaient au départ, en effet, les suffrages de leurs collè-gues : la baronne Elles, pour les conservateurs britanniques et danois, ainsi que MM. Pierre Pflimlin (chrétien-démocrate, France), Pieter Dankert (socialiste, Pays-Bas). Giancarlo Pajetta (commu-niste, Italie) et Altiero Spinelli (apparenté communiste italien, mais - candidat libre -) qui espérait réunir sur son nom et sur son fameux rapport en faveur de l'union européenne une majorité de suffrages par-dessus les clivages des

Ce mardi matin, après le discours inaugural prononce par Ma Jacqueline Thome-Patenôtre, vice-doyenne d'age, deux autres candidats se sont fait connaître : Me von Blottnitz, écologiste ouest-allemande, et M. Jean-Marie Le Pen.

• Un Groupe des droites européennes. - M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a constitué, lundi 23 juillet, à Strasbourg, un - Groupe des droites européennes - à l'Assemblée des communautés. Ce groupe rassemble ses neuf colistiers du Front national élus le 17 juin, cinq représentants du MSI italien, et un député de l'extrême droite grecque.

Editions du CNRS quar Ariatole, France: 75703

librairie, ventes, publicité 295, rue St-Jacques, 75005 Paris Tél. 326.56,11

De notre envoyé spécial

Ouoique M. Pflimlin partit favori (le centre droit dispose d'une avance d'environ quarante-cinq sièges sur la gauche, même si le groupe socialiste est le plus nombreux avec environ cent trente membres), l'élection restait ouverte en raison des divernces et surtout des concurrences à l'intérieur de la famille modérée. L'organisation des différents tours de scrutin a elle-même donné lieu à une apre discussion entre les prési dents de groupe. Mme Simone Veil. qui a été portée à la tête des libéraux, a pu faire prévaloir son point de vue selon lequel un délai raison-nable devait séparer les votes successifa. Le premier tour a donc eu lieu vers il heures, le second était prévu pour 15 heures, le troisième pour 18 heures, et le quatrième, éventuellement, en soirée, vers

Les résultats du premier tour de scrutin, en fin de matinée, faisait apparaître M. Pflimlin comme fort bien placé pour l'emporter. Sur 421 votants et 413 suffrages exprimés, l'ancien maire de Stras bourg en a effet remporté 165. contre 123 au candidat socialiste néerlandais, M. Pieter Dankert, 44 à Lady Elles, 37 à M. Pajetta (PCI), 17 à la candidate écologique ouest-allemande, M^{ms} von Blottnitz, 16 à M. Jean-Marie Le Pen et 11 seulement à M. Spinelli.

Le président du Front national a aussitôt indiqué qu'il se désistait pour M. Pilumina, qui nut . son cotlègue parlementaire sous la IV- et la V- République ., afin d'éviter que « cette Assemblée ne soit présidée par un marxiste ». Ce propos a sou-levé un beau chahut dans un hémicycle européen habitué à des échanges plus académiques...

Upe raison plus consistante d'espérer le succès, pour M. Pflimlin, résidait dans le fait que Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, avait envoyé la veille au groupe des députés conservateurs de son pays un télégramme dans lequel le chef de la diplomatie britannique écrivait notamment : d'Estaing retrouvera une circons-Les électeurs ont donné, dans ce cription qui lui est familière. A

nouveau Parlement, une majorité aux partis qui œuvrent en faveur de la liberté individuelle et économique. Je sais que votre groupe jouera pleinement son rôle dans cette majorité, et contre une Europe socialiste. Cinq années de dur labeur vous attendent Soyez surs de prendre un bon départ. » C'était naturellement inciter les conservateurs britanniques à ne pas renouve-ler l'opération qui, en 1982, avait conduit à l'élection de M. Dankert du fait de la division des élus

Dans ces conditions, on affichait un certain optimisme au groupe démocrate-chrétien, en début d'après-midi, en attendant le second tour de scrutin

BERNARD BRIGOULEIX.

LA REPRÉSENTATION DES COMMUNAUTÉS JUIVES EUROPÉENNES

Négociations entre le Congrès juif mondial et le CRIF

ses rangs des organisations et des personnalités adhérentes du CJM.

La recherche, par les représentants des communautés juives des Dix, d'une structure d'expression européenne achoppe sur le problème des rapports entre la communauté française et la principale organisation juive internationale, le Congrès juif mondial (CJM). La branche européenne du CJM s'estime, en effet, toute désignée pour assurer, au niveau des institutions de la CEE. la représentation des juifs des pays membres. Cependant, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), organe d'expression de la plus importante des communaurés d'Europe de l'Ouest, n'est pas membre du CJM. Il existe, côte à côte, une section française du CJM, présidée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) de Belfort, et le CRIF, lequel compte d'ailleurs dans

Le CRIF, après sa création en 1944, dans la clandestinité, s'était interrogé sur son adhésion éventuelle au CJM, fondé huit ans plus tôt par Nahum Goldman et Stephen Wise. Les représentants du judaïsme francais, qui se dotait, pour la première fois de son histoire, d'un organisme associant l'ensemble de ses structures communautaires et les différents mouvements politiques et sociaux juifs, avaient refusé, finalement, d'associer à son tour cette structure commune à une organisation mondiale, dont le principe même leur paraissait contestable. La personnalité de Nahum Goldman, les positions originales qu'il devait prendre sur le conflit israélo-arabe, n'avaient rien fait, par la suite, pour atténuer ces réserves. Son successeur à la tête du C.IM. M. Edoar Bronfman, ne soulève pas les mêmes controverses, mais le CJM souffre toujours, aux yeux de plusieurs dirigeants du judaïsme francais, du

L'emprise du judaisme américain

poids en son sein, de la communauté

Il ne saurait être question, pour le CRIF, d'adhérer à une branche européenne du CJM qui ne serait qu'une extension à l'Europe de l'emprise du judaisme américain sur cette organisation. Les responsables de la branche européenne du CJM affirment que leur intention est, au contraire, de rééquilibrer leur mouvement, en lui donnant un fort contrapoids européen. Pour preuve de leur bonne foi - et dans l'espoir de hâter la conclusion, - ils avaient proposé, après le décès, en mai demier, de Maurice Grynfogel, la présidence de la branche européenne à M. Théo Klein, pré-

sident du CRIF, si ce dernier, bien sûr, décidait d'adhérer au CJM. Cette offre n'a pas suffi à vaincre les réticences du CRIF, et c'est M. Greville Janner, membre du Parlement britannique, président du Board of Deputies of British Jews, organe dirigeant de la communauté britannique, qui a été nommé, par le bureau

de la branche europeenne, « pres dent en exercice » de celle-ci jusqu'à son congrès annuel, en septembre prochain. Le CJM, par cette désignation, a pris acte du refus du CRIF d'entrer purement et simplement dans la branche européenne.

Des organisations importantes au sein du CRIF, telles que le Consistoire central (encore que son président, M. Jean-Paul Elkann, soit, à titre personnel, membre du CJM) et l'Alliance israélite, sont hostiles à un tel ralliement. S'agissant du Consistoire central, il est à remarquer que sa position n'est pas partagée par les consistoires locaux, dont plusieurs adhèrent à la section française du CJM. Ce n'est pas le cas, en revanche, du Fonds social juif unifié, qui ragroupe les activités sociales et éducatives de la communauté. Cette situation, jointe aux objections que sion proposée par le CJM, a amené M. Klein à avancer, lors d'une rencontre entre les deux parties, le 11 juillet demier, l'hypothèse de la création d'une conférence des communautés juives européennes, qui aurait des racports contractuels avec le CJM. Certe conférence ou ce conseil consultatif prendrait la place de l'organe de représentation, déja existant, du CJM auprès de la Communauté européenne. Cette solution. selon M. Klein, aurait, en outre, l'avantage de la logique, puisque la branche européenne du CJM comprend aussi les communautés affiliées des pays de l'Est (l'URSS exceptée) et qu'il s'agit, dans cette affaire, de la seule Europe des Dix.

Le CJM a souhaité consulter les autres communautés européennes, qui en sont toutes membres, avant de faire connaître, dans les prochains jours, sa réponse. Son principal atout est qu'aucune solution ne pourrait aboutir sans son accord, puisque sa branche européenne est effectivement représentative des communautés des principaux pays de la CEE, sauf la France. Il est vrai, en revanche, que l'absence de l'organe dirigeant de la communauté francaise, la plus nombreuse de toutes, réduit le poids politique et logistique du CJM en Europe.

PATRICK JARREAU.

POUR PERMETTRE A M. GISCARD D'ESTAING DE REVENIR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Wolff donne sa démission de député du Puy-de-Dôme

M. Claude Wolff a donné sa démission de député de la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme. Cette décision, qui était attendue depuis plusieurs semaines, devrait permettre à M. Valéry Giscard d'Estaing de retrouver un siège à l'Assemblée nationale au terme d'une élection législative partielle qui pourrait avoir lieu en septembre.

M. Claude Wolff, qui avait été élu député du Puy-de-Dôme au pre-mier tour des élections législatives de juin 1981, recueillant 51,91 % des suffrages exprimés, a annoncé mardi 24 juillet, dans une déclara-tion au quotidien la Montagne, que sa démission prendra effet à comp-ter du 1" août. M. Claude Wolff est conseiller général du canton de Rochefort-Montagne et maire de Chamalières. Il a été élu le 17 juin 1984 à l'Assemblée des Com-

S'il est élu député - comme c'est vraisemblable, - M. Giscard

vingt-neuf ans, présenté par la liste d'union des indépendants et pay-sans, il avait succédé à son grandpère, Jacques Bardoux, qui ne se représentait pas. Il avait été réélu dans cette deuxième circonscription du Puy-de-Dôme en 1958. en 1962. en 1967 et en 1973. En 1974, il avait abandonné son siège à M. Jean Morellon, son suppléant, qui se retirait lui-même en 1981 au profit de M. Claude Wolff.

En 1958, M. Giscard d'Estaing avait été élu conseiller général de Rochefort-Montagne et, en 1967, maire de Chamalières, fonctions qu'occupe aujourd'hui M. Wolff.

Après son échec à l'élection présidentielle de 1981, M. Giscard d'Estaing avait souhaité retrouver son siège de conseiller général. Il avait profité de la création du nouveau canton de Chamalières pour se présenter aux élections cantonales de mars 1982. Il avait recueilli au premier tour près de 72 % des suf-frages exprimés.

CHAQUE WEEK-END.

DUESTIONS Comment, sous l'écume des modes et des idées en vogue, repérer les questions vraies? Com-

les contours de l'univers nouveau qui, discrètement, secrètement parfois, se taconne aujourd'hui?

Chaque samedi, Le Monde Aujourd'hui est le supplément qui pose ces questions et permet d'entrevoir comment l'avenir, dans tous les domaines, se préfigure. Sciences et Techniques, Médecine, Environnement, Cinéma, Art, Philosophie, Littérature, Communication, Théâtre...

Tout ce qui concerne notre présent et notre devenir est la matière du Monde Aujourd'hui.

LE MONDE AUJOURD'HUI UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END

Ce supplément illustré est vendu encarté dans l'édition quotidienne du "Monde" du samedi (daté dimanche/lundi).



Les fureurs de M° Gisèle Halimi

Rien ne l'arrêtera. Au cœur de l'été parisien, Me Gisèle Halimi vibre. Elle rêve qu'elle gagne des procès en cascade devant le tribunal correctionnel de Papeete, à Tahiti, alors qu'elle les perd. Elle se rap-pelle qu'elle a choisi, voici trentecinq ans, le barreau parce que l'injustice lui est « physiquement insupportable ». Elle s'ensièvre pour son dossier qui, par la grâce de son talent et de son entregent, devient une affaire : l'affaire Schlouch.

Ce serait un bonheur professionnel. l'un de ces procès que l'on fait bon petit plat, s'il n'y avait en oint le malbeur d'un client. le docteur Claude Schlouch, soixante et un ans, et, au premier plan, une histoire dans laquelle, dit Me Halimi, e le néo-colonialisme se Indicate d'un imbroglio juridique ». Imbroglio? A coup sur. Une note de dix-huit pages établie par l'avocate parvient tont juste à établir la chroologie du dos

Tahiti, donc. Non point un simple décor dans cette affaire, mais peutêtre l'une des clés du dossier. Car le docterr Schlouch, juif pied-noir né à Sidi-Bel-Abbès, l'ignore peut-être lorsqu'il s'installe à Papeete en 1976, mais la médecine de ce territoire d'outre-mer est aux mains des militaires en activité ou à la retraite. Il y a, certes, des exceptions ; elles sont rarissimes. Et, par ses méthodes, ce toubib qui fut durant vingt et un ans médecin de campagne, dans la Côte-d'Or, à la satisfac-tion de tous (si l'on en croit les témoignages des élus), va attirer sur lui tous les malheurs.

Des faux

Dans cette île du Pacifique, le docteur Schlouch ouvre un cabinet de médocine générale. • Il se constitue une clientèle importante, à maiorité polynésienne, notamment parmi les femmes, rappelle M- Halimi. Il se bat aussi pour l'application de la loi Vett -, qui ne sera pas tout de suite en vigueur là-C'est un adepte des nouvelles méthodes « douces » d'accouchement. Tout va bien, en apparence, Sauf que le docteur Schlouch, à l'évidence, contrarie les médecins militaires, ses confrères. Une hostilité naît, qui grandira,

Et ce sera, précédant l'affaire Schlouch, l'affaire Mariteragi. Le 30 juillet 1979, Mme Mariteragi consulte le docteur Schlouch, son médecin traitant. Ce jour-là, cette mère de six enfants, enceinte, se plaint de saignement vaginaux. Le docteur diagnostique la mort du færus in utero avec retention, et pratique une perfusion pour l'expulser. Le lendemain, le col de l'utérus est plus ouvert, mais l'expulsion n'est pas pour autant obtenue. Dans son rapport d'expertise, le professeur de gynécologie-obstétrique Yves Malinas note: « Sagement, le docteur Schlouch remet au lendemain un nouvel essai. »

Or le nouvel essai n'aura pas lieu. Pressée, inquiète, Mme Mariteragi se rend à l'hôpital Mamao, dirigé par le médecin général Barrea. Alors commence le « règlement de comptes », selon Mº Halimi : « On lui du [à Mº Mariteragi] que son factus de seize semaines n'est pas mort du tout, qu'il est vivant. On lui laisse entendre les prétendus batte-ments de cœur du fastus alors que ce sont les siens. Après l'expulsion, on lui raconte qu'on a mis son bébé » en couveuse, qu'il a vécu cinquante minutes. - Brof. Mme Mariteragi sort de l'hôpital Mamao persuadée que le docteur Schlouch, par incompétence, lui a tué son enfant. Fin de l'épisode.

Six mois passent. En janvier 1980, Mme Mariteragi reçoit une note d'honoraires du docteur Schlouch. La colère la saisit. Pour elle, pas de doute. Non seulement le docteur Schlouch lui a tué son bébé, mais il lui réclame de l'argent. Elle assigne alors le docteur devant le tri-bunal de Papeete en dommages-

Et c'est-là que l'affaire Mariteragi s'efface au profit d'une affaire Schlouch, car cette femme de bonne foi produit les certificats du docteur Cazenave, alors commandant chirergien des hôpitaux des armées, et du docteur Beaumont, volontaire pour l'assistance technique (VAT) pour appuyer sa plainte. Des faux, selon le docteur Schlouch et Me Halimi. Le professeur Malinas écrit dans son rapport, en style plus modéré : « (...) Les médecins de l'hôpital ont affirmé que le fœtus était vivant sur une erreur d'inter-

prétation de l'euregistrement. » Le procureur de la République luimême, indique potamment dans son réquisitoire, après que le docteur Schlouch ait porté plainte : « (...) Les documents établis par le docteur Cazenave (...), pour être pro-duits en justice, contenaient d'une part une affirmation certifiant fausment l'existence d'une maladie (épisode septicémique), d'autre lement inexacts : le traitement en ville par antibiotique non spécifique et perfusions à visées abortives.

De tout cela, sans compter d'autres détails, le tribunal correctionnel de Papeete n'a pas tenu compte. Le 17 juillet, il a relaxé les deux médecins militaires pousuivis. La fureur froide de Me Halimi en a grandi. Elle a aussitôt écrit au garde des sceaux pour qu'il relève appel de ce jugement. Elle avait précédemment demandé que la Cour de cassa tion soit saisic de sa - plainte en faux et forfaiture contre le procu-reur de la République Jean Sarce-

L'affaire n'est pas mince pour Mº Halimi, qui charge ses canous jusqu'à la gueule. Elle rappelle que son client, dans ce contexte, a été suspendu six mois par la section locale de l'ordre des médecins. condamné et dispensé de peine pour avoir posé des stérilets dès la pre-mière visite de ses patientes, etc. Elle dénonce le « truquage » du dos-sier médical de M= Mariteragi saisi à l'hôpital Mamao. Elle s'indigne d'un «complot judiciaire et antisé-mite qui s'est noué en 1979». Elle lâche : «Nous sommes dans une affaire Dreyfus », et se déclare prête à abandonner son mandat de député (app. PS), si cela était nécessaire, pour se dévouer à la cause du docteur Schlonch.

Ce dernier, à tout prendre, ne s'identifie sans doute pas à ce capi-taine qui fit, un moment, l'histoire de France bien malgré lui. Déjà les professeurs Minkowski et Malinas, les docteurs Pierre Simon et Ber nard Kouchner, le soutiennent, ainsi que Nicole Avril, Yves Montand, Guy Bedos et bien d'autres. On reparlera de l'affaire Schlouch.

LAURENT GREILSAMER.

BATAILLE POUR LE CENTRE DE L'HEXAGONE

Bruère, le nombril de la France

Bourges. - Pouvoir contempler le nombril de la France... C'est en tout cas le souhait d'un architecte parisien, M. Claude Parent. L'auteur des plans de la Maison de l'Îran à la Cité universitaire à Paris et de l'église futuriste Sainte-Bernadette, à Nevers, vient de proposer le projet d'un «monument symboliste» destiné au petit village du Cher, se considérant comme le centre de l'Hexagone, Bruère-Allichamps, six cent cinquante-huit habitants. Ce monument, composé d'une structure en béton de 15 mètres sur 30, représenterait le ventre d'une femme couchée sur une colline surplombant le Cher... L'enceinte accessible par le nombril accueillerait un centre cultu-

De notre correspondant rei et d'hébergement pour touristes, le tout recouvert de mosaïque aux tons imitant la couleur de la peau.

Le père de ce projet, pour le moins original, évalué à 20 millions de francs, a déjà reçu en dot de M. René Larguinat, maire de la commune, un terrain de 8000 mètres carrés. Une idée que l'on prend ici très au sérieux «dès l'instant où ca ne coûte nen au village», précise, toutefois, le premier magistrat. Les plans définitifs déposés au secrétariat de la mairie ont déià été communiques au ministre de la culture en attendant le feu vert de l'Elysée.

René Larguinat voit dans ce nombril cune confirmation de Bruère comme centre de la France». Il estime que les travaux devraies commencer assez rapidement. Dans cette partie du pays où la France cherche son centre, où les communes avoisinantes contestant à Bruère ses prétentions géographiques, le monument ferait taire la que-relle. Pour le maire, cau point de vue touristique, ce serait tout à fait épa-

Vollà qui éclipserait la boma mitliaire, vestige romain planté au beau milleu du village, indiquant depuis deux mille ans le point sensible tant

PATRICK MARTINAT.

Le juste milieu

Bruère-Affichamps, dans le Cher, se considère depuis longzemps comme étant le centre géométrique de la France. Le Guide bleu Auvergne-Centre (édité en 1924) précise en effet : de Saint-Amand et de La Celle. une borne milliaire romaine, relevée en 1757, marque le centre supposé de la France d'alors. » Mais en 1757, la France ne comprenait ni la Corse (rattachée en 1768), ni la Savoie, ni le comté de Nice (français depuis 1860). En outre, la méthode de calcul, è l'époque, ne pouveit être que

A notre demande, deux ingénieurs de l'Institut géographique national (IGNI, MM. Jean Denègre et Claude Pilkiewicz ont calculé, avec les moyens informatiques actuels, le centre géométrique de la France: Etant entendu que la localisation est déterminée, à quelques centaines de mêtres près, le « nombril » de la France, sans la Corse, mais avec les îles côtières, est au fieu-dit La Coucière, sur la commune de Vesdun (Cher), soit à 21 km au sud de Bruère-Allichamps. Si on inclut la Corse, il est situé soit à Nassigny soit à Vallon-en-Sully (Allier). c'est-à-dire à 13 km environ au sud-est de La Coucière. 🐃 . 📑 🕖

MM. Denègre at Pilkiewicz expliquent et commentent ainsi leurs calculs qu'ils qualifient euxmêmes de provisoires : « Grâce à

M- et MM. Jean-François Allafort

l'informatisation progressive de la cartographie, l'IGN vient de procéder à un premier calcul automatique du centre de gravité du terntoire métropolitain d'après des critères purament géométriques, qui assimilent celui-ci à un plan horizontal. Ce qui n'est évidemment qu'une abstraction arbi-

> Dans l'état actual des données carrographiques numériques



disponibles, le résultat a été obtenu en calculant le centre de gravité des 36 452 communes es, chacune affectée d'un « poids » égal à sa superficie. Cheque commune est localisés d'après ses coordonnées rectan plaires, la superficie étant, quant gulaires, la superficie etant, quant è elle, issue de la banque de données communales de l'INSEE. » La superficie pose d'ailleurs

un problème, car dans les déterminations actuelles, les surfaces d'eau libre sont exclues, notammment les lacs de grande dimension. Devrait-on, dans un calcul ultérieur lorsque l'information sera disponible, les prendre en compta ? Sans doute. Mais alors aussi, le partie du lec Léman attri-buée à la France, ainsi que les grands étangs du Langue ussillon qui ressemblent pourtant à des encieves marines.

» A l'inverse, doit exclure les lies ? Peut-être. Mais alors aussi celles du golfe du Morbihan pa ple qui font pourtant quasiment pertie du continent, ou calle d'Oléron qui est rettachée au continent per un pont, etc.

» Les progrès de l'informatis tion de la cartographie de base et la disponibilité de nouvelles données permettront, à l'avenir, d'axéguter le même calcul à partir de n'importe quelle hypothèse de départ, Mais la « vérité » n'en sera pas plus aisée à déterminer parce qu'alle n'existe pes vraiment. 3 YVONNE REBEYROL

EN BREF

Pronostic réservé après une troisième tentative de suicide de Gaétan Zampa

Gaétan Zampa, qui avait tenté de se suicider à deux reprises depuis l'ouverture du procès où il comparaît, à Marseille, avec quarante co-inculpés, a de nouveau cherché à se donner la mort lundi 23 juillet dans sa cellule de la prison des Bau-mettes. Cette troisième tentative a nécessité une intervention chirurgi-

C'est vers 19 heures que le détenu a essayé de se pendre à l'aide d'une corde confectionnée avec des morceaux de draps. Celle-ci s'étant rompue, Gaétan Zampa a fait une chute qui a provoqué un arrachement de la trachée artère. Une intervention chirurgicale a été effectuée aussitôt. a matinée du 24 juillet l'état du blessé qui avait été placé en réanimation, était considéré comme sérieux et l'on devait procéder à de

Mandat d'arrêt contre le fondateur d'Action directs

Jean-Marc Rouillan, trente ans, fondateur du groupe extrémiste Action directe, vient de faire l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris, qui le soupçonne d'avoir participé, le 30 juillet 1983, à un hold-up commis à la bijouterie Aldebert, place de la Madeleine, à Paris. Jean-Marc Rouillan vit dans la clandestinité depuis la dissolution d'Action directe par le conseil des ministres en août 1982. Il a échappé depuis lors, à plusieurs reprises à la police, notamment dans la région parisienne, le 2 février 1984, lors de l'arrestation de Vincenzo Spano, militant extrémiste italien des COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat) et, à Bruxelles, le 13 mars (le Monde du 24 juillet).

· Des pèlerins se noient au Mont-Saint-Michel. - Deux adolescents. Vincent Bellis, quatorze ans. et David Tetrel, quinze ans, qui effectuaient, fundi 23 juillet, leur pélerinage annuel au Mont-Saint-Michel (Manche) se sont noyés, victimes d'une hydrocution dans le Couesnon. à proximité du Mont-Saint-Michel.

Le statut de réfugié est reconnu à un militant basque espagnol

Bayonne. - La commission des requêtes des réfugiés du Conseil d'Etat a décidé d'annuler le refus de l'OFPRA (Office francais pour la protection des réfugiés et apatrides) d'accorder depuis 1979 le statut de réfugié politique à Agustin Irazustabar-rena. « La qualité de réfugié est reconnue à M. Irazustabarrens », indique l'arrêt.

Plusieurs fois arrêté et torturé par la police espagnole, victime d'une tentative d'enlèvement et menacé de mort par l'extrême droite, le militant basque s'était réfugié en France en novembre 1982. La commission du Conseil d'Etat a estimé qu' « en raison de ces circonstances il doit être considéré comme craignant avec raison, malgré l'évolution démocratique de l'Espagne, d'être per-sécuté s'il se réclamait de la protection de son pays d'origine ». Cet arrêt ne manquera pas d'être exploité par la défense lors des huit procès d'extradition annoncés pour les premiers jours d'août. — (Corresp.)

 Assassinat d'un pompiste à Grenoble. – La sûreté urbaine de Grenoble a appréhendé, lundi 23 juillet, un jeune homme de vingt-quatre ans, qui aurait recomu le meurtre de M. Jean Manin, pompiste, dont le corps avait été déconvert le même jour vers 7 h 30, le crâne fracassé, dans sa stationservice. Le meurtrier présumé aurait frappé la victime à deux reprises à l'aide d'un outil, après une conversation orageuse.

 Une jeune femme tuée dans un parking à Vincennes. - Le cadavre d'une jeune femme, Ghislaine Veysset, vingt-huit ans, a été retrouvé, lundi 23 juillet, dans un parking de la rue Diderot à Vincennes (Valde-Marne). La jeune femme, qui habitait l'immeuble et vivait chez ses parents, a été tuée de trois coups de couteau. D'après les premiers éléments de l'enquête le voi ne semble pas avoir été le mobile du meurtre. L'arme du crime n'a pas été retrou-

512 plaintes pour fraude fiscale en 1983

Le Courrier de la Chancellerie fait le bilan, dans sa dernière parution, de la répression pénale des fraudes fiscales en 1983. L'adminis-lue à plus de quatre cent dix millions de francs. La nature des infractions visent essentiellement des défauts de déclaration (45 %). des dissimulations de recettes, revenus ou bénéfices (53 %). Ces plaintes concernent principalement les commerçants et les industriels, les dirigeants de société et les professions libérales. Les peines encourues par les fraudeurs sont dans les deux tiers des affaires d'emprisonnement avec sursis assorti d'une

 Trois prix médicaux - Le professeur Maxime Schwartz, chef de l'unité de génétique moléculaire à l'Institut Pasteur, a reçu le prix Richard-Lounsberry, Cun montant de 50 000 dollars (plus de 400 000 F), pour ses travaux sur certains mécanismes de l'expression des gênes au niveau des membranes bactériennes. D'autre part, le professeur André Boué, directeur de l'unité de biologie prénatale de l'IN-SERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), a reçu le premier prix de la Fondation GPA (Groupe des populaires d'assurances), d'un montant de 300 000 F, pour récompenser l'ensemble de ses travaux sur le diagnostic des mala-dies du fœtus. Enfin, le prix de l'Institut de la vie (Fondation Electricité de France), d'un montant de 300 000 F, a été remis à Liège à trois chercheurs - dont deux Francais - pour avoir permis l'élaboration de vaccins synthétiques et d'ad-juvants de l'immunité. Il s'agit de MM. Louis Chedid, chef du laboratoire d'immunothérapie expérimen tale à l'Institut Pasteur de Paris, Edgar Lederer, chef du laboratoire de biochimie du Centre national de la recherche scientifique à Gifsur-Yvette, et Michael Sela, président de l'Institut Weizmann des sciences à Rehovot (Israël).

M= et MM. Jean-François Allafort
(6° ex.); Philippe Alliès (23°); AnneJo Ancelin née Éisenhower (71° ex.);
Geneviève Artus (12° ex.); Henri Astier (36° ex.); Anne-Bandry (35°); Pascale Barat née Hourheigt (77° ex.);
Sylvie Bénard (47°); Agnès Berthin
(77° ex.); Angela Blazy (21° ex.);
Mario-Claire Bondean (16°); Luc Borot (42° ex.); Gilles Bonet (71° ex.);
Mario-Laure Boulanger (44°); Maryse
Bray née Le Cognic (36° ex.); Elaine
Briggs née Clark (17° ex.); Edward
Brown (64° ex.); Béatrice Buffard
(45°); Bernsdette Businelli née Businelli (64° ex.); Barrie Cadwallader (64°
ex.); Régine Camps (20°); Marc
Champion (71° ex.); Jean Cluzel
(10°); Brigitte Coup-La Fronde (77°
ex.); Paul Cox (33° ex.); Jean-Pierre
Daraux (36° ex.); Christina De Caix
(6° ex.); Françoise Debilliers (82°

Anginis

(10); Brighte Comp-La Fronce (77° ex.); Paul Cox (33° ex.); Jean-Pierre Daraux (36° ex.); Christing De Caix (6° ex.); Françoise Debilliers (82° ex.); Mary Debrabam nêe O'Neill (46°); Catherine Delmas nêe Klein (64° ex.); Evelyne Delvoye (17° ex.); Patrick Di Masso (9°); Caroline Di Miceti nêe Mann (48° ex.); Alain Diana (27° ex.); Fionn Donsson née Macnamara (29° ex.); Hélène Drieu La Rochelle (11°); Ginette Dupout née Barbier (36° ex.); Jeanne Ellien (55° ex.); Robert Emerat (50° ex.); Elisabeth Fabaron (24°); Anne-Marie Fenby née Coulouarn (31°); Pierre Ferry (70°); Corinne Fesquet née Seguin (42° ex.); Maryvonne Goarin née Le Page (64° ex.); Gilles Grateau (55° ex.); Yveline Marie-Claude Hemme (26°); Florence Isnard (3°); Patricia-Caroline Kruth (50° ex.); Alain Laban (59°); Christine Laffargue née Tebbit (37° ex.); Anne-Lamichesse (32°); Jean-Yves Le Bourdonnec (60° ex.); Jean-Yves Le Bourdonnec (60° ex.); Jean-Yves Le Disez (2°); Gwenael Le Due (87° ex.); Catherine Levy (77° ex.); Philippe Lissac (71° ex.); Isabelle Lucas (5°); Claire Majola (4°); Régis Mauroy (87° ex.); Lita Mekhtoub (69°); Vincent Michelot (12° ex.); Sylvie Neven (29° ex.); Catherine Nevole née Augustin (1°); Françoise Morcellet (85° cx.); Sylvie Nail (6° ex.); Sylvie Neven (29° ex.); Catherine Nevole née Augustin (1°); Gny Obresser (48° ex.); Françoise Pailler (41°); Marie Pandolfi (63°); Marie-Lise Paoli (14° ex.); Bruno Pellier (85° ex.); Michel José Perez (25°); Jean-Louis Picot (77° ex.); Chantal Pinon (71° ex.); Patricia Prunier née Léon (55° ex.); Françoise Rigaud (60° ex.); Natalie Roulon (60° ex.); Pietre Sciams (77° ex.); Françoise Rigaud (60° ex.); Sylvie Tison (36° ex.); Gret exal Colle Vagnonx (52° ex.) Michel Valmary (52° ex.); Guyajnya Villien (71° ex.); Guyajnya Villien (71° ex.); Guyajnya Villien (71° ex.); Guyajnya Villien (71° ex.) (21° ex.); Sylvie Tison (36° ex.); Susan Toche née Adlam (55° ex.); Isabelle Vagnoux (52° ex.); Michel Valmary (52° ex.); Guylaine Villien (71° ex.); Gilda Vincent (82° ex.); Christine Vivies née Reynie (17° ex.); John Wilde (87° ex.); Agnès Yeche née Monysset (14° ex.).

Admissions aux agrégations (per ordre alphabétique)

 Mathématiques M== et MM. Rémi Abgrall (8°); Michel André (91°); Pascale Au-zannean (54°); Jacques Barbe zannean (34°); Jacques Barbe (72°); Jacques Bauer (62°); Lionel Bayle (55°); Marie-Pierre Béal (86°); Gilles Benoist (111°); Joël Benoist (79°); Christian Blanchet (63°); Alain Blomme (97°); Jean-Paul Bodeveix (48°); Claude Boitel (20°); Districts Bouries (31°). (30°); Béatrice Bonnin (31°); Jean-Maurice Bontinck (116°); De-niel Boquin (31°); Jean-Michel Brochet (34); Robert Brouzet (72°); Jean-Pierre Cambou (124°); Pierre Capelle (47°); Michel Carré (103°); Christophe Champetier (26°); Pascal Chantrianx (116°); (26°): Pascal Chantrianx (116°); Jean-Marie Chesneaux (68°); Jean-Yves Chevroiat (45°); Annie Choquet (67°); Marie-Christine Concordel-Astre (12°); François Coquet (109°); Corinne Cornet-Delvallet (113°); Françoise Coulomb (84°); Gilles Craspay (55°); Jean-Pierre Croisille (13°); Claude Danthony (23°); Jean-François Dantzer (82°); Simon David (29°); Sylvie de Laguiche (16°); Thierry de Peretti (68°); François Decrolier (91°); Dominique Dehay (124°); Renaud Delannay (84°); Claude Delautre (89°); Bernard Delyon (116°); Jean Denis (116°); Françoise Dupont (80°); Frédéric Françoise Dupont (80°); Frédéric Dupré (18°); Christine Fricker (86°); Pierre Gachet (124°); Hélia Galceran (51°); Françoise Galliot (94*); Antonio Garcia (10*); Henri Ganthier (96*); Philippe Gauthier (116*); Jean-Luc Girau-del (97*); Emmanuel Gironx (2*);

del (97°); Emmanuel Gironx (2°); Léo Glangeras (64°); Jean-Clande Gruet (13°); Serge Grunenberger (40°); Denis Guibourg (76°); Ge-neviève Guillanmin (116°); Jean-Luc Hans (77°); Jean-Louis Harlé (109°); Sylvain Hénaff (55°); Mi-chel Henri (39°); Patricia Hivert (97°); Catherine Houard (61°); Claude Huet (55°); Alain Kerdon-cuff (68°); Roser Kerionan (6°) cuff (68-); Roger Kerjouan (6-); Satyanad Kichenassamy (4-); Anne-Marie Lagrange (113°); Bernard Landreau (77°); Pierre Lavaurs (1"); Philippe Le Floch (20"); Catherine Le Merdy (89"); Eric Le Nagard (13º); Eric Leborgne (116°); Sophie Lefebvre (42°); Ghislaine Lefol-Barbet (51°); Claude Lemaire (17°); Paul Maheu (33°); Annick Mahieux (22°); Pascal Mano (113°); Jean-Pierre Marco (116°); Jean-Hugues Martouzet (23°); Claude Mattera (64°); Gaël Meigniez (111°); So-

phie Mercier (91°); Frank Merie (38°); Nadine Michau-Chabroux (72°); Christine Mohring (4°); Philippe Nabonnand (103°); Geoffrey O'Dowd (49°); Eric Obermeyer (60°); Jacques Oyallon (124°); Frédéric Paulin (37°); Sylvia Bauche (97°); Leure Parier. vie Paycha (97°); Laure Percier-Shneeberger (40°); Michel Perrin (71°); Michel Prestour (97°); Agnès Pfertzel (10°); Evelyne Pierrot-Marachin (55°); Marie-Laure Pointud (72°); Jean-Marie Poublanc (97°); Bernard Poulin (106°); Pierre-Marie Princiaux (86°); Habert Quatreville (18°); Jean-Yves Ranjeva (80°); Leila Reille (94°); Bertrand Rivière Reille (94°); Bertrand Rivière (107°); Jean-Yves Rochedieu (43°); Erick Roser (107°); Marc Rosso (6°); Bruno Rousselet (82°); Jean Ruhla (34°); Isabelle Salaun (66°); Pascai Schreck (26°); Marie-Noëlle Sénejoux (103°); Bruno Sevennec (28°); Michel Tanguy (124°); Monique Teillaud (23°); Jean-Yves Thibon (45°); Philippe Thieullen (2°); Françoise Thocaven (21°); Chantal Tran-Oberlé (9°); Joseph Ventura (49°); Alain Waibron (34°); Gilles Zemor (44°); Yslaine Zerdoun (51°).

 Une agrégation de langue et culture japonaises – Un arrêté publié au Journal officiel du 21 juilet annonce la création d'une agrégation de langue et culture japonaises. Il prendra effet à compter de la sesnion de 1985.



le Centurion

مكزامن الأحمل

La Répu

the state of parties, in Parties of Parties mire. Property came I was a series of the control of the came of t

Un noble projet pas STATE STATE STATE STATE SHOCK IT IS CLUSTERING on the sure representation gapier se

An and a series white the Parties of provide the record of the ge einer nut, welle bate im B. Billian in all fiel en append make the county distributed to the county Le it a reite biffinere f marte de la gentem delle Salar Salar at Comment Maria de de companion de compan City agreed by prapie size ment tant of the frequency

respect to the state of the sta New on A 14 of the section Age on 1 14 of 15 design of 15 of 15

Secretaria Says Chicago at the control of the second of the second of the control of the second of the control of the second of the control of the second of the secon Larence Williams Particular and a second second at a second s do mant au ffarte etem.

muse de

See private an arms of hearth of continues to Kernelland and continues to Kernelland and continues were week and an arms of the continues and the continues La signification d'une r He proved management to the second se

providence of the traces and and

are standard damages months et . m. James in com tel de un per that Course the second secon The state of the s The or the property of

E en en e e empet d'un re THE LOCK COLL WITH THE PROPERTY AND Se Austria d Concession of the Concession of THE PERSON NAME OF PERSON OF Contract to the second Control of the local of The state of the same of the same Total des frien here.

100 den e deprese de par 1 Par sheet 7 · · The state of the s To Contract of

The same of the sa The state of the s The state of the s S. Charles

The second of the second

La République populaire du Congo à l'heure du 3e congrès ordinaire du PCT

Du 27 au 31 juillet, le Parti congolais du travail (PCT) tiendra son 3° congrès ordinaire. Préparé dans l'enthousiasme et appayé par une vaste campagne de sensibilisation des masses, l'événement s'inscrit comme une étape décisive dans l'histoire de la République populaire du Congo, qui a opté depuis 1969 pour une société de type marxiste-léministe.

Un noble projet politique

Cinq ans après l'accession an pouvoir du président Denis Sassou Nguesso, la démo-cratie populaire congolaise a surmonté les difficultés et les dissensions internes qui ont, à plusieurs reprises, menacé sa jeune

Aujourd'hui uni et solidement organ le Parti congolais du travail veut réaffirmer son rôle dirigeant afin de « garantir les conquêtes du peuple travailleur, poursuivre les objectifs établis le 5 février 1979 par le chef de l'État et approfondir le processus révolutionnaire ».

Le 3 congrès ordinaire du Parti. dit Le 3º congrès ordinaire du Parti, dit « congrès de la maturité », établira un premier bilan de la gestion éclairée de Denis Sasson Nguesso et tracera les grandes lignes d'action des cinq années à venir. Mais les 768 députés du peuple qui se réuniront dès le 27 juillet ne sont pas seuls concernés : fidèle à ses idéaux, le Parti a d'aborte consulté l'ensemble du pays.

Cet appel au peuple s'inscrit directe-ment dans la ligne politique du PCT dont le noble projet vise à rendre l'initiative historique aux masses en lattant contre l'ennemi impérialiste. Projet que le Congo tente de réaliser depuis plus de vingt ans, malgré de nombreou soubresants et revire-

« Née les 13, 14 et 15 soût 1963 (journées qui sont restées célèbres sons le nom des «Trois glorieuses»), la révolution conso-laise aurait sans doute sombré si Marien Ngouabi ne l'avait sauvée en 1968 en Ngonabl ne l'avait sauvée en 1965 en reprenant les rênes du gouvernement, en créant le Parti congolais du travail et en jetant les bases d'une société conforme aux principes maraistes-léministes. Mais le « héros immoruel du peuple congolais » se heurta à phusicurs complots et fut assassiné en 1977 avant d'avoir pu mener à terme le mouvement de radicalisation qu'il avait

Dès fors, le pays traversa une période trouble durant laquelle les affrontements se multiplièrent, jusqu'au jour du 5 février 1979 où Demis Sassou Nguesso reçut man-dat de présider aux destinées du Parti et de l'État.

Lors du 3º congrès extraordinaire du Parti congolais du travail, le nouveau ches d'État choisit de consolider les structures révolutionnaires, de renforcer la cobés idéologique du Parti unique et d'œuvrer pour le développement économique.

Son pragmatisme et son sens politique ont dynamisé la République congolaise, qui s'achemine désormais avec plus de sérénité vers une récile libération natio-

La signification d'une révolution

Le grand mouvement populaire des 13, 14 et 15 août 1963 qui a ébranlé les assista du néo-colonialisme a brusquement réveillé les consciences congolaises et créé une situation nouvelle. Le peuple s'est mobilisé et s'est donné le cadre institutionnel de son combat. Certes, les organisa-tions qui se sont alors créées n'ont pas échappe à des contradictions internes. Mais la mise en place d'un état-major (en mais is mise en piace d'un etat-major (en l'occurrence le Parti congolais du travail) a permis d'intensifier la lutte. Fixant les tâches immédiates ou à long terme, cette avant-garde structurée à ébauché un plan plus précis, plus hardi, évitant ainsi la dispersion des forces et des efforts.

Très vite, les gouvernants ont insisté sur le fair qu'une révolution ne réside pas dans le seul renversement d'un régime, dans le rempiacement d'une équipe par une autre : ils ont défini de nouveaux objectifs pour donner au pays la liberté, l'indépendance et la justice sociale dont il révait. Un tel idéal nécessite une remise en question per manente de l'ordre ancien, une critique sévère de l'action coloniale et une juste appréciation des forces en présence sur l'échiquier international. Or le Congo est une des républiques d'Afrique où le pouvoir (qui réunit des éléments issus de toutes les couches sociales) est en mesure de réfléchir sur l'état de dépendance dont souffre le pays et sur les moyens qu'il pos-

sède pour se dégager du joug impérialiste. S'il œuvre pour édifier une économie plus solide, le Parti cherche à créer des conditions permettant à l'homme de se conditions permettant à l'homme de se développer pleinement, de devenir le sujet conscient et responsable de l'Histoire. La révolution idéologique revêt par conséquent une importance toute particulière. Au mythe de la culture étrangère, elle doit opposer la revalorisation des traditions locales non pour glorifier uniquement le passé mais pour y puiser des valeurs compatibles avec le progrès du pays. Le PCT lutte ainsi contre l'obscurantisme, contre la superstition et forme des cadres politiquesuperstition et forme des cadres politique-ment conscients et techniquement compétents qui peuvent s'acquitter correctement des taches de développement de la nation.

Il n'y a pas de révolution populaire sans prise de pouvoir par le peuple. Aussi le Parti congolais du travail, qui gagne de plus en plus de terrain, tente-t-il de confier progressivement la gestion de l'État aux

La vie démocratique

Pour permettre aux masses d'exercer effectivement leur droit de regard sur l'activité nationale, le gouvernement révolutionnaire a réorganisé l'intérieur du pays en régions économiquement viables et pro-cédé à la décentralisation du pouvoir jusque-là exercé par le centre. Au sein des conseils institués dans les districts et les conseis insuries dans les districts et les communes, le peuple s'initie aux affaires de le collectivité, apprend à mieux com-prendre les rouages de l'économie et à sai-sir quelques aspects fondamentaux du fonctionnement de l'État.

Le processus engagé par le Parti et l'État n'aboutira qu'au prix d'efforts constants et de patience. Denis Sassou Nguesso et ses compagnons, qui se dévouent sans compter alin de soutenir l'action créatrice des masses, se sont d'ail-leurs donné des délais raisonnables pour réussir et se refusent à « récolter le lende-main ce qu'on aura semé la veille par sim-

Concrètement, la démocratie ne s'arrête n' aux portes des cellules du Parti; ni au siège des organisations locales, ni même lors du choix des représentants au pouvoir politique : elle s'étend jusqu'aux usines et aux administrations. La base a déjà été consultée sur tous les grands projets politiques on elle s'arisse du postremps compléques, qu'il s'agisse du programme complémentaire du programme transitoire, de la conférence des entreprises d'Etat, du plan conférence des carreprises d'Etat, de plan du code de la famille ou du premier plan quinquennal 1982-1986. Cette forme d'organisation est encore renforcée par l'attitude du chef de l'État, qui n'a pas hésité à se rendre dans toutes les régions du Congo pour mobiliser les masses. Partout il a dialogué avec les cadres, les paysans, les ouvriers, les artisans, les combattents et les étudients. tants et les étudiants.

Les travaux préparatoires du 3- congrès ordinaire du PCT n'oot pas échappé à la règle du jeu démocratique et viennent de donner l'occasion de faire participer les forces vives de la nation à la réflexion sur les grands problèmes actuels.

La stratégie économique

Le mouvement populaire d'août 1963 a opté en faveur de la construction d'une société socialiste au Congo. Cette volonté de rupture avec l'ordre néo-colonial ne pouvait s'opérer que progressivement. Dans la période de transition qu'elle traverse, la République populaire se devait d'élaborer des actions de développement correspondant aux capacités nationales de correspondant aux capacites nationales de l'heure : le plan en vigueur est donc moins une fin en soi qu'un moyen tendant à la réalisation de l'objectif poursuivi. Les structures passées, qui entravaient la construction du socialisme, et qui furent dénoncées par le 3º congrès extraordinaire, ont conduit à bâtir une économie indépendent dante autocentrée, autodynamique, pre-nant l'agriculture pour base et l'industrie comme facteur déterminant.

Pour faire aboutir un tel projet. congressistes ont décidé de développer les communications internes, de réaménager le territoire national, de réunir les efforts économiques des pays de la sous-région et de participer à la mise en place d'un marché commun africain.

Le PCT a créé un secteur d'Etat qui devrait un jour devenir le secteur princi-pal. Mais cela ne l'empêche pas de développer (avec le « privé ») un secteur mixte conciliant les intérêts des uns et des autres et de laisser aux entreprises indépendantes, étrangères ou non, la possibilité d'interve-nir dans plusieurs branches de l'économie.

Malgré certains échees, nombre de victoires ont été remportées : on retiendre notamment la réalisation du complexe agro-industriel de Matsoumba, la création de l'office de commercialisation des produits vivriers, le complexe avicole Pointe-Noire (qui doit produire près de deux millions de poulets per an), le bar-rage Moukou-Koulou et une raffinerie de

Le 12 piénum du comité central du Parti congolais du travail a fait récemment part de sa satisfaction devant les travaux accomplis depuis le mouvement du 5 février 1979. Les prix à la production agricole ont augmenté, des routes ont été construites, un vaste programme d'adduc-tion d'eau potable et d'électricité a été mené au profit de l'intérieur... Dans le monde rural (où la collectivisation gagne du terrain), les précoopératives de produc-tion et de consommation se multiplièrent. Enfin le produit intérieur brut a progressé de 12 % en 1982, ce qui, dans le contexte économique mondial actuel, constitue une economique mondial actuei, constitue une jolie performance. Comme le soulignait le camarade Camille Bongou, membre du comité central du PCT, « les résultats, ajoutés à un climat de paix tant à l'intérieur qu'avec nos voisins, prouvent que nous sommes sur la bonne voie ».

la plus grande entreprise de développement depuis l'indépendance »

(Extrait de l'allocution de fin d'année 1981, prononcée par Son Excellente le Président de la République populaire du Congo, Denis Sassou Nguesso).

... « Le plan quinquennal 1982-1986 vise à faire sauter les principaux blo-cages observés, repérés, identifiés durant les années 1980 et 1981. Les grands objectifs poursuivis dans le plan quinquennel peuvent se résumer à ceci. Il s'agit de construire des routes, des aérodromes, des ports, de façon que pour le paysan de la Likouala, la Bouenza n'apparaisse plus comme le Bouenza n'apparaisse plus comme le bout du monde; que pour le travailleur de Madingo-Kayes, Lékana ne soit plus située aux antipodes; que la pomme de terre produite par les travailleurs agri-coles des Plateaux soit consommée par les habitants de la Sangha; que le bois de la Likouala puisse être transformé dans le Pool; que les allumettes de Bétou soient utilisées à Makabana; que les pérocioaux produits de consormes. les principaux produits de consomme-tion soient disponibles en permanence dans les régions grâce aux structures de stockage, que la Radio-Diffusion natio-nale soit entendue dans chaque village, que la télévision progressivement pénè tre pertout, que nos cours d'eau produi sent encore plus d'électricité et que celle-ci arrive dans toutes les régions et devienne un produit de consommation courante; que l'eau potable soit distri-buée un peu pertout; que l'administra-tion régionale, grâce à la décentralisa-tion, reprenne vie; que plus de logements solent construits non seula-ment à Brazzaville, mais sussi dans les féries eus pous fortes con figures et régions ; que nos forêts, nos fleuves et notre zone meritime, nos potentielités agricoles soient mieux connus et mieux exploités; que nos entreprises d'Etet solent radressées, que de meilleurse structures d'accueil reçoivent nos élèves et nos étudients; que l'effort sanitaire amorcé avec l'opération « Coup de amorcé avec l'opération « Coup de police secté» en poursule moderné. poing santé » soit poursulvi, renforcé, approfondi, développé, qu'un début de modernisation commence dans cent cinquante-sept de nos villages et qu'à l'issue du plan ceux-ci préfigurant le vilnombreux emplois scient créés... ».

(Extrait du discours de présentation du plan quinquennal 1982-1986 par Son Excellence le Premier Ministre Louis Sylavain Goma devant l'Assemblée nationale, décembre 1981).

... La réunification de notre espace économique, social et culturel national s'impose, vous le sentez, honorables Députés, comme une priorité absolue. Il est en effet vital de stopper le dépeupleLe programme de l'apparell produc

ent de nos campagnes, la croissance corment de nos campagnes, la constante de respectación de la constante de nos deux grandes métropoles de la distorsión des économies soit 36 % des opérations totales programrégionales. Il est vital aussi que soient construites l'unité géographique du terri-toire et les conditions de sa diversité économique et culturelle. Il est vital enfin de connecter les régions entre elles, de favoriser leurs différentes vocations pour les intégrer harmonieusement au sein d'un espace et d'un marché national unifiés. C'est, vous vous en doutez, un enjeu de

 Les programmes d'infrastructures.

La grande priorité du plan quinquennal
est, sans aucun doute, le lancement d'un vaste programme d'infrastructures de désenclavement et d'unification du territoire national. Avec 531 milliards d'investissements, c'est en esset le groupe de sec-teurs le pius doté... Ces 531 milliards se répartissent comme suit : - transport et aviation civile :

138,775 milliards ; - travaux publics: 182,160 milliards;

Information et ONPT : 36,229 milliards: - commerce: 20.332 milliards:

- tourisme et environnement :

11,898 milliards ; énergie et eau : 117,096 milliards :

- infrastructures urbaines : 24 100 milliards.

• L'importance de l'investissement pour les eaux et forêts, 194,826 milliards, est fonction de deux types de projets spécifiques : le complexe de pate à papier à Pointe-Noire, qui est estimé à 118 milliards et les complexes d'exploitation forestières dans le Sangha et dans la forestières dans le Sangha et dans la Le Parti congolais du travail s'apprête à tenir son 3° congrès ordinaire. Depuis 1979, la République populaire a su faire progresser le socialisme au Congo, consoli-

mées au plan. Ce qui domine en matière d'investissements dans l'appareil produc-

tif, c'est la remise en état de cet appareil ;

les plans de redressement représentent, en

effet, 2! % du financement total et 47,5 % des financements d'Etat...

mieux-être des populations. Réorganisé, unifié, le Parti a mis en

place des unités de base sur les lieux de travail et d'administration qui ont fonctionné sans à-coups pendant cinq ans et contribué à asseoir son autorité dans tous les secteurs de la vie nationale.

Sur le plan structurel, c'est le congrès national qui est reconnu comme l'organe suprême du Parti. Il se réunit en session ordinaire tous les cinq ans et en session extraordinaire dans certaines circonstances pour fixer les grandes orientations. Préside par Denis Sassou Nguesso, le comité cen-tral du PCT donne des directives qu'il fait exécuter par un bureau politique dont les dix membres sont élus pour cinq ans. A la base, le Parti comprend des cellules (d'au moins cinq membres) et des noyaux (de deux à quatre membres).

Enfin des organisations de masse orientées et contrôlées par le PCT rassemblent les populations au niveau des quartiers et des villages. Elles sont au nombre de qua-tre : la Confédération syndicale congolaise. l'Union révolutionnaire des femmes du Congo, l'Union de la jeunesse socialiste congolaise et l'Union nationale des écri-vains, artistes et artisans congolais. Ainsi le peuple participe étroitement à l'élaboration de la nouvelle société.

La préparation du 3º congrès ordinaire du PCT a d'ailleurs prouvé, une fois de plus, qu'il n'y avait aucun faux-semblant : après avoir examiné les dossiers, le comité central les a renvoyés aux assemblées locales qui, de manière unanime, oni réaffirmé leur soutien au comité central et à

son Président. Plusieurs thèmes de réflexion ont été choisis pour ce « congrès de la maturité » qui insistera sur la nécessité de renforcer le rôle dirigeant du PCT sur la société congo-laise. Au nombre des actions préconisées par les délégués du peuple, citons l'approfondissement de la théorie marxisteléniniste et la meilleure connaissance de la réalité du pays qu'il exige. Les études et recherches entamées tant par l'Ecole supé-rieure du Parti que par le secrétariat géné-ral près la présidence du comité central seront intensifiées et systématisées.

Le PCT perfectionnera ses méthodes d'encadrement pour garantir une liaison permanente avec le peuple. Il poursuivra donc sa politique de décentralisation, engagera une lutte contre la bureaucratie et veillera à améliorer l'éthique de ses mem-bres. Bref, il consolidera les acquis du 5 février 1979, tout en renforçant la cohésion des forces révolutionnaires afin de mieux engager la rude bataille économique qui l'attend. Ce 3 congrès ordinaire est done capital pour la République populaire conduite par Denis Sussou Nguesso, pour le progrès social et le développement du

Denis SASSOU NGUESSO: un président pragmatique



Denis Sassou Nguesso, né en 1943 à Edou, petit village situé dans la partie septentrionale du Congo (région de la Cuvette), à suivi une formation d'enseignant au Collège Normal de Dolisie (aujourd'hui Loubomo). Il s'engage sous les drapeaux en 1961, après avoir été déclaré major au concours d'entrée à l'École interarmes des officiers de réserve de Cherchell en Algérie, d'où il sort sous-lieutenant, il entre un peu plus tard à l'École d'application de l'in-fanterie de Saint-Maixent en France.

Officier d'infanterie aéroportée, il a succes vement occupé les fonctions de commandant de la zone militaire autonome de Brazzaville et de ministre de la défense nationale.

Il participe au soulèvement populaire des 13, 14 et 15 août 1963 qui a renversé l'abbé You-14 et 15 aout 1903 qui a renverse l'abbé You-lou, et au mouvement insurrectionnel du 31 juillet 1968, qui a contraint le président Massemba-Debat à se démettre, et amené à la tête des institutions le commandant Marien Ngousbi. Au lendemain de cette victoire, il est désigné membre du Conseil national de la révo-lution (CNR)

congolais du travail, il est élu membre du co-mité central du Parti. Après la disparition tragique du président Marien Ngouabi (1977), il devient vice-président du comité militaire du Parti, chargé de la coordination des activités du Parti, ministre de la défense nationale Deux ans plus tard, il prend la tête d'un mou-vement d'opposition à la déviation droitière, in-carnée au sein du comité militaire du Parti par

En décembre 1969, à la création du Parti

le général Yhombi Opango. Ce mouvement ob-tient, le 5 février 1979, la démission du comité militaire du Parti et la réhabilitation totale du Parti congolais du travail. Denis Sassou Nguesso est alors porté à la tête d'un comité dont la mission est de préparer le 3 Congrès extraordinaire du parti. Le colonel Denis Sassou Nguesso assume à ce titre et provisoirement la fonction de chef de l'État.

Tenu du 26 au 30 mars 1979, le 3º Congrès extraordinaire du Parti congolais du travail porte le colonel Denis Sassou Nguesso à la pré-sidence du comité central du Parti congolais du sogene du comité central du Para congoiais du travail. Conformément à la Constitution, il devient donc président de la République, chef de l'État et président du conseil des ministres. Le 14 août, il prête serment, puis il organise en juillet des élections générales pour l'adoption d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'une Acemblée per prime le robustiere.

d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'une Assemblée nationale populaire.

Sur le plan économique, la gestion se caractérise par la rigueur et la fermeté. Le président Denis Sassou Niguesso invite le peuple à faire des efforts pour redresser une situation économique catastrophique. Le pays parvient à retrouver les équilibres indispensables et à envisager, au bout de trois ans, l'avenir avec optimisme.

Le plan quinquenal est, depuis le 1^{et} janvier 1982, le véritable guide et repère de l'action de développement économique et social de la Ré-publique populaire du Congo.

Le président Denis Sasson Nguesso a parti-cipé au sommet de non-alignés à La Havane en 1979 et a visité plusieurs pays avec lesquels le Congo entend développer des relations d'amitié et de coopération basées sur les intérêts bien compris de chaque partie, sur le respect mutuel des ortings politiques des indépendances et des des options politiques, des indépendances et des

gregation

Gu

.

100

MILES DAVIS A ANTIBES

Le son noir de la musique

Miles est revenu pour la qua-trième fois à Antibes. On connaît la longue histoire de sa liaison avec le public de la pinède. Curieuse façon de parier, d'ail-leurs : quel public, celui de 1963 on celui de 1984? A Antibes qui retrouve son esprit de fête, Miles a enchaîné pendant plus de deux heures ces repères, mélodies ou climats, dont il se sert comme d'une partition (« le son noir de ma musique », nous dit-il).

De concert en concert, les nuances s'affinent. Moins d'insistance sur son duo avec Bob Berg par exemple, alors que celui-ci semble plus sollicité au ténor. Plus de lenteur suave, semble-t-il, dans l'esprit bluesy. Toujours cette nonchalance étudiée qui littéralement affoie les photographes. Mais tout au long d'un parcours immuable, la musique semble à chaque fois renouvelée. inédite. Miles est un des rares musiciens de cette envergure à supporter quatre fols en moins

Le groupe rappalé trois fois a été précédé la vaille par Weather Report augmenté de Mino Cinclu. Il est suivi le lendemain par Chick Corea, le Mahavishnu de John McLaughlin avec Bill Evans, et bientôt par Hermeto Pascoal. Autant de musiciens qui ont, un jour ou l'autre, été choisis par Miles, dont l'esprit ne cesse de souffier sur les concerts du XXV^a Festival Ajoutons à la liste James Brown, son chanteur de prédilection programmé le 24. et nous comprendrons en quoi cette secrète cohérence recrée un vrai contact entre Antibes et son

A cette homogénéité de fait, Norbert Gamsohn ajoute cette année des percées vers le reggee (Jimmy Cliff) et une remise à jour de l'esprit d'Antibes qui était en train de se raidir : d'un côté Carla Bley, de l'autre le duo Sanley Clarke-Miroslav Vitous; Grappelli et Bolling pour la tradition. Egberto Gismonti. Nana et Pascoal pour le Brésil; Bobby Enriquez enfin et la génération des Olivier Hutman, Antoine

Un bon signe : en première partie de Miles Davis, périlleux exercice de programmation, Gamsohn et Jean-Pierre Gonza-lez (directeur de la Maison du tourisme) ont placé Bobby McFerrin en solo. Aisé, souriant parfait, le vocaliste a enchaîné ses petites pièces avec une sorte de grâce et de justesse dans la durée comme dans le propos : comme on danse! Son évocation saisissante et drôle du son de Miles, dont il lance le nom comme un acrostiche scat, lui a walu un bean succès.

Peu de problèmes avec les impressionnantes machines de talents que continuent d'être Weather Report et Mahavishnu une bonne dizaine d'années après leur formation. Brillantes, fortes, puissantes et souvent parfaitement creuses, elles pratiquent une musique à l'estomac, entre l'improvisation époustoufiante et la ficelle, entre le trait fulgurant de génie et l'effet bête, avec une parfaite maîtrise du son — même si le volume de sa diffusion est aussi parfaitement exagéré.

Il faut reconnaître que l'inves-tissement - matériel, ordina-teurs, synthétiseurs, technologie de pointe; virtuosité mesurable pour les hommes - est d'un côté comme de l'autre très jourd. De ce seul point de vue, on peut même avancer que, en comparai-son avec McFerrin qui se contente d'un bon micro, de la fermeture à glissière de son blouson et d'une bouteille d'eau gazeuse pour les effets spéciaux, le rapport de rentabilité est assez

Toujours axés sur des personnalités remarquables (Joe Zawinui ou John McLaughlin), les deux groupes phares du jazz-rock dont le second vient de se reformer (Mahavishnu) savent s'entourer de jeunes musiciens éclatants : Mino Cinelu et Bill Evans, ou le bassiste si démons-tratif Jonas Heliborg. Pour autant, avec cette débauche de

Hervé, précédée par le trio talent, de matériel, d'invention Escondé-Lockwood-Catherine. talent, de matériel, d'invention musicale, de travail de mise en musicale, de travail de mise en place, de bonheurs d'expression et devant des publics jeunes et fervents, on sent parfois quelque chose comme une fragilité, comme une peur de ne pas réussir, de ne pas rentrer dans les frais où l'on s'est mis aussi bien matériellement que musicalement. La scène devient alors le théâtre un rien complaisant de ses propres signes. On se congra-tule. On hoche la tête pendant les solos. On fait signe au public

qu'on est admiratif. On n'en

revient pas d'être si bons.

Il arrive que la musique trouve le moyen de s'y retrouver. Dans une rencontre réjouissante entre Mahavishou et Chick Corea qui, lui, s'était produit en solo (deux entrées de jeu formidables, une pièce de Bach très applaudie, une panne de courant, le dédicace à 'Andalou Paco de Lucia bizarrement intitulée Mallorca, et une Funny Valentine avec Marianne Corea) ; dans une grille harmonique de Zawinul; dans un long passage sensible accordé à Mino Cinciu, dans une plainte de Wayne Shorter, dans un chorus de McLaughlin. Mais la plupart du temps, les signes n'ont guère que leur fonction de signes. Pendant ce temps, Miles se promène, à reculons, aux portes du silence, tire la langue à la caméra et revient an souplesse, d'un geste ou d'un accord plaqué avec négli-

Dans ses entretiens, Zawinni se plaît à dire qu'avec Weather Report ils ont - en partie inventé le Miles Davis des années 70 ». Il ne précise pas al c'est juste per le beurre, ou juste après. Très tard dans la nuit, un monsieur posé présentait se collection de films. La plus belle des Etats-Unis, paraît-il. Il s'appelle David Chertock, on pouvait y voir notamment John Coltrans et Eric Dolphy en 1961. Dommage que les enfants de la pinède aient été couchés : ça les aurait inté-

gence, vers le son du blues.

AVIGNON

Observation clinique et trahison de Dieu

Week-end cavalant. Le Festival ignore le farmiente. On se croise, on se rencontre, on parle, on écoute. Impossible de suivre tout le programme prévu.

A 19 h, au Cloître du Palais-Vieux, Hélène Delavault chante dans un fourreau noir. Avec ses épaules, sa crinière, son sourire gourmand, elle fait revivre un personnage de « grande cocotte » et le répertoire d'Yvonne Printemps. On attend de la voir dans La Périchole. Ensuite, juste le temps de prendre une laine pour les nuits fraîches du Cloître des Carmes et Edouard II. La veille, il y a eu - off - : Claude Degliame et le texte fou d'un psychiatre. Puis le « la » de minuit avec Jérôme Deschamps.

Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles

On aurait ou le temps d'aller à la cour d'honneur pour le concert d'Angel Maimone Entreprise prévu après la représentation de Ri-chard III à deux heures du matin. Mais il a été annulé, le rock fait du bruit Les deux musiciens ont refusé d'aller faire du brait plus loin, à sept kilomètres, ils ont eu raison. En tant que directeurs de la maison de la culture de Grenoble, à laquelle appartienment Angel et Malmone, Georges Lavaudant et Jacques Bianc en sont maiades de s'être inclinés. Lundi, avant le débat traditionnel du Verger, Lavandant a tenn à le dire, simplement, sans vouloir entrer dans une polémique postsoixante-huitarde. Dire que, austi valables soient les raisons de Bernerd Faivre d'Arcier, il aurait du imposer le concert. Par respect pour des amis, des artistes, un travail. Phénomène d'autocensure d'une part, et. d'autre part, de résignation pour cause de fatigue, d'énervement, de lassitude. Un moment amer qui doit servir de mise en

En 1982, l'Encéphale, revue des aliénistes français, publiait un arti-cle du Docteur Demetrius Zambaco, psychiatre : « Onenisme avec trou-bles nerveux chez deux petites filles >. observation clinique. L'homme observe, décrit, fait part Edouard II de Mariowe, dans la ver-

pourrait atteindre la perversité de sa haine envers cet enfants qui lui sont interdites. Leur plaisir lui échappe, alors il les mutile. Ce texte - terrible, d'autant plus que sa folie grouille derrière la gangue des certitudes morales, - Jean-Michel Ra-beuxle place au Club de bridge, un salon vicillot aux monlures platreuses. Au fond, une cheminée surmontée d'une glace que cache un rideau noir. Devant la cheminée, un fauteuil. Face au fauteuil, les chaises des spectateurs. Deux fenêtres donnent sur la rue. Une autre a ses volets fermés. Le spectacle a lieu. à 20 h 30 dans le jour tombant et s'achève cinquante minutes plus tard. Le salon est sombre, on aperçoit à peine la femme sur le fauteuil, qui reconte.

Pendant cinquante minutes, Claude Degliame a pris en elle les liens enchevêtrés de cette histoire exemplaire entre un voyeur sadique. sur de sa science et de son bon droit. et deux petites filles qu'il n'a pas voulu nommer. Il les appelle X et Y, elles pourralent être toutes les excisées du corps et de l'esprit, toutes les victimes de la peur des autres. Claude Degliame bouge à peine, perfois elle lisse sa robe noire, elle protège ses épaules de ses mains. Ses mains sont le prolongement pudique des mots froids qui font mal.

Rien n'est pire que cette « observation clinique - des sumptômes du mai que l'on cause. Claude Degliame parle pour le bourreau, pour les victimes. Elle est belle, avec un profil d'éphèbe, des épaules libres. Sa voix se renverse dans les graves. Le docteur et les petites filles sont comme les loups, des bêtes apocalyptiques qui s'entre-dévorent. Claude Deglisme sourit, elle se souvient et frissonne, de bonheur ou d'horreur. Elle est si belle et si trouble... Personne d'autre n'aurait pu se permettre de raconter à haute voit,

★ Club de bridge, rae de la Républi-que, 20 h 30, jesqu'au 4 soût.

Edoward li

Le Centre national d'Espagne est de ses réflexions, des traitements sion de Brecht, traduite en espagnol qu'il a infligés. Ancune fiction ne par Jaime Gil de Biedma et Carlos , jusqu'an 25.

Barral. La mise en scène est de Linis Pasqual, qui, cette saison a créé Lu-mières de Bohême à l'Odéon-Théâtre de l'Europe,

THE C. THE

234 15.43.

I A'M AND ENGINE

SHALL SO DE RELIEF

Charles and Car.

graves in the state in

MATERIAL CONTRACTOR SECURITION

NEW YORK OF THE STREET

Peter sale, 1 Same

give 3.4

42 Lat.

THE LANGE WALL

(E 175 (A. 4.2)

ভূমিক জ ১৯৯৪ - ব

 $p_{ij}(x^{ij})^{k}_{ij}(x^{ij})^{k}(x^{ij})$

gay direction

報を記げる

IN TOUR

Les ogives du cloître renferment un cirque de terre brune entouré de palissades. Les gradins sont disposés antour. Les acteurs portent des chausses de lainage brut à effets de rapiécage, des capotes de couleurs, en coton molietonné, style asiate. La mise en scène joue sur le barbarie d'hommes frustres qui se battent avec leurs poings et, sans problème de conscience, règlent leurs conflits par l'élimination physique de leurs adversaires.

La pièce de Mariowe parte d'une époque où l'existence des individus n'avait d'autre valeur que celle donnée par Dieu. Et Dieu sacralise le roi. En choisissant la version de Brecht, Lluis Pasqual choisit de centrer l'histoire sur le symbole de la couronne. Edouard, malade, vainch, trahi, torturé refuse désespérément de s'en séparer. Il a cru qu'elle le rendrait invulnérable, qu'elle le mettait au-dessus des lois humaines, qu'elle protégerait son bonheur paien, son amour pour le beau Gaveston. L'assassinat de son favori est la pire des trahisons, celle de Dieu. Pourtant, Edouard s'accroche à la couronne, au misérable cercie de cuivre qui représente plus que le pouvoir, plus que la vie : qui est iui. Sans la couronne, il n'est plus qu'un tas de chair souffrante.

Même si on ne comprend pas l'espagnol, le mouvement puissant de la mise en scène permet de suivre clairement le chemin de croix du roi qui croyait à la liberté. Les comédiens jouent avec une ampleur très physique, une gioriole sauvage, inhabituelles chez nous. Ils n'ont pas le côté compact des Anglais; ils rappellent plutôt l'emphase de Vitez, mais sans aucune distance ni sophistication. Ils « y vont » furieusement, galopent à la frontière du grotesque et du lyzique, conduits par Pedro del Rio, Edouard véritablement royal, homme marqué, avide, indomptable. Un héros qui, envers et contre tout, se refuse an malheur.

COLETTE GODARD.

* Clottre des Carmes, 22 houres

VAISON-LA-ROMAINE

« L'ILE DÉSERTE », de Joseph Haydn

Le sérieux des sentiments

Le sujet de L'isola disabitata (l'Ile déserte), de Haydn, dont le Festival de Vaison-la-Romaine vient de présenter, pour la première fois en France, une réalisation scénique, ressortit au genre de la pure fiction dramatique, chère au XVIII siècle et dont seuls, de nos jours, les enfants ont gardé le secret lorsqu'ils se donnent entre eux des règles de conduite commençant par ces mots: - On dirait que tu serais... et que je... » ou « On ferait comme si... ». L'invraisemblance du projet n'entame en tien la gravité du jeu, et il en va de même dans cet opéra composé en 1779 sur un livret de

été mis en musique plusieurs fois. Le jeune Gernando, son énouse Costanza et la sœur de celle-ci. Silvia, (encore enfant), pris par la tempête, ont dû débarquer sur une île déserte. Alors que Costanza et sa sœur se reposaient dans une grotte, Gernando a été enlevé par des pirates. La jeune semme croit avoir été abandonnée et, an bout de treize années, ayant gravé sur un roc le récit de sa malheureuse destinée,

Métastase, qui, depuis 1752, avait

Un navire apparaît : Gernando, qui a enfin retrouvé l'île, et son ami , Énrico, mettent pied à terre. A leur vue. Silvia, adolescente maintenant, se demande quelles sont ses créatures qui ne sont ni des hommes, puisque leur visage ne reflète nas cette cruauté dont sa sœur les accuse, ni des femmes puisqu'elles ne portent pas de robe. Elle s'enfuit. troublée par un sentiment inconnu.

elle se prépare à mourir.

Après d'infructueuses recherches. Gernando découvre l'inscription fazale et décide qu'il finira ses jours ici, après qu'Enrico, sensible aux charmes de Silvia dont il a réussi à calmer la frayeur, apprend d'elle

que sa sœur vit toujours. Et, en effet, Gernando finira par la rencontrer; il s'en fait reconnaître, mais Costanza s'évanouit après l'avoir accablé d'injustes reproches. Tout finira bien cependant avec une pointe d'ironie lorsque, après avoir apprécié les caresses, mais repoussé avec horreur la main que lui offre Enrico, Silvia l'accepte finalement une fois persuadée que le destin d'une épouse n'est pas, au principe, d'être abandonnée après le mariage.

La partition de cette œuvre assez brève ne comporte que sept airs et un final concertant où quatre instruments solistes (violon, violoncelle, flûte et basson) rivalisent de virtuosité avec les chanteurs, mais, curieusement, les récitatifs qui relient les airs sont accompagnés par l'orches tre tout entier, comme dans les opéras de Gluck, et non pas confiés au seul clavecin, selon l'usage de l'opera buffa. Cette singularité laisse penser que Hayda avait décidé de prendre au sérieux les sentiments des personnages et la morale de la fable, convaincu que le vrai peut quelquefois n'être pas vraisem-blable.

Franche gaieté

Plus varié que celui de Gluck, le récitatif accompagné de Haydn n'est pas aussi intrinsèquement intéressant que celui de Rameau ou de Wagner, et, si on lui doit de fort beaux moments dramatiques, on a parfois l'impression que les airs tardent à venir. Ces derniers sont tous riches d'invention; chacun possède un caractère propre, de la douleur pathétique à la franche gaieté.

La mise en scène de Guy Coutance, vivante à souhait, éponse

assez exactement les péripéties du livret et les nécessités musicales. On peut s'interroger cependant sur l'intérêt de doubler les quatre mouvements de l'ouverture par une pantomime évoquant le départ, la tempôte, l'arrivée sur l'île et l'enlèvement de Gernando, ou sur la function dramations d'un personnage en perruque assis dans un cabinet de travail situé sur le côté de la scène, qui, tout au long du spectacle, cherche à attirer l'attention sans rien faire de bien remarquable et qui procède, à la fin, à une sorte de distribution des prix. Il y a la, sans doute, quelque symbolisme caché ou trop clair pour qu'on s'y arrête long-

La distribution, qui réunissait Diane Loeb (Costanza), Hiroko Kawamichi (Silvia), Georges Gautier (Gerhando) et François Leroux (Enrico), était assez homogène pour faire ressortir la qualité du travail fait en commun, auquel il faut associer naturellement le chef, Cyril Diederich, et son ensemble instrumental. Dans les conditions particulières du plein air, impitoyables pour de légères défaillances qui s'entendraient à peine dans une salle sermée, il serait injuste d'émettre des jugements de valeur; on conclura donc en signalant que l'accueil chaleureux du public témoignait assez du plaisir légitime qu'il a pris à la représentation, sans vedette, d'un ouvrage presque inconnu.

GÉRARD CONDÉ.

■ ANNULATION -- La pigniste Magda Tagliaferro a di renoucer à participer, début août, aux festivals de Saint-Yrieix (Haute-Vienne) et de Saint-Bertrand-de-Comminges (Haute-Caronne), où elle sera toutefois rempla-

«De plus en plus bluesy...»

perie besucoup du retour au blues, au timbre du blues, dens votre musique...

- Le blues n'est ou'un son. yous savez, os n'est ni un nom ni un mot, ce n'est pas une étiquette, c'ast juste un son : le son bluesy. Ms musique sonne bluesy, de *pl*us *en pl*us bluesy, oul, on peut dire ça, mais elle a toujours sonné ainsi. C'est le son noir de me musique. Ce qu'il faut alouter, c'est que le son du blues tend aujourd'hui à se répandre, à devenir universel. C'est le son de i époque. »

Le mot blues serait-il oréféreble au mot jazz ? Miles Davis, très fidèle à ses idées et à son personnage, répond brutalement que le mot jazz est une belle invention, une commodité des Blancs. Il pousse se glose sémantique en rmes assez difficiles à rapporter ici. Quand sas mains se sont tendues à la fin du concert, il est allé très ostensiblement chercher une main noire. Mais on sait qu'il disait aussi à qui voulait l'entendre : «Pour moi, un musicien peut être orange ou bleu, je m'en fiche, in tout est au'il soit le meilleur. >

« Quels sont les grands rompettistes d'autourd'hui 7 (Arrièrepensée très identifiable, provoquer quelques mots sur Wynton Marsalis - Miles vient d'enrecistrer avec son frère Brandford - ou sur Terence Blanchard. La réponse est assortie d'un rire bref et sec.i?

- Moil II y a beaucoup de bons musiciens, c'est évident, mais peu de musiciens originaux. Et il y a trop de disques.

»Le travail de base, le travail de fond, c'est le son. Le son, vous comprenez. Le son, c'est votre propre voix, il faut le chercher. »

Sa volx swingnante, murmu-rée, rauque, définitivement cassée per un éciat de colère alors que les chirurgiens lui avalent prescrit le silence pendant quelques jours (opération bénigne des cordes vocales), est aussi saisissante que cells d'Armetrong. La voix mythique d'un chanteur de blues. Il insiste encore sur le son :

«La musique doit dire votre cerectère, votre personnalité. Le son a charge de votre personne.

- Et les saxophonistes ?(Arrière-pensée un peu épaisse : faire le point avec quelqu'un qui 8 commencé sa carrière en 1945 avec Charlie Parker et dont les groupes avec John Coltrane restent des monuments de la musique afro-américaine. Miles a joué également avec Sonny Rollins, Cannonball Adderley, Jakie McLean ou Wayne Shorter.)?

- Aviourd'hul, les saxophonistes jouent des notes originales sans doute, mais ils n'ont pas de son à eux. Ce n'est pas trop difficile de jouer des notes originales. Le son, c'est une autre affaire. Le son, c'est vous. Vous êtes votre propre son. Tenez, écoutez-moi : à la première note vous me reconc'est moi. En bien, voilà, le son, c'est ca. Il faut travailler son originalité, ses racines. Parfois, quand je m'entends, il me semble que je sonne trop banalement, trop blanc, je reprends; cela demande

beaucoup d'exigence. » Aujourd'hui, les saxophonistes ne cherchent pas de son. Ou ils ne la trouvent pas. Ils cogient tous le son de Coltrane. Il y a très peu de son, de son originel, dans la musique créative. Beaucoup de perfectionnisme, certes, besucoup de reproduction, mais très peu de son. Le son ne

peut venir que du groupe, il faut Mormanent traval

» Maintenant, les temps sont à la compétition, à une espèce de aportive. On ve vers la perfection pour « faire de l'argent», mais le son n'est pas Tout en pariant, il dessine des

formes voluptueuses, callipyges, comme celles qui ornent la pochette de Star People.

a Quella relation entre le dessin et la musique? C'est la même chose, le

recherche d'une seule couleur. C'est touiours vous. Tout contribue à l'expression de ce que vous êtes. Exactement comme me tenue en scène. Oui, j'aime être chien habillés — enfin, je ne sals pas trop comment dire — d'une tenue assez recherchée que je commande chaz Marrior, à New-York, Je me sens moi-même, disponible pour jouer plus entière-

- Vous préférez enre-

gistrer ou jouer en public? - Le public est essentiel : il vous renvoie votre présence. On sent d'ailleurs des différences d'énergie entre les différents publics. On joue différemment. Les studios sont bien trop froids. En studio, vous sonnez d'une autre feçon, mais les compagnies cation qui est plus artificielle. plus malléable. Aujourd'hui, une compagnie peut fabriquer una vadetta de toutes pièces, vous le savez bien. Si vous chantez à peins convenablement, cela suffit. Quand yous jouez bien, juste bien, cala peut suffire aussi. Mais la chaleur du public, sentir ce retour en soi de ce qu'on donne, c'est irremplaçable. Je voudrais enre

gistrer bientöt en public. » Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

La plus ancienne brasserie de Paris et sa terrasse vous accueillent tout l'été jusqu'à 1 heure du matin, 7, rue de la Bastille. Tél.: 272.87.82.

A 10 km de CAHORS (Quercy) Hôtel-Restaurant Chez NADAL 46140 GAILLAC

1/2 pers. 210 F pour 2 pers. Rens. tél. : (65) 30-91-55. CALME - GASTRONOMIE.

وكراس الدويل

BALLS TO SECURE Carrier Street Co.

2 "1 C# 39%

NAME OF BRIDE

cinér

Collins Traditable

Annual from a ung one of See.

All the second statement 医抗激性衰化 医大大性病性

والرباء ويطأرخ PRESERVE OF LINAMANT Application of the second of t

Waters 18 The state of the s

THE CONTRACT PROPERTY. Miles of the last state and THE VEST The same

Se a Blanger, & The Charles 化氯苯基磺基基基

THE THE では 神 2000

Nonemann.

No. Namenann.

No. 2 Sept. 1986.

1004 19 Sept. 1986.

1004 19 Sept. 1986.

The second of the second

70 . 3 · 347. 100 m (2000 m)

ALCOHOLD STREET, STREE STATE STRANGE OF THE STATE OF

The second second second

théâtre

Les salles subventionnées

ASTELLE-THEATRE (238-35-53),

CHAPITEAU-PELOUSE DE REUILLY (296-87-86). 21 h : Dialogues des Car-

ESPACE GAFTÉ (241-84-05), 20 h 30: la GAITE-MONTPARNASSE (122-16-18),

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 :

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dinera MONTPARNASSE (320-89-90), 21 % :

in File sur la banquette arrière.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gerorade morte cet après-midi (dera.). IL 21 h : le Plaisir de l'amour. RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 45 : lo

TEMPLIERS (303-76-49),20 h 30 : Offerres à tous en tout misnonnel

VARIÉTES (233-09-92), 20-h 45 : la Bluf-

Les cafés-théàtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h : Laissez chanter les clowns ; 22 h 15 : le Président. MAUBOURGEOIS 19 h 30 : Odd nambers.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), L 20 h 15: Arenha-MC2; 21 h 30: les Dé-mones Louion; 22 h 30 : les Sacrés Mosstres : EL 21 h 30 : Deax pour le prix

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.), 20 h : Tambours et gros Léon ; 22 h 15 : INCE ARE CON CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), L 20 h 15:

Tiens voilà deux bondins ; 21 h 30 : Man-geuses d'hommes ; 22 h 30 : Ortics de se-cours ; IL 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatoui-leux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. DEX-HEURES (606-07-48), 22 h 30 : Como de folie sur les assisttes en fale

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h: Il n'y pas d'avion à Orly: 22 h 15 : Attention l'belles-mères méchantes. POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30: Moi je craque, mes parents raquent.

Plentho ST-MARTIN (208-21-93),
20 h 15 : I Villeret; 22 h 15 : Panique à
Ody.

VIEILE GRILLE (707-60-93), 22 h : Métamorphoses d'une métodie. Le music-hall

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : A. OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Frénée PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Le fou à la tôte.

Les chansonniers CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On pard les pétales.

GYMNASE RONSARD (606-33-60), 20 h 30 : Compagnic de danse populaire

-Opérettes

Les concerts

Egilse Suint-Louis on Pile, 18 h 30 et 21 h : Le concert spirituel (Back, Rames: Egiine Saint-Stwirts, 21 h : N. Zabaleta (Haëndel, Boiokdieu, Debussy...). Or-

hentre P. Keume. THÉATRE A-BOURVIL (373-47-84). A Dejazet, 18 h 30 : L'académie de l'or-20 h 45 : In Revanche de Nama : 21 h 45 : obestre (Mozart, Villa-Lobos, Dukts...).

Jazz, pop. rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-03), 21 b 30 : Royal Tamcopators.
PETIT-JOURNAL (326-28-59), 21 b : PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : International Juzz Qui

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 R. France Dixideland. Festival estival de Paris

(549-14-83) Matrie de Vt. 18 h 30 : Dec Bouch

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 24 juillet

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15º (554-48-85) ; Boite à films, 17º (622-44-21). MARIA CHAPDELAINE (canadian) : UGC Opera, 2º (261-50-32); UGC Danton, 6º (329-42-62); UGC Biarritz, 8º

(723-69-23). MES CHERS AMIS Nº 2 (IL, v.o.) : Marignan, 8" (359-92-82).
MEURTRE DANS UN JARDEN AN-GLAIS (Brit., v.o.): 14-Juillet Parnetse, 6 (326-58-00); St-Ambroise, 11 (700-

SIPPI BLUES (franco-américain): Le Pagode, 7 (705-12-15). LES MOUSSONS DU PRINTEMPS (A., v.o.): George V, 8 (562-41-46). LE MYSTÈRE SILEWOOD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Saint-Germain Village, \$ (633-63-20); Ambassade, \$ (359-19-08); Paroassiens, 14" (329-83-11).

NEW YORK NIGHTS (A., v.f.) (**): Cinévog, 14 (320-68-69). NOTRE HISTOIRE (Fr.): Marignan, 8

(359-92-82). PARIS VU PAR... (28 am après) (Ft.) : St-André-des-Arts, 6º (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14º (545-35-38). PERMANENT VACATION (A., v.o.) :

Movies (b. sp.), 1* (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Pr.): Richelieu,
2* (233-56-70): Mariguas, 8* (359-92-82); Paramount Opérs, 9 (742-56-31); Nation, 12 (343-04-67); Mom-parnasse Pathé, 14 (320-12-06); Gaumont Convention, 19 (828-42-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LA PIRATE (Fr.): Movies, 1" (260-43-99); Quintette, 5" (633-79-38); Par-massions, 14" (329-83-11). PRÉNOM CARMEN (Fr.): Grand Pa-vois (b. sp.), 15 (554-46-85). QUARTETTO BASILEUS (IL. v.o.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

RUE CASES-NEGRES (Ft.) : Epés de Bols. 54 (337-57-47). SCENARIO DU FILM PASSION (Fr.): Studio 43, 9* (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.a.): is Guerre des étoiles, L'empire contre-ntaque; le Retour du Jedi: Escariel, 13-(707-28-04). TANK (A., v.o.) : Gaumous Amb (359-19-08).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Marboul, 8-(225-18-45). TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Marbeul, 8 (225-18-45).

TONNERRE (A. v.f.): Maneville, 9-(770-72-86); Paramount Opera, 9- (742-56-31); Paramount Monparassa, 14-(329-90-10); Pathé Clieby, 18- (522-

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opdra Night, 2 (296-62-56). LA TRACE (Fr.): Lucernaire, 6º (544-57-34). LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14 (321-41-01).

lypso, 17 (380-03-11). UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15º (554-46-85); Calypso, 17º (380-03-11).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Ca-

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.): Impérial, № (742-72-52): Haute-feuille, 6* (633-79-38): Pagode, 7* (705-12-15): Colisée, № (359-29-46): Montpermos, 14 (327-52-37). UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.): Napoléon, 17 (755-63-42).

VENDREDI 13, LE CHAPITRE FINAL (*) (A., v.o.): Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36): UGC Denton, 6* (329-42-62): UGC Emitage, 8* (359-15-71). - V.f.: Rex. 2* (236-83-93): UGC Opéra, 2* (261-50-32): UGC Gobelins, 13* (336-23-44): Mistral, 14* (539-52-43): UGC Conven-tion, 15* (828-20-64): Pathé Clichy, 18* (522-46-01): Secritain, 19* (241-77-99).

VIVA LA VIE (Fr.): UGC Rotonde, 6 (633-08-22); UGC Biarritz, 8 (722-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Biarritz, & (723-69-23). VIA LES SCHTROUMPFS (A. v.f.): Seint-Ambroise, 11: (700-89-16); Athém (h. sp.), 12: (343-00-65); Grand Pavols, 13: (554-46-85); Calypso (h.

sp.), 17º (380-03-11). YENTL (A.): Cluny Ecoles, \$ (354-20-12), UGC Biarritz, \$ (723-69-23).

— V, f.: UGC Optra, 2 (261-50-32).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*): Châtelet Victoria, 1* (508-94-14); Denfert, 14* (32)-1= (308 41-01). AMBRE (A., v.o.) : Contrascurpe, 5 (325-78-37).

MERICA AMERICA (A., v.o.) : Raflet Quartier Latin, 5* (326-84-65). ANTONIO DAS MORTES (Bris., v.s.) : Républic Claims, 11 (805-51-33). L'ARNAQUE (A., v.o.) : Botte à films, 17 (622-44-21). LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napo-

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUÉ (A., v.o.): George-V. 8* (562-41-46). – V.f.: Capri, 2* (508-11-69); St-Lazer Pasquier, 8* (387-35-43); Montparnasse Pazhé, 14* (320-12-06). montparrasse PRINE, 1# (320-12-05).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.): Grand-Pavois, 15 (554-46-85).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Ga-lande, 5 (354-72-71). – V.f. : Opéra-Night, 2e (296-62-56). BLANCHE-NEIGE (A, v.f.) : Napoléon.

174 (755-63-42). BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5 LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Am., v.o.) : Forum, 1= (297-53-74); Parnassiens, 4= (329-83-11). - V.f. : UGC Opéra, 2= (261-50-32).

LE DERNIER TANGO A PARIS (il., v.o.) : Seite à films, 17 (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (il., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS (A., v.o.): Gaumont Halles, 1º (297-49-70): Cluny Palsoc, 5º (354-07-76); Ambassade, 8º (359-19-08). - V. [.: Berlitz, 2º (742-60-33): Richelest, 2º (233-56-70): Mismal, 14º (539-52-43); Montparnos, 14º (327-52-37); Gaumoni Convention, 1º (828-42-27).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., JSS DIX COMMANDEMENTS (A., vo.): Gaumont Champs-Elysées, 8 (359-04-67) - V.I.; Grand Rex, 2 (236-83-93); Bretagne, 6 (222-57-97); Paramount Opter, 9 (742-56-31); Bastille, 13 (307-54-40); Paramount Gobelins, 13 (707-12-28); Gaumont Sad, 14 (327-84-50); UGC Convention, 15 (327-84-50); U (321-64-30); UGC Convention, 15-(828-20-64); Pathé Wepler, 18- (522-46-01)

EL (Mex., v.o.): Forum Orient Express, |** (233-42-26); 14-Juillet Parnasse, 6* (236-58-00); 14-Juillet Racine, 6* (326-(9-68); Balzac, 8* (561-10-60); 14-Juillet Bastille, 11* (357-90-81). EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-

L'ENIGME DE GASPARD HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroha, 11' (700-

LÉTÉ MEURTRIER (Pr.): Rosondo. 6* (633-08-22); Marbeuf, 8* (225-18-45). L'ETRANGER (IL): Logos L 5 (354-EXCALIBUR (A., v.o.) : Forum, 1º (297-

33-74); Quinctic, 5 (633-79-38); George-V, 8 (562-4)-46); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). — Murul, 16 (631-99-75); V.F.: Français, 9 (770-33-88); Bastille, 11 (307-54-40); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Pathé Chichy, 18 (523-46-01).

PARTE C. M., vo.); Gaumont Halles, 1st (297-49-70); St.-Michel, 5st (326-79-17); Collect, 5st (359-29-46); 14-Bienvenne Montparusase, 15st (344-25-02). V. f.; Berlitz, 2st (742-60-33); 25-02). — V. S.: Beristz, 2 (742-00-3);
St-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43);
Gaumont Convention, 19 (828-42-27).

LA FILLE DE RYAN (Angl., v.o.): Assiss Rive gatche, 5 (329-44-40);
George-V, 8 (562-41-46); Kinopanorama, 19 (306-50-50). — V. F.: Parasasiens, 14 (329-83-11); Lumière, 9 (246-49-07).

FENETRE SUR COUR (A., v.o.): Re-flets Quarier Latin, 3 (326-84-65). FITZCARRALDO (All., v.o.): Studio de l'Etolle, 17 (380-42-05).

LA GUERRE DU FEU (Pr.) : Lucer-LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.a.) : Forum Orient Express. i* (233-42-26) ; UGC Odéon, é* (325-71-08) ;

Ermitage, 8° (359-15-71); v.f.: Rex. 2° (236-83-93); UGC Montparnasse, 6° (544-14-27); UCG Bonlevard, 9° (246-66-44); UGC Gare de Lyon, 12° (343-01-59); Fanvette, 13° (331-56-86); UGC Convention, 15° (828-20-64); Parié Wepler, 18° (522-46-01); Secrétan, 19° (241-77-99). HAIR (A., v.o.) : Boite à films, 17º (622-

44-21). L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.): Saint-Michel, 5 (326-79-17); George-V, 8 (562-41-46). IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., vf.): Capri, 2 (508-11-69).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : [AIS QUI A TUE HARRY 7 (4. V.0.1; Forum Orient-Express, 1" (233-42-26); Hautefeuille, 6" (633-79-38); Marignan, 8" (359-92-82); 14-Juillet Beattille, 11; (357-90-81); Parnassiens, 14" (320-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (575-79-79). — V.f.: Prançais, 9" (770-13-82) 33-88).

MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Angl., v.o.) : Chuny-Ecoles, 5 (354 20-12)

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.): Quintette, 5 (633-79-38). NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.): Action Ecoles, 5 (325-72-07).

ORFEU NEGRO (Pr.) : Grand-Pavols, 15-(554-46-85). PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) (*): Châtelet Victoria, I* (508-94-14).

LA PLAGE DU DÉSIR (Bris., v.o.) (**): Movies, 1* (260-43-99).
PARIS VU PAR (1964, Fr.): Olympic Entrepol, 14 (545-35-38).
PIQUE-NIQUE A HANGING ROCK

RAMBO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9: (770-10-41). RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15 (532-91-68). RUSTY JAMES (A., v.o.): Cisoches Saint-German, 6 (633-10-62).

SALUT L'AMI, ADIEU LE TRESOR, (A., v.f.) : Lumière, 9 (246-49-07); Fauvette, 13 (331-60-74); Montpar-nasse Pathé, 14 (320-12-06). LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Panthéon, 5 (354-13-04).

SEX O CLOCK USA (A., v.f.) (**) : Bo-paparte, & (326-12-12). SOIF DU MAL (A., v.a.): Olympic St-Germain, 6 (222-87-23); Lincoln, 8 (359-36-14).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Action SUPERMAN L. II, III (A., v.o.) : Espace Galid, 14 (327-95-94). TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Bolte à films, 17* (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36): UGC
Danton, 6 (329-42-62): UGC Champe-Elysées, 8 (359-(2-15): v.f.: Res. 2 (236-83-93): UGC Montparenses. 6 (544-14-27).

THE ROSE (A., v.o.) : Châselet-Victoria, 1= (508-94-14). THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5

TO BE OR NOT TO BE (Lubiusch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25). *TRAQUENARD (A., v.o.) : Mac Mabon, 17* (380-24-81).

LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3º (271-52-36) : Georgo-V, 8º (562-41-46) : Parnassiens, 14º (320-30-19).

Comment devenir Suisse

en neuf mois (et le rester pendant trente ans au moins)

d'être Suisse. De faire partie d'une communauté qui approuve le secret bancaire, qui refuse la semaine de 40 heures et qui apprécie les entreprises qui gagnent de l'argent. De vivre dans un pays superbe, dont la réputation touristique n'est plus à faire. De pouvoir compter chaque année les grèves sur les doigts d'une

Ah, les Suisses! On les envie et. souvent, on he les aime pas beaucoup. Avez-vous remarqué que les ratés détestent ceux qui réussissent? Qu'ils trouvent toujours de laborieuses justifications pour expliquer le succès des autres, où il est question de destin, de hasard, de chance?

main. De...

Etre Suisse

La vérité est bien plus simple. Etre Suisse, ce n'est pas seulement disposer du célébre passeport rouge à croix blanche. C'est aussi partager quelques qualités et une certaine mentalité, où il est encore question d'effort, de réalisme, d'esprit d'entreprise, de profit... Savez-vous qu'au siècle dernier.

la Suisse était un pays si pauvre que son gouvernement étu-diait des possibilités d'émigration massive vers le Nouveau-Monde? Ne croyez-vous pas qu'il a fallu plus que de la chance pour faire aujourd'hui de la Confédération un des Etats les plus prospères du globe?

pour ses entreprises. Ce que l'on nommerait aujourd'hui des managers de talent, bien for-Des gens qui possédaient ces qualités et cette mentalité suisses. Car, être Suisse, c'est d'abord un esprit.

Devenir Suisse Cet esprit, vous pouvez l'acqué-

rir. Et devenir «Suisse» en neuf mois, Simplement en suivant le

IMPORTANT - Administration de l'Entreprise est un programme de formation polyvalente en gestion d'entreprise, d'une durée de neuf mois à plein temps, donnant accès à un «Diplôme de formation de base en gestion d'entreprise.". L'ECADE est une institution indépendante d'enseignement privé fondée en 1960.

programme Administration de diplôme de l'ECADE. Certes, le diplôme de l'ECADE

n'est pas un passeport officiel. Mais, pour des milliers d'entreprises dans plus de 70 pays du globe, depuis près de vingt-cinq ans, le diplôme de l'ECADE vaut au moins autant. Parce qu'il prouve que vous possèdez ces qualités et cet esprit qui sont les bons (et. souvent, les grands)

Par les temps qui cou-rent, il est bien agréable d'être Suisse.

Par exemple, qu'il a failu des La force du programme Admi-hommes. Des dirigeants de nistration de l'Entreprise de valeur, tant pour le pays que l'ECADE. c'est simplement ceci: vous aider à développer et utiliser pleinement des qualités et une mentalité d'entreprise. mès, durs à la tâche, animés En plus, Administration de d'un farouche esprit de réussite. l'Entreprise est un programme complet de gestion, concret, pratique, réaliste. Où vous vivrez réellement la vie d'entreprise, pour être immédiatement opérationnel une fois votre diplôme en poche.

Saisissez maintenant votre chance d'être admis

Chaque année, l'ECADE accueille 40 stagiaires dans le programme Administration de l'Entreprise. En prouvant votre détermination et votre envie réelle de « devenir Suisse », vous pouvez encore obtenir une place pour la session 1984/1985 (octobre à juin).

Il vous suffit de nous adresser quelques lignes justifiant votre désir d'être admis, accompa-gnées d'une brève présentation de vous-même (vos diplômes pous intéressent, vos motivations nous passionnent). Sachez nous l'Entreprise et en obtenant le convaincre: vous recevrez en retour, sans engagement, un dos-sier d'information et une formule

Adressez vos messages à Mmc F. Henry Direction administrative Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises ECADE Rue du Bugnon 4 CH-1005 Lausanne (Suisse) Tél. (021) 221 511.

seen de lik

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : le Misanthrope. Les autres salles

20 h 30 : les Bonnes.
ATELLER (606-49-24), 21 h, le Neves de Rameau ; 18 h 30 : Dialogue aux enfersentre Machinevel et Montesquieu.

COMMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41) 21 h: Revieus dormir à l'Elysés. Dru HEURES (606-07-48), 20 h 30 : FAs-censeur ; 21 h 30 : Festival Courteline. EDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 :

ELDORADO (208-13-50), 20 h 30 : l'Arié-

21 h: Chacun pour moi.

LUCERNAIRE (544-57-34), L-20 h 15:
Six Heares an plus tard; 22 h 30: Hiroshima, mon amous. IL 18 h 30: h Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara. – Patita salle, 22 h 30 ; Duo

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la

Exercices de style. CEUVRE (874-42-52), 21 h : Comment de-Venir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 1-45 : POTINIÈRE (266-44-16), 20 1-30 : le Roi

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h :

THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Bebas-cadres ; 22 h : Nosa os fait où ou mous dit de faire.

La Cinémathèque CHAILLOT (704-24-24) 13 h. Hommage 2 G. Moriay : les Nuits blanches de Sains-Pétersbourg, de J. Dré-ville ; Aspacts du cinéma japonsis - K. Ki-noshita : 19 h. l'Homme étarnel ; 21 h.

BEAUDOURG (TIL 35-57)

314 57 1-

Les exclusivités A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.a.): Gaumont Halles, 1" (297-48-70): Paramont Odéos, 6" (325-59-83); Gaumont Ambassade, 6" (325-59-83); Gaumont Ambassade, 6" (325-59-83); Nation, 12" (343-04-67); Paramount Odéos, 9" (742-56-31): Nation, 12" (343-04-67); Paramount Galaxie, 13" (380-18-03); Gaumont Galaxie, 13" (380-18-03); Gaumont Sad, 14" (327-84-50); Miramar, 14" (320-89-52); Gaumont Convention, 15" (322-42-27); Paramount Maillot, 17" (758-24-24); Images, 18" (522-47-94); Paramount Montmartre, 18" (606-34-25); Gambetts, 20" (636-10-96).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.a.): Denfert, 14" (321-41-01).

v.o.): Denfert, 14 (321-41-01).
LES ANNÉES DÉCLIC (Fr.): Sindio des Ursahnes, 5 (354-39-19).
LES ARAIGNÉES (AII.): Studio Salm-

Séveria, 5' (354-50-91). LE BAL (Pr.-IL) : Studio de la Harpe, 5' (634-25-52) : Balesc, 8' (561-10-60). LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfart (h. sp.), 14 (321-41-01). 18. 5p., 1st 1541-51-01J.

BOUNTY (A., v.s.): Quintette, \$\(\) (533-79-38): Marignan, \$\((359-92-82): \) George V. \$\((562-41-46): 14-Juillet \) Besugrenelle, 15 (575-79-79). V.f.: Français, \$\((770-33-88): \) Montparnassa

Pathé, 14 (320-12-06). BREAK STREET 84 (A., V.L.) : Rec. 2 (236-83-93).

BUSH MAMA (A., v.o.): Sundio de l'Etolle, 17 (380-42-05).

CANNON BALL B (A., v.o.): UGC Odéon, 6 (325-71-08): UGC Normandie, 8 (359-41-18). V.f.: Rex. 2 (236-83-93): UGC Montparasse, 6 (544-14-27): UGC Bonlevard, 9 (246-66-44): UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59): UGC Golobins, 13 (326-23-44); Mistral, 14 (539-52-43): UGC Comention, 15 (828-20-64); Martal, 16 (551-99-75): Pathé Chichy, 18 (322-46-01).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17 (380-03-11).
CARMEN (Franco-IL): Vendôme, 2: (225-1742-97-52); Monte-Carlo, 8: (225-

09-83).

LA CLE (**) (IL, v.o.): Marbeuf, 8(225-18-45). V.f. UGC Opéra, 2- (26150-32): UGC Bonlevard, 9- (24666-44); UGC Gare de Lyon, 12- (34301-80-LA CONDITION DE L'HOMME (Jap., vo) Olympic Entrepôt, 14º (545-35-38)

CONTRE TOUTE ATTENTE (A. v.o.) : George V. 8* (562-41-46).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Ci-noches, 6' (633-10-82). DENT POUR DENT (A., v.f.): Res. 3* (236-82-93): UGC Montparasse, 6* (544-14-27): UGC Ermitage, 3* (359-15-71): UGC Boulevard, 9* (246-

6644).

LA DÉESSE (Indian, v.o.): Olympic Luxembourg, 6° (633-97-77); Saint-Ambroise, 11° (700-89-16); Olympic Enzrepôt, 14° (545-35-38).

LES DIELIX SONT TOMBÉS SUR LA TÉTE (Bots.-A., v.f.): Impérial Pathi, 2° (742-72-52).

DIVA (Fr.): Rivoil Beaubourg, 4° (272-63-32); Cinoches, 6° (633-10-82).

EMMANUELLE IV (***) Magazzille, 9° (770-72-86).

(770-72-86). ET VOGUE LE NAVIRE (IL., v.o.) : Stu-

dio de la Harpe, 9 (634-25-52).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.a.):
UGC Biarrizz, 9 (723-69-23); Escariai,
13 (707-28-04).
LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.): impérial. 2 (742-72-52); Fiantefeuille, 6 (633-79-38); Marignan. 8 (359-92-82); Parnassiens. 14 (320-30-19).

FOOTLOOSE (A., v.o.): UGC Marbauf, 8: (235-18-45). FOOTLOOSE XONE (A., v.o.): Studio Galande (h. sp.), 5: (354-72-71). PORT SAGANNE (Fr.): Olympic Luxembourg. 6' (633-97-77): Publicia Champs-Elysées. 8' (720-76-23); Français, 9' (770-33-88); Bienvenile Montparnasse, 15' (544-25-02).

parussie, 15* (544-25-02).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.1: Paramount Marivaux, 2* (296-80-40): Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Paramount City Triomphe, 3* (562-45-76): Paramount Montparnassa, 14* (329-00-70) PRAULEIN S.S. (It., v.f.) (**): Paramount Marivaux, 2* (296-80-40); Paramount Montparnasse, 14* (329-90-10). mount Montparnasse, 14 (329-90-10).
L-ROMME A FEMMES (A., v.o.): Forum, 1st (297-53-74); Paramount Odéon, 6st (325-59-83): Paramount Mercury, 8st (562-75-90): 14 Juillet Bastille, 11st (357-90-81); 14 Juillet Bastille, 11st (357-90-81); 14 Juillet Bastille, 11st (357-90-81); Paramount Galaxie, 13st (580-13-03); Paramount Montparnasse, 14st (229-90-10); Murzt, 16st (651-99-75); Paramount Maillot, 17st (758-24-24).

H. ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.): Gaumont Halles, 1st (297-

(A. v.o.): Gammont Halles, 1= (297-49-70); UGC Odéon, 6= (325-71-98); UGC Normandie, 8= (359-41-18). V.f.: Berlitz, 2= (742-60-33); Miramar, 14= (320-89-52); Gammont Sud, 14= (327-

LADY LIBERTINE (A. v.f.) (*): Arcades, 2: (233-54-58); Publicas Matignon, 8: (359-31-97); Paris Ciné, 10: (770-21-71). (770-21-71) LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Saint-Germain Studio, 5: (633-63-20) : Elysèus Lincola, 8: (359-36-14). LOCAL HERO (Brit. vo.): 14-Juillet Parnasse, 6* (326-58-00); Saint-Ambroise, 11* (700-89-161).

LOOKER (A., v.o.) : Balzac, & (561-

LES FILMS NOUVEAUX

LES BRANCHÉS DU BAHUT, film LES BRANCHÉS DU BAHUT, film américain de Robert Butler; v.o.: Paramount Odéon, ér (325-59-83); Paramount City Triomphe, 8º (562-45-76); v.f.: Paramount Marivanz, 2º (296-80-40); Paramount Opéra, 9º (742-56-31); Paramount Bestille, 12º (343-79-17); Paramount Galaxie, 13º (580-18-03): Paramount Moniparasse, 14º (329-90-10): Paramount Orléans, 14º (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15º (579-33-00); Paramount Moniparatre, 18º (606-34-25).

tra, 18' (606-34-25).

LE CHEVALIGE DU MONDE PERDU (*), film américain de Devid Worth; v.o.: Ceamont Ambersede, 8' (359-36-14); v.f.: Gaumont Berlitz, 2' (742-60-33); Cluny Palace, 5' (334-07-76); Lamière, 9' (246-49-07); Maxéville, 9' (770-72-86); Miramer, 14' (320-89-52); Mistral, 14' (539-52-83); Gaumont Convention, 15' (828-42-27); Gaumont Gambetta, 20' (636-10-96).

LES EXTERMINATEURS DE

mont Gambetta, 29 (636-10-96).
LS EXTERMINATEURS DE L'AN 3000, film italien de Jules Harrison; v.a.: George V. 9 (562-41-46); v.f.: Mazéville, 9: (770-72-96): Paramount Bastille, 12: (343-79-17): Fauvette, 13: (333-56-86): Convention Saint-Charlet, 15: (579-33-00); Paramount Montmartre, 18: (606-34-25); images, 18: (522-47-94).

18 (522-47-94).

HERCULE, film américain de Lewis Coates; v.a.: UGC Danton, 6 (329-42-62): UGC Normandie, 8 (359-41-18); v.f.: Forum Oriem Express, 1 (233-42-26): Rax, 2 (236-83-93); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59): UGC Gobelins, 13 (336-23-44): Paramount Montpartasse, 14 (329-90-10); Paramount Oriems, 14 (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17 (758-24-24): Images, 16 (522-47-94); Secrétan, 19 (241-77-99).

NFW-YORR 2 HEURES DU MA-NEW-YORR 2 HEURES DU MA-TIN (*), film américain de Abel Ferrara; v.o.: Gaumont Colisée, 8 (359-29-46); v.f.: Gaumont Halles, 1* (297-49-70); Berlitz, 2* (742-60-33); Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41); Fanwette, 13 (331-56-86); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparnos, 14 (327-52-37); Mistral, 14 (539-52-43);

Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Images, 18 (522-47-94); Gaumont Gambetta, 20 (636-XTRO (*) ; film américain de Harry CTRO (*); film américain de Harry Bromley Davenport; v.a.: Forum Orient Express. 1* (233-42-26); Saint-Germsin Huchette, 5* (633-63-20); Gaumont Ambassade, 8* (359-19-08); v.f.: Gaumont Riche-lieu, 2* (233-56-70); Bretagne, 6* (222-57-97); La Bassille, 11* (307-54-40); Athéna, 12* (343-07-48); Convention Saim-Charles, 15* (579-33-00).

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 24 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Les Mardis de l'information : la m biochimique. Magazine de la rédaction de TF1.

biochimique.

Magazine de la rédaction de TF1.

Actuellement, aux Etats-Uals et en Union soviétique, s'effectuent entre deux accusations réciproques des programmes de fabrication intensive et de modernisation des armes chimiques. Le reportage de Julien Galeoni, Jacques Kaprielan et Ricardo Fraile montrait les menaces qui existatent déjà en 1983. Une rediffusion.

21 h 30 Série documentaire: Dialogue avec le sacré. Réal. St. Kurc. Le société des masques.

Les peuples Baoulé constituent la plus importante ethnie aka de la Côte-d'Ivoire. La statuaire baoulé fait partie des chefs-d'œuvre de l'an-delà qui préside à la relation du monde en de l'an-delà qui préside à la relation de la femme et de l'homme (les Baoulés considèrent que chaque homme et chaque femme sur terre possèda un amant de sexe opposé dans l'an-delà qui et droit de priorité rus l'époux).

22 h 00 Journal.

23 h 15 Cinéma: le Chef d'orchestre.

Film polonais d'A. Wajda (1979), avec J. Giolgud, K. Janda, A. Seweryn. T. Czechowski, J. Fryzlowicz, J. Cajos (v.o. sous-titrés).

Un vieux chef d'orchestre de renommée mondiale revient, après cinquante aus d'absence, dans se ville natale de Pologne. Il doit diriger une formation locale dont le jeune chef prend ombrage de ses méthodes, et de son amitié pour sa femme. Drame psychologique travverse par le romantisme du monde musical. Choc des caractères, des sentiments, des problèmes individuels, luinéraire invérieur d'un vieul homme (John Gielgud, dans une composition superbe) se posant, soudain, des questions sur la vie, la gloire, le mort.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

DEUXIEME GHAINE: A Z

20 h 35 Ginéma: les Tricheure.
Film français de Marcel Carné (1958), avec P. Petit,
A. Parisy, J. Charrier, L. Terzieff, R. Lesaffre,
D. Saval, A. Mathis, J.-P. Belmondo (N. Rediffusion).
Un étudiant est entreiné, par un bohème de SaintGermain-des-Prés, dans un monde de jeunes gene
vivant avec un cynisme qu'ils croient être la liberté. Il
s'éprend d'une fille en rupture de famille. Cette étude
de mœurs où Carné reprend des thèmes qui hit sont
chers, tel l'amour se heuriant au destin social, fut
considérée comme la chronique d'une génération (jazz,
surboums, coucheries), non sons quelque scandale. On
y remarque des débutants, dont curains devinrent des
vedetles.

22 h 35 Documentaire : les Artistes d ains. Viallat peintre. Réal. P.-A Boutang et Chef de file de oute génération de pointres abstraits

qui a commune à se manifester à la fin des années 60 autour du mouvement support-surfaces — dont l'exis-tence fut brève, — mois qui morque par se réflexion collective sur les matérieses constitutfs de la peinture : ses supports, ses outils, ses couleurs et ses pigi

23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 La Dernière Séence.

h 35 La Dornière Séance.

Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'ani. Actualités Gaumont (1952): Tex Avery; présentation du film par Gérard Lauvin; à 22 h 30 Tex Avery; réclames de l'époque; attraction et présentation du deuxième film.

b 50 Premier film: heunhoé
Film américain de Richard Thorpe (1952), avec R. Taylor, E. Taylor, J. Fontaine, G. Sanders, E. Williams, R. Dougles, F. Currie.

Un chevaller sazon lutte contre le prince Jean, unsepateur, en Angleterre, du trôns de son frère, Richard Caur de Llon, retenu prisonnier en Autriche. Adaptation d'un roman de Walter Scott, rappelant per certains côtés les aventures de Robin des Bois. Film d'aventures, exaltant par son panache, son rythme, ses images et l'interprésation de ses stars.

h 55 Journal.

h 15 Deuxième film : l'Homme au fusil

h 15 Deuxières film: l'Homme au fuell
Film américain de Richard Wilson (1955), avec
Film américain de Richard Wilson (1955), avec
R. Mitchum, J. Sterling, J. Burry, K. Sharp, H. Hull
(v.o. sons-titrée N.).
Un homme, qui s'est fait redressaur de sorts, retrouve
sa femme, jadis abandonnée, patronne de soloon, dans
une bourgade terrorisée par un fermier et un bande. Il
entreprend de rétablir l'ordre. Curieux western psychologique où un conflit insividuel s'entrelace à une action
violance. Une remué.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues: Les origines de la vie, avec Antoins Danchin et Philippe Marlière.
21 h 45 Lectures: Francis Jammes.
21 h 58 Mosigne: Les tournois de royesme de la musique (avec F. Dalle Valle).
22 h 36 Natio magnétiques: Palerme entre parenthèses; le

FRANCE-MUSIQUE

20 h 00 Mesiques à danser : couvres de Comperia, Gottshalk, de Faila, Vives-Chiloca, Chapn-Luna.
 21 h 30 Concert (en direct du thélère de l'Archevêché) : le Barbier de Séville, de Rossini, par le Nouvel Orchestre philhamponique et les chœurs du Festival d'Aix, dir. G.L. Gelmetti, soi. L. Valentini-Terrani, R. Gambill, U. Bartin.

Mercredi 25 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 17 h 30 TF1 Vision plus. 11 h 55 Quarante ans déjà. 12 h 00 Bonjour, bon appétit. 12 h 30 Cocktail maison.
- 13 h 35 Sárie : La Conquête de l'Ouest. 15 h 40 Monte Carlo Show.
- 18 h 30 Croque-vacances.
 18 h 00 Dessin animé: Woody Woodpecker. 18 h 06 Votre auto a cent ans. 18 h 20 La merveilleuse histoire des Jaux olym
- piques Les Jeux terribles, Ceux de Berlin en 1936. C'est le temps des nazis, le temps du colossal, à commencer per
- le siade que Hiller fait édifier...

 19 h 15 Emissions régionales.

 19 h 40 Ces chers disperus : Farnandel.

 19 h 53 Tirage du Tec-o-tao.
- 20 h Journal
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- 20 h 35 Série: Dinline.
 21 h 25 Nuit d'été de l'INA. Vidéo fleshe
 De M. Jassreson et P. Bousquet
 Ces espaces intermédiaires où petits tableaux vidéohumoristiques ou poétiques accompagnent cette longue
- 21 h 30 Brefs, de H. Herre.
 Une collection de rujets insolites
- Une collection de sujets insouries.

 21 h 45 Oublie les dix ans qui viennent
 de Vincent Blanchet. Avec E. Blanchet, P. Khayati.
 Une petite fille de quatre ans est confiée par sa mère,
 qui part travailler en Afrique, à son amie Juju. Rythmé
 par une musique rock, ce film de fiction utilise les techniques du tournage en direct.

 22 h 16 Continne de Boh Wileret.
- 23 h 15 Stations de Bob Wilson. Suite du feuilleton vidéo imaginé et réalisé par le mes-teur en scène américain. A ne pas manques.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h 00 Journal.
 12 h 10 Série : Les Globe-trotters.
 12 h 30 Chef-d'œuvre du muet
 Le Tueur larmoyant, de H. Edwards (1925).
 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série: Des agents très spécieux.
 14 h 25 Aujourd'hui, la vie.
 Le métier de détective privé, hommes et femmes.
- 16 h 25 Sports été. Golf (en différé de Saist-Andrews pour l'Open de
- 18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 19 h 40 Le thélitre de Bouvard.
 20 h 00 Journal.
 20 h 35 Téléfilm: Le Rangon.
 De J.-P. Jaubert, réal. Y. Batler, avec Ketia Rupe,
 Patrick Norbert, Jean-Pierre Malo...
 Un jeune loubard, à la recherche d'un « gros conq »,
 séquestre une jeune femme handicapée et richissime.
 Dans le huis clos d'un affrontemens sons concession, la
 conscience d'une même détresse va rapprochar ces deux
 ètres que tout oppose pour tout. Un sujet scabreux traité
 sans complaisance. Un téléfilm inégal qui a le mêrite de
 ne pas tomber dans la simplification. On regrettera
 cependant des dialogues un peu stéréotypés dans le pramière partie et le jeu mal assuré de Katia Rupe.
 22 h 10 Séria: Cent ans d'automobile.
- mière partie et le jeu mai assuré de Katia Rupe.

 2 h 10 Série : Cent ans d'automobile.

 Du teuf-teuf au turbo. N° 3 : de la manivelle à l'électronique. Série proposée par J. Bardin, D. Dubarry et
 F. Maze, réal par P. Dhostel, J. Equer, F. Maze.

 Une série qui montre les grandes étapes de l'automobile,
 de cette satanée manivelle qui cassait les poignets à
 l'électronique qui s'insimue discrétement. Les grands
 inventeurs, les industriels, une épopée un peu vite montrée mais très agréable à regarder en vocances.

 2 h 40 Seart : catech à daux à Sannois.
- 22 h 40 Sport : catch à deux, à Sannois. l^a combat : Mambo le primitif contre Patrick Lopez ; ² combat : Marquis Edouard Fumolo de la Rossigno-lette contre Gérald Malpard.
- 23 h 05 Journal. 23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

- 19 h 03 Jeu littéraire : les mots en tête.
- 19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Les Européades.
- 6 000 participants pour un rassemblement de la culture populaire : chanteurs sardes, Suédoises violonistes.

19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

20 h 05 Lesjeux.

20 h 05 Les joux.

20 h 35 US Festival 83: Hard rock.

C'était à San-Bernardino (Californie) devenu pundant quare jours la capitale de la musique avec le deuxième «US Festival» 1983. Crié par le précurseur de l'ordinateur familial et l'un des jondateurs de «Apple Computers»: Stephen Woznials. On n'a pas lésimé sur les moyens: soème immense, écran géant, sono de 400000 watts et système d'arrosage pour rafratchir les apectateurs l'inxs, Stray Cats, Van Hallen, Pretenders... Plus ou moins «hard » le rock de ces groupes qui se suo-oèdent sous le feu des projecteurs evec une mise en soène hyper-soignée. Si cet événement n'est pas encore aussi populaire que l'a été le Festival de Woodstock, il est en passe de le devenir. Une liaison pur satellite a permis an public moscovite de suivre ce concert de Sanpublic moscovite de suivre ce concert de San Bernardino. Au public français d'un jugar aujourd'hui. 21 h 35 Journal.

21 h 55 Cinéma: l'invitation au voyage. Pim français de P. Del Moste (1982), avec L. Maiet, A. Clément, M. Adorf, N. Scott, R. Bussières,

R. Renucci.
Un jeune komme, épris de se seur jumelle, chammun de rock, qui vient de mourir, emporte le cadavre de celle-ci dans l'étul de su contrebasse et part en volture pour un voyage qu'ils voulaient faire ensemble. Errance poétique et morbide, personanges étranges surgis sur la route, transfert progressif de personnalité. Splendides images créant une atmospère sami-fantastique. Laurent Malet R. Renucci.

créant une amospère semi-fantastique. Laurent Malei dem se role étomant. 23 h 25 Préludo à la milt. Quatre milodies de Don Quichotte, de J. Ibert, inter-pritées par Roger Soyer.

FRANCE-CULTURE 7.00 Réveils en d'antres lieux.

- 7.90 Réveits en d'autres Heux.

 8.00 Les chemins de la commissance : Foètes dans la Résistance ; Écologie profonde.

 8.50 Échec au hasard.

 9.05 Recherches et pensie contemporaines : Les problèmes de la science et sa représentation culturelle.

 10.30 Le livre, ouverture sur la vie : « Chapeaux aminantes de Michel Cosem et « la Danse du Coucou» d'Alden
- Musique: Opéra et politique (l'Echarpe rouge) [et à

- 16 h 3].

 12.05 Agora.

 12.45 Panorama.

 13.36 Instantani, magazine musical.

 14.36 Dramatique : «la Chambre du Sud-Ouest», de M.-E. Wilking : adapt. E. Loria. Avec L. Delamare, C. Gensac, M. Barbuide.

 15.30 En remontant le Saine-Laurent : la possie québécoise d'aujourd'hui.

 18.01 Le oi de boustes.

 18.19 L'école des parents et des éducateurs : l'enfant et les mystères de la vie.
- mysters de la vie.

 18.30 Bonnes nouvelles, beus combiliens: «la Tombe sans fond» et «l'Eprenve da Seu», d'Ambrose Pierce, les par Danièle Lebrus.

 19.25 Jeur à l'ancienne.
- res scientifiques : sociologic de la co<u>cessi</u>o
- 20.00 Les enjeux internationator. 20.30 Musique : Opéra et politique. 22.30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 2.09 Les mits de France-Winnique.
 7.10 Actualité du disque compact.
 9.65 Méditerranées : musique populaires, musique
- Savante.
 12.00 Concert (en direct de cloître Saint-Sauveur): œuvres de Gounod, Schubert, Brahms, Pouleuc, Debunsy, Chostakovitch, par M. Etcheverry, mezzo-soprano, M. Quillevéré, sénor, M.-C. Arbantuz, piano.
 13.05 Le jazz an Sud.
 14.00 Conréer du sud : Flaubert; œuvres de Webera, Brahms, Debunsy, Liszt, Berg, Buch, Mozart, Durilloux, Dufonze.
- 17.00 L'Impréva.
 18.00 Une préva.
 18.00 Une seure avec... l'Enscatble Ramonn (en direct du Cloître Saint-Sauveur) : œuvres de Bach.
 28.00 Musiques à danser : œuvres de Bartok, Debussy.
- 21.25 Concert (en direct du théfitre de l'Archeviché) : Sérénade nº 6 en ré majeur. Concerto pour plano et orchestre nº 20 en ré mineur. Symphonic nº 41 en ut majeur de Mozart par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. J.E. Gardiner, sol. M.J. Pires, piano.

 23.30 Les soirées de France-Mosique : Jazz club (en direct du Hot Beuss).

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 24-07-84 A Q h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET À 0 HEURE (GMT).

PRÉVISIONS POUR LE 25_0784DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 24 juillet à 0 hour le mercredi 25 juillet à 24 houres.

La perturbation orageuse poussée par des vents de sud-ouest qui a traversé une grande partie de la France au cours de la mait de lundi à mardi subsistem encore mercredi sur nos régions du Nord et de l'Est.

Moncredi annia, du nord de la Soine aux Voages, au Jara et aux Alpes, le temps sera lourd avec des averses ora-gemes. Cene menace oragemes va décli-aer au cours de la matinée avec retour d'éclaireies à la mi-jourade. Au cours de l'après-midi et en soirée, des foyers ora-genz se développeront de nouveau sur le relief des Voages du Jura et des Alpes. relief des Vosges, du Jura et des Alpes. Sur les régions méditerranéennes, l lera bess malgré quelques passage

paragoni.

Partout affloura, il fera gris et lumide en début de journée. Assez rapidement, ces formations de muages bas vont se disloquer et le tamps deviendra ensoleillé.

Dans l'ensemble, les températures nocturnes seront clémentes, de 15 à 20 degrés. Les températures maximales seront voisines de 20 à 22 degrés près de

la Manche, 23 à 25 degrés sur l'Ouest et le Nord, 25 à 28 degrée ailleurs. La pression atmosphérique réduite au sivesu de la mer était à Paris, le 24 juil-let à 8 heures, de 1018,6 millibars, soit. 764 millimètres de mercurs.

764 infilimetres de meteure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juillet; le second le minimum de la mil du 23 au 24 juillet) : Ajaccie, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 35 et 19; Bordeaux, 34 et 19; Bourges, 33 et 18; Brest, 29 et 16; Caen, 31 et 18; Cherbourg, 27 et 14; Clermont-Ferrand, 35 et 18; Dijon, 30 et 15;

Granobie-St-M.-H., 36 et 19; Granobie Granobie-St-M.-H., 36 et 19; Granobie-St-Geoira, 35 et 18; Lille, 26 et 11; Lyon, 35 et 17; Marseille-Marignana, 30 et 21; Nancy, 25 et 12; Nantes, 33 et 19; Nico-Côte d'Azar, 26 et 22; Paris-Montsouris, 29 et 18; Paris-Orly, 28 et 16; Pan, 36 et 18; Perpignan, 28 et 20; Rennas, 32 et 17; Strasbourg, 24 et 11; Tours, 33 et 17; Toulonne, 37 et 19; Paristal-Pirts, 30 et 25

INFORMATIONS «SERVICES»

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21; Amsterdam, 20 et 8; Athènes, 32 et 21; Berlin, 18 et 11; Bonn, 22 et 9; Brenelles, 23 et 12; lies

Canaries, 32 et 25; Copenhague, 20 et 10; Dalour, 30 et 25; Djerba, 32 et 19; Genève, 35 et 16; Istanbul, 28 et 18; Jérusalem, 28 et 17; Lisbonne, 28 et 17; Londres, 27 et 13; Luxembourg, 23 et 13; Madrid, 40 et 19; Moscon, 21 et 12; New 24; 20 et 24; 25; 20 et 25; 20 et 26; Nairobi, 22 et 13; New-York, 30 et 24; Palma-do-Majorque, 30 et 17; Rio-do-Janeiro, 21 et 18; Rome, 29 et 20; Stockholm, 17 et 11; Tossur, 41 et 26; Tunis, 37 et 19.

· (Document stable avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE ASSOCIATIVE

EN BREF

POUR NE PAS PERDRE LE NORD. - L'Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADNSEA) propose un guide des initiatives et des ressources du Nord-Pas-de-Calais recensant des expériences variées effectuées dans divers domaines : vie culturelie, tourisme, loisirs, hébergement et entraide, enfance, enseignement, personnes âgées. handicapés, travail et emploi, intice, santé, vie collective et environnement, énergies et technologies nouvelles. Ce guide donne en outre l'adresse des mili-

* ADNSEA, 27, rue Faidherbe 59800 Lille, Tél. : (20) 66-60-11. 430 pages, 85 F.

LE RÉPERTOIRE DES ENSEI-GNANTS ET CHERCHEURS AFRICAINS. - L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) publie un répertoire des enseignents et chercheurs afri-cains AUPELF 1984. Neuf cents enseignants et chercheurs des uniés membres de l'AUPELF y sont présentés, dans toutes les disciplines. Pour checun sont mentionnés divers renseignements d'état civil, les diplômes et enseignements assurés et les recherches en cours. La mise à jour armuelle est prévue.

* Bureau européea de PAUPELF, 192, boulevard Salut-Germain, 75087 Paris. Tél. : 222-Germain, 15001 F., 96-38. Prix: 100 F.

LA FUMÉE VOUS DÉRANGE-T-ELLE? - Le Ligue contre le fumée du tabac en public (LCFTP) est une association de défense, protection et entraide de noniumeurs enfumés qui n'acceptent pas d'être contraints à demourer des fumeurs passifs. Elle n'admet pae que ele tiers fumeur de la population se considère partout en pays conquis et impose sa fumée sux deux autres tiers ». Pourquoi, estime-t-elle, les non-fumeurs devraient-ils assumer, par solidarité, au même titre que les furneurs, le coût de la réparation et de la survie des malades tabagiques?

* LCFTP, 14, me de Paris-Bai-

Les ressources de Buëch

Souvent agitée et rerement concrétisée, l'idée d'un Centre de ressources multiservices est devenue réalité sur un terrain où l'on ne l'attendait peut-âtre pas : à Veynes (Hautes-Alpes, trois mille deux cents habitants). Le Centre de respources de la vallée du Buēch fonctionne depuis juin 1983 et le bilan de la première année est plus que prometteur.

Sur le plan administratif, le Centre de ressources est une sesociation loi 1901, fondé par des représentants des collection locales et des associations du Buēch (MJC, radios locales, troupes thélitrales, comitée des fêtes, associations familiales, sportives, etc.), soit à ce jour plus d'une centaine d'adhérents. Le Centre de ressources dispose de locaux indépendents dans la commune de Veynes, de deux animateurs permanents, et à fonctionne outre ses ressources propres, grãos aux subventions de l'Etat, de la région et de la COMMITTURE.

Dans la pratique, le Centre de

ressources a pour objectif de

fournir à ses adhérents une gamme de services qui décassent en principe leurs moyens individuels, comme l'explique M. Daniel Chevallier, député, maire de Veynes, et président du Centre de ressources, « Cet équipernent est né d'un double constat : d'abord la carence grave de notre valide en équipements nécessaires eux manifestations culturelles; ensuite le peu de moyens personnalisés pour cale ». Ainsi, la centre dispose d'un important parc de matériels en sonorisation, éclairages, vidéo et cinéma, matériels d'expositions ou de spectacles, etc, qu'il prête à ses achérents à des tarés très aventageux. Ce dispositif est complété par un atelier d'entretien géré par un technicien de maintenance et un essistant en techniques audiovisualles.

Puis, fidèle à sa vocation multiservices, le centre propose un système dit « d'appuis techniques» ; les associations peuvent y faire dectylographier et reprographier leurs documents, se faire conseiller dans l'établisse ment d'un doseier de subvention, ciens pour l'organisation de manifestations de loisirs ou culturelies. Per la mise en commun des movens, le Centre de res-COURCES SET DOOR SHE DECORDENIES une arme de choc dans la «baengagée dans les pays du Builch.

Sans assurances

C'est sussi dans cette pers-pective qu'est réalisée la « Télé-Gazette », una expérience unique en son genre dans la réseau associatif : la «Télé-Gazette» est un magazina vidéo mensual de vingt minutes, véritable journal télévisé local d'informations et de services qui traite ses sujets avec un souci de qualité dans la réelisation et la sélection des sujets, même si les moyens mis en COUVER SONT INDOCUTURE.

Une fois réalisée et montée, la ∢ Télé-Gazette > est diffusés dans toutes les communes de la vellée qui disposent des équipe-ments nécessaires à une séance de projection publique. Tout va donc pour le mieux, at

l'on serait tenté de quitter les habitants du Buëch en leur souhaitant bonne continuation. L'avenir inquiète pourtant les acteurs de catte initiative originale et courageuse : jusqu'ici, le Centre de rassources vit de subventions attribuées au coup par coup et aucune assurance n'a pu être donnée sur la survis de centre à moyen terme, «L'Etat a souhaité encourager la mise en place de nouveaux services publics créateurs d'emplois et moteurs de la vie locale, sociale et culturelle », explique l'un des auteurs du projet. « ici, nous n'en sommes pas restés aux grands discours et nous avons pris le risque de concrétiser ce souhait. Nous ettendons maintenant que les parteneires publics (Etat, région, départements) s'engagent conventionnellement à donner les moyens financiers que l'autofinancement ne pourre apporter. » De quoi, en somme, assurer le moral des troupes. FRANÇOIS ROLLIN

* Centre de ressources, 05400 Veynes, tel.: (92) 57.24,92.

hiver pour silhound ESPERANT OF STREET Street July Shaffall de The said and the said of the s Carlo and the contract of the Parte Pt 10 201 84 the second second AND A SECTION AND

NO JOURS EN HAUTE

Service Services איני איני איני איני איני פין State of a correct out ion of B STATE OF THE PARTY A TO THE PARTY OF חטרייר בטעד וא האם STATE OF THE STATE OF 1 X58 3 ... Ou 40 54 STATE OF THE STATE OF gan't are en tweet

Mile That I have an inches the A Trial Ton or the A STATES TO NUMBER & The same is a second of the latter of the la The same of the sa SECTION 1 PROPERTY. The state of the s Sec. 25 per et Etterne 100 milber 67. gias Sangres david Life Marie to the training BELLEVICE TO THE PARTY THE POWER OF THE PARTY PARTY. stander the section to bear Santation and the basel gagether and and the Said granted to the first of STATE OF STATE OF STATE A STATE OF THE PARTY OF THE PAR STREET, SAL PROPERTY.

auther de granett feuten S. M. Albander man and the same the best HOLDERS AND AND STORE OF 22 Bis Carton Standard (1975年) かったい かいながら 中華 22 86 2000 cm | 1 1000 cm 2 200 A 1 127 F. FT JAMA CLUSTON TO THE WELL passed at the first three the 9 534 C 197 militar of the Charlet TENNESS OF PLANS PROPER general of a St. (B) TRUE TALLET the surface of a female of m and a street at the state of

agen gree dialeter 🚊 🐞 Alle St. Santon B. S. Santon RESCHOOLS HIS N. BARTAN SEN VISITES W179 N. 18 1 7 2

22 TO 1 11 141 WE'TS #

are an august a rathern and

(温水中水)、油、香味毒

TOTAL STORY OF THE PARTY OF

製造 turn 1991 **mit** 2 4×4 Address M. Serves The fee was proposed freedom. THE HALL STATE OF STATES Mile Companies | 4 a 50; 14 Destaur Branche ... 1879

Harmen er Martine.

-176

el de

JOU

DAY DO

derin für

Nije de je

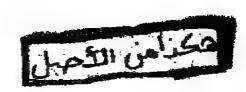
-

e to

13.16

an burn Paul Contrain Strings. Ritt PalaiseRieglie. 31 rue de Richalian Vol ie au 415 Pouris

تهكترو IN ANS Pacier . glace. ويجيرة J & 3 ** تا الد^{ارة} e e comp AFTE. E 3.5 C ip.p R. D. 131 CB 11.95



-MODE~

CINQ JOURS EN HAUTE COUTURE

Un hiver pour silhouettes étirées

Erick Mortensen, chez Pierre Balmain, présente une silhouette de « femme-insecte » aux ailes es, profilée à l'extrême et plutôt destinés aux photos de prestige qu'à la vie quotidienne. Une exception, de chermants ensembles, « Perrette et le pot au lait » : veste courte et cotillon simple rayés à la verticale, souliers plats, jambes gainées de noir. Quelques drapés moulent le corps, des seins à la pointe des hanches, de cuir d'autruche, drap

ou soie. Le tambourin se couvre

à l'orientale, même pour la ma-

Pierre Cardin reste fidèle aux lignes épurées, en longs man-teaux aux manches plées, en drap ou pelisses, ainsi qu'en pa-letors à col géant de fourrure sur jupes droites fendues dans le dos. Des « queues-de-pie » se retrouvent pour le jour en tweed soir en ravissantes soies vives à décolletés plongeants, nouées à la taille un saphir, émeraude, jonquille ou rubis. D'amusants cabas pailletés argent ressortent permi les accessoires, ainsi que des baudriers de perles grosses comme des minebellas.

Jean-Louis Scherrer, dans une collection « nuit du sérail », re-De grandes houppelandes et des capes couvrant de beaux tailleurs en tissus contrariés que réchaufsie, teinte naturelle, moëlleux à souhait. Du noir et blanc, rouge vineux, violet et de la flanelle grise composent des ensemble de jour coiffés de grande feutres noirs mi-western, miromantiques. Les tenues de bal vénitien coupent le souffie par la pureté de leurs drapés asymétriques ou réguliers, en ensembles à saroual, en lamé or imprimé cachemire, à tiere et masque en face à main, au corsage perté ou brodé pur une sultane de rêve. Le tout est magnifique.

Marc Bohan chez Christian Dior ne résout pas le hiatus entre la « femma-objet » et les contraintes du quotidien. Certes, il fait de superbes manteaux at paletots, joue d'une palette riche à base de roses, rouges, verts et bleus vifs, en superposition avec le noir. Les vêtements de dessus sont confortablement surtaillés, fermés d'un gros bouton à la taille. Mais ils s'ouvrent sur des robes et des ensembles si serrés

qu'on peut à peine monter dans sa Rolls sans marchepied... Les robes du soir très décolletées à manches longues, froncées dans le dos, alternent avec des tuniques découvrant largement le

Christian Lacroix chez Jean Patou a choisi une palette de couleurs estivales en laine moéileuse. De charmantes superpositions marient le carmin, le vermition at le velours vineux en chasubles, en drapés et bouts de jupes fendues au mollet.

Les modèles du soir perme tant des entrées remarquées, comme ce super imperméable d'Opèra de taffetas mordoré, à nœud géant de velours noir sur une robe-maillot de satin asymétrique omée de plumes d'autruche. La mariée, grand siècle, reprend la tradition du rouge en

MATHALIE MONT-SERVAN.



JEAN-LOUIS SCHERRER: losgue houppelande en quadrillé tacel-leux, tabac et noir, sur une veste à dessin plus petit et robe imprimé de sole cachemire, ornée d'une

«L'hôtel de Camondo», 15 heures

63, rue de Monceau (Anne Ferrand).

Y. Jasiet).

Les impressionnistes», 15 beures, entrée du Musée du Jeu de paume (P.

«Le siège du comité central de Parti

communiste », 15 heures, métro Colonel-Fabien (Me Lasnier).

Le quartier de l'Horloge», 15 heures, 2, rue du Renard (Paris sutrefois).

-La Butte aux Cailles», 15 het place Paul-Verlaine (Paris et son his-

Histoire d'Amour par kon

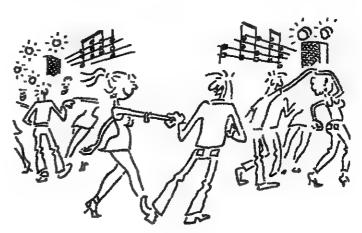
Résumé. - Désormais seul, abandonné, notre mélaient aux fictions pour aboutir hélas tou-jours à cette soirée qui l'avait vue quitter sa

S'AURAIS VOULU QU'ELLE M'AIME "POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE "

ELLE AUAIT AIHE LE GRATIN DE LANGOUSTÍNES ..

LES CÔTELETTES AUX PETITS

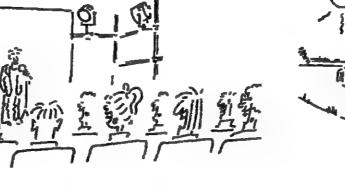




LE PLATEAU DE FROMAGES

LES PROFITEROLLES





MOTS CROISÉS

rendu célèbre un

fumeur de pipe.

La couronne lui

est présérable. -V. Du côté de

comme un cham-

ner la tête. Il a

fait un tube bien avant la nais-

sance du show-

business.

VII. Donna l'oc-

casion de faire le

pont, Leurs petits sont tout à fait à

la porte sans hesiter. Ne part pas toujours quand il est chargé. — XIV. Offre la possibilité de mettre

quelqu'un en boite. En fin de soirée. À de bounes raisons de se plaindre.



LE CHAMPAGNE

ELLE EST PARTIE AU HOMENT DE LA VAISSELLE.





(A suivre.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 JUILLET

«Saint-Paul», 15 heures, 199, ruc Saint-Antoine, M™ Saint-Girons. -Paris au Siècle des Lumières : le Panthéon . 15 heures, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

·Les salons de l'Hôtel de Ville-. 14 h 15, mêtro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (Arts et curiosités de Paris). • Fondation Le Corbusier • , 14 h 50, 10, square du Docteur-Blanche (L'art pour tous).

· Hôtels et curiosités du Marais. 14 à 30, mètro Saint-Paul (Connais sance d'ici et d'aillieurs). - Autour du Palais-Royal », 15 heures, I, rue de Richelieu

JOURNAL OFFICIEL-

Sont publiés au Journal officiel des lundi 23 et mardi 24 juillet :

DES DECRETS

· Modifiant le livre des procé-

 Relatif aux actes profession-nels et à l'exercice de la profession d'infirmier.

 Modifiant le décret du 23 septembre 1959 portant statut de la Régie autonome des transports pari-

• Portant publication de l'amer dement à la convention du 9 avril 1965 visant à faciliter le trafic maritime international, adopté à Londres le 19 novembre 1973.

· Modifiant certaines dispositions du code da service national.

· Modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux conseils départementaux

Relatif au prêt conventionné pour les travaux d'agrandissement de logements existants.

Empêchent de claquer des dents. - III. Ce n'est pas là que ça tape le plus. Pronom. A laissé le ventre plat. Pronom. - IV. Laisse Emilie de côté... Ont Dieppe. Il pousse 111 pignon. Perdue à la fin. - VI. Une bise lui fait tour-XIII

I. Ils aiment bien avoir le dernier mot. - II. Tache verte sur fond ocre.

PROBLÈME Nº 3760

HORIZONTALEMENT

la hauteur. -VIII. Un quartier d'Arles. Fait des taches. Oncle barbu. - IX. En force plus d'un à aller au seu. Désie - XV. Toutes les lames se brisent à le temps. Note. - X. Long temps. Recoivent fréquemment des coups Recovert trequemment hes coups de canne. Au Mexique, au Nicaragua et même en Espagne. — XI. Ce qui peut arriver quand on s'attache trop à une fillette. Au nord de Dijon. On n'hésite pas à s'y remplir les poches. — XII. Fait toujours surface. Ils voient tout en noir. — XIII. Mis à

leur contact. Certaines connaissent

VERTICALEMENT

1. Là, on peut vous attendre 2u tournant. Une inconnue pour Pierre Terrail. - 2. Où l'on pose de nombreux lapins. Il vit de ses exploits. -3. Puissance. Avait une brillante re-nommée. Le père d'un personnage à facettes. — 4. Chef de file en quelque sorte. Ralentissent le rythme cardiaque. - 5. C'est une partie de

plaisir. Une tornade blanche. -6. Reçoit de nombreuses visites. Note. Portée par une déesse. 7. Un endroit tout à fait charmant, Attire les souris... ou les fait fuir ! -8. Grecque. Habituelle. Pas de quoi en faire tout un plat. - 9. Participe. Elle a perdu son hegémonie pendant les guerres médiques. Perdu dans l'eau. - 10. Abréviation. On le met en jeu. Indispensables pour préparer une évasion. - 11. Vont plus vite dans l'eau que dans l'air. Une planche de salut pour L'Ivsse. Voyage sans bagages. - 12. Oblige à s'en al-ler. Possessif, Article importé. Trou. 13. Adverbe, Combustible américain. En état de décomposition. ~ 14. Pas pour toutes les oreilles. Ne laissent donc pas indifferent. -15. Fleuve couler. N'ont pas manqué le sermon.

Solution du problème nº 3759 Horizonalement

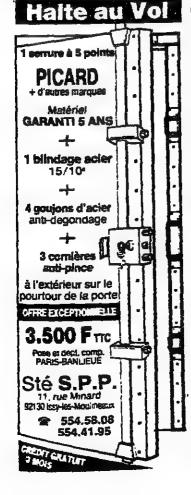
 Dilutions. – Il. En-avant. –
 III. Nécessité. – IV. Trié. OTAN. - V. Ems. Ane. - VI. Lé. Duo. Or. - VII. Tigre. - VIII. If. Guidas. -

IX. Emoussent. - X. Reienue. -XI. Elysée. SS.

Vertical entent

 Dentellière. – 2. Inerme. FM.
 3. Lacis. Ory. – 4. Uvée. Digues.
 5. Tas. Auguste. – 6. Insonorisée. ~ 7. Otite. Eden. - 8. Ta. Anus. -Scénaristes.

GUY BROUTY.



Affaires à saisir avant le 31 juillet! OFFRE EXCEPTIONNELLE SUR QUELQUES MODÈLES 84 ENCORE DISPONIBLES: 4 505 GTI • 2 505 Turbo • 2 505 Turbo diesel Plus un stock permanent de 500 véhicules tous types PEUGEOT-TALBOT M.GERARD 821.60.21 e-France ST DENIS " Métro : Mairie de St Ou

Ρ.

LA PRÉPARATION DES JEUX DE LOS ANGELES

Des astuces financières pour faire jaillir les dollars

De notre envoyé spécial

Los Angeles. - En 1977, une poignée d'hommes d'affaires californiens avaient convaincu le Comité international olympique qu'il serait préférable d'organiser les Jeux de 1984 dans la «cité des anges» plu-tôt qu'à Téhéran, seule autre ville candidate à la grande aventure. A l'époque, le - gigantisme - semblait être la menace la plus grave pour l'olympisme. Les Jeux de Montréal, boycottés en 1976 par la plupart des délégations africaires, s'étaient soldés par un passif de l'milliard de dollars pour un budget de l'ordre de 5 milliards. Les Soviétiques, qui n'avaient pas encore envahi l'Alghanistan, annonçaient qu'ils dépense-raient l'équivalent de 9 milliards de dollars pour les Jeux de Moscou en 1980. Le boycottage décidé par le président Carter, comme mesure de rétorsion à l'entrée des chars dans Kaboul, ne devait pas favoriser la réalisation d'une «marge d'autofi-nancement» par l'URSS. Or, avec un budget de l'ordre du demi-milliard de dollars sans la moindre subvention fédérale ou municipale sans la ressource d'une - loterie olympique», interdite par les lois de la Californie, le Comité d'organisa-tion (LAOOC) entend dégager un bénéfice aux Jeux de Los Angeles.

Quelques jours avant le début des compétitions, celui-ci annonce tou-jours un profit de 15 millions de doi-lars, et il pourrait bien réussir ce

Au bas de la colonne « recettes les organisateurs ont totalisé 553 millions de dollars. Plus de la moitié de cette somme vient des droits de télévision. Les trente-trois « sponsors officiels » ont versé cha-cun au moins 4,5 millions de dollars, soit quelque 150 millions, auxquels s'ajoutent les contributions des quarante-sept «fournisseurs» et des cinquante-cinq «licenciés» qui ont le droit exclusif d'utiliser les sigles — logos et mascotte — des Jeux. Au total, cela représente 250 millions de dollars, qui, « au lieu d'avoir été foilars, qui, « au lieu d'avoir été pris dans la poche des contribuables, ont été financés par des budgets de promotion ». Les Jeux ont donc un hamburger, un sandwich, un supermarché, des jeans, une essence, une compagnie aérienne, une voiture de location, un appareil photo, une pellicule et cent autres choses sans rapport avec le sport, frappées de l'estampille « officielle » par l'opération des commanditaires.

Payé d'avance

Sept millions de billets ont, enfin, été mis en vente par le LAOOC à des prix jamais atteints: une personne désirant suivre les compétitions matin et soir, pendant deux semaines, doit débourser trois mille dollars. Les recettes aux guichets devraient ainsi se monter à 100 millions de dollars.

L'astuce de l'organisation, dirigée d'une main de ser par Peter Uebe-roth (1), a consisté à se saire payer d'avance et à vivre avec les intérêts des énormes sommes ainsi réunies. C'est un ordinateur qui a réparti par exemple les quatre-vingt-douze mille billets pour la cérémonie d'ouverture entre trois cent mille postulants qui avaient tous versé 200 dollars un an à l'avance. Et seulement 199 dollars ont été rendus aux personnes qui n'ont pas pu être servies. Bénéfice de l'opération : 4 millions de dollars au titre des intérêts, plus 200 000 dollars au titre de la «rete-

La même science qui a fait jaillir les dollars a permis de réaliser des économies draconiennes. Avant toute chose, le LAOOC ne s'est pas astalié dans des locaux somptueux. mais dans un ancien hangar à héli-coptères de Venice, qui n'est pas spécialement le quartier des milliar-daires. L'ensemble a été sommairement peinturluré en blanc, vert et mauve, avant d'y installer le millier de personnes qui y travaillent, dans l'ambiance frénétique d'une compa-guie d'assurances après un tremblement de terre.

Pour le reste, le stratégie des organisateurs est très simple : utili-ser les nombreux équipements spor-tifs de la ville. Contrairement à Tokyo, Mexico, Munich, Montréal et Moscou, qui s'étaient toutes lan-cées dans de vastes concours d'architecture pour «épater la planète», Los Angeles, ville des péptures et de la navette spatiale, n'avait rien à prouver dans le domaine de la gran-

Revers de la médaille pour cette organisation au tabais : la dispersion des sites. Il y a plus de 300 kilomè-tres entre Lake-Casitas, lieu des compétitions d'aviron et de canoë, et Coco-de-Caza, où se déroule le pen-

VOILE: La deuxième étape de la course en solitaire du Figaro. - Le brestois Christophe Cudennec, charpentier de marine, a gagné le 23 juillet la deuxième étape Kinsale (Irlande)-La Rochelle de la course avec 3 heures d'avance sur Damien Savatier. Au terme de cette étape il a pris la première place du classement provisoire.

tathlou moderne. Une immense noria de cinq cents autobus, au volant desquels se relaieront mille trois cents chauffeurs, est prévue pour drainer les compétiteurs vers les lieux des épreuves. Mais il s'agit de bus de ramassage scolaire d'un confort très sommaire, qui ne sont pas prévus pour transporter des athlètes de gros gabarits ni faire de iongues distances. Des embarras habituels de la circulation risquent aussi de compliquer les choses. Plu-sieurs programmes informatiques ont été mis au point pour faciliter le trafic pendant les Jeux et les catro-prises ont été encouragées à aménager les horaires de travail pour

décongestionner la circulation. Ces appels ne semblent pas avoir en beaucoup d'écho. A l'exception, cependant, des soixante mille volon-taires qui se sont mis à la disposition du comité d'organisation en échange d'une tenue officielle fournie par Levy Strause pour assurer l'intendance olympique.

Un flegme méridional

Les habitants de la ville paraissent attendre les Jeux avec un flegme quasi méridional. Ils sem-blent essentiellement préoccupés de blent essentiellement préoccupés de trouver un moyen pour tirer profit de la situation. Le Los Angeles Times a ouvert une rubrique de petites annonces oà, tous les jours, des billets pour les épreuves sont proposés à deux ou trois fois leur valeur. Les habitants qui disposent d'um jurdin out été autorisés à y ouvrir un parking provisoire ou un ouvrir un parking provisoire ou un restaurant.

Les villages olympiques ont été ouverts le 14 juillet sans aucune protection policière. Le LAOOC estimait à 5 millions de dollars les frais municipaux afférant à leur sécurité. Le chef de la police de Los Angeles, Daryl Gates, réclamant 9,5 millions de dollars. Deux jours après, le LAOOC, dont le responsable des problèmes de sécurité est jo Edgar Best, l'ancien directeur de l'antenne locale du FBI, cédait. Une véritable psychose du crime sons toutes ses formes règne, en effet, dans la ville. Les menaces du Ku Kiux Kian aux délégations des pays du tiers-monde n'ont pas été prises au sérieux et elles ont été mises sur le compte d'une opération de désinformation crédélies En serve de la compte soviétique. En revauche, les renseignements sur les quarante groupes terroristes internationaux recensés dans le monde ont été mis en fiches moment par les cinquante orga-nismes de police différents qui opè-rent à Los Angeles. Les Turcs ont dû renoucer à sélectionner des coureurs cyclistes sur route, car leur protection contre un éventuel attaquant arménien était impossible pendant ia course. If y aura pourtant 6 910 agents de département de le police de Los Angeles, 700 agents du FBI et 600 agents spéciaux de la protection du président Reagan pour veiller à la sécurité.

« Smog »

La police aura aussi à sa disposition « Félix sans peur », un robot qui désamorce les bombes à distance et, en réserve, les 25 000 gardes mationaux de la Californie.

Au total, le budget de la sécurité atteint 150 millions de dollars, soit près du quart des dépenses du LAOOC, sans que cela mette l'orga-nisation à l'abri d'un déséquilibré comme celui qui a fait vingi et an moris dans un restaurant de San Diego le 19 juillet. Toutefois, une semaine avant le début des compétitions, la police s'attachait surtout au démantélement des réseaux de prostitution : quelque quatre cents femmes avaient été mises sous les verrous pour racolage, une cinquan-taine de barmans interpellés pour proxénétisme, ainsi que les diri-geants d'une société de « blanchissage - de l'argent recueilli par

Pour les sportifs, le principal ennemi sera le smog. Cette épaisse couche de brouillard mélangé aux vapeurs d'essence et aux fumées d'usines qui stagnent au-dessus de la d'unites qui stagnem an-uessus ue la ville est tellement nocive pour les efforts d'endurance que les organisa-teurs ont été contraints de déplacer 150 kilomètres vers le sud des epreuves du concours complet d'equitation. Les cavaliers britanni ques out néanmoins amené des masques à oxygène pour leur monture. Les organisateurs n'ont pas en la même sollicitude pour les marathomens, qui devront courir entre 17 et 19 heures, le plus mauvais moment pour le smog, mais le meilleur pour les indices d'écoute à la télévision.

Pusiness is business. ALAIN DRAUDO.

(1) Ancien joueur de water-pole, présélectionné pour les Jeux de Mel-bourne en 1956. Peter deberoit à quarante-sept ans, a été engagé à 12 000 dollars par mois. Ses talents d'administrateur ont incité la Ligne de base-ball américaine à lui confier ses affaires à partir de l'autonne pour un alaire de 450 000 dollars par an

Réceptions

Le docteur Ali Samir Safount, ambantaieur de la République arabe d'Egypte, a donné une réception haufi à l'occasion de la fête unionale.

- L'Institut britannique de Paris a été durement éprouvé, récemment, par M- Phylis Bassarat, directrice de la section d'anglais (1947-1977), le 30 mai 1964,

M. Alexander ALLAN, senior lecturer (1947-1982), juillet 1984. Leurs collègnes et amis.

 Mª Georges Boudeville, avocat à la cour, son épogse, Nicoles Boudeville, non fils., M. et M= Charles Stalil

Sœur Mario-Paschale Boudeville,

et leurs culants, see steurs, bouns-frères, bello-steur et out la douleur de faire part du décès de

M. Georges BOUDEVILLE, chevalier de la Légion d'honneur, vice-président-directeur général du groupe TRT, président de la commission imposation et recherche du CNPF,

rappelé à Dien, le 21 juillet 1984, musi des sacrements de l'Église, à la Cruciau

(Corse).

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Sainte-Monique de Rupione par l'abbé Casta.

L'inhumation a en lieu au cirastière marin d'Ajaccio.

Une messe sera cilébrée au mois de sprembre un l'église Suint-Pierre de

E Sette Nave, La Cruciata, 20166 Porsiccio.

boulevard d'Inkermann,
 92200 Nenilly.

et les directions générales des Socié du groupe TRT

ont la grande peine d'amoncer le décès de leur vice-président-directeur général,

M. Georges BOUDEVILLE, thevalier de la Légion d'homent, vice-président du SPER, vice-président du SI3T, feident de la commission Innovati de la commission Innovati ident de la commission lineo et recherche du CNPF, administrateur du LEP, membre du Couseil supérieu de la propriété industrielle, membre du Comisé membre du Comisé pelations industrialité de

Les obsèques out eu lieu dans l'inti-ité familiale, le landi 23 juillet, à Rapione (Corse).

survenz le 21 juillet 1984.

- Le conseil d'administration et la direction générale des laboratoin ique et de physique appliquée LEP

M. Georges BOUDEVILLE, chevalier de la Légion d'honneur,

vice-président-directeur général de TRT, vice-président du SPER, vice président de SI3T, dent de la commission In et recherche du CNPF, asembre du Couseil supérieur de la propriété industrielle, membre du comité

rarveux le 21 juillet 1984.

Les obsèques ont en lieu dans l'insi-mité familiale, le headi 23 juillet, à Rupione (Come).

de CNRS

- Michel Sordel, président de l'Union nationale des coo-pératives agricoles de céréales et de l'Union nationale des coopératives agri-coles de semences fourragères, Et MM. les administ

Raymond Franisme, résident du conneil de direction de Et MM. les membres du conseil de Bruno Cataca.

directeur général de l'UNCAC et président des établissements Ringus, Aimi que ses collaboratours, Jack Lequertier, directeur général bonoraire, out part avec grande tristesse du décès

M. Francis BOUCHARD, président honoraire

de la Société coopérative agricole d'Euro-et-Loir, président honoraire de l'UNCAC, de l'UCASEF et des établissements Ringot, président honornire du Syndient national pour l'expansion de la coopérat agricole (SYNCOPEX), ion de la coopération du Conseil économique et social, premier président de la Confédération générale de l'agriculture (1945), vice-président honoraire de la Confédération nationale

de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA),

vice-président honoraire de la Confédération française de la coopération agricole (CFCA). vice-président honoraire de la Pédération française de la Federation française des coopératives agricoles de obréales (FPCAC), vice-président honoraire de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), ancien membre du Conseil supériet de la comércion second

de la coopération agricole, officier de la Légion d'honnes Les obsèques seront célébrées, le 1 credi 25 juillet 1984, à 10 h 30.

Rendez-vous à son domicile su Trembley-le-Vicante (Eure-et-Luir). M. et M= Francis Bires. M. et M. Joan-François Colomer, M. et M. Bernard Colomer, M. et M. Jean-Jacques Desbons, M. et M. Olivier Colomer,

M. c. iv. Server.

sts enfants,
feame, Lauren, Patrick, Sophie,
Christophe, Caroline, Nicolas,
Charlotte, Marion,
se perimental,
M=Damont,
M=Schlesinger.

ont la douleur de-faire part du décès, survens le 21 juillet 1984, de

M. Pierro COLOMER.

La cérémonie religionse sera célébrée en la chapelle de l'abpital Saint-Joseph, 5, rue Pierre-Larousse, à Paris-14*, le 27 juillet, à 14 heures précises. Ni fleurs ni com Cot avis tient lieu de faire-part.

2, impuses de Scenux, 92290 Châtenay-Maiabry.

- La direction et le personnel de Cressot-Loire, Le conseil d'administration des ociátés Proser et Neyrpic,

ont le regret de faire part du décès subit, survenu le 20 juillet 1984, à l'âge de

M. Jean CORRIHONS, acien élève de l'Ecole polytechnique, sevalier de l'ordre national du Mérite recteur de la division Energie de Creusot-Loire, président de Proser, ministrateur de Neyrpic.

Les obsèques religiouses auront lies le mercredi 25 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Cloud, placs Charles-de-Gaulle à Saint-Cloud.

- M. at M= Patrice Crossa Raymand et leurs enfants isabelle et Dominique Mr. et Mrs. Aidon Syanott, Families et alliés, ont la douleur de faire part du décès

Mª Heary CROSSA-RAYNAUD,

survenu à Nice le 12 juillet 1984.

20, rue de France, Palais Marie-Christine, Nice.

- On nous pris d'agnoncer le déche Marie-Claude DEFFARGE,

survenu le 17 juillet 1984 A La Chapello-en-Serval.
Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité le 19 juillet, à Lemour (Pny-de-Dôme).
Route de Paris,
La Chapello-en-Serval.
Rutsch 1 Blankeners,
Hambourg (RFA).

- M= Philippe Encarenc, M. et M= Michel Encapese. M. Gérard Encausse,

tes fils, Philippe, Jean-Philippe et Marie, ses peuts-emanns, out le douleur de faire part du décès du

D' Philippe ENCAUSSE, docteur en médecine, inspecteur général an ministère de l'éducation nationale, médecis des PTT, de l'Union sportive des transports, de l'Association sportive des PTT.

lateur du Groupement è de médecine du sport, de l'Organisme internations de médecine du sport, au Comité olympique français, président de l'Ordre martinista, directeur de la revue l'Indianion

secrétaire général de la Société médicale française éducation physique et de aport, journaliste, chromiqueur à la Radiodiffusion nationale et bomme de lettres,

auteur de nombreux ouvrages coms à la médecine du sport et à l'ésotési sociétaire des Gens de lettres et des Ecrivains combattants, lauréat de l'Académie française de l'Académie de médecine et de l'Académie des sciences sporales et politiques

officier de la Légion d'honnour. Croix de guerre 1939-1945, de la Résistance, sur des Palmes acadé de Mérite sportif. de l'Etoile noire, médaille

servens dans sa soitante-dia-neuvième année, le dimanche 22 juillet 1984, à l'hôpital de la Salpètrière.
Une cérémonie religieuse aura fieu le vendredi 27 juillet, à 10 b 30, en l'église évangélique, 123, avenue du Maine, à Paris-14.

de la Reconnaissance française,

L'inhumation sure lieu le même jour, en toute fraternité, au cimetière du Pèro-Lachaise, dans le caveau de famille (tombe Papus, 93° division). entrée par la porte Gambetta (métro Gambetta), à 11 h 45.

M= Philippe Encause, 6. rue Jean-Bouveri, 92100 Boulogne. M. Gérard Encaus 52, avenue René-Coty, 75014 Paris. M. et M= Michel Encuses,

37, avenue Emma, 78170 La Cello-Seint-Cloud.

78170 12 Callo-Salle-Count.

[166 in - 2 janvier 1906 à Paris, Philippe Enzause fair, ses études su typule Condoront, puis au lyose Hoche de Verselles. Docteur en médecine, il fait une carrière de journaliste spormé à l'Impransipoert et à Paris-Metch avent de devenir médecin. Il devient ensuits chef du bureau médical de la journaise et des sports et impoctaur général su titre de l'organisation du contrôle médical de sectivités physiques et sportive au mélistrate de l'organisation du contrôle médical des activités physiques et sportive au mélistrate de la formation de l'organisation de la payetierne qui mitait des problèmes de la payetière et de la médicine sportive. Il était officier de la lagion d'hormaur, Croix de guarre 1939-1945 et Croix de competituet volontaire de la Résistance.]

- Le directeur et l'ensemblé du persomei de l'Institut autional des sciences et techniques mudéaires, ont la tristesse de faire pert du décès de leur collègue,

Robert PAULIN, docteur ès sciences, Prix d'Aumale de l'Académie des scienc

pervous brutalement le 20 juillet 1984, Les obsèques out été célébrées le mardi 24 juillet en l'église Saint-Amand à Rodez.

 Le président,
 Les membres du conseil exécutif, Les mer Les membres du conseil de direction, Et les collaborateurs de la Fédératio nationale des transports routie

out la tristesse d'annoncer le décès de Jour président d'houneur

M. Georges-Pierre RATEAU, officier de la Légion d'honneur, officier de Pordre national du Mérite, président du Comité de liaison des transports et de la manutention, nembre du conseil enfoutif du CNPF

lo 21 juillet 1984.

La cérémonie religiouse aura lien le 25 juillet 1984, à 10 à 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assemption, S8, rae de l'Assemption, Paris-16.

- M. Gérard Dupost, président d'homeur, La Conférence des présidents des fédérations professionnelles membres du Comité de liaison des transports et de la manutention,
M. Jacques Ancofin,
vice-président délégué,
Et les collaboratours,

ont la tristesse de faire part de décès, le 21 juillet 1984, de

M. Georges-Plerre RATEAU, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, président du Comité de liaison

 Le président,
Les membres du conseil national,
Et les collaborateurs de la Chambre syndicale des loueurs de véhicules industriels, ont la tristesse de faire part du décès, le 21 juillet à Paria, de leur président

M. Georges-Pierre RATEAU, officier de la Légion d'honneur, président de la CSNLVI (1965-1979), président du Comité de lizison des transports et de la manuteotion. membre du conseil exécutif de CNPF.

- On nous prie d'annoucer le décès à Paris, le 22 juillet, à l'âge de quatre

MT Léon de SAINT PULGENT, née Marie-Louise Lemaigre Debre chevalier de la Légion d'honneur croix de guerre 1939-1945, tertiaire de Seint-Dominique

De la part de M. Guy de Saint Pulgent, Du colonel et M. Hubert de Saint Pulgent, ses enfants.

M. et M= Noël de Saint Palgear, M. et M. Frédéric Guez.
M. Blandine et M. Yves de Saint

ses petits enfants, Laure, Jacqueline, Diane de Seine Palgent, Marc Antoine Guez, Ses arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 26 juillet, à 11 h 30, en l'égline du Pic de Montverdan (Loire). Une mense sera dite abériens

108, rue du Bac. 75007 Paris. 20, rue de la Chancellerie. Combes, Montverdes, 42130 Boen. Saint-Roch, Gleizé, 69140 Villefranche,

Ni floars ni communes.

LIVRES ANCIENS CATALOGUE XVI SIÈCLE SIR DEMANDE

Librairie E. DAVAL becour, 88002 LYON T&L (7) 837-41-43

- Pour leur sympathie témoignée lors de la brutale disparition de Roch SCHUWER,

née Lipecki, psychothérapeute à l'âge de trente-sept ans, le 16 juillet 1984, je remercie tous ses amis, rents et patients. Parents et patients. Que son indicible générosité emeure en nous. Philippe Schuwer

- C'est avec tristense que pous faisons part du décès de

Jacques WORMSER,
vice-président du conseil national
et membre du conseil des gouverneur
de l'Institut Weizmann des sciences.

Le comité français de l'Institut Weiz nam des sciences. Les chercheurs de l'Institut. Les membres du conseil exécutif et du conseil national, expriment leur tristette et leurs condo-léances à Patrick, Michel et Marina Wormser, et aux membres de la famille.

Remerciements

- Nantes.

Mes Jean-Claude Bondwelle Mes Jean-Claude Roodeelle
et ses enfants
Mes Bonduelle-Pinard,
Mes Emile Bolloré,
Ainsi que toute leur famille,
très touchés des marques de sympathie
reques lors du décès de

Joan-Claude BONDUELLE,

prient de trouver lei l'expression de lettrs sinoères remerciements. Anniversaires

- Il y a quatre ans, le 25 juillet 1980,

Officer DURRLEMAN.

Que ceux qui l'ont comm alent une pensée pour lui. - Le 2 août 1983,

Régine KARNYCHEFF

Coux qui l'ont connue et restent fidèles à son souvenir auront une pensée

pour elle. - L'616 1944,

Raphaël LEVY, alors êgé de soixante-quatorzo ans,

Lucie LEVY.

alors agés de solxante-trois ans. étaient, sur dénonciation, arrêtés à Lyon

par la Gestapo, parce que julfa, et trans-lèrés au camp de Drancy d'où lis furent déportés le 31 juillet 1944 par le dernier déportes je 51 juinet 1944 par le domine convoi parti de ce cazzy. Témoignages et documents établis-sent qu'ils furent gazés dès leur arrivée à Anschwitz-Birkeman, le 5 août 1944.

> Jules CALEF et Suzame, son épouse, née Cori,

leurs frère et belle-sœur, alori que leurs Rita et Lion CALEF. aiors, âgés de seuf et once ans, les avaient précédés sur le même chemin et

dans les mêmes circonstances quelque

En ou quarantième anniversaire, une pensée est demandée pour eux et pour les quarre-vingt mille déportés raciaux de France exterminés sur ordre des nazis allemands et du gonvernement

Trançais de Vichy. Souviens-tol de ce que fit Amalek... lors de votre sociée d'Egypte ». (Dam. XXV, 17.)

Des bouquins per milliers l LES CLASSER, LES RANGER ? RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES

Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE

TELE LEROY FAMILIANT 106, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél.: 540-57-40 (mitro Alfeis).

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES En mairie de POULAINES (Indre) le 3 noût 1984 à 14 à 39

TRÈS BELLE PROPRIETE Grand pare 1 hectare Mise à prix : 420 000 F Stake MF LANGLORS - TRL (54) 48-31-81

ROBLOT S. A.

522-27-22 ORGANISATION D'OBSÈQUES

COMPT CAPTAGE em

MITTEN INTERPRETE

CHAPTER SERVICE

portast stables come me Millian gener diplime Ecole Constitution of the consti Manager and the second THE RESERVE The state of the s

wan hyper les t mprent, prenez-la

A STATISTICS

in the second of the

Company of the Company of the and the state of Contract of the second TO TOWNSHIPS ी अध्यक्ष ह NOMA

In the same of the last recipe to be reéreur électés abil merie anen: betreen and the first of the same of entent des sevinters suitait

この新聞達の講 Experiences on communication of the second s

man TV Late Laboratory Communication of the America Security Communication of the America Security Communication C

COUR INTERNAL MDEXEUR.

tab fertien . et at Can faction ? Charles and the Copy of the Property of the Pr BM East . The Con a

RETE FRANCO-ESPACIONES SCHOOL SOUTH THE WAY AND ADDRESS OF drecteur d

Control of

LOUGH S PORTER S to the part of the state of guillor

Section with the second ACTEUR.

UND MARKET

Section of the sectio M. WESTERN AND THE WAY

The state of the s

L And Mark State

(aligne* La ligne T.T.C 83,00 98,44 25,00 29,65 DEMANDES D'EMPLO AGENDA 56,00 68,42 PROP. COMM. CAPITAUX 164,00 194,50

ANNONCES CLASSEES

AUTOMOBILES 36,00



emplois régionaux

66,42 66,42

Important établissement industriel de l'État, Région Ouest Littoral

Ingénieur diplômé Ecole d'Ingénieur (on diplôme universitaire équivalent) libéré obligations militaires pour fonctions analyste programmeur de systèmes temps réel, ingémeur système. Expérience souhaitée (informatique, automatique). Ecrire sous re 8.192 le Monde Publiché 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Sud-Ouest

dans un hyper les chiffres comptent, prenez-les en main

forsque nos ventes augmentent il faut surveiller de plus près nos marges, faire respecter les procédures, suivre la gestion.

chaque jour, membre de l'équipe de direction vous épaulez notre directeur et vous l'informez des écarts, en relation permanente avec la direction financière et le contrôle de gestion du siège ; vous êtes le garant de la qualité des chiffres.

o votre equipe vous attend et compte sur votte expérience du traitement d'informations comprables de gros volume.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 700-17 à notre Conseil : Tour Crédit Lyonnais.

ONOMA 69431 LYON Cedex 03 (confidencellief, reporter assurées)

ent industriel de l'Etat

recherchs

...

ingénieur électronicien niveau ENSI, éventuellement débutant, libéré obligations militaires, pour travail d'équipe dans le cadre du développement des systèmes sonars et de localisation sons-marine

Expériences on commissences en

- Micro-informatique.

- Acoustique sous-marine.

- Traitement du signal.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie à : Déraction des Constructions et Armen Navales de Brest Groupe d'Etudes Sous-Marines de l'Atlantique 29240 BREST NAVAL.

BANQUE

acharche dans le cadre UN COMMERCIAL

réliciant région gotte de Purs.
De formation hancaire, ayant
une parfette commensence des
produits bancaires. Il sers
chargé d'assurer l'arimation
commerciale des agences de
son secteur.
Dynamieme et goût pour les réautats edgés. Esprit d'initiation
et sens des relations à tous les
niveaux.

LA BONNE CONNAISSANCE

du merché local serait un atout supplémentaire. Écrire en joi-gnant C.V. + photo + présan-tions... SUMOSIUS N° 2822 2, rue de Bretoul, 13001 MARSELLE,

BASTIA
Cadre comptable
nivesu D.E.C.S. ou B.T.S. Libre
repidement pour seconder responeable financ, et comptable.
Expér. minimum englés 10 ans.
Rémunération départ 10.000 F
environ - révigable sprès essel, Ticket neszurant. Prime.
Est. s/r B.208 le Monde P.b.,
service ANNONCES CLASSES,
8, rus des trailers, 78009 Paris.

Boolété de transformet des métassx (Région Contre-Est) recherche

INGÉNIEUR

Bubirmenté dans le forgaspe des métaus, à cheud, à froid. à mi-cheud, et dens le conception des outilleges des perites moyennes et grandes séries, le candidet matirise l'automarisention des systèmes et est fortument mutivé pour acquierr ou développer le connaissance D.A.C.-C.A.O. Rémundration selon compétences. Ser. s/ré 3.209 le Monde Pub., service ANSUNTES CLASSES, 6, ma de labore, 75000 Fais.

L'institution Saint-Pierre de Fourmies, 59810, téléphone : (27) 60-34-34

recherche pour le rentrée scolaire un pro-resseur en méthodes, toinni-ques informatiques, (classes de 1 H et terminale H. Diplôma souhaité M.L.A.G., ingé-nieur, seaftrée d'informatic

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du groupe Schlumberger, Flopetrol Johnston exerce principalement ses activités dans la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

Au sein de la Direction Recherche et Développement, l'activité logicief dispose d'un environnement informatique exemplaire (VAX, réseau international...). Elle recherche aujourd'hui ;

3 Ingénieurs informaticiens scientifiques Grande école ou équivalent

Jeune chef de projets

Il sera chargé de concevoir et de mettre en place sur le terrain diverses applications scientifiques (interprétation de mesures de pressions, ana-lyse d'échantillons...). Il est débutant ou a une première expérience. (réf L 237)

Spécialiste bases de données

Il va dans l'immédiat concevoir et développer des bases de données scientifiques (résultats d'interpréta-tions, mesures spectrométriques...). Il est débutant ou a une première experience. (réf L 238)

Ingénieur système

Il sera responsable d'un centre de calcul et de la gestion d'un réseau. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant quelques années d'ex-

Une pratique des matérials DEC et la connaissance de l'anglais seraient vivement appréciées. Ces 3 postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - ouvrent de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe international de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes. Mérci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel ; Etudes et Fabrications Flopetrel - BP 592 - 77005 MELUN Cedex.

FLOPETROL JOHNSTON

Schlumberger

SPECIALISTE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE DISTRIBURE

SECIALISTE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE DISTRIBURE
LES TRECOMMUNICATIONS SONT AU COUR DE NOTRE TECHNOLOGIE
Notre croissance conduit notre Direction Support à rechercher en

INGENIEUR TELECOM
RESPONSABLE D'UNE EQUIPE

Vous alliez des compétences techniques en télécommunication et des qualités d'organisateur et d'aminateur d'un groupe de 4 à 6 personnes.
Nous vous proposons la responsabilité d'une équipe support international Télécom.
Sa vocation : adder les 74 pays du groupe à former notre clientèle, notre réseau technicocommercial et de maintenance, à mettre en place la logistique nécessaire à analyser et résoudre les problèmes techniques soumis par nos tilicales.

Merci à adresser votre candidature complète (letire manuscrité, CV, et prétentions) s'rétierence 2246 M
à Michèle CORBINEAU - BUIL TRANSAC - BP 92 - 91301

Transac



INGÉNIEURS

GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

Écrire ou téléphoner au ; 78-90, avenue Gallieni Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX 360-13-54/55.

Société de Conseil en publicité

ASBISTANTE simant les chif-fres et n'ayant pas peur de la trape.

Disponibiliré immédiste
Env. CV + prétentions + photo à M. Vincent DOR COMECON 8, rue de Bern, 78008 Paris

INGENIEUR MECANICIEN HYDRAULICIEN

Au sen de la Direction Scientifique il sers le Responsable du Groupe d'Etudes Electro-Hydreuliques et animere une équipe de 10 ingéniturs et techniciens spécialisés dans la recharche sur

La réussite dans ce poste implique une experience de quelques annees dans les etudes en hydrautique, en mécanique et an électronique; ainsi que de realies qualites d'animétaur.

Pour ce poste à pourvoir à Peris Benfieue Quest, merci d'adnateur votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 97821 à Contesse Publicité - 20, ev. de l'Opera 75040 PARIS Cede< 01, qui transmettre.

IMPORTANT JOURNAL ÉCONOMIQUE RECH.

POSTE RÉDACTIONNEL DE HAUT HIVEAU

epéciations des transporta intern., professionnel des transports ou journaliste, 40 ans environ. connaiss. obligat. de l'anglaiu.

Egrira avac C.V. détaillé à EDIGEON, 2, ché Cardinal-Lamoine, 75005 PARIS, qui transmettre.

74 - 1 35 T 2 1

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

SOCIETE FRANCO-ESPAGNOLE PRODUCTION DE SEMENCES FILIALE GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT recherche pour son unine située en ESPAGNE (Aragon)

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

INDEXEUR AUX ARCHIVES

Principale fonction : tenue d'un fichier cumulatif de questions juridiques et procédurales. Une instruction supérieure, un esprit analytique et une excellente communance de l'anglais et du français son exigées.

Traitement annuel net d'impôt évoluent de 44.610 florins à 61.440 florins ; indemnités et pension ONU. Écrire au Greffier, Cour internationale de Justice, palaix de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas, avant le 15 septembre 1984.

directeur d'exploitation

Inglisieur Agronome ou équivalent (dipl. espagnol apprécifi) - 32 ans optimum - Moltrise partaite espagnol et trançais - Expérience arrédieure à des postes opérationnels dans les domaines technique ou de production.

Putros opérationant de la société, il exerce un rôle teoletr dux plons suivants : responsabilité directe de la production (onimation, suivi technique, contrôle, avec
responsabilité qualité et formages), - developpement technique (mise en place des essais,
contrôle technique, suivi des applications sur le terrain, relations directes avec les
Agraculteurs, les fournisseurs et sociétés affiliées) - responsabilité du luriges et de son

 Résidence en vitts moyenne d'Aragon. Possibilités d'évolution au sein du Groupe Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 4857-14 à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

guillon selection 93. RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

VILLE DE + 40.000 habitants RECRUTE 1 DIRECTEUR

DES SERVICES POUT diriger le secteur ENFANCE-AFFAIRES SOCIALES-ELUMESSE

Ecr. s/nº 8.204 le Monde Pub... service ANNONCES CLASSÉES. 5. rue des Italiens. 75009 Pans.

VILLE DE BANLIEUE SUD (+ 40.000 habitants) RECRUTE 1 DIRECTEUR

LASSANCIÉ ATTACHÉ POUR
UNE MAISON DE QUARTIER
Expérience de direction d'équé
perment nécessaire.
La candidat sera recrusé per
voie de mutation ou devra évre
l'ituliaire d'une licence de
science et techniques de l'Anèmation ou du DEFA.
Ecr. s/m 8.202 le Monde Pub..
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italians, 75008 Paris.

VILLE DE + 40.000 habit 1 DIRECTEUR

SOCIETE, SPECIALISEE DANS L'EXPORTATION DE MATERIELS INDUSTRIELS SOPHISTIQUES, en forte expansion : l'effectif a doublé en 2 ans (200 personnes, pour l'essentiel cadres et techniciens) recherche :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Une bonne expérience technique de 4 à 5 ans est nécessaire sur IBM 43XX. Le langage utilisé est le PL 1 - le CICS et le VESSAM. Le travail est à effectuer sur DOS/VS.

Envoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité et prétentions sous référence 675 3 à PARFRANCE ANNONCES prétentions sous référence 6753 à PARFRANCE ANYUNG 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

SOCIETE, SPECIALISEE DANS L'EXPORTATION DE MATERIFLS

INDUSTRIELS SOPHISTIQUES, en forte expansion : l'effectif a doublé en 2 ans (200 personnes, pour l'essentiel cadres et techniciens) recherche : INGENIEUR

TECHNICIEN ET COMMERCIAL

Cadra d'organisation, formation scientifique polyvalente pour l'élaboration et la réalisation d'un catalogue de prix de 50.000 articles, la preparation et le suivi des commandes de matériels rechanges, mécaniques, électriques et électroniques avec utilisation des procédures informatiques. Le titulaire du poste devra faire pieuve de méthode, de rigueur et d'orga-nisazion. Il aura une expérience de la gestion des pièces détachées.

La connaissance de l'anglais est souhaitée. Le poste est situé à SAINT-CLOUD et de courts déplacements sont à prévoir.

Eavoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité e prétentions sous référence 6755 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Négocier des implantations pour une entreprise de distribution de premier plan

Vous êtes aujourd'hui capable de trouver et de negocier dans les meilleures conditions, des sites pour nos nouvelles implantations de magasins. Vos interlocuteurs privilegies : l'administration et les collectivités locales. Diplome de l'enseignement superieur, vous justifiez egalement d'une première experience professionnelle. Base à Pans, de frequents deplacements seront à prevoir dans le cadre de votre activite Remuneration attractive. Merci d'adresser C.V., photo et pretentions sous reference 2825 a :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

EXECUTANT CONFIRMÉ

Parfaitement bilingue Français-Anglais. Connaissance du commerce international et des contrats de base. Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V., photo et pretentions sous rél 78397 M à BLEU Publicité 17. rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

P

The officers

SECTION ASSESSMENT

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR ADJOINT

AU RESPONSABLE DE PRODUCTION

Vous êtes Ingénieur expérimenté dans le matériel

électronique et électromécanique de grandes

- Vous avez une connaissance pragmatique du fonc-

duction industrielle.

Vous parlez Anglais.

Patrick Challier

Rue Jean Jaurès

Ciı Honeywell Bull

78340 les Clayes-sous-Bois

visent à rationaliser l'organisation en place.

Mémoire CP8 du Groupe BULL

tionnement d'un atelier et des machines, en pro-

Vous avez des connaissances en analyse de la valeur.

L'amélioration de la production et du produit au

Si vous souhaitez participer au développement d'une

technologie en plein essor, rejoignez l'équipe Carte à

Au sein d'une division de haute technicité, vous

travaillerez dans l'Ouest Parisien (78190 Trappes).

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite,

CV, photo et prétentions en précisant la réf. 619 M à

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER

Au sein de la Direction Organisation et Informatique, le

chargé d'études organisation

que nous cherchons, agit en prestataire de service auprès des différentes

directions de l'entreprise. Ses études, qui sont soit des missions ponctuelles,

soit des opérations de long terme, étayées sur des arguments financiers,

Homme ou femme, 27 ans minimum, de formation HEC, ESSEC, IEP ou

équivalent, il a au cours d'une première expérience acquise de préférence

dans le secteur tertiaire, traité des questions d'organisation. Il a le sens du tra-

vail en équipe, un esprit minutieux et synthétique, des qualités de rédaction,

et suffisamment de connaissances en informatique pour pouvoir dialoguer

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 367 LM à Catherine

de LA ROCHE - JACQUES TIXIER SA - 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.

acques tixier s.a.

MEMBRE DE STATEC

Pourquoi pas L'Union des action?

L'Union des action?

L'Union des Assurances de Paris Paris Assurances de Paris Paris Paris Assurances de Paris Paris 1º GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES D'ASSURANCES D'ASSURANCES D'ASSURANCES

Une opportunité pour un candidat présentant des aptitudes à comprendre la technique et désireux de développer ses compétences et son expénence professionnelle dans ce domaine.

Alors adressez voltre dossier, en présentant vos motivations.

Alors adressez voltre dossier, en présentant vos motivations.

Sous rét. 4695 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence

75009 Paris, qui le transmettra confidentiellement.

Cela est bien une opportunité pour vous?

- W

INGENIEUR DE LOGICIEL CONFIRME

Vous vous êtes spécialisé en développement de

- Vous pouvez assurer le développement complet

(analyse-programmation-mise au point du suivi) du

- Si vous voulez participer au développement d'une

technologie de pointe en plein essor, rejoignez l'équipe Carte à Mémoire CP8 du Groupe BULL

Au sem d'une division de haute technicité, vous tra-

vaillerez dans l'Ouest Parisien (78190 Trappes) au développement de logiciel de base sur terminaux

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite,

CV, photo et prétentions en précisant la réf. 17822 M à

Vous avez plusieurs années d'expérience.

logiciel sur microprocesseur.

produit.

utilisant la carte CP8.

Patnck Challier

Cii Honeywell Bull Rue Jean Jaurès

78340 les Clayes-sous-Bois

avec les spécialistes. Une culture juridique serait appréciée.

PARIS

meilleur coût est un objectif constant pour vous.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

FILIALE D'UNE BANQUE INTERNATIONALE PARIS. 8º

Recherche pour son département ORGANISATION INFORMATIQUE

UN ANALYSTE CONCEPTEUR H/F

Rattaché au responsable de l'organisation:

- Il sera chargé de recenser les besoins informatiques et bureauti-ques, de les analyser et de les mettre en œuvre en collaboration

 conservation et les avec les équipes concernées et les utilisateurs.
- Il sera amené à proposer de nou-velles méthodes concernant l'orga-nisation des services de la banque.

De formation Universitaire, il a une expérience bancaire de 5 ans au sein d'une équipe opérationnelle ou d'une équipe organisation informatique, et a une bonne connaissance des opérations bancaires et des produits finantions bancaires et des produits finan-

Anglais souhaité.

ÞSAT

Pour développer es structure commerciale, le n° 1 français (C.A. 83 - 404.000.000 F., progression 84 : +31 %, 13,000 citental) propose en aout un stage de formation.

31 yous soulteirest devenir l'un de note.

Si yous southeres devenir l'us de nos COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H.F.)

Barire à Publicitée Réunies 112, led Votaire, 750 11 Paris sous réf. 4049 pour Paris, sous réf. 4050 pour Versailles, sous réf. 4051 pour benieue

Vous qui avez réusei un BAC a scientafique » (C. E...) pro-longé par 1 ou 2 années d'études suplémentaires.

études suplémentaires, or les libéré des O.M. et qui ête intéressé par l'

INFORMATIQUE, ORDINATEURS

RÉSEAUX DE TÉLÉ-

COMMUNICATIONS

L'U.A.P.

YOUS OFFRE LES MOYENS

DE YOTRE FORMATION ET

UN EMPLOI

votre inscription, env. C.V. à U.A.P.: Mme SEBASTIEN, 20 ter, rue de Bezons, 92411 COURBEVOIE Cedes.

SOFRES

RECHERCHE

PERSONNES

Tel. mardi 24 jullet de 14 à 18 houres au 543-15-56.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 7.037 FUBLIFOP 29, ree Blene, 75009 PARIS qui transmettr

Ecole Supéricure de chimie de NA TOULOUSE - ROUEN Lieu de travail desservi par RER : e proche barilleue sud e ou. 40 Km Sud-Ouest de Paris.

Société Anonyme

INGENIEURS-INFORMATICIENS

DEBUTANTS OU AYANT

1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

FORMATION: ENST: SUP, ELEC - CENTRALE - SUP, AERO - ENSAM - ENSIMAG - ENSEEIHT (opton informatique) ICAM - ECAM - IDN - ENSI-ISEP, Licence MIAGE ou DEA d'informatique.

Ecole Supririeure de chimile de NANCY -

Envoyer C.V. détaillé au Service Centrel du Personnel SAT - 41. rue Centagral - 75013 PARIS

D'EMPLOIS

Couple, 1 erri. ch. emploi à l'étranger. Afrique de prêt. BLE, 30 a., BTS souriers, ital., angl. courarts, guide int. 3 a. ect. emploi acm. province. LUI, 34 a., matr. 35 loc. 5 ans d'exp. commerc., seem des

resp. étudie this propositions. Étr. s/mº 8.211 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 78008 Paris.

Pille allemende (19 ans) cherche place au pair dans famille p. one armée. Eprire à Sabine Buhr Of-den, Oldenburgerstr. 167 D-2902 Rastede.

Torpuble experimentée, 40 ans formation N.P.C. et P.C. 57
1º, 2º degré, C.A.P., C.F.P.A. table entreprise indifférente ETT s'abstent licrire Mª SABINA A.
15, rue des Agnettes, 82230 Gernevillers.

CADRE de direction

H. 41 ans droit et Sciences Po
Grande expérience P.M.E.:
Excellent gestionnaire
commercial.

Anglais, espagnol courante cherche poste à responsabilités tous secteurs d'activités. Ecr. s/rr 6.628 je Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 8, rue des Italiens, 75006 Paris.

J.F. agrégée de lettres chasiques rech. mois d'aoû Paris ou Dijon, un emploi dans l'édition ou autre Tél. (16-80) 41-69-35.

JURISTE

TECHNICO-COMMERCIAL

Selza ans chez constructeur sérieuses références cherche emploi similaire ou responsable produit M. Bertrand Michel 26, bd du Grand-Ru 35590 PRESLES Téléphone : 034-21-24,

Journe fille allemande parlent français et allemand cherche place dans une ternilli (si possible avec enfant). Ecrire sous le nº 292,455 M

RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montressuy, Paris-7%

de Télécommunications

Un des tout premieus noms de l'ELECTRONIQUE FRANÇAISE - C.A.: 3 milliards - 6000 personnés recherche pour participer à des projets utilisant les techniques de l'informatique et des téléconsmunications.

L'immobilier

appartements ventes

7º arrdt

ATELIER + APPT.

Balcon, terrasse, 160 m² + services, 545-34-28.

8• arrdt

S/PARC MONCEAU

Récent, gd iiv., 2 chbres, box, studio, balc, 4°, SOLEL, VUE IMPRENABLE, retait à neuf. Prix élevé justifié., 766-33-00.

9º arrdt

calme, + services, 5° ét. 1.150.000 F. BRANCION. S.A.R.L. 575-73-94.

VANEAU

1" arrdt PALAIS-ROYAL, cherman 2 p., kitch. équip., bns. stand. 670.000 F. Tél.: 704-88-18.

5° arrdt

INVESTISSEMENT hrmm. p. de taile, STANDING studio/jardin OCCUPE 220.000: SPEL 354-08-71

Près Seine EXCEPTIONNEL. dble séj., s. à manger, 2 chbres, soleil. 2.200.000 F. EXCLUSIVITÉ. S.D.G. 634-08-20. PANTHEON Imm. rénové caract. 3-4 P. Tt confort. Sud. 1,100.000 F. Téléphone : 325-97-16.

Près Seine EXCEPTIONNEL dbie séj., s. à manger 2 chbres soleil, 2.200.000 F EXCLUSIVITÉ, S.D.G. 634-06-20. 6° arrdt

RUE CORNEILLE, entresol, s/cour 55 m², 2 P., cuis., poss profess. 680.000. 364-01-65 ST SULPICE, 130 m² ire, soleil. 703-32-31.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-ètr L'APPARTEMENT que vous recherchez

·14* arrdt

13", 14", 5 PIÈCES, CFT SOLEL, IMPECCABLE, 700,000 F. - 327-28-80.

DANS IMMEUBLE NEUR 329, RUE LECOURBE RESTE A VENDRE UN APPT: 3 P.

16º arrdt

rofessionnelle CENTRÉ
INTERNATIONAL
DE TRAITEMENT
INFORMATIQUE

e ANALYSTES PROGRAMMEURS EM 34-38. e PREPARATION AU BTS. Test-inscription pr is rentrés 84 206-24-63. M= EDON.

propositions diverses

cours

et lecons

herone Angleis pour cours 60 F/heure. 623-51-75, 15/19 h.

L'Etar offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous eves ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre evue spécialisés FRANCE-CARTÉRES (C 18) 8.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et veriées. Demandez ute documentation sur la revus spéciaisée MIGRATIONS (LM) villégiature

PERIGORD NOR, pour solt très agréable meison de campagne, verdure, calme, vue 4/8 personnes 6.000 F. Tél. 238-78-86, h.b. véhicules

préparant le doctoret d'Etat soide format, droit public et droit privé, matrise blen le droit social (loi Auroux), bilin-gue, arabe français, ét. tap prop. 590-00-92, apr. 19 h. utilitaires PARTICULIER VEND CAMPING-CAR Mercedes 206 Diesel 87.000 loru. Parteir dust. Slèges modifiée 4 devers accessores. Pris: 45.000 francs Téléphone: 430-72-91.

Jeune femme agrégée de let-tres classiques recherche pour mois d'août Pans ou Digon un amploi dans l'édition ou autre. Téléphone : 16 (80) 41-69-35. automobiles divers

BMW SÉRIE 3-5-7 83/84 peu roulé garantie. Auto Paris XV, 533-65-95. 63, r. Desnouettes. Paris 16*

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils recoivent et de restituer aux intéressés les documents qui

locations meublees demandes

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Peris, rach du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS per Stie ou Ambassades, 265-11-08.

bureaux

Locations

CHAMPS ELYSÉES Bureaux équipée avec services ou votre siège social Tél., téles, serréceriet, selles de réceiten av. vidéo, ber, etc.... Loc. courte ou longue durée. ACTE 562-56-00

N.-DE-LORETTE LIV. + CHBRE BAINS REFAIT NEUF, 528-99-04, VOTRE SEGE SOCIAL R.C. 160 F. SARL 180 F. Constitution rapide de sté (SSMP, 54, r. Crimée, 19-et 4, r. des 2 Avenues, 19-Téléphone: 607-62-00. FG MONTMARTRE

10° arrdt ST-YINGENT-DE-PAUL Dens imm. Plerre de T. 4 P. 1 oft. 96,m², 282-03-50.

11° arrdt Voltaire, 110 m². 703-32-44 AT. ARTISTE + 2 P.

ALÉSIA 5 P., tt oft. impecc., 2º ét., rus. tour, bet imm. p. de taille 1.050.000 F. 535-14-40.

DENIFERT, Récent. stand, Di iv., 2 ch., 2 bains, balor 1,650.000.548-63-50. DENFERT 2 P., TT CFT. PLEIN SOLEH, TRÈS BON ÉTAT. 435.000. 322-61-35.

15° arrdt

1" ft. (possib. prof. fbs. rele). Px : 948.000 F CBCOGI, 675-62-78.

VILLAGE SUISSE (même Lumoux petit 2 P., terrasee transformable en beeu studio. Jean FEUILLADE - 566-00-75. BEAULIV. DOLLE + CHE 65 m² Georges Plant 600.00 67 m² Georges Plant 765.00 62 m² Paul Serruel 650.00 Jean PEOL LADE, 866-00-71

LOFT PTE ST-CLOUD 88 m² + jardinet, solel, 950,000 | 731-66-67 - 265-82-38.

17° arrdt 17- BO PEREIRE STUDIO TT CONFORT. 325,000 F. - 327-28-80.

AV. DE VILLIERS VUE DÉGAGÉE S/VERDURA RM. P. DE TALLE, ASC., 4 P. SPAGIEUX. CONFORTA-PACIEUX, CONFORTA-BUL 1.150.000 F. VERNIEL 526-01-50.

18° arrdt nos e MAIRIE du 18-

53, R. DU SIMPLON IMML NEUF de STANDING

BMM. NEUF de STANDINGA Prês conventiones possible Studio à partir . . .354.100 f 2 pièces à partir . .395.900 f 3 pièces à partir .617.000 f Burdeu de vente ouvert Mardi, mercradi, vendradi samedi de 14 à 19 h Tél. (1) 258-44-96 ou CECOGI (1) 575-62-78. 18" ATELER LOFT 2 niveeux accis utilizares lé-gers, calme, clair. Direct pro-priétaire. S/place mercr., jeudi, vendredi de 11 h à 14 h. 8, rue Coustou, ou 329-58-55.

19• arrdt R. MANIN, vue dégagée, 4 P., 98 m² + terrasse, box, récent 1.030.000 F. 327-52-44. 19°, quai de la Loire, 2 P., tt cft, 45 m², 1° ér., calme, park. 280.000 cpt + 1.750 per mois. CRUZ. 266-19-00.

> locations non meublées demandes

> > Paris

URGENT SAOUDIEN CH. GRD APPT MEUBLÉ, mini-mum 4 gdes chibres à coucher # sulan et s. à manger. Août. 74 : 720-090-39.

Pour cadres supérieurs et per-songai mutés IMPORTANTE STE FRANÇAISE. PÉTROLE rech. divert appre 2 à 8 P. et villas PARIS BANLIEUE. 503-37-00 DIRECT.

(Région parisienne) PARTICULIER CHERCHE F 3
RÉGION SAINT-GERMAIN (78)
EN LOCATION MAXI 3,500 F.
CC COMPRISE
POUR FIN SEPTEMBRE 1984.
TEL APRÈS 18 H. 069-21-23.

Nonde

la négociath ention son

indicats consultant &

THE PARTY OF THE P

3 EL .

eries er cause

190 min

· 20:00:00

Sal. - 21

Trans.

Burn.

1 mg 250 mg

4....

. . . .

273 2822 Albert

BUREAUX MEUBLES . Secrétariet, telex. Tél. : (1) 727-15-59.

og SIÈGE SOCIAL CONSTITUTION STES ASPAC. S.A. 293-60-50. VOTRE SIÈGE SOCIAL BOMICILIATIONS

PARIS-ETORE

S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Sociétés Constitutes et tous servic écnarches et tous servic manufaces téléphonique 355-17-50.

ARTISAN 100 F. R.C. 180 F. Constitution S.A.R.L. 2.000 F. S.D.M., 21, rue Fécamp (124), 340-24-54, 8, faubourg Pois-gonnière, 8--104. YOTRE SIEGE SOCIAL 92 unt meublés, dominisation oréz, tél., télex, Boulogne ACTE 92 - 503-38-32.

commerciaux

Ventes

18- ATELER LOFT
2 nivesus socie utilitaires légers, cairne, clair, Direct, pro-présiere. S/place merc., jeudi, vendred de 11 h à 14 h.
6, rus Coustou, ou 328-88-65.

Locations

BAGNOLET. Superbe total entreptit, dépôt. Acobs cermions, tous: tours acomages 750 m² + 280 m², bent indépendents. L'ansemble : 25.000 F. per mole + 7.V.A. 787-41-38.

Pr. ISLE-ADAM, résidantel, vue dépagée s/2.000 m² très balle maison en L., sél. 70 m² 4 chitres sour-cel 100 m². 780.000 ř. Pptaire : 280-29-61.

de campagne

BAZOCHE

Près Monford-l'Ameury, Ravie-sente mais. 4-5 P., admirable-ment située sur terrain 2.000 m' bordé per mylere. .888.000 F. 587-01-22. propriétés

de petite ville de Touraine
20 km de Bourgueil, belle maison neuve, sur parc 5.500 m².
R.-de-ch. : entrée, gd esjour
carrelé, cheminée, escaller
chêre, culsime équipée, burasu,
selle de beins, w.-d.
1= 6r. : 6 chères, a. de bris,
w.-b.-cave, gd garage (2 vott.)
cheufferie, proche d'un las,
planche à voile, tennis. Px
750.000 F. Mª Lecomec me
taire à Savigné-s/Lathan
37340.
Teléghone: (47) 24-60-03.

Pert.vend maison de pêcheur confort 4 Pièces, 50 m du port. 2 emplec, batsaux, 400,000 F. Plougasnou près Mortaix. Tél. domicile (58) 72-37-48, bureau (1) 244-23-51.

HAUTE PROVENCE
vands maison sommet colline avec
1 he, prairies, offviers, fruitiers,
4 ch, 2 a de bains, 2 w.-c., très
grand living, cheminée, buanderie,
cave, Urgant 1.20.000 F.
T6. 16 (33) 98-42-37. CHARAVIN
6 Le Bonnard a. 30 bis. vieuxche-E Le Bonnard.», 30 bis, vieuxche min de Gairaut, 06000 NICE.

CENTRE SPETAGNE
PROPRIÉTÉ 5.500 m²

(plantations). P5 tout confort très bon état. Prix: 1,100.000 F Ecrire Mª BOGARD, ac 22600 LOUDEAC. viagers

18-2 p. tt oft imm. moderne, 9° étage ascenseur. 105,000 + 2.400 f., couvert par lover 1.950 f, mois. CRUZ, 8, r. La Boétie. Téléphone : 256-19-00.

PLACEMENT RARE
Varenne St-Hilgine, beau pav. tt
cft occupé free 84 sns, bord de
Marna, 80.000 + 6.000, Cniz
8, rue La Boéde. 266-19-00 Etude LODEL 35, bd Voltaire PARIS XI^a. Tél. 355-61-58 Spécialiste vlagers. Expérience discrétion, conseils.

65.000 + 850. Appt 2 P., cft. Occupé couple 70-72 ans. Mª Blanche. Cost. 266-19-00.

leur ont été confiés.

district was a district district of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Section 1 to 1 to 1 to 1 garagera to et **Sea** The control of the co Section 1995 The Section 1995 · Security of Treatment The second secon dates at the desired and the second and the second

THE PARTY OF THE P The second secon THE PARTY OF THE P AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN SALES OF STREET A STATE OF LIBERTIES STATE OF THE STATE The state of the s ***

A CONTROL OF THE SERVICE OF THE SERV Part of the second second Same of Agree of Same transfer to the same Service Acts Sussessment 2 Estimate Belle at The Mail at Note melen in ter a resident to diff plate des la terrogations demonstration and debut e Page S really of the house work server of these Server

mit figeren i ... beite & James Carlot Company

1755 1 1 2 2 1 1 1 4 34 K Girt in ben nicht bestallt. Jahan Brand Brand Brand Br : 27 - 1 ber fine Derner in bertitte. and the second of the ign ein int betre 🎥 Company of the Company of the Company Contract and A CALL

America de Central de America raansa, aa yaraan**a 36** mentarian dur ira 🚧 Dan der unuent. Digmisch 🗱 the teacher and a section of the e Paren en hun i ui intransiati 🎥 🕶 arrivation in the first of the contract of talendamine de letteralita Park of Lauret 1986 Befreit der er inneret eine -

Name of the latest and the Commence of th î préretraites **** **W Charbonnage** Andrew Committee Committee 11 T & 201 of the Atlanta Names

A CONTROL OF THE PARTY OF THE P Real for your offerages. 200 2. 人名英格兰斯拉斯 -1 4 6.1**86**4 -- " T 1 W.T MIN " As CHARLE Company of the second Charles School The Reserve

7.12 The same of the sa TT 1. 张文使。 Taking And The training - - - Charles Alle

The state of the s Andrew Control of a

The state of the s The Secretary and the second The last gent for THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE C) Dicking

économie

SOCIAL

. . .

La négociation de la nouvelle convention sociale de la sidérurgie

Les syndicats consultent leurs militants avant de se prononcer

Metz. - Le voiet social du dossier sidérurgique se dessine difficilement quatre mois après l'annonce du nouveau plan acier. Certes ses contours devant s'articuler autour des mesures d'âge (préretraite) et des congés de conversion ont été esquissés par les pouvoirs publics an lendemain des décisions du conseil des ministres du 29 mars 1984, mais il restait à en définir le contenu

Cet exercice engagé dès la fin 1983, du fait de l'arrivée à expiration de la convention générale de protection sociale de la sidérurgie (CGPS) le 31 décembre dernier, a été suspendu en janvier 1984 dans l'attente du «recadrage» du plan industriel. Repris cinq mois plus tard et après neul rencontres et plusieurs dizaines d'heures de négociations entre le GESIM (Groupement des entreprises sidérurgiques et des industries minières) et les cinq organisations syndicales représentatives (CGC; CFDT; FO; CFTC; CGT). des points de divergences demeurent alors que la majorité des centrales syndicales achèvent les consultations entreprises auprès de leurs militants avant de rendre cette

Combien d'emplois seront supprimés dans la sidérurgie française? Quelles seront les garanties financières offertes aux prochains salariés partant en préretraite? Combien de personnes seront touchées par les congés de conversion? Vers quelle promotion seront-elles orientées? Trouveront-elles un nouvel emploi? Avec quel niveau de rémunération? La multiplicité des interrogations traduit la complexité du débat entre partenaires socianx et la longueur des négociations entamées depuis

Remises en cause

Reprenant l'esprit du texte de

1967, la convention de protection sociale, signée il y a cinq ans le 24 juillet 1979, ne peut être reconduite en l'état, comme ce fut le cas à trois reprises, étant donnée l'évolution de la législation sociale. Le - délestage -, selon l'expression de l'un des négociateurs de l'accord arrivé à expiration le 31 décembre 1983, n'est pas sans douleur aux yeux des organisations syndicales. Ces dernières s'opposent à une réduction du niveau des garanties de ressources (1), tandis que les pouvoirs publics demandent la prise en charge des cotisations prévoyanceretraite par les futurs préretraités. Elles refusent en fait la création de deux catégories de préretraités : les actuels et les prochains bénéficiaires de mesures d'Âge.

Les syndicats sont d'autant plus vigilants à l'égard des propositions du GESIM qu'ils considérent que plusieurs apports du texte de 1979 ont été remis en cause par l'instauration notamment d'un prélèvement

De notre correspondant supplémentaire de 5,5 % en vigneur depuis le 1e avril 1983.

Estimant qu'ils ne pouvaient plus avancer dans leurs discussions sans comaître le volume des suppressions d'emplois accompagnant les programmes industriels, les partenaires socianx ont suspendu leurs travaux à la fin de l'année passée, après avoir décidé d'arrêter les pendules au 31 décembre 1983 pour éviter un vide juridique au-delà du l'ajenvier de cette année. Les conclusions de la mission confiée à Jean Rosenwald (décédé récomment), ancien pre-mier vice-président de la Cour des comples, chargé par le gouverne-ment d'« engager une réflexion générale sur la protection sociale avec l'objectif d'assurer à chacun des salariés de la sidérurgie dont l'emplot est menacé une solution humainement et socialement acceptable », n'ont pas permis de décrisper la situation.

Inacceptables pour les syndicats, entachéses d'erreurs selon un représentant du GESIM, elles ont vite été oubliées. Dès lors, la reprise de l'examen du volet social était repoussée dans l'attente du « recadrage » des plans industriels de 1982 jugés à présent trop ambitieux par les directions des deux groupes sidérurgiques. Etablis sur la base de l'hypothèse haute du rapport Judet, ceux-ci portaient sur une prévision de production française d'acier de 24 millions de tonnes par an à l'hori-

La révision du plan acier est intervenue le 29 mars. Le 14 mai, à la demande du ministre des affaires sociales, le SEGIM et les syndicats reprenaient les négociations interrompues cinq mois plus tot. D'entrée de jeu, les centrales syndicales ont noncé - la manauvre visant à saire entériner un plan industriel inacceptable ». Nous resusons d'aborder le volet social tant que le plan acier ne sera pas révisé », déclaraient plusieurs représentants des salariés

« Garde-fou »

pour les congés-conversion

Après la levée de plusieurs problêmes, notamment la tenue des réunions tripartites (syndicats, direction des groupes sidérurgiques, pouvoirs publics) sur l'examen des conséquences du plan acier 1984, l'analyse du volet social a repris. Les préretraites ne permettant pas, compte tenu de la structure de la pyramide des âges, d'absorber l'ensemble des réductions d'effectifs prévues, les pouvoirs publies ont proposé la mise en place de congés de conversion de deux aus, destinés à former les personnels dont l'emploi

Considérée comme l'« antichambre du licenciement » par la CGT,

766 préretraites supplémentaires aux Charbonnages de France

Inquiête du peu de succès rencontré par les offres de mutation volonde France a fait approuver le 20 juil-let par son conseil d'administration un plan de 766 mises en préretraites supplémentaires. Le projet initial, approuvé le 2 mars dernier, prévoyait en effet en 1984 la suppression de 6 000 emplois sans licencie

Outre les départs naturels (2 000 personnes environ). la direction comptait pour ce faire sur les départs en préretraite (1 500 environ) et les départs volontaires : 2 000 jeunes mineurs devaient, selon ses calculs, pouvoir être transférés, après formation, chez EDF, le reste étant composé de travailleurs immigres tentés par les mesures d'aide au

Or, si les départs en retraite s'effectuent au rythme prévu, les offres de départ voiontaire n'ont pas rencontré le succès escompté : une soixantaine de candidats sérieux pour 1 000 demandes d'information. De plus, les salariés, poussés en cela par la CGT, semblent pratiquer une sorte de résistance passive, en refusant notamment les mutations interbassins indispensables pour accom-pagner le plan de réduction global

Les nouvelles mises en préretraite annoncées permeturant de combler écari entre les prévisions les résultats Charbonnages de France espérant en outre que les departs volontaires, dont les modalités | de leurs personnels ..

précises n'ont été récliement connues qu'en mai. s'accéléreront d'ici à la fin de l'année. Pour financer cette nouvelle mesure, un plan d'économies supplémentaires de 500 millions de francs a été adopté. afin de pouvoir contenir le déficit prévisible en 1984 dans les limites prévues (moins de 300 millions de rancs).

Une difficulté : ce plan d'économies s'appuie, pour l'essentiel, sur une réorganisation interne des services de CDF annoncée sin juin par la direction (le Monde daté 8-9 juil-let) et qui a soulevé un tollé chez les syndicats et les élus des régions concernées, lesquels accusent CDF de vouloir imposer sans le dire une véritable réforme de structure por-1201 atteinte aux statuts des établis-

S can. Yes (100) ...

DM

• Sécurité sociale : la CFTC critique les conditions de l'équilibre. - Pour la l'édération CFTC des services de santé et des services sociaux, la situation financière de la Sécurité sociale . est due, à la fois, à des cotisations supplémentaires imposées aux seuls salariés, mais aussi aux - acrobaties financières auxquelles sont soumis les établissements, et ce au mépris des règles les plus élémentaires de bonne gestion, d'une remise en cause de la qualité des soins dispensés, et de l'avenir même des établissements et l'instauration de cette mesure nécessite aux yeux de l'ensemble des syndicats la fixation de «garde-fou» dans les décisions afin de ne pas blo-

quer le départ en préretraite des dérargistes dont l'âge le permettrait. Les syndicats ont demandé de nouvelles négociations et la conclusion de deux accords séparés : l'un sur les mesures d'âge, l'autre sur les congés de conversion. Mais les pouvoirs publics s'y sout opposés : • Le volet social forme un tout. - Une véritable partie de bras de fer s'est alors engagée, la CGT, la CFTC et la CGC décidant de claquer la porte et de ne plus participer aux travaux.

Néanmoins, tous les contacts n'ont pas été rompus. Au fil des rencontres suivantes le dossier a pris forme. A la proposition patronale de ponvoir « capitaliser les congés de inversion = c'est-à-dire quitter la sidérurgie en percevant une indem-nité égale à 65 % des ressources accordées pendant les deux années de formation, la CFDT répond par un contre-projet visant à transformer ces congés en contrat-formation-conversion. Objectif de la délégation cédétiste : gommer du projet de protocole d'accord « toute nce de licenciement ».

Face à ces «avancées» jugées positives par la CFTC, la centrale chrétienne a alors décidé de reprendre sa place à la table des négociations. La CGT et la CGC maintenant leur opposition ne délèguent qu'un représentant chacune à titre d'observateur. Devant l'enjeu des discussions et avant de se prononcer sur l'ensemble des propositions, les centrales syndicales ont organisé une vaste consultation de leurs militants pour prendre la température. Les contrats formation-conversion devant permettre aux agents de moins de quarante-sept ans d'être formés pendant deux ans tout en percevant 70 % de leur salaire mensuel brut antérieur, et avec la garantie de deux propositions d'emplois, seront-ils acceptés? Verdict cette

JEAN-LOUIS THIS.

(1) La convention générale de pro-1979 a permis, selon le GESIM. le départ en préretraite de 37 470 per-sonnes en cinq ans. L'accord garantia-sait aux bénéficiaires de cette mesure

M. VIANNET (CGT) : « IL NE **FAUT PAS SEULEMENT** GROGNER, IL FAUT AGIR >

M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, a souligné le 23 juillet, à France-Inter, qu'il n'y a pas de la part de la CGT - de désiance, mais y a une très, très grande vigilance - vis-à-vis du gouvernement. Il a affirmé que le projet de budget en l'état comportait · un certain nombre d'aspects extrêmement dangereux ». Critiquant ainsi la réduction des crédits de fonctionnement et la diminution des crédits d'investissement, M. Viannet a ajouté : - Sur ces deux aspects, si effectivement, dans la déclaration de politique gé-nérale, Laurent Fabius devait confirmer ces orientations, nous dirions très nettement que nous ne sommes pas d'accord ». « Les problèmes sont sérieux, a-t-il conclu. La CGT qura une attitude que nous avons dėjà eue depuis plusieurs mois, c'est-à-dire que nous disons aux travailleurs : « Il ne faut pas seulement grogner, il faut agir.

COURS DU JOUR

3,0692 2,7202

3,6095 4,9997 11,6481

6.6874

3,0718 + 156 2,7218 + 121

15.1948 - 8 3.6122 + 198 5.2839 - 172

AFFAIRES

NOUVELLE RÉGLEMENTATION

Le crédit gratuit va pratiquement disparaître

réseaux de distribution, grands magasins et maisons spécialisées, dans l'ameublement et l'électroménager notamment, va être si sévè-rement réglementé qu'il va pratiquement disparaître.

Aux termes de la loi du 24 janvier 1984, promulguée dès le lendemain, relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (plus communément appelée loi ban-caire), et d'un décret qui devait être pris obligatoirement dans les six mois et va l'être le 25 juillet par le ministère de l'économie, des finances et du budget, deux impor-tantes restrictions sont apportées à la pratique du crédit gratuit.

Tout d'abord - est interdite toute publicité hors des lieux de vente comportant la mention « crédit gratuit e ou concernant la nrise en charge totale ou partielle des frais de crédit par le vendeur , ce qui exclut les campagnes de publicité dans le métro ou dans les médias. Ensuite, et surtout, le vendeur . doit proposer un prix pour paiement comptant inférieur à la somme proposée pour l'achat à crédit et cal-culé selon les modalités fixées par décret ». Cela revient, en fait, à proposer deux prix de vente pour le même article : un prix avec crédit gratuit et un prix payé comptant diminué du coût du crédit, que le décret fixe à une fois et demie le taux moyen des obligations sur un an. Comme ce taux est, actuellement, un peu inférieur à 13,50 %, le coût nominal du crédit ressort à 20 %, son coût réel, sur une durée d'un an, étant ramené à 10 % compte tenu des remboursements mensuels étalés sur cette période.

On voit donc que la nouvelle réglementation impose pratique-ment au vendeur de ristourner à l'acheteur au comptant le coût du crédit gratuit qu'il accorde actuellement (un peu plus cher tout de même, car ce crédit gratuit, pris en charge par le vendeur, est, matériellement, consenti par les établisse-ments spécialisés dans le crédit à la consommation : CETELEM, SOFINCO, CREG, etc., à un taux nominal de 22 % à 23 %).

Vérité des prix

Cetté réglementation était demandée depuis un certain temps, notamment par le Conseil économique et social, qui, dans son rapport du 23 et 24 novembre 1982, public au Journal officiel du 11 février 1983, dénonçait comme un leurre » le crédit gratuit. Ce dernier, selon le Conseil, pénalise l'acheteur au comptant par rapport l'acheteur bénéficiant du crédit gratuit, dont le coût, pris en charge par le vendeur, est répercuté sur l'ensemble de ses prix de vente.

Par ailleurs, selon une étude du Centre d'information et d'études du crédit (CIEC) de la Compagnie bancaire de février 1981, le crédit gratuit · porte préjudice aux magasins spécialisés dans des produits banalisés et à marge étroite, qui ne percent opérer une compensation » : leur avenir peut être compromis par la concurrence des magasins diversifiés qui peuvent offrir le crédit gratuit (sous-entendu par prélèvement sur des marges plus confortables). Enfin, ajoutait le Consell, le crédit gratuit est une forme dangereuse d'incitation à la consommation : il est dangereux parce qu'il incite les ménages les plus fragiles à s'endetter pour l'achaz de biens au-delà de leurs movens financiers en « anesthésiant » leur esprit critique par la suppression de l'aspect « coût du crédit ».

Chose curiouse, les établissements de crédit spécialisés précédemment cités, avec qui les vendeurs accor-dant du crédit gratuit avaient passé contrat en prenant en charge les intérêts de ce crédit, ne sont pas

DEUX MOS

+ 169 + 302 + 318 + 836 + 131 + 135 + 249 + 677 + 65 + 5 + 109 - 176 + 211 + 333 + 412 + 1219 - 147 - 345 - 307 - 1206

+ 836 + 892 + 677 + 723 - 176 + 189 + 1218 + 1276

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U..... 11 5/16 11 7/16 11 9/16 11 11/16 11 3/4 11 7/8 12 5/8 12 3/4

DM 5 1/16 5 3/16 5 7/16 5 9/16 5 5/8 5 3/4 6 1/4 6 3/8

Flocks.... 5 3/4 6 6 1/8 6 1/4 6 5/16 6 7/16 6 3/4 6 7/8

F.R. (180)... 11 1/4 11 3/4 10 15/16 11 1/4 11 1/4 11 3/8 11 1/2 11 3/4

E.S. 1 1/8 1 1/2 4 3/4 4 7/8 4 13/16 4 15/16 11 1/2 11 3/4

E.S. 12 1/8 12 3/8 12 3/16 12 5/16 12 1/8 12 1/4 12 12 1/8

F. Grang. 11 1/4 11 7/16 11 7/16 11 9/16 11 3/4 11 15/16 12 15/16 13 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en

t has t hant Hep. tos dip. - Hep. tou dip. - Hep. tou dip. -

UM MOIS

A partir du 25 juillet 1984, le favorables à cette forme de promo-crédit gratuit » accordé par les tion. A leuts yeux, elle présente tion. A leurs yeux, elle présente deux inconvénients. D'abord, en période d'encadrement du crédit, elle gonfle artificiellement les encours en incitant à prendre du crédit ceux qui n'en ont pas besoin. Ensuite, elle dévalorise la notion de crédit à la consommation à titre onéreux, procédure bien classique et dont l'objet et le coût sont bien

> Dans sa conclusion, le Conseil économique et social, estimait que la meilleure forme de promotion était la vérité des prix et la clarté des comparaisons, quitte à faire des

campagnes de rabais oettement affiteurs. Il a donc été exaucé, et, selon toute vraisemblance, les vendeurs, qui peuvent toujours, légalement, accorder du crédit gratuit à leur charge, ne pourront, ni ne voudront à la fois supporter cette charge et consentir un rabais de 10 % aux acheteurs au comptant. D'ailleurs, les grandes campagnes de crédit gratuit engagées ces dernières semaines pour profiter des derniers délais s'arrêtent toutes le 24 juillet. Après, les vendeurs trouveront autre chose, mais du genre plus classique, rabais temporaires ou permanents.

FRANÇOIS RENARD.

L'automobile, test du redéploiement industriel

(Suite de la première page.)

Mais pour rester dans le sillage des quatre grands de l'automobile mondiale - General Motors et Ford, aux profits impressionnants, Toyota et Nissan, à la productivité remarquable - les deux constructeurs français (de même que Volkswagen et Fiat) vont devoir rapidement ralever un triple défi : industriel pour améliorer la productivité, social pour former les hommes qui construiront la voiture des années 90, financier pour maintenir un rythme élevé d'investissements.

Résultante du nombre de salariés nécessaires pour produire une quantité donnée de véhicules, la productivité des constructeurs français, déià médiocre, souffre désormais de l'effondrement du marché national. Le sureffectif apparaît plus lourd encore lorsque, pour lancer un produit nouveau, des lignes de production beaucoup plus automatisées sont introduites. Cela va être le cas pour Renault avec le lancement du successaur de la R 5, qui, à terme, provoquera la suppression de plusieurs centaines d'emploi.

Les pouvoirs publics savent donc qu'ils ne pourront refuser ni les licenciements chez Citroën (on n'exigera même plus un geste de la direction sur la durée du travail) ni le traite-ment du sureffectif chez Renault, où, dès 1985, les départs en préretraite ne suffirent plus le lusieurs milliers de cols blancs notamment devront quitter la Régie dans les deux ans).

M. Dalle, dans son rapport controaux pouvoirs publics, envisagerait une caisse d'intégration à l'italienne (casa integrazione) (le Monde du 17 janvier). Mais les congés de conversion prévus actuellement pour les zones industrielles en difficultés, et qui maintiennent un lien juridique avec l'entreprise tout en mettant à la charge de l'Etat la formation des ouvriers ainsi libérés, en feront office dans les cas les plus graves. Ils pourront être couplés avec le centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile récemment créé par M. Bérégovoy, et qui devrait déjà recevoir bientôt les travailleurs de Citroën.

Prendre en compte le social?

Les pouvoirs publics - et sans doute les syndicats avec eux - ne se font guère d'illusions. Ce ne sont pas les mêmes travailleurs qui ont fabriqué les automobiles standardisées des années 60 et qui produiront l'automobile à la carte des années 90. Les premiers recrutés, parfois analpha-bètes, dans certains villages du

Maghreb, n'avaient aucune initiative et des tâches épuisantes. Les seconds seront bacheliers et travailleront en blouse blanche. Mais, comme l'écrivent MM. Michel Frybourg at Rémy Prud'homme dans l'Avenir d'une centenaire : l'automobile (1) - l'un des livres récents qui font le mieux le point des différents défis lancés aux constructeurs francals. - e en tout état de cause, ou l'automobile apporters son lot de nouveautés en matière sociale, ou bien l'industrie française n'aura pas les moyens d'affronter les nouvelles conditions de la concurrence interne-

tionale ». M= Cresson peut inciter les constructeurs à prendre en compte le social, mais cette évolution dépendra d'eux, avec la certitude qu'elle est plus dans la tradition de Renault que de Peugeot SA. En ravancha, le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur va devoir reprendre l'étude - laissée per son prédécesseur - sur le moven d'amé-Norer la situation financière des constructeurs. Cer. face à des concurrents dont les bénéfices sont énormes et l'endettement pratiquement nul, les groupes français vont bientôt payer 10 milliards de francs de frais financiers par an, ou l'équivaient du lancement de près de deux nouveaux modèles. De plus, en 1984, ils continueront de perdre beaucoup d'argent. L'idée de voir les pouvoirs publics prendre à leur charge l'endettement à long terme de Renault et de Peugeot fait son

Réduire le point mort (production minimum en decà de laquelle les constructeurs perdent forcément de l'argant), améliorer le produit (les lettres de lecteurs attribuent souvent à des défauts de qualité la perte de parts de marchéi et sa commercialisation, sera aussi nécessaire ; tout comme le sera l'établissement de nouveaux liens avec les équipementiers, dont les difficultés sont plus préoccupantes encoré.

Avec le traitement du dossier Citroen - qu'elle va partager avec M. Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, – puis à l'automne de celul du sureffectif de Renault, c'est toute l'image du redéploiement industriel que va modeler Mme Cresson. Le Parti communiste le sait qui a choisi ce terrain.

BRUNO DETHOMAS.

(1) L'Avenir d'une centenaire : l'automobile, par Michel Fryhourg et Rémy Prud'homme, collection - Transport, espace, société », Presses universi-taires de Lyon, 95 F.

LES CONSÉQUENCES SUR LA SIDÉRURGIE

1984 aussi mauvais que 1983

mobile est une mauvaise surprise pour les sidérurgistes, qui doiment du secteur du bâtiment et des travaux publics. Certains aciers spéciaux destinés aux constructeurs automobiles ont vu leur demande décroître de 25 % dès avnl. Chez Sacilor-Sollac, producteur de tôles, on « s'inquiète de l'évolution du carnet de commandes pour le quatrième trimestre ».

Inquiétude modérée par le fait. que les sidérurgistes français vendent également des aciers en RFA, où le marché de l'automoseul débouché dont on attendait une bonne tenue qui s'essoufile à son tour.

Les prévisions de production sidérurgique fartes au début de l'année sont désormais comgées en baisse. Le premier semestre a été marqué en France par una croissance de 12,3 % de la production d'acier brut par rapport à 1983 (en recul néanmoins de

La chute du marché de l'auto- 6,4 % par rapport au premier semestre de 1982), mais on s'attend à un net raientissement au second semestre. Certains marchés, comme celui des poutrelles, sont qualifiés de « carastrophiques a. Usinor ne table plus que sur una production de quelque 13 millions de tonnes d'acier brut sur l'année, soit l'équivalent des très mauvais résultats de 1983 (17.6 millions de tonnes). L'OCDE confirme dans sa derère note de conjoncture publiée début suillet que s le niveau actuel de production des pays de l'OCDE ne pourra se maintenir pandant le reste de l'année ».

L'année 1984 sera donc, comme 1983, une année de a basses eaux a contrairement aux prévisions d'une partie des sidéruraistes, qui, lors de la révision du plan acier, estimaient que 1983 était une année « excepticnnellement mauvaise a et qui tablaient sur une reprise en

Bruxelles (Communantés européennes). - Les ministres des affaires étrangères de la CEE se sont saisis une première fois, le 23 juillet, du dossier sur le sinancement de la CEE d'ici à la fin de l'année. Les discussions ont tourné court, mais, devant l'insistance de M. Genscher, le ministre ouestallemand, appuyé par les déléga-tions française et néerlandaise, les Dix ont décidé de reprendre l'examen de la question dans la matinée de ce mardi 24 juillet.

M. Howe, le ministre britannique, a répété inlassablement à ses partenaires la position de son gouvernement : les dépenses du Marché commun doivent rester dans les limites des crédits disponibles en 1984; il n'est pas question de dépasser le 1 % de TVA versé par les Etats mem-bres, avant que les Parlements nationaux n'aient ratifié la décision du conseil européen d'accroître les « ressources propres ».

Lundi soir, pratiquement per-sonne n'estimait possible que Lon-dres puisse infléchir sa position au cours de cette session du conseil des ministres. Il était plus probable que l'affaire fût renvoyée à la prochaine réunion des Dix, fixée au 3 septembre prochai

De son côté, M. Dumas a particulièrement insisté sur la . situation dramatique - du marché des vins. A l'occasion de la préparation de la séance de négociation, qui devait se tenir le 24 juillet, avec l'Espagne sur la candidature de ce pays à l'adhésion à la CEE, le ministre français des affaires européennes a renouvelé la demande de Paris de réformer bref délai, et en tout état de cause

avant l'élargissement. Considérant que le fonctionne-ment du marché des vins est un échec - 35 d'hectolitres distillés en 1984 pour un coût budgétaire prévisible de 1,2 milliard d'ECU (8,2 milliards de francs), -M. Dumas a fixé les objectifs, sans toutefois préciser les moyens pour y parvenir. Selon le ministre, la maitrise de la production doit passer quantités excédentaires, la dissuo-

sion de la production de ces excé-dents et la pénalisation des rendements excessifs ».

Les Dix out, en outre, parlé de la négociation avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui reprendra à l'automne sur le renou-vellement de la convention de Lomé. La question financière, le principal obstacle à surmonter pour aboutir à un accord, a été au centre des discussions. Selon M. Andreotti, le ministre italien, huit délégations sont prêtes à accroître, pour la période 1985-1989, de 50 % le volume du Fonds européen de déve-loppement (FED). Senles, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne sont encore réticentes à ce que les crédits du FED (subvention et prêts à un taux d'intérêt de 1 %) augmentent de 4,7 milliards d'ECU (32 milliards de francs) à 7 mil-liards d'ECU (48 milliards de

MARCEL SCOTTO.

la cee reporte sa déci-SION SUR LE DIFFÉREND QUI L'OPPOSE A IBM

Contrairement à ce qu'elle avait annoncé, la Commission européenne annonce, la Commission europeense n'a pas tranché le 23 juillet dans le différend qui l'oppose à IBM. La CEE, qui accuse le groupe améri-cain d'abus de position dominante (le Monde du 27 avril 1984), a multiplié les réunions avec IBM ces derniers mois à la recherche d'un accord à l'amiable. Mais jusqu'ici les propositions d'IBM ont été rejet-

M. Frans Andriessen, commissaire européen chargé de la concur-rence, s'était engagé à trancher soit dans le sens de poursuites, soit pour un accord avant le 23 juillet.

La CEE reproche à IBM d'annoncer, parfois deux ans à l'avance, des nouveaux ordinateurs sans en divulguer les spécificités techniques, ce qui gene les fabricants de périphériques compatibles. Les clients, de ce fait, seraient contraints d'acheter leurs périphériques chez IBM.

APRÈS CINQ SEMAINES DE GRÈVE

Une médiation permet la reprise du travail des pilotes de la compagnie liberia

De notre correspondant

le lundi 23 juillet, au trenteseptième jour de grève, après que le médiateur désigné par le gouverne-ment eut rendu public son arbitrage, qui a valeur obligatoire pour les pares. La sentence de M. Juan Ignacio Molto, président de l'Institut de médiation, d'arbitrage et de conciliation, donne largement satisfaction à la compagnie. Aussi le syndicat des pilotes, tout en l'acceptant comme la loi l'y oblige, a-t-il annoucé son intention de déposer un recours devant le tribunal constitu-

M. Molto a fondé sa sentence, dont les effets s'étendront jusqu'au 31 décembre 1985, sur le principe de la « non-discrimination ». Il considère que les mesures d'austérité impliquant la perte de plusieurs avantages sociaux que veut appliquer la compagnie doivent être acceptées par les pilotes, dans la mesure où elles l'ont déjà été par les autres catégories du personnel iens, hôtesses, etc.). Les pilotes ne percevront en conséquence qu'une augmentation sala-riale de 3,5 % en 1984, alors que l'inflation s'élèverait à 8 %. D'autre part, M. Molto n'a pas accepté la demande formulée par le SEPLA (Syndicat espagnol des pilotes de lignes aériennes) d'accroître les effectifs, afin de permettre une réduction du nombre d'heures de vol

En outre - et il s'agit là du thème le plus conflictuel - le licenciement par la compagnie de dix pilotes pour «fante grave » durant la grève n'est pas remis en question : ils ne seront pas réadmis, suivant la sentence, à moins que la magistrature du travail ne décrète que les renvois n'ont pas éré réalisés en conformité avec la loi. Par contre, le médiateur recom-mande que les enquêtes administratives ouvertes par la direction et toujours en cours (et qui pourraient conduire à plusieurs dizaines de nou-veaux licenciements) soient aban-

Si ce conflit se solde donc par une défaite du SEPLA, accusé dans les milieux socialistes d'avoir voulu tenter une épreuve de force avec le gou-vernement, tout le monde, en fait, apparaît aujourd'hui perdant. Les

Madrid. - L'interminable conflit pilotes d'abord, dont l'image de marqui opposzit les pilotes d'Iberia à la que ne s'est certainement pas améqui a eu à souffrir des effets de la grève en cette époque de vacances et qui, dans une large proportion, a qualifié d'élitiste» leur mouvement. La compagnie Iberia ensuite qui, après la suspension, depuis le début de la grève, de plus de deux mille vols, estime ses pertes à près de 3 milliards de pesetas (160 millions de francs), qui viendront s'ajouter à un déficit déjà bien lourd. Le gouvernement, enfin, ne sort pas grandi de cette affaire, lui qui a attendu plus d'un mois avant d'intervenir pour mettre fin à un conflit qui a touché le peys tout

THIERRY MALINIAK.

· Eastern Airlines rachète des droits de vol à Air Florida. - La compagnie aérieure américaine Eas-tern Airlines a racheté à la compagnie Air Florida, en état de cessation de paiements depuis le 3 juillet, ses droits de vols entre Londres et Miami. Le prix de cette reprise a été fixé à 7 millions de dollars (61 millions de francs). Le total des dettes d'Air Florida est évalué à 140 millions de dollars, soit 1,2 milliard de francs. - (AFP.)

· La production occidentale d'almainium de première fusion : augmenté de 20 % au premier estre. - La production d'alumi nium de première fusion des pays occidentaux a augmenté de 20 % soit 1 015 000 tonnes métriques, pour atteindre 6 186 000 tonnes selon l'Institut international de l'alu miniam. La plus grande partie de cette augmentation a en lieu en Amérique du Nord,

• Le budget de la RFA : Rectifi-cation. - L'omission d'une partie de phrase a faussé la compréh de l'article sur le projet de budget en RFA publié dans le Monde du 20 juillet. Il fallait lire au milieu du cinquième paragraphe : « Le déficit budgétaire envisagé pour 1985 sera ramené à 25 milliards de DM contre 29,5 milliards en 1984. Les intérêts payés par le gouvernement allamand n'en resteront pas moins de 29,6 milliards de DM en 1985 (solt 11.4% du budget)... - Le reste

TRAITEMENT DE TEXTES

BUREAUTEXTE - Madeleine/St-Augustin - 265.62.36

TIERS-MONDE

AU « SOMMET ALIMENTAIRE AFRICAIN » DE L'ONUAA

M. Saouma plaide pour une diminution des naissances

baisse en Afrique, pour éviter une catastrophe alimentaire », a déclaré lundi 23 juillet, M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (1), lors de l'ouverture, à Harare, capitale du Zimbabwe, de la treizième conférence pour l'Afrique, surnommée le « sommet alimentaire africain ». M. Saouma a évoqué l'« effroyable sécheresse » frappant de nombreux pays, comme le Kenya, normalement autosuffi-sant, le Zimbabwe, jusqu'ici exportateur de céréales. Au Mozamb de 100000 à 200000 personnes seraient mortes l'an passé du fait de cette sécheresse qui dure depuis

· Il faut que le taux de fécondité

Mais M. Saouma a estimé que les fléaux naturels joints à la réce neanx natures joints à ut recession n'expliquent « qu'en partie la faiblesse de l'agriculture africaine ». Dans l'esprit du directeur général, ce qui fait défant ce sont les changements politiques et socieux nécessites politiques de la partie saires pour que l'agriculture vienne enfin au premier plan des préoccu-pations des États africains. De son côté, le premier ministre du Zim-babwe, M. Robert Mugabe, a lancé un appel pour que la crise soit surmontée dans tous les secteurs agricoles, notant que, en théorie, l'Afrique a ossez de terres pour parvenir à l'autosuffisance alimenaire . Or, au cours des dix dernières années, la production d'ali-ments a diminué de 10 %, alors que

l'Afrique connaît une croissance démographique (+ 4 % par an) et une urbanisation parmi les plus Dans un rapport plus spécialement consacré aux neuf pays de l'Afrique australe (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie,

Zimbabwe) représentant 60 millions

TRANSPORTS

d'habitants sur les quelque 500 millions que compte l'Afrique, PONUAA estime que les importa-tions de céréales devront passer, pour ces pays, de 1,5 million de tonnes à 8 millions de tonnes dans vingt ans. Le rapport évoque alors le spectre d'une - grave famine - si les pays déjà lourdement endettés ne pouvaient supporter le coût annuel de 4 milliards de dollars pour payer ces importations en l'an 2000. Le rapport note encore que la produc tion céréalière de ces neuf pays est tombée de 9,3 millions de tonnes en 1981 à 7,3 millions de tonnes en 1983, et probablement à 7 millions

de tonnes seulement en 1984.

Dans un autre rapport présenté au cours de la semaine qui précédait la conférence proprement dite, l'ONUAA estime que, pour stimuler la production alimentaire, il est saire de maintenir à un niveau élevé les prix à la production et de réduire progressivement les subventions à la consommation. Mais, ajonte le rapport, il sagit d'instru-ments à manier avec prudence, car les consommateurs urbains sont les premiers touchés et « leur pression politique est plus grande». En outre, les prix élevés profitent davantage aux gros qu'anx petits fermiers, et les subventions à la consommation bénéficient d'abord aux urbains à revenu moyen et non aux plus pauvres.

Ce rapport indique encore, selon l'ONUAA, que la surévaluation des taux de change est nuisible aux cultures d'exportation et que les monopoles de commercialisation tendeut à devenir inefficaces et à être des fardeaux financiers pour les

(1) ONUAA, sigle français pour FAO (Food and Agriculture Organiza-

La Côte-d'Ivoire envisage de créer des élevages d'antilopes

Pour améliorer l'alimentation des sabitants et indirectement protéger les réserves naturelles du braconnage, la Côte-d'ivoire envisage de développer des élevages d'animaux

Grace à un financement du fonds français d'aide à la coopération, un programme d'observation sur les antilopes susceptibles de faire l'objet d'élevage va être bancé.

Grands amateurs de viande de brousse — la valeur de sa consom-mation est estimée à 50 milliards de francs CFA, 1 milliard de francs, ~ les Ivoiriens exercent une forte pres-sion sur les réserves naturelles, par bracomage. Les feux de brousse allumés par les chasseurs pour lever le gibier provoquent des dégâts considérables. Les produits de ces

Elevages devraient essentiellement profiter aux villageois, notamment ceux qui habitent près des zones pro-

On parie de ces élevages de gibier en Côte-d'Ivoire depuis 1973, mais c'est seulement depuis 1980 qu'une étude générale a été lancée pour définir les bases légales d'exploita-tion du gibier, établir les règles administratives de gestion et de surveillance et recommander les sites d'implantation. Depuis 1982, une ferme pilote d'élevage de crocodiles fonctionne au 200 d'Abidjan, tandis que des expériences sont menées an laboratoire central de nutrition ani-male de l'École nationale d'agriculture, pour l'élevage des agouts, qui sont également très recherchés par le population ivoirienne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le bénéfice net de Schimmberger pour le deuxième trimestre est de 292 millions de dollars, en augmentation de 2 % par rapport au bénéfice réalisé l'au dernier pour le même période. Le bénéfice net par action est de 1,01 dol-lar comparé à 0,98 dollar. Le chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre est de 1,57 milliard de dollars contre 1,43 milliard de dollars contre

Poer le premier semestre de 1984, le béoéfice net est de 566 millions de del-lers et le chiffre d'affaires de 3,05 mil-

La quote-part de Schlumberger (50 %) dans les résultats de Dowell Schlumberger aux Etats-Unis, cosno-lidés depuis avril, a eu pour effet d'aug-menter le chiffre d'affaires de 59 mil-

Jean Riboud, président directe néral, a indiqué que les éléments favora-bles du trimestre out été essentiellement bles du trimestre out été essentiellement un accroissement d'activité des services de logging en Amérique du Nord, une progression très sensible des résultats de Fairchild semi-conducteurs et du groupe systèmes assistés par Ordinateur, enfin une augmentation des revenus finan-ciers. En contrepartie, la baisse d'acti-vité des services pétroliers hors d'Améri-que du Nord e nech ser les résultats. pec du Nord a pesé sur les résultats.

Le conseil d'administration a déclaré an dividende trimestriel de 30 cents par action, ce qui porte le dividende annuel de 1,04 dollar à 1,20 dollar par action. Ce dividende est payable le 12 octa-Ce dividende est p bre 1984 aux actions 10 septembre 1984.

FRUCTI-PREMBÈRE

Société d'investion Loi du 3 jaurier 1979 Dierets v. 79-323 et 79-324 du 24 nvril 1979 ial: 18, rue de Croissant, 75002 PARIS - RCS: PARIS B 330.178.963

nouvelle Sicav, dénommés Fructi-Première.

Dotée d'un capital music de la por-lions de francs, cette Sicav, dont le portefeuille sers composé exclusivement d'obligations dites de « première catégoent ainsi d'une formule de pla adaptée à leur réglementation. En outre, elle offre à tout épargnant la possibilité d'effectuer un investimement obliga-taire à moyen ou long terme assorti d'un

Le groupe des Banques populaires
Le conseil d'administration, présidé
ient de procéder à la création d'une.

Des le Banques populaires.

Le conseil d'administration, présidé
par M. Bertrand Balarosque, est constitué de représentants d'organismes institué de représentant d'une de l'experiment comité de gestion qui regroupe notam-ment des spécialistes du murché obliga-taire. La présidence du comité est assu-rée par M. François Simonaet, directeur rales de France (AGF).

L'ogverture au public de Fructi-Aucun droit d'emrée ne sera prél souscription jusqu'au mardi 7 sofit 1984, Par la suite celui-ci s'élèvera au um à 1.5 % du momant souscrit.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14 % - 1980 Les intérêts courus du 3 août 1983 au 2 soût 1984 seront payables à partir du

3 août 1984 à raison de 252 F par titre de 2000 F nominal coutre détachement coupon n° 4 après une retenue à la source domant droit à un avoir fiscal de 28 F. En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément e prélèvement libératoire sera de 41,98 F, augmenté de 1 % des intérêts bruis (confibution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 207.22 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 21 726 à 50 000 et 54 001 à 60 475 sortis au tirage au sort du 4 juin 1984 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon nº 5 au 3 soût 1985 atraché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectnés sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris (7°), ainsi qu'aux goichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels. li est rappelé:

d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés direc-tement aux titulaires par la CNT;

 d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et com-prises dans les certificats nominatifs sera effectné également par la CNT dès récep-tion, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés; — eafin, que les titres compris dans les séries de numéros 143 766 à 170-765. 293 074 à 325 073 et 458 524 à 483 523 sont respectivement remboursables depuis le 3 août 1981, le 3 août 1982 et le 3 août 1983.

CNT - Obligations 10,50 % - 1975

Les intérêts courus du 1= août 1983 au 31 juillet 1984 seront payables à partir du 1= août 1984 à raison de 94,50 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n= 9 après une retenue à la source domant droit à un avoir fiscal de 10,50 F. En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 15,74 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de

Le paisment des coupons sera effectné saus frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bareaux de poste, de la Caisse des dépèts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris (?*), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels. Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directs mest aux titulaires par le Caisse nationale des télécommunications.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE — Obligations 16,50 % juillet 1982

Les intérêts courus du 12 août 1983 au 11 août 1984 aur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE 16,50 % juillet 1982 seront payables, à partir du 12 août 1984, à raison de 742,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dounant droit à un avoir fiscal de 82,50 F (montant global : 825,00 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 123,70 F anquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de l'inances pour 1984, soit \$.25 F faisant ressortir un net de 610,55 F. Cette retenue ne concerné pas les personnes vinées au III de l'arricle 125 A du Code général des impôts.

ÉNERGIE

La baisse des cours s'accélère sur le marché libre du pétrole

La Grande-Bretagne pourrat-elle, comme elle l'a annoncé, maintenir inchangés les prix de vente de ses bruts pour le troisième trimestre ? Sur le marché libre du pétrole la chute des cours, observée depuis mois de juin, et un moment arrêtée début juillet, a repris de plus belle après la dernière conférence de l'OPEP, les 10 et 11 juillet, à Vienne (le Monde du 24 juillet). Depuis quelques jours la «glissade» des cours semble s'accélérer. Le brut britannique «Brent», qui sert de référence sur le marché, a vu ses cours tomber à 27,60 dollars par baril lundi 23 juillet, soit 0,30 à 0.40 dollar par baril de moins que la semaine passée, et 2.40 dollars de moins que son prix officiel. Sur le marché à terme de New-York, les cours ont chuté depuis quatre jours de 0,25 à 0.30 dollar par jour, si bien que le brut livrable en septembre est tombé à 27,80 dollars par baril. Le

monvement a été accéléré par la décision, annoncée la semaine pas-sée, de deux raffineurs américains, Diamond Shamrock et Mobil, de réduire de 0,50 dollar par baril leurs prix postés, c'est à dire le prix qu'ils sont prêts à payer pour la qualité américaine de référence, West Texas Intermediate.

La compagnie nationale des pétroles britanniques aura donc beaucoup de mal à convaincre ses acheteurs, dont une grande partie sont américains, d'accepter un prix officiel de 30 dollars par baril. Déjà la compagnie Texaco a annoncé qu'elle allait réduire ses enlèvements d'environ 30 %. Mais une baisse éventuelle des prix officiels britanniques risquerait de remettre en cause indirectement la grille des prix de l'OPEP, eux aussi largement supérieurs aux cours réels.

- (Publicité) -

PROMOTEURS

Commercialisateur de haut niveau vous propose de vendre votre programme immobilier de 40 à 60 logements en 4 mois. En priorité, montagne : Savoie, Haute-Savoie;

mer: Var, Alpes-Maritimes. Résultats garantis par contrat avec responsabilité financière, commission importante demandée. Ecrire nº 10220 le Monde Pté qui transmettra.



SOLDES **INCROYABLES** MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothéques. Armoires métalliques et bois.

ROGER H. FRANCE SPÉCIALISTE DU MOBILIER

BUREAU DIRECTION 59-61, rue La Fayette, 75009 Paris. Tel.: 285-42-41. Métro Cadet. Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 du lundi au samedi sans interruption. Expédition dans toute la France.

MARCHÉS

PARIS :1 judier

Assez bien oriente

Parts se to seed pas Chand les spieses rest in the place learner to a special to the place in th a stantage savett

the tres liggers has State les desurdres min Section of the section of distant distant for the

printed the manufacture of the construction of distant funció devalt promi l'interes son dicesars da pa-lifectuaries son dicesars da pa-lifectuaries de l'action de pa-Main nettalber per por en en une en siete en la of the train of the second of the second The second of th

The second of th STATE OF THE PARTY OF THE PROPERTY. The state of the s tures of boursess Autor the same of it to be Secretary of the second A STATE OF STREET american and property of the state of

ters un peu renterant à Comme contract of the second of the many of the state of Teller of the same des House get jater de 1 .

LA VIE DES Malitable errete same

A a transport transport to the second to the A 200 Taxas Semplement with annual sense torn de la martinatra de la compania de la compa STATE OF STA Simulation of the Same

ENTL - La tra grande de Talente timete durant fra Chen philomer area un abilita de Talente

aboli au aport 4 a prima de MICES CUSTIONENS MES AGENTS DE CHAMBE

22 22 Line

11.15

TADU MARCHE MONETA See de 24 maies 11 7 100 TO BU DOLLAR A TOWYS Taylor Daylor Daylor

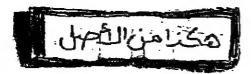
AND RESIDENCE AND ADDRESS OF THE PERSONS AND ADDRESS AND ADDRESS OF THE PERSONS AND ADDRESS AND ADDRES THE M CONTESTABLE SEE SHIPE OF VALEURS THE 3.3 11.75

States 1 × \$14 / 100s

200 Marie 1

SICAV 23/7

24 JUILLET



MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS

PARIS 24 juillet

Cite envise

A9863 4.2

Assez bien orienté

Les pronostics sur la tendance mardi à la Bourse de Paris ne se sont pas entièrement vérifiés. Quand les spécia-listes voyalent le marché plus lourd, ce dernier s'est au contraire révélé plutôt soutent. Il marché plus le plutôt -soutenu. Un moment en avance de 0,8 %, l'indicateur instantané enregis-trait à la clôture une très légère hausse de 0,5 % environ.

Singulier, car rien ne prédisposait la Bourse à se montrer plus optimiste. Bien au contraire, les désordres monétien au contraire, les désordres mone-taires, le comportement peu razsurant de Wall Street l'inclinaient pour le moins à la réserve, d'autant que rien n'a encore filtré des intentions du nou-veau premier ministre sur la conduite des affaires. C'est dans l'après-midi que M. Laurent Fabrus devait pronos-cer à la Chambre son discours de poli-tique sépérale. Mois rétent ce per précer à la Chambre son discours de poli-tique générale. Mais n'était-ce pas, pré-cisément en raison de cet évênement, qu'il convenait de faire en sorte que la Bourse n'ait pas trop mauvaise mine? Dans les travées, les professionnels parlaient ouvertement d'intervention. Les gendarmes étaient-ils vraiment là ses instructions versues d'en hour? Les gendarmes étaient-ils vraiment là sur instructions venues d'en haut? impossible de le dire. Mais avec la pauvreté des affaires, le marché n'avait pas vraiment les moyens de se montrer mieux disposé, même én ce début du nouveau mois boursier. Autre constat : les valeurs de la corbeille, Dassault excepté (+ 6,2 %), n'ont pas ou peu participé à l'amélioration observée.

La devise-titre n'a guère varié et s'est échangée entre 9,79 F et 9,83 F (contre 9,75-9,85). L'or s'est un peu redressé à Londres avec l'once de métal précieux à 337,75 dollars (+ 2,75 dollars), à Paris avec le lingot à 96,700 F

(+1350 F).Le aspoléon a également progressé à 620 P (+ 2 F). Le volume des transactions est passé de 8,11 à 10,01 millions de F.

NEW-YORK

En dessous des 1 100

En dessous des 1 100

La semaine a très mal commencé à Wall Street. De nouvelles ventes out peaé sur le marché et, en dépit d'une reprise survenue en fin de séance, dont quelques Blue Chips seulement out bénéficié. l'indice des industrielles n'a pas réussi à se hisser au-dessus de la barre des 1 100, en dech de laquelle il était revenu peu après l'ouverture.

A la clôture, le Dow s'établissait à 1 096,61, soit à 4,75 points en dessous de son nivean précédent, après avoir touché la cote 1 083,37. Le bilan de la journée a été franchement manvais. Sur 1 972 valeurs trainées, 1 160 ent baissé, 418 senlement out mouté et 394 n'ont pas varié.

La révision en hausse du PNB pour le deuxième trimestre (7,5 % sur une besse annuelle an lieu de 5,7 %) a produit une très mauvaise impression autour du Big Board. Les opérateurs out, désormais, acquis la couviction que l'économie est en pleine surchauffe et qu'une nouvelle hausse des taux d'intérêt est inévitable. Seule consolation: l'activité n'a pas été très importante, ne portant que sur 77,99 milions de titres, enuire 79,08 millions précédemment. La Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, poursuit, selle le quoti-dien, de la plus grande enquête de ce type jamais réalisée.

| VALEURS | 30 in Table | Cours du 23 juillet |
|--------------------------------|-------------|---|
| Alexa | 327/8 | 32,3/8 |
| AT.T. | - 18 1/4 | |
| Spaing Chase Machettan Bank | · (22 1/0 | 30.12 |
| Du Post de Nomous | 44 1/8 | 43 5/8 |
| Exetoso Kodek | . 71 3/4 | 713/4 |
| Epoch | 411/8 | 41 178 |
| Ford | 49 1/8 | 温温 |
| General Electric | 54 174 | 64 470 |
| General Missions | . 67 6/8 | 66.7/8 |
| Goodyner | -1 24 1/4 | 24 1/8 |
| 177 | 108 172 | 108 1/8 23 3/4 |
| Note City | - 2 1/2 | 発売 |
| Clar | . 30 | 30 i/8 |
| Schimbinger | - 43 5/8 | 43 174 |
| Teaco UAL Inc. | 333/8 | 86 7/8 24 1/8 106 1/8 23 3/4 25 7/8 30 1/8 43 1/4 33 1/2 |
| Union Carbide | 49 374 | |
| U.S. Stand | . 23 1/2 | 23 |
| Westpopolise | .1 206/8 | 48:3/4 20:5/8 34:1/2 |
| Xecon Corp. | .1 34 1/8 | 34 1/2 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

montant de la première tranche de son émission de titres participatifs est porté de 1,5 milliard à 1,8 milliard de francs « devant le vif succès remporté » per cette

A chaque titre de la première tranche est attaché un bon domant droit à la souscription d'un autre titre participairi offrant la même réanusération. Si l'ensemble des bons donnait lieu à souscription, il en résulterait une deuxième tranche de titres participatifs. BNP d'un montant de 1,8 militard, identique à crist de la première tranche, précise encore la banque.

HENKEL. – La progression de l'activité s'est accélérée durant les cinq premiers mois de l'année avec un chiffre d'affaires accru de 12 % par napport à la période cor-

| | INDIC | ES QUOT | TOTENS | |
|------|--------------|--------------|-----------|----------------|
| | (INSEE, | bate 100 : 2 | Mc. 198 |) 23 inille |
| Vade | ers français | es | | |
| Vak | urs écrangé | ref | \$2,2 | 30,8 |
| 1 | C" DES A | | | NGE |
| | (100 | 100 : 31 🐇 | 2) initia | 23 talle |

Indice gineral 159 159,3 TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE Effets privés du 24 juillet 11 7/16% COURS DU DOLLAR A TOKYO
23 juillet 24 juillet
1 dellar (en yeas) 245,85 | 245,95

TO THE REAL

respondante de 1983. Le groupe prévoit une amélioration de ses résultats pour l'exercice entier. L'an dernier, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de deutschemarks (+ 3,8 %).

TORAY. —Le chier.

TORAY. —Le chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 1984 a augmenté de 4.4 % à 754,8 milliards de yens et le bénéfice net comolidé de 59 % à 14,2 milliards de yens. Si les ventes de fibres synthétiques et de textiles out dimimié de 0.6 %, celles de matériaux plactiques ont augmenté de 12,8 %. Pour l'exercice au 31 mars 1985, la société prévoit un chiffre d'affaires net d'environ 810 milliards de yens et un bénéfice d'environ 18 milliards de yens.

FIAT. — Le bénéfice net consolidé du

FIAT. - Le bénéfice net consolidé du Dans-Vislas ...
roupe italien Piat pour 1983 a atteint Dés Rés PACCA!

| VALEURS | % datem. | % du | VALEURS | Cours pric. | Detrier costs | VALEURS | Cours pric. | Dental | VALEURS | Coms pric. | Demise costs | VALEURS | Cours pric. | Dernier cours |
|---------|-------------|------|-------------|----------------|------------------|-------------------|----------------|--------|---------|---------------|-----------------|---------|----------------|------------------|
| ś | 25 70 | 2443 | Escan biant | 390 | | Serv. Equip. With | 34 70 | | SECOND | MAR | CHÉ | Hors | -cote | |

| | distant. | 600000 | *************************************** | pric. | COLORS | | prec. | COURT | | pric. | 20078 | | prec. | COURS |
|-----------------------|----------------|--------|---|-------------|----------|-----------------------|------------------|-------|--------------------|------------|--------|---------------------|-------------|---------|
| 2 % 5 % | 25 70 38 80 | 2443 | Escart Minera | 390 595 | :::: | Serv. Equip. Wih | 34 70 30 90 | | SECOND | MAR | CHÉ | Hors | -cote | |
| 3 % senort, 45-54 | 71 | 2 843 | Europ. Accordal | 27 20 | | Sicond | 258 | **** | AGP.AD | 1720 | | Alser | | |
| Enp. 7 % 1973 | 9180 | | Eserie | 350 | | Sinter Alcohol | 410 | | C.D.ME | 515 | | Caltulons du Pis | 23 90 | |
| Erro. 8.80 % 77 | 118 05 | 1 519 | Filter Potts | 1145 | | Seven | 133 | | C. Squip. Black | 230 | | CGM | 4 50 | |
| 9,80 % 78/93 | 30 80 | 0349 | Ferm. Victy (Ly) | 110 | 106 a | Sign (Plant, Hissian) | 200 | | Defail | 300 | **** | Cochery | 38 60 | 36 50a |
| 8.80 % 78/88 | 93 05 | E 434 | Festive | 38 | | SHAC Acided | 124 | | Daughis O.T.A | 1586 | | C. Sabl. Saine | 115 | *222 |
| 10,80 % 79/94 | 93 20 | 9 500 | RPP | 123 50 | | Solal Francisco | 410 | | Gay Degreene | 743 | | Coperat | 612 | 500 |
| 13,25 % 80/90 | 101 10 | 1 588 | Frac | 288 | | Sofio | 189 10 | | Marin Immobiliar | 1555 | | Duniop | 10 | **** |
| 13,80 % 80/87 | 102 81 | 10 670 | Focap (Chit. and | 1000 250 | | Soliconi | 470 | 90 50 | Mécallurg, Missien | 138 20 | | F.B.M. 4.3 | 70 58 10 | 3 50 o |
| 13,80 % 81/98 | | | | 198 | | SOFLP.00 | 90 50 | 30 30 | N.N.B | 250 | | La Muro | 1850 | |
| | 101 60 | 7 239 | Forc. Ageche-W. | 1780 | | Soliegi | 795 234 90 | | On Gent Fig | 259 | **** | Novotel SLEH | 1000 | 152 |
| 16,75 % 81/87 | 109 70 | 14 500 | Fenc. Lysomèse | 184 50 | | Sognoel | | | Potat Botans | 418 | | Profits Tubes Est | 127 | 131 |
| 18,20 % 82/30 | 111 70 | 8 587 | Foncing | 150 | C 2224 | Southle hating | 80 | | Perroligae | 545 | | Promopile | 1 121 | 131 |
| 18 % jain 82 | 11171 | 2 016 | Forget Streebourg | 1130 | | Sovabal | 566 | | Poros | 435 50 | | Ripolin | 600 | 803 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 138 10 | 7 708 | Founter | 47 | | SPEG | 177 20 118 10 | | Salomon | 1319 | 1320 | Rorento N.V. | 129 |) and |
| EDF. 14,5 % 80-92 | 101 80 | 2 038 | France LARLD. | 125 | 109 40 a | Sharan | 315 | | SCGPM | 273 | | Sabi. Moniton Corv. | | 40 50 o |
| Ch. France 3 % | 127 | | France (La) | 700 | | | | **** | For East Hotels | 0 84 | | S.K.F.(Applic Infc) | 148 | |
| CISS Bours jame. 82 . | 102 40 | 0 849 | Franks | 200 | (| Spie Stelynolius | 165 251 30 | | Softbus | 214 | [| 5P.R | 1 47 | **** |
| CNB Parities | 102 65 | 0 848 | Frommories Bul | 739 | **** | Starti | 751 | | Sovec | 511 | | Total C.F.N. | 270 | 267 |
| CNE Suez | 102 68 | 0 849 | From Paul Report | 405 | | Taitinger | 500 | 486 0 | Zode: | 1110 | | Trans | 1 210 | 1 201 |
| Citimy 82 | 102 30 | 0 848 | GAN | 709 | | Teston-Augustes | 97 | | 9 | | | | | |
| Par Jam. 44 | 102 30 | u 940 | Gamont | 500 | | Therm at Midls | 283 80 | | 1 | | | | | |
| | | | Gaz et Etats | 1225 | | Hanner S.M.D. | 36 | | | | | | | |
| | Down | Davide | Genty S.A | 296 | | Ligimo | 223 | | | Émission | Reches | | Emission | Rachatt |
| VALEURS | polic. | CONCE | Gerwain | 110 | | Ugine Sauren | 13 20 | | VALEURS | Frank jack | NR. | VALEURS | fres ec. | nat |

Comptant

Garc et Eaust
Ganty S.A.
Ganvain
Gir, Arm. Hold
Gerinnd fl.yl
Gévalor
Gr. Fix. Commt.
Gr. Fix. Commt.
Gde Maul. Cuchail
Gen Maul. Paris
Geoge Victoire
G. Transp. Ind.
Functions 223 13 20 550 10 532 76 60 296 110 25 485 254 60 212 61 70 304 837 102 273 60 139 41 225 160 10 480 46 50 376 5460 88 50 59 4 53 20 73 804 143 309 300 500 10 10 10 50d 44 50 41 80 6 87 70 44 90 81 80 6 125 50 125 70 Arstep André Rossière Applic, Hydrad Artei Arthis
At. Ch. Lohn
Antecint-flay
Bein C. Moseco 910

iennefice lectuszielle (Sie Invest. (Sté Cent.) Jeager Lafcte-Belt Larchert Felies 800 444 227 50 99 184 50 365 70 60 192 900 273 amend S.A. Caves Requility ... C.E.G.Frig.

C.E.M.
Consent. Stientry
Construct (My)
Corputet
C.F.F. Percelling CEV. . OPS Paribes
Opsorg
Opsorg
Origne Deemoles
Palais Houseseld
Paris Plants
Providese
Plant Providese
Paris Plants
Paris Paris Plants
Par 114 84 \$30 100 178 75 425 1370 125 50 90 142 86 23 70 113 60 50 70

groupe italien Fiat pour 1983 a attem.
253 milliards de lires (de l'ordre de 1,2 milliard de francs), comtre 137 milliards en
1982. Le chiffre d'affaires du groupe, qui
comprend quatre cent dix filiales et cent
trente-quatre participations réparties dans
cinquante-deux pays, s'est élevé à
21 985,4 milliards de lires, en hausse de 7 %
par rapport à 1982.

MONSANTO. — Le bénéfice net pour les six premiers mois atteint 320 millions de dollars, contre 215 millions (+ 48,8 %), pour un chiffre d'affaires de 3,53 milliards de dollars, contre 3,09 milliards.

| - 1 | Union Habit | 295 | | Autora Carron I | 219 62 | 209.06 | James | 100 61 | 96 06 |
|------|---|---|--------|--|------------------|--|--|------------------|-----------|
| - 1 | Union Habit. U.s. Irms. France Un. Incl. Critis | 271 | **** | Actions France Actions investees Actions salections | 351 98 | 230.00 | Japacie Laffata-pri-tame | 112022 57 | 112023 57 |
| - 1 | the hall Crisis | 333 | •••• | AZZER PROPERTY. | 20130 | 239 90 | Carlon Carron | CON 30 | ECE 35 |
| | Steller | 1 00 | 1004 | Actions silections Additional | 和立 | 312.48 | Particular | 341 25 | 200 30 |
| - 1 | LTA | 237 | | Audigus | 348 93 | 334 66 | Latitus Francis | 194 92 | 186 06 |
| - 1 | Lister LLTA Vice: | 245 | | A.G.F. 6000 | 239 73 | 228,86 | Latinia Japan | 202.61 | 193 42 |
| | Vient | CT 44 | | Actificaci A.G.F. 5000 Agino A.G.F. hardcock Albeit ALTO. | 370 41 341 73 | 363.61 | Luffine Obio | 136 55 | 130 36 |
| | VIIIX | 55 20 | | A RF berfreit | 341 73 | 226.23 | Affice Planettents | 104631 70 | 104427 27 |
| - 1 | | 330 | **** | that | 200 00 | 105.20 | Jaffer Bard | 100 00 | 150 74 |
| | William S.A | 258 | | | 4500 | 47- 94 | TENED-1988 | 1000 | 200 40 |
| | Brans, du Martic Brans, Comto-Afr | 145 | | ALID | 1/8 3/ | 1/120 | Thems-10000 | 835 17 | 900 10 |
| | Broom, Owner-Afr | 28 70 | , | Amicque Getion | 419 63 | 400 (0 | Lion Augustities | 12010 32 | 12010 32 |
| - 1 | | | | AMI | 224 33 | 214 16 | Leaples | 52616 99 | 52096 03 |
| - 4 | | | | A.M.L. Associa Associa | 11568 96 | 11511 30 | Livret transferatio | 443 31 | 430 40 |
| - *1 | 4. | | | Associa | 23479 86 | 23479 85 | Monfah Instrument | 120 58 | 306 02 |
| | Étran | geres | i | Rear beatle | 284 R4 | 271 52 | Marrie | 625N8 AR | STECK AS |
| - 1 | | - | | Carl Associations | 2105.88 | 2160 M | Laffette-systems Laffette-Systems Laffette-Systems Laffette-System Laffette-Date Laftette-Date Lafte | 494 75 | 400 40 |
| | | 320 230 10 240 885 520 235 | | Carlot Bra | 1904 00 | 1901 00 | BUT TO THE PARTY OF THE PARTY O | 327.13 | 400 40 |
| 9 | AEG | 320 | | Charles | 1,321 00 | 130100 | THE REAL PROPERTY. | 103 20 | 34 03 |
| - 1 | Ak20 | Z30 1g | **** | COMPANIE AN AI'TH *** | 61/ 14 | 308 12 | Haria-Assoc | 24347 63 | 24299 23 |
| | Alcae Alum | 240 | **** | Conversioner | 254 87 | 22.5 | Name | 12143 70 | 12023 47 |
| - 1 | Algemeine Bank Am, Patrolina | 1935 | **** | Cartes | 898 77 | 第7440 | Nam-leur | 265 92 | 825 SS |
| - 1 | AID, PHINTSHIE | 520 | **** | Codeter | 343.55 | 327 97 | Marin Chilinstine | 475 36 | 406 O7 |
| | | 235 | | Orien herschill | 353 87 | 337 82 | Marie Discourse | 603E4 71 | E8754 71 |
| 1 | Asturiana Minss | 100 | | Cialin | 13095 51 | 12071 17 | March Aldrew Street | 20/34/1 | 457.00 |
| | Banco Central | 100 | **** | | 549.29 | 300 104 | HEAD, WHEN THE PARTY | 9// 30 | 433 53 |
| | Banco Sercanders | 100 100 80 94 | | DRIEG 70000 | 312 32 | AND ID | Obility | 1056 50 | 1008 84 |
| | Asturienna Mines Banco Central Banco Senteaudors Boo Pop Espanol B. Régl. Internat | | **** | Dictationships | (36 18 | 165 (P. 4 | Oblina | 151 85 | 144 95 |
| | B. Rigi. Internat | 27000 | | Drouge-Sécuriei | 181 84 | 173 🗃 🛊 | Parificus St-Hannel | 373 79 | 366.83 |
| - 1 | Barloer Rend | 75 40 | **** | Occasi Silection | 111.58 | 106 52 4 | Deales Contrar | 12017 18 | 11896 29 |
| | Blyvoor | 126 | | Fourie | 218 51 | 208.98 | Land the first vivi | 1 400 30 | 100g 25 |
| - 1 | Bowster | 29 | **** | - | E0197 69 | E0977 15 | PERSONAL | 408.20 | 400 12 |
| | British Petroleum | 58 90 | *410 | Charles of Charles | 0050 40 | 8348 BC | Parameter Parameter | 120102 | 1177 47 |
| | Br. Lambert | 351 103 50 | | charless see | 9239 40 | 9290 80 | Phone Pactements | 232 30 | 231 14 |
| | Calend Holdings | 103 50 | **** | Epergre Autocustors . | 72756 08 | 2255 00 4 | Form Investige | 413 59 | 394 B4 |
| 1 | Canadian Pacific | 278 70 | | Epargos Capital | 5847 34 | 5591 43 | Placement collected | 58241 71 | 58241 71 |
| 1 | Baricar Rend | 282 20 502 | | Boom Cols | 1254 65 | 119777 | Danne brooks | 300 54 | 754.45 |
| | Commercianik | 502 | **** | Comme below. | 400 24 | 202.09 | Barden St. Harri | 11200 37 | 19749 70 |
| | Dark and Kraft | 700 | | Former Inter | 604 80 | 577 18 | Company of Appendix . | 11230 27 | 11242.00 |
| | Commerzionek Dart, and Krist De Beers (port.) Dow Chemical Dreacher Berik Ferennes of Aus | 700 60 257 500 | :::: | Contract Con Toron | 90E0 ES | 1011 60 | Sizer, Mebilian | 36931 | 371 55 |
| | Dow Chernesi | 257 | | Charles with James | (200 | 1011.00 | Silvant term |] 11385 50 | 11300 74 |
| - 1 | Dryaciner Bank | 500 | | Charle rest | 1/209 | 184 25 | Silver, Mobil Div | 298 CM | 280 81 |
| - 1 | Formos d'Auj Finantemer | | :::: | Amm. St-Hounif Associa- Associa- Bosma-Investion. Beat Associations Caphalin fest W.L.) Constitution | 796 36 | 790 25 307 21 1172 89 7742 90 362 89 | Siles, Mobil, Dis. Silection Rection. | 168 14 | 160 52 |
| | Forcestremer | 235 | | Ecoupe Valer | 321 80 | 307 21 | COLD SEL COLD | 100.40 | 181 09 |
| | Gén. Baltima | 267 | 288 50 | Conchile | 1176 24 | 1172 89 | Silver Associations | 100.00 | 181 00 |
| | Gevent | 508 | **** | Busic | I 8110 89 | 7742 90 | SCH /4003500 | 1122 | 1119 76 |
| - 1 | Gent | 112 80 | **** | Ento-Crossumes Europe Investine. Foucier Investine. Foucier! | 979 00 | 302.86 | S.F.I. tr. et étr. Sichémato Sone 8000 | 42189 | 402 /0 |
| | Georbeer | 250 | **** | Carried | 313 32 | 956 90 | Schrimto | 458 88 | 438 07 |
| | Grace and Co | 412 | | Cooks market | 1002.30 | 500 34 | Sow 8000 | 212 08 | 202 45 |
| | Grace and Co Guit Oil Connain | 111 10 | | Forcer Interties | 523 66 | 501 114 | | 345 56 | 329 89 |
| | Hartelsteet | 610 | | Francisco | 145 41 | 128 82 | Cinn | 295 13 | 281 75 |
| 1 | Honeywell loc | 462 | | France Gernetie France Investies FrCol. Incom. Francis | 273 94 | 268 57 | Of | 187 28 | |
| | Hoodown | 145 483 | **** | Francis | 384 28 | 386 84 | | 107 20 | |
| | Hoogovan | 483 | | Fr-Obl Inom. (| 379 35 | 371 91 | | 3 30/43 | |
| | inc. Mir. Chem | 325 | | Tracin | 230 07 | 219 64 | SIEst | 884 14 | B44 05 |
| | Johannaburg | 1090 | | Parker Control | 216 55 | 206 78 | S.L |] 603 44 | 651 24 |
| | V. Lone | 12 | | Fraction | 210 90 | | SILL | 947 78 | 804.77 |
| | Latonia | 220 | **** | Fructiones | 423 94 | 404.72 | Colinari | 404 21 | 385 88 |
| | Margantage) | 473 | | faction | #2429 35 | 522/3 57 | Comment | 340 90 | |
| | | 28 | | Fructi-Attociation | 1045 89 | 1043 80 | Socient Soggestre Soggestre | 1 300 | |
| | Mirtano Rapic Pie | 43 90 | **** | Court Securities | £ 90728 07 | 90034 SE | 2000m ******* | 77951 | |
| | Mineral-Resecute Nat. Nederlanden | 63 50 | | Guetilion Guarion Associations Guerion Mobiling | 55061 62 | 54824 31 | Sognitir | 994 73 | 949 62 |
| | Nat. Nederlanden | 610 | | Carried Associations | 105.48 | 102 524 | Salad Investor | 390 30 | 380 30 |
| | Marach | 130 90 | | Carlo Marino | 520 60 | 400 70 | Technotic | J 960 62 | 936 34 |
| | / Gustin | 23 20 | | CONTRACTOR | 323 30 | 436 91 | Technotic | 215.96 | 301 52 |
| 20 a | Paidond Holding | | | | | | The American | 315 95 106 72 | 109 72 |
| | Priore the | 297 | | Sept. Sel. French | 371 24 | 354 41 | Unitante | 905 95 | 544.48 |
| | Phomis Assuranc | 76 20 | | Hausenton Oblig | 120679 | 1153 98 | LINE | 252.87 | 20140 |
| - | Phonix Assorers Pirelli Procter Gemble | 9 70 | | Gest. Sel. Franco Hausannteen Oblig. Florizon | 890 54 | 670 43 | United | 679 36 | 648 55 |
| | Procter Gamble | 501 | | TIME! | 388.39 | 345 81 | Uni Guzzain | 1050 03 | 1028 43 |
| | | 501 33 50 | | Indo-Gong Valence Ind. frampaine Internating | 1 585 C | 639 AT | Undersite Undersite Uni-Gazzaie Uni-Gazzaie Uni-Unipen Uni-Unipen Universite Universite | 800 07 | 572 86 |
| | Relieco | 105 | | But formation | 12624 00 | 12270 00 | Underson | 988.97 | 944 12 |
| 50.4 | Robeto | 179 | | handle | 2700 TO | 16510 Pt | District. | 1534 11 | 1455 02 |
| ,uu | Rodemen Sheli ir, (port.) | 402 | | Minney | 3400 19 | 2000001 | 1144 | 1000 00 | 1634 03 |
| | Shalit, (port.) | 77 | | 1 TO 1 TO 1 | 499 10 | 212 44 | United to section of | 1 10007 55 | 1937-03 |
| | S.K.F. Aktientelen | 213 | | hamiles frame hamiles least | 384 90 | 35745 | Univers Chilippoints | 130 97 | 138 97 |
| | Sperry Rand | 350 | | Speed, light | 11252 50 | 11230 04 | Univers-Obligations | 1002 95 | 970 |
| | Steel Cy of Can | 152 | 1 | Incorpolace Indigit | 13124.50 | 13098 30 | Value | 1293 | 329 |
| | Shan II, goot.) S.K.F. Abzieteling Sperry Rand Seal Cy of Cen. Sellontein Sud. Albumettee | 33 80 185 179 402 77 213 350 152 120 50 | | Innet Parameter | 722 63 | 6877 | Valorea | 1 1171 15 | 1109 90 |
| | Sud Altumettes | 255 | | Invest. Pacements | 613 72 | 95.20 | Water | 125717 81 | 126501 22 |
| | Tennace | 338 60 58 285 | | | . DIG 16 | , | · | A .may . 1 ml | |
| | Them BM | 58 285 | 53 0 | | | | | | |
| | Thysrun c. 1 000 | 285 | | 1 . | | | | | |
| | Torrelated inc | 18 | 1 | | | | | | |

| Dens la questième colorne, figurent les varia- tions en pour peur rapport à ceux de la veille. Règlement mensuel | | | | | | | | | | | | | el . | | | | | | : coupon dita : offert: d : d | | | | int. | | | | | | |
|---|--|--|---|--|--|---|--|--|--|--|--|--|--|---|---|--|--|---|---|--|--|------|--|--|---|---|---|---|--|
| Compan | VALEURS | Cours prioid. | Premier | Dentier courts | * | Competi | VALEURS | Cours précéd. | Premies cours | Dentier cours | % +- | Compan- sation | VALEURS | Cours prioid. | Prontier cours | Demier | % +- | Compun- setion | VALEURS | Cours printed. | | | % | Compen- entice | VALEURS | Cours précéd. | Premier court | Dernier | % +- |
| 1750 3525 1350 1370 1374 1175 1242 210 255 540 178 250 415 747 405 230 145 250 146 230 155 1280 1550 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 2430 1570 1570 1570 1570 1570 1570 1570 157 | 4.5 % 1973 CALE. 3 % Becardió T.P. Remak T.P | 1730 3535 1350 1070 1175 1243 208 855 459 459 262 447 736 405 222 386 56 1278 1551 2426 1278 1368 1368 1368 1368 1368 1368 1368 136 | 180 10 254 419 80 736 430 230 90 553 483 | 264 | - 0 11 + 0 46 + 0 46 + 0 56 - 0 55 + 2 77 + 1 29 + 0 76 + 1 14 + 6 17 + 0 81 + 0 82 + 1 14 + 6 90 + 1 22 + 0 51 - 0 25 - 0 24 + 0 51 - 0 25 - 0 32 + 0 32 | 2480 880 800 586 615 825 175 275 38 775 225 186 770 210 220 210 225 730 1230 380 1230 380 1500 215 770 210 225 770 210 225 775 210 225 775 210 225 775 210 225 775 775 210 225 775 775 210 225 775 775 775 775 775 775 775 775 775 | Emiler Emo S.A.F. Eustrace Emo S.A.F. Eustrace Enotracebi Europa of 1 Februario FreeDill Free | 277 38 10 75 325 50 185 50 195 50 210 1900 234 20 330 1228 1450 1500 1500 1500 1782 1782 1782 1782 1782 1782 1782 | 271 38 50 72 775 206 10 300 336 72 50 | \$28 1215 190 636 311 10 766 1865 1050 266 566 710 | - 101 - 046 + 368 + 0 12 - 0 218 + 1 04 - 0 23 - 1 04 - 1 04 | 525 750 235 84 95 183 44 300 138 295 1610 295 290 130 1500 250 120 120 120 120 120 120 120 120 120 12 | Perchent Percolor Finant Pércolor (Final Pércolor (Final Interior (Final Interior (Final Percolor (Final Final Fin | \$25 748 235 40 87 44 05 136 235 50 150 255 50 160 255 50 150 255 50 1243 1340 1350 2453 1340 1355 1295 2453 309 507 507 507 507 507 507 507 507 507 507 | 303 1907 960 200 135 10 1495 270 78 30 1021 1276 1390 1390 1386 305 467 314 631 | 1495 270 76 30 1021 1270 1390 150 1296 306 467 314 631 53 90 129 330 238 885 60 | - 0383 + 0383 - 1921 - 011 - 016 - 745502 - 2035 - 4 25502 - 4 255 | 179 138 916 510 511 511 415 30 370 250 55 1060 48 296 430 700 106 296 360 370 276 460 370 276 460 370 276 460 370 276 460 370 276 460 370 276 460 370 276 388 | Armer. Teleph. Anglo Asset. C. Bayer Bayer Bertiletest. Cheen Menh. Corter Cheen Menh. Corter Cheen Menh. Corter | 512 512 416 29 90 368 50 248 56 10 1058 87 791 429 429 108 294 361 10 | 918 | | 05544462 2 2 3 1 1 2 2 3 1 1 1 2 3 2 3 1 1 1 1 | 290 56 776 730 20570 670 130 130 130 670 130 670 130 670 125 745 745 325 336 336 336 336 336 336 336 33 | IBM Ita-Yokado ITT ITT ITT ITT ITT ITT ITT ITT ITT IT | 1023 73 10 230 55 20 774 779 20570 872 1117 670 127 50 127 50 127 50 14 90 14 90 745 13 34 916 334 916 334 916 339 918 339 918 918 918 918 918 918 918 918 918 91 | 237 50 780 780 579 130 30 311 30 379 80 1013 430 427 50 73 30 1237 129 30 180 80 155 758 | 780 7100 578 130 30 311 10 379 80 1013 430 1240 128 30 1280 50 15 05 75 8 50 | + 3 22 + 3 26 + 0 77 - 7 82 + 1 34 + 2 19 + 1 55 - 0 28 + 0 23 + 1 54 - 0 40 + 0 23 + 1 74 + 1 1 81 + 1 1 81 + 1 1 81 + 1 1 81 + 1 81 |
| 74 325 300 22 | CALP Corpors SA Chara-Chief | 73 H 326 298 7 21 7 | | 327 296 90 | + 164 - 030 - 060 + 321 | 1060 96 90 1750 | Majorette (Ly) - Manyrin Mar, Wandel - Martell - | 90 30 1751 | 93 10 | 93 1756 | + 6 39 | 715 480 300 161 | Sign. Ent. El | 716 459 301 15080 | 490 301 | 490 490 301 | - 363 + 675 | a | OTE DES | CHA | NGES | | DES B | | MAR | CHÉ L | LIBR | E DE L | 'OR |
| 230 1010 | Ciments franç. CLT, Alcatel . | 231 1012 854 | 245 1038 862 | 245 1036 853 | + 849 + 255 - 011 | 1060 1360 785 | Merrin-Gerin Merre | 1000 | 1396 745 | 1396 745 | + 072 | 1180 516 3063 | Side Rentignal Statements | 1185 517 3050 | 614 3030 | 514 3030 | - 058 - 055 | MAR | CHÉ OFFICIEL | cours préc. | 24/7 | Ache | t V | ente | MONNAIES | ET DEVI | SES | prèc. | 24/7 |
| 850 108 225 225 220 536 220 536 220 556 256 600 210 210 136 | Cuch Médiant. Codetal Cofinag Colina Conge, Eresupe. Conge, Micol. Colie, Foreser Criede F. Irma. Codes F. | 106 1225 H 218 135 320 218 8 634 218 8 634 215 9 223 562 451 210 451 | 320 533 218 60 | 109 10 225 20 320 520 520 520 219 70 630 128 1630 926 585 85 678 478 204 90 | + 101 + 004 + 041 + 051 + 240 + 193 + 053 + 011 - 242 - 242 - 3820 | 1520 172 47 1500 335 39 405 245 44 325 33 606 250 750 159 2210 88 620 | Mich (Se) Michael Bis S.A. Michael Bis S | 173 48 10 1580 337 96 10 407 248 325 325 325 750 169 80 221 85 56 | 433 253 60 45 80 325 903 250 10 | 46 70 325 603 250 10 156 2220 36 50 | - 0 32 - 0 57 - 1 67 - 1 25 + 1 180 + 5 15 + 2 92 - 0 49 - 0 75 | 480 470 490 225 460 1550 275 1900 275 800 246 206 58 2000 800 800 955 173 | Sograp Sonter Pariat Sonter Pariat Synthelist Title State Title St | 480 470 483 225 451 1950 275 1865 274 588 244 205 58 2000 860 950 | 480 488 50 228 460 1545 270 1885 281 600 250 80 210 57 1860 300 | 480 489 491 228 460 1548 270 1885 281 800 250 80 210 57 1950 | - 021 + 185 + 088 - 022 - 181 - 052 + 286 + 278 + 278 + 245 - 172 - 250 + 465 - 005 + 184 | BCU Allemit, Belgopo Pays Be Denem Norvigi Grande Grico (* Isalis I) Subda I Autoco Espaça Portogy Canada | ran (\$ 1) gras (100 DM) o (100 F) is (100 K) o (100 Sch) o (100 pas.) is (100 pas.) is (100 yams) | 8 87 306 90 15 17 271 92 84 02 106 27 11 61 7 79 4 98 381 84 105 67 43 76 5 42 6 62 | 8 8 0 306 9 15 1 271 8 8 0 105 4 9 11 5 77 7 7 4 9 105 4 0 105 4 0 105 8 0 105 | 73 | 300 2 160 2 160 500 715 2 1 | 8 970 313 15 700 28 7 110 12 050 8 802 5 205 372 108 44 900 5 900 6 100 6 760 3 829 | Or fin Date on be Or fin jan Anger) Péce française (Pilce propaise (Pilce puisse (20 Pilce puisse (20 Pilce puisse (20 Pilce de 20 dell Pilce de 10 dell Pilce de 5 della Pilce de 10 fiori | 20分 20分 分 分 | | 95100 95350 618 415 593 578 720 4250 2140 1302 50 3860 599 | 96200 96702 620 590 574 713 4205 2200 3850 594 |

2. POLITIQUE : « Le dénominateur commun », par Maurice Duverger; « Les libertés sont à définir », par Alfred

ÉTRANGER

- 3. DIPLOMATIE -La négociation sur les armes spa-
- 3-4 PROCHE-ORIENT ISRAFL : les élections légis
- 5. ASIE
- 5. AMÉRIQUES
- 5. EUROPE

POLITIQUE 6 à 8. La formation définitive du gouver-

SOCIÉTÉ 10. Procès entre médecins à Papeste : les

16. SPORTS : la préparation des Jeux de

Los Angeles. CULTURE

12. FESTIVALS: Miles Davis à Antibes. Vaison-la-Romaine : L'île déserte, de Joseph Haydn.

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : la négociation de la nouvelle convention sociale de la sidérur-AFFAIRES.

20. TRANSPORTS. - ÉNERGIE. - TIERS MONDE.

RADIO-TÉLÉVISION (14) INFORMATIONS SERVICES (14): Vie associative; « Journal

ÉTÉ (15): « Histoire d'amour », par Konk; « La mode »; Mots

officiel » ; Météorologie.

Apmonces classées (17-18); Carnet (16); Programmes des spectacles (13); Marchés finan-

Le numéro du « Monde » daté 24 juillet 1984 a été tiré à 486963 exemplaires

12 mois sur 12

COURS **HUBERT LE FÉAL:** DEPASSER LE TRAC. S'AFFIRMER DANS LA

documentation sans engagement **387 25 00**

PAROLE.



A adresser à: ORIENTATIONS SER-VICE 'IDECOM - 57, avenue Momaigne, 75008 PARIS ~ accompagne d'un] chèque de 70 F (54 F+ frais de pari). ABCD FGH

fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat d'un précédent dé-

cret (12 mai 1981) cassé pour vice de forme sur recours des médecins biologistes. Le vide juridique qui en résultait avait été à l'origine, au printemps dernier, d'une série de protestations des syndicats d'infirmiers puis, le 26 avril, d'une manifestation et d'une journée de grève nationale. Les médecins biologistes contes-

économistes qui tablaient sur un

ralentissement de l'expansion aux

Etats-Unis an premier semestre

1984, après la vigoureuse reprise de

l'année 1983, la croissance du pro-duit national brut (PNB) américain a atteint 7,5 % en termes réels (inflation déduite) au cours du

deuxième trimestre 1984, a

annoncé, le 23 juillet, le départe-ment du commerce à Washington.

Ce faisant, il révisait, en forte

hausse, son estimation provisoire de 5,7 %, établie dans la troisième

semaine de juin, celle d'une crois-sance de 9,7 % annoncée pour le pre-

mier trimestre 1984 étant, elle-

nême, révisée à 10,1 %, tanx le plus

élevé depuis le premier trimestre de

Au deuxième trimestre 1984, la

roissance est due, essentiellement,

à une augmentation des ventes, en

rythme annuel, de 10,4 %, contre

4,6 % au premier trimestre. Pour la même période, les dépenses d'inves-

tissement des entreprises ont pro-gressé de 20,7 %, à peu près au même rythme qu'au premier trimes-

tre (20,6 %). En revanche, les

dépenses pour la construction n'ont augmenté que de 9,4 %, contre

21,3 %, ce qui traduit le freinage

exercé sur les crédits à l'immobilier par la hausse des taux d'intérêt.

Quant aux dépenses des consomma-

teurs, leur avance a été de 6,9 %, contre 4,6 %. En dollars courants, le

PNB des Etats-Unis a représenté, sur une base annuelle, 3 650 mil-

En même temps, il était annoncé que le taux d'inflation avait fléchi.

revenant à 3,2 % au deuxième tri-mestre contre 4,4 % au premier tri-

Sitôt connus, ces chiffres, qui reflètent la plus forte croissance de

l'économie des Etats-Unis depuis les

années 40, ont provoqué un nouveau

bond du dollar jusqu'à 2,8850 DM et 8,8370 F officiellement, nouveau

record historique, contre 2,87 DM et 8,80 F lundi 23 juillet en Europe.

L'annonce de ces chiffres, qui

révèlent donc une croissance incoercible de l'économie américaine, mal-

gré des taux d'intérêt historique-

Comblant un vide juridique

UN DÉCRET DÉFINIT

LA PROFESSION D'INFIRMIER

publie un décret relatif à l'exercice de la profession d'infirmier. Ce texte

Le Journal officiel du 24 juillet

liards de dollars.

1981, avant la crise,

taient en particulier aux infirmiers le droit d'effectuer certains gestes techniques. Le décret publié au-jourd'hui comble le vide juridique existant et définit dans le détail le champ d'activité de cette profession.

 Un malfaiteur griëvement blessé au cours d'un hold-up. Deux motards casqués et armés ont attaqué, mardi 24 juillet, dans la matinée, une agence du Crédit agri-cole à Montpellier. L'un deux a été grièvement blessé d'une balle dans la tête par un policier alors qu'il tentait de s'enfuir en se couvrant d'un otage. Il a été transporté à l'hôpital, où son état est jugé très grave. Le second malfaiteur, qui dit se nom-mer - Parca - selon la police, âgé de vingt-cinq ans, s'est rendu sans résis-

OUVERT EN AOUT

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur PANTALONS

COSTUMES MESURE 1 750 F **NOUVELLE COLLECTION** 3 000 tissue

euros draperies anglaises **Boutique Femme** TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

SEE MESSIRE UNIFORMES ET DISIGNES MILITAIRES Prêt-à-porter Homme **LEGRAND** Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opére Téléphone: 742-70-51. Du lundi su samedi, de 10 h è 18 h.

La croissance de l'économie des Etats-Unis a été plus forte que prévu au premier semestre

Le dollar à 8,83 F

ment très élevés, en même temps Déjouant toutes les prévisions des que le maintien de l'inflation à un niveau très bas, ne manque pas de préoccuper les milieux financiers, tant aux Etats-Unis que dans le monde. Que va faire la Réserve fédérale, soucieuse de calmer la surchausse et de prévenir le retour de l'inflation, qui, selon les experts les plus qualifiés, devrait inévitablement se produire cette année ou la

> Logiquement, elle devrait sinon durcir sa politique de crédit, du moins ne pas l'assouplir, ce qui, compte tenu da besoin d'emprants du Trésor pour combler le déficit budgétaire, des entreprises pour financer leurs investissements, et des consommateurs pour leurs achats à tempérament, aurait pour conséquence de faire à nouveau monter les taux d'intérêt, et le dollar

> A cet égard, la déposition de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, devant le Congrès mercredi 25 juillet pourrait fournir d'intéressantes indications, impatiemment attendues. M. Volcker rend le délicit budgétaire américain responsable de la hausse des taux, puisqu'il oblige le Trésor à «pomper les disponibilités sur le marché inancier. A cette occasion, nombre d'experts expliquent la vigueur de la reprise économique américaine par cet énorme déficit, et, surtout, par

les réductions et remboursements d'impôts du programme Reagan en 1981, qui ont incité les consommateurs à acheter et les entreprises à

Certains d'entre eux, remarquant que ce déficit et ces ristournes fiscales ont été financés par emprunts, estiment que la rechute de l'économie sera aussi forte que sa reprise, ce que d'autres contestent, estimant que les Etats-Unis sont sur la voie d'une croissance plus harmonieuse dans les années qui viennent. Ils avancent que les prix des matières premières, dont, antérieurement, la hausse accompagnait rituellement toute reprise économique, et, surtout, toute surchauffe sont, paradoxalement, orientés à la baisse, de même que ceux du pétrole. Ces derniers, on le sait, avaient largement contribué à alimenter l'inflation américaine après le deuxième choc pétrolier de 1979-1980.

Toutes ces considérations incitent les milieux financiers internationaux à être prudents, car les experts « qualifiés » se sont souvent trompés dans le passé, sur les prix de l'énergie comme sur le reste. Au début de cette année, une partie d'entre eux orédisaient un ralentissement de économie aux Etats-Unis et une une baisse du dollar. On sait ce qu'il

FRANÇOIS RENARD.

-Sur le vif-

Ras la frange!

n'arrive plus à suivre, je m'essouffle, je fatigue. Il y a vraiment des jours où je voudrais tout laisser tomber. Et d'abord mes cheveux. Je le disais bien à Yvette : la coupe Diana... la coupe Diana I A mon êge, vous êtes sûre ? Vous ne croyez pas que la coupe Nancy, ce serait plus indiqué ? Elle m'a rabrouée en claquant des ciseaux impatients : et pourquoi pas la coupe Maggie pendant que vous y êtes ? Faut suivre la mode da votre métier. Avec cette frange à la Jackie, vous ne ressemblez plus à rien.

Alors là, quand je suis sortie de chez le coiffeur trois heures après, pour la ressemblance, j'étais servie. Je me suis croisée sobtante-quatorze fois — j'ai compté — entre le rond-point des Champs-Elysées et la rue La Boétie. Ça m'a plutôt rassurée. Je me suis dit : ce coup-ci, je suis dans la note. En plein. Et j'y reste. Au moins jusqu'à la ren-

tebac du coin, je prends le café avec une copine, une Diana du service étranger, et elle me dit : «T'as vu le tête que j'ai ? Non, mais c'est pas possible, je ressemble plus à rien. J'ai pris rendez-vous avec Yvette. Elle est complètement- débordée. Au salon, c'est l'affolement, la elade. Elle fait des Gerry à le chaîne; c'est le folie aux États

Quelle vie de chien I Je Unis. Elle a promis de me faire passer entre deux clientes. - Attends, attends, j'y suis plus du tout, c'est quoi le

> - Beri la Ferraro, quoi, réveille-toi, la colistière de Mondale, la candidate à la viceprésidence des Etats-Unis. – C'est pes vrai ! Tu vaux

dire que... - Ben évidemment. Tu ne me vois pas déberquer à Mimizan le 1ª août avec une Diana complètement ringarde. Je ki ai dit à Yvethe : arrangez-vous comme yous voudrez, mais moi ja ne pars pas sans la Gerry.

- Elle est comment ? - C'est la Diana mais en plus aportif, tu vois, en plus sophisti-qué, avec des mèches relevées des deux côtés. Bon, alors, qu'est-ce que tu fais ? Viens evec moi. Tu peux pes rester comme ça. Tu vas être ridicule.

- Ecoute, franchement, l'hésite. La Gerry, comme coiffure de vacances, c'est peut-être valable, mais ie me demande si, pour l'hiver, la George, enfin, je veux dire la Bush, ce ne serait

- Ça, n'y compte pas. La Bush, ils ne la lanceront qu'à la mi-novembre, après les élections américaines. Pour les fêtes du

CLAUDE SARRAUTE.

L'affaire Creusot-Loire

LES POUVOIRS PUBLICS PRÉSENTERAIENT PROCHAINEMENT UNE SOLUTION

M. Gallois, directeur général de l'industrie, devrait déposer au tribu-nal de commerce de Paris une lettre d'intention, dans laquelle serait exposée la solution envisagée par les pouvoirs publics pour Creusot-Loire, « au plus tard dans le courant de la semaine prochaine . Il couperait ainsi l'herbe sous le pied de M. Hubert Lasont, qui devrait être nommé administrateur provisoire le 26 juillet, le tribunal de commerce ayant refusé de différer à la volonté des anciens dirigeants de Creusotau plus tard le 24 juillet. M. Lafont, qui prépare une autre solution de rencise in bonis, au nom des créanciers (mais pes des principaux d'entre eux, les banques et Framatome). Il n'a d'ailleurs pas de repre-neurs et son plan coûterait 3 mil-liards de francs, dit-on au ministère du redéploiement industriel.

La solution avancée par les poevoirs publics passe par une liquida-tion « le temps d'un soupir » et le rachat à forfait des actifs de Creusot-Loire par une association de repreneurs, dont il est acquis désormais que Framatome sera le chef de file et que cette société détiendra avec Fives Cail Babcock plus de 50 % du capital de la nouvelle société.

la société dans les premiers rangs de

l'industrie française, devant Saint-Gobain (2,3 milliards de francs) ou

la CGE (2,5 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires total de 22,7 milliards de francs et un résul-

tat net de 1,65 milliard de francs, a annoncé, le 20 juillet, M. Gérard Renon, administrateur général du CEA. En dépit d'un contexte national et international maus-

sade - le secteur du cycle des com-bustibles nucléaires, qui assure, grâce notamment à la COGEMA, 79 % du chiffre d'affaires, 86,6 % de

la marge brute d'autofinancement et

90 % du résultats courant du

groupe, «se comporte bien», avec pour l'avenir de «forts risques» qui

justifient la politique de provisions assez sérieuses menée par le

De même, la construction des cen-

trales nucléaires et les sociétés de

services liées au secteur, où le CEA,

grâce à la participation de 50 % qu'il détient dans FRAMATOME (à

égalité avec le groupe Creusot-

Loire), occupe une place prépondé-rante, devrait elle aussi conserver

une bonne rentabilité, après une

phase difficile due au ralentissement

des programmes de construction des

centrales nucléaires dans le monde.

A condition toutefois, a précisé

LES MÈRES DES ENFANTS RETENUS EN ALGERIE

Une pour toutes, toutes pour une

Confusion, émotion, cris et parfois pleurs au carrefour des rues Hamelin et Boissière dans l'aprèsmidi du lundi 23 juillet, à Paris. Une quinzaine de femmes, mères enfants retenus illicitement en Algérie par les pères, et des repré-seniants d'associations, qui militent pour la signature d'un accord franco-algérien sur le respect des décisions judiciaires concernant les deux pays souhaitzient déposer à l'ambassade d'Algérie les dossiers de vingt-neuf mères. Elles se sont heurtées à un cordon de police, courtois, embarrassé même, mais ferme. Le dialogue de sourds a duré une heure et demie : « On a des ordres « Mais nous ne sommes pas des ter-roristes, nous sommes des mères qui veulent déposer des dossiers » -« Téléphonez à l'ambassade. Si on

désire vous recevoir, on vous laisse passer. Mais pas question pour Christiane, mère de Walid, quatorze ans, et Karina, treize ans, Marie-Anne, maman d'Amar, dix-sept ans, et de Farid, seize ans, ou Houria, mère de Samir et Amissa, et les autres de faire un pas de plus. Les Algériens ont été prévenus par un communiqué : elles ne demandent pas un rendez-vons. Elles veulent simplement déposer un dossier. Toutes se sont alors assises rue Boissière pour bloquer la circulation. Regards de sympathie de certains badauds, haine raciste chez

nucléaires du groupe CEA connais-

sent quelques problèmes. C'est le

cas, notamment, de la CISI, société

de service informatique qui a eu, en 1983, une marge brute d'autofinan-cement négative de 108 millions de

francs (soit 8 % de son chiffre

d'affaires). Ces pertes, a estimé tou-tefois M. Renon, sont pour l'essen-tiel liées à l'important effort d'inves-

tissement réalisé par la CISI en

prenant le contrôle de l'Institut amé-ricain de prévision Wharton Econo-

LIVRAISON GRATUITE

TRES RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

metric Forecastings.

Bonne année 1983

pour les activités industrielles du CEA

Les activités industrielles du Commissariat à l'énergie atomique, regroupées en 1983 au sein de la société de participation CEA-Industries, ont dégagé, l'an passé, une marge brute d'autofinancement de 3,7 milliards de francs, qui place participation CEA-Industries du groupe en difficulté. Par contre, les secteurs non nucléaires du groupe CEA connais-

d'entres. « Vous n'aviez qu'à épouser un Français », lance un chanf-feur de taxi. « Pourquoi avez-vous été prendre un Algérien? », leur

L'ambassade algérienne ne s'ouvrira pas. Les représentants algériers soulignent que leurs propo-sitions n'ont jamais varié : une ren-contre, mardi 24 juillet, à Alger, avec cinq mères en présence de l'ambassadeur de France, M. Fran-cois Scherr. En lancage directration cois Scherr. En langage diplomati que : « une délégation restreinte dans le cadre des relations bilaté-

Lundi 23 juillet, M. Scherr cette question des femmes divorcées d'Algériens et du droit de garde. Le gouvernement français aurait. semble-t-il, souhaité une formule mixte : d'une part, la rencontre pro-posée par l'Algérie et, d'autre part, au même moment à Alger, une réunion des représentants des associations françaises et algériennes qui militeat pour un accord bilaréral.

Mais la réponse du collectif « Un bateau pour Aiger » est non. « Nous serons reçues ensemble ou pas », disent-elles. A 15 h 30, elles lèverant le siège, bien décidées à saisir à nouveau l'opinion. « Rendez-vous en septembre pour un nouveau bateau pour Alger. .

CHRISTIANE CHOMBEAU,

UN CURÉ CHASSE L'AUTRE...

M. l'abbé Girard aime dormir et méditer, M. l'abbé Guémou, tri, préfère discater et receveir. Difficulté: nos deux prêtres partagent le même presbytère. Depuis 1977, l'abbé Girard, chaquante et un ans, nommé par l'évêché de l'obtiera pour veiller sur le salut des 1024 âmes du village de Louxy (Deux-Sèvres), souffre d'insonnies. Les hôtes de l'autre ecclésiantique, tron bravants. L'econécheut tique, trop bruyants, l'empêchent de dormir et troublent sa paix.

Asjourd'Issi, le bon caré a cra-qué : infarctus. Pour que ce diable d'abbé Guémon s'en afile, il a fait couper l'ess et le téléphone du presbytère. Mais comme l'abbé presbytère. Mais comme l'abbé Guémon, soixante et un ans, prêtre-ouvrier, syndiqué à la CFDT, refuse de partir, le tribunal de l'artheany (Deux-Sèvres) va trancher cette querelle qui sévit sous un clocher. — G. D.

TRECA

EPEDA

SIMMONS

PIRELLI

Les meilleurs prix

Les meilleures marques

CANAL PLUS ENVISAGE DE METTRE AUX ENCHÉRES **AUPRÈS DES ANNONCEURS** CERTAINES DE SES ÉMIS-

Canal Plus et l'Association de agences conseils en publicité (AACP) viennent de signer un accord destiné à faciliter la commercialisation des émissions auprès des annonceurs publicitaires par le sponsoring , dont la future qua-trième chaîne a obtenu l'exclusivité.

Cet accord prévoit la mise en place d'un système de *« mesure* scientifique indiscutable » de l'audience, nécessaire à la crédibilité de Canal Plus selon ses dirigeants. Cet instrument spécifique devrait permettre d'adapter les programmes à la demande du public et surtout de donger aux annonceurs et aux agences de publicité des éléments fiables pour l'impact de leurs opérations de parrainage. M. Philippe Ramond, directeur de la chaîne, a lancé un appel d'offres auprès de plusieurs organismes d'études et de sondages. Le contrôle du nombre des abonnés de Canal Plus serait effectué officiellement par un organisme indépendent

Les responsables de la chaîne étudient en outre la mise au point d'une banque de données de ses programmes, accessible sur les termi-naux Minitel (annuaire électronique). Un tel système permettra une information permanente instantanée et, surtout, la . mise aux enchères » auprès d'annonceurs potentiels des émissions considérées comme des « événements » télévisuels. Canal Plus et l'AACP, qui créent un comité de liaison mensuel, considèrent déjà leur collaboration comme * exemplaire » et « originale ». Instrument de mesure d'audience et banque de données devront être rapidement opérationnels (octobre), le démarrage de la quatrième chaîns étant toujours prévu pour le début

— (Publicité) —

Coordonnez Moquettes + Tissus chez **Artirec**

à prix direct-charter © À TEINTE EXACTE QUE VOUS AIMEREZ (parmi 300), la durée, la beauté, la résistance aux taches, l'anti-électricité, la coordination sols-murs, la

Votre bonhour est chez Artirec avec 500 000 m² de stock disponible à prix garantis les plus bas, non piégés (- 5% lect. dn Monde), même avec pose et livraison.

Anssi: moquettes dalles (quasi éter-nelles : on permute les dalles); dalles-pastilles caoutchouc; miroirs mars et plafonds (multiplient espace et lumière); tapis d'art, etc.

Il faut voir le dépôt mystère de l'impasse Saint-Sébastien, 11° (par le 32, rue Saint-Sébastien), que se repassent architectes, décorateurs. Tél. 355-66-50.

37. Avenue de la République 750M PARIS Tél. 357.46.35+

Métro: PARMENTIER

La CEE vacances -020 Eres

TO THE PERSON AS de menter. Loris and The same of a contract AN MANITON DE CARTO PER TRAINE IN SOME ter curry South all allaines to Lancre sone Lie mammetter & acres The statement de street probable La MINE & CHIEF TOWNER IN UT PAIRE PARE Service of the servic April Audita Same

to sell of the Padacula A Promise Comme a has birding on the Mi 2012/20 1. Total 2008 the true of the state of the example series - exe c est Will the state of A COMP TOWNS IN PRINT gree her der auf bester some site, La . . . dant Gen SETTING THE STATE OF THE SECOND St 20,470 - 20 Arms Section of Control of the Section of

property print the goods THE PARTY OF THE P Salate and the Contraction Managaris of president mit a the make see THE PROPERTY. Beener of the ser page was the Control of the gan fan franciske. pre feinder de certe a comme haven de le feder. the Rocard, won rest to week De contage ave . The fact, in who menter & new total STREET AND A STREET remi dan in campanian

THE ART AND THE PARTY AND THE PRINCES OF THE PROPERTY. B Minterior Carrier mulidarile ent propose. Total des per la la margant. min la perelle bette প্রমানিক এবং ক্রিক ক্রিক gages en l'afripe. Après mit is possible agreement tan les accords de Fantal im mier der eine fa Eff net eff semental constant ib Commanante - ee 1984. temples a postarente Le Mil lovat Landern qué sessió 🗢

Speciescer des constitutes Shiectous authorite, wiede week an Cest are the the number i Grande-Restagne, gent -S SECONDER MACLACEMENT Imquement, que d'abrent in m ben mie de Ettangen In but militure de gradus Application de la Company imme que la reforme men topes avril avec to restriction Treduction taitures, where were HOLL MILLIANDS

fette affaite de budget ente destitue un retrust en manie opport ser conclusions de desible. Les représentations de la la color de l'Especial de march 24 ferriert aus weiter fill Medicine. Les pergeripaient marie, alteriore present de mer 1900, resqueres de n'Ami terriores la 19 argunolles chin, comme les Ches n'A

direction. d supplied of the same of the distriction of the second seco

The services com the electronement : In Car gibie semple en esse i de la aparazione de genegates en la constitución de genegates en la aparazione de genegates en la aparazione de genegates de de desimilar

parion que constitue a preschous manada par que il mende ann man per mente concernant for a pre mente concernant for

Selfe De cont tien tonn property improgree de Schutzen bertanningen. Co du cobinant a quint de are consistent a